

Conseil Municipal de la Ville de Montpellier

- - -

**Séance publique du
Lundi 06 mai 2013**

- - -

PROCES-VERBAL

- - -

Conseil Municipal de la Ville de Montpellier

Séance Publique du 06 mai 2013

Procès-verbal

Convoqué le lundi 29 avril 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 6 mai 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux.

Présents :

Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Nicole BIGAS, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Stéphanie BLANPIED, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Christophe MORALES.

Absents :

Brahim ABBOU, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Nadia MIRAOU, Martine PETITOUT.

Hélène MANDROUX : En l'absence de Mme FARGIER, M. SUDRES est secrétaire de séance.

Avant que ce dernier ne procède à l'appel, je voudrais informer le Conseil municipal que M. Christian DUPRAZ m'a envoyé sa démission. D'autres élus figuraient à sa suite sur la liste de Jean-Louis ROUMEGAS. Les deux suivants n'ont pas souhaité siéger. Nous accueillons donc ce soir Mme Marie MASSART. Elle remplacera donc à partir d'aujourd'hui M. Christian DUPRAZ.

Mme MASSART, je vous souhaite la bienvenue dans cette dernière année du mandat. Vous arrivez en effet juste dans cette dernière année.

Je vais vous dire quelques mots sur Mme MASSART. Il m'a été dit qu'elle était née en Alsace, avait fait des études d'économie et est à Montpellier depuis 1996. Je sais qu'elle a milité aux côtés de Michael dans les associations d'étudiants – une conseillère municipale investie donc depuis fort longtemps. Elle a obtenu son concours d'attachée territoriale. Elle a travaillé durant 7 ans en tant que chargée de mission dans le secteur de l'aide à la création d'entreprises et de l'économie sociale et solidaire au Conseil général du Gard – il semblerait que ce dernier nous envoie de nombreux élus ! Il s'agit là d'une collaboration Montpellier-Nîmes très soutenue. Aujourd'hui, toujours au sein du Conseil général du Gard, Mme MASSART travaille à la mission Évaluation, organisation et pilotage. Elle appartient donc au groupe Europe Écologie - Les Verts. Elle est également investie dans le secteur de la finance solidaire.

Madame MASSART, bienvenue. Je vous passe la parole.

Marie MASSART : Merci. Merci de m'accueillir dans cette assemblée. Je voulais dire quelques mots sur les circonstances un peu particulières qui ont fait que je retrouve ici, parmi vous.

Je voulais tout d'abord rendre hommage à Nicole MOSCHETTI-STAMM, qui est décédée il y a maintenant presque un an, en premier lieu parce que c'est quelqu'un que j'appréciais beaucoup sur le plan personnel, mais aussi parce que, sur le plan politique, c'est quelqu'un qui a beaucoup apporté à la ville. Elle était notamment une des premières personnes à avoir porté l'idée du tramway il y a maintenant plus de 20 ans, et qui a réussi à convaincre, de façon à ce que Montpellier fasse ce choix.

Je voulais ensuite également saluer la décision de Christian DUPRAZ, qui a démissionné de son mandat de conseiller municipal pour se consacrer à son mandat de conseiller général. Il a fait le constat qu'il était difficile d'assumer deux mandats d'élus, en plus d'une activité professionnelle. Cette décision a également permis de rétablir la parité au sein du groupe. Il s'agit d'une décision en cohérence avec ses convictions mais aussi avec les valeurs que porte Europe Écologie - Les Verts.

Enfin, je voulais remercier David HERMET, de la Gauche anticapitaliste, qui a renoncé à son mandat, pour respecter l'équilibre au sein du groupe entre Europe Écologie - Les Verts et la Gauche anticapitaliste. Je remercie également Francis pour avoir respecté ses engagements.

Je vous dirai juste que si je suis là aujourd'hui, c'est évidemment pour poursuivre le travail engagé par les écologistes, notamment sur la question des déplacements, question sur laquelle les écologistes se sont souvent exprimés. Il s'agit aujourd'hui d'un sujet particulièrement d'actualité, puisque le tracé de la ligne 5 est actuellement soumis à enquête publique jusqu'au 13 mai. Nous défendons le tram, mais plus globalement les déplacements doux. Pour nous, il est important que le tram reste une véritable alternative à la voiture, et ne prenne pas de place aux piétons, aux cyclistes, aux espaces verts. C'est notamment pour cela qu'en ce qui concerne le tracé de la ligne 5, nous ne sommes pas favorables à ce qu'il passe dans le parc Montcalm, dans la mesure où cela en ampute une partie.

J'en resterai là. Je suis en tout cas, très contente d'être parmi vous ce soir, et je vous remercie encore de m'accueillir au sein de cette assemblée.

[Applaudissements].

Hélène MANDROUX : Nous vous souhaitons la bienvenue.

Vous avez parlé de Mme Nicole MOSCHETTI-STAMM. J'informe le Conseil que l'inauguration de l'allée Nicole MOSCHETTI-STAMM est fixée le dimanche 16 juin à 11h00, en présence de la famille et des enfants de Nicole.

M^{me} le Maire

Adoption de l'ordre du jour

Pour : 47

Contre : /

Abstentions : 5

Adopté à l'unanimité.

Jean-Louis ROUMEGAS : Madame le Maire, bonjour. Je souhaitais vous demander de modifier l'ordre du jour, en inscrivant à l'affaire 88, qui concerne la gestion de l'eau, en début de Conseil. J'ai regardé l'ordre du jour : il me semble que c'est la question la plus importante de l'ordre du jour de ce Conseil – permettez-moi en tout cas d'en juger ainsi. Je pense qu'il serait dommage que vous donniez l'impression de vouloir éviter que ce débat ait lieu quand la presse est là, quand le public est là. Si je dis cela, ce n'est pas gratuitement. Je ne vous fais pas de procès d'intention. Mais je dois dire qu'à la conférence des présidents, le premier adjoint qui était là, M. FLEURENCE, avait l'air très embêté que je dépose ce vœu. Il m'a dit : « On va le mettre à la fin, comme cela personne ne le verra. », etc. [*Protestations*] Il me l'a dit, et il y a des témoins. Je trouve cela dommage, franchement. Que chacun assume ses positions. Il s'agit d'un débat important. Des Conseils municipaux de l'agglomération se sont déjà prononcés. Bien évidemment, ce n'est qu'un vœu. Il revient à l'Agglomération de décider, *in fine* – et nous verrons d'ailleurs à quel moment, si la décision de juillet est définitive ou pas. Mais je trouve qu'il serait dommage de donner l'impression aujourd'hui que nous fuyons ce débat. Et honnêtement, si vous refusez l'inscription en début [de séance], je pense que cela sera interprété de la sorte. De nombreux signes ont en effet été donnés en ce sens.

Je vous demande donc, et je pense que cela est dans votre intérêt, que le débat ait lieu. Merci.

Hélène MANDROUX : Monsieur ROUMEGAS, je comprends que vous fassiez cette intervention. Mais sachez que M. FLEURENCE n'a pas du tout été gêné, puisqu'il a accepté tout de suite le vœu que vous avez présenté. Traditionnellement, aussi bien les questions d'actualité que les vœux sont toujours mis à la fin du Conseil municipal. Cela fait partie des habitudes, nous n'avons donc pas changé nos habitudes. Et nous débattons bien évidemment de ce problème, il n'y a aucun souci.

Je sou mets donc l'ordre du jour au vote. Adopté.

Chers amis, avant d'aborder l'affaire n°1, je voudrais faire référence – et je pense que si je ne le faisais pas, les gens seraient surpris et étonnés – au fait que, tout au long de l'année, certains mois ont des particularités. Les mois de juillet et août sont ceux des vacances. Les mois de fin d'année correspondent aux fêtes de fin d'année. Le mois de mai est traditionnellement différent des autres. Il commence par le 1^{er} mai, c'est-à-dire la Fête du travail ; il comporte de nombreux ponts ; il y a le 8 mai. Mais le mois de mai est depuis fort longtemps le mois des élections présidentielles. Tous les sept ans au départ, puis tous les cinq ans maintenant, au mois de mai, se produisent des alternances, tantôt gouvernement de droite, tantôt gouvernement de gauche.

Aujourd'hui, je voudrais revenir sur ce qu'il s'est passé il y a un an – et nous savons ce qu'il se passe actuellement. Je souhaiterais insister fortement sur le fait que ce qu'il se passe aujourd'hui, à savoir que les hommes et les femmes qui descendent dans la rue au bout d'un an ne sont pas tous les mêmes ; ils n'ont pas tous les mêmes motivations. Les uns sont des hommes et des femmes qui y descendent parce qu'ils refusent l'évolution de la société. Les autres sont dans la rue pour des raisons que je comprends parfaitement, parce qu'ils sont préoccupés par le contexte économique que nous connaissons : préoccupés par l'emploi, le logement. Et je considère que les inquiétudes qu'ils expriment sont parfaitement légitimes.

Je crois que le gouvernement que je soutiens – Monsieur le député, Madame la députée, vous êtes ici présents – ne pensait pas que l'état du pays était à ce point dégradé. Je pense qu'il est difficile de corriger dix ans en un an. Il est vrai que la patience est une grande qualité. Mais il est facile d'être patient quand on se trouve dans des conditions aisées. Cela est beaucoup plus difficile – et l'on comprend cette impatience – quand les conditions de vie sont difficiles. Malheureusement, aujourd'hui, nous ne voyons que ces grandes

manifestations, et l'on ne voit pas le travail qui a été réalisé en un an. On sait très bien que ce redressement va être difficile. Il va durer cinq ans. [Je salue aussi Monsieur le député, excusez-moi.]

Au bout de cette période d'un an, certains dossiers importants ont quand même avancé, dans des secteurs essentiels qui inquiètent les Français : l'emploi, le logement, l'éducation, la santé.

En matière d'emploi, je voudrais vous faire remarquer que 150 000 emplois d'avenir vont être signés entre 2013 et 2014. Lors du dernier Conseil municipal, la Ville s'est engagée sur 50 emplois d'avenir. 500 000 contrats de génération devraient également être financés durant cinq ans, ce qui n'est pas rien dans le contexte actuel.

Au niveau du logement, des signes très forts ont été donnés, notamment concernant la loi SRU : il s'agit de porter de 20 à 25 % le pourcentage de logements sociaux. Outre cette décision, les pénalités financières à l'égard des élus qui ne s'engageraient pas dans ce taux seront multipliées par cinq. De même, j'ai noté qu'au 1^{er} janvier, la TVA devrait être réduite à 5 % pour les logements sociaux.

L'éducation est à mes yeux une priorité. Sur ce plan, les députés sont actuellement en train de s'engager dans une réforme de la formation professionnelle. Cela n'est pas rien, quand on connaît les difficultés que rencontrent les jeunes à trouver une formation puis du travail. Adapter la formation au marché du travail est selon moi prioritaire. Jean-Louis-GELY suit ces sujets de très près. Vous savez que 60 000 postes devraient être créés d'ici 2015. Un signe fort a été donné en revalorisant l'allocation parentale de rentrée scolaire de 25 %.

Voilà des signes qui montrent que, dès la première année, le gouvernement s'est attaqué aux problèmes – même si tout n'est pas fait, même si tout n'est pas parfait. Mais qui peut dire que ce qu'il fait est parfait, complètement, à 100 % ? Comme je vous le disais, je sens que l'impatience est là, et je la comprends.

Au niveau de la santé, vous savez que notre pays – même si cela paraît assez incroyable – pourra manquer demain de médecins généralistes. Les médecins quittent le milieu rural, les quartiers en difficulté. Cela constitue une inquiétude, et nos citoyens ont le droit de revendiquer la possibilité de se faire soigner dans un périmètre au nombre de kilomètres relativement restreint. Une réflexion est donc actuellement menée sur la manière de constituer des maisons de santé de proximité.

Ces secteurs m'apparaissent importants. Mes chers collègues, voilà pourquoi je voulais parler de ce 6 mai, puisque notre Conseil municipal a lieu justement ce jour. Je salue une fois de plus les trois députés présents. Et je voudrais faire comprendre que les réformes sont engagées, même si l'impatience est là. Et dans le contexte économique qui est le nôtre, tous les acteurs vont devoir se mettre en mouvement, et certainement faire des efforts. Le gouvernement a déjà dit que les dotations en direction des collectivités territoriales – et Max LEVITA y est très attentif – vont être réduites d'un milliard et demi par an pendant deux ans. Nous aussi allons donc devoir faire des efforts. Je répète ce que j'ai dit tout à l'heure : il est difficile de redresser en un an un pays qui a été affaibli durant dix ans.

Mais je voudrais surtout dire que les forces de gauche, les forces que j'appellerais « républicaines », tous ceux qui sont ici dans cette salle, majorité comme opposition, doivent tous être unis pour faire face à deux risques qui m'inquiètent énormément. Il s'agit d'une part du risque du populisme. En effet, aujourd'hui, il peut être présent. Et d'autre part, il s'agit du risque des extrêmes. Sur ces deux risques, que nous pouvons observer dans la rue, je considère que nous sommes tous responsables. Attention aux extrêmes, attention au populisme ! Nous nous devons d'être réellement solidaires. Cela n'est pas facile, mais nous le devons. Si les élus ne sont pas solidaires, comment voulez-vous que les hommes et les femmes, qui nous regardent... ? Il faut pouvoir critiquer. Quand on n'est pas satisfait, il faut pouvoir le dire. Mais la critique n'empêche pas la solidarité. Il faut avancer, plus que jamais, même si cela nous apparaît trop lent, même si l'on n'est parfois pas d'accord. Il faut réellement, dans ce contexte de difficultés économiques, se serrer les coudes.

Cela fait donc un an. Et je voulais vous dire que, vu ce qui a été engagé, personnellement, je soutiens ce gouvernement. Je souhaitais le préciser car cela aujourd'hui un an que François HOLLANDE a été élu Président de la République.

Pour : 52
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

M^{me} le Maire

Articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales –
Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique du Conseil municipal

1- Convention pour la mise à disposition des fichiers cartographiques liés à la prévention du risque inondation

Serge FLEURENCE:

La Ville de Montpellier souhaite échanger des fichiers cartographiques liés à la prévention du risque inondation avec le Syndicat du Bassin du Lez (SYBLE).

Ce partenariat avec le SYBLE, maître d'ouvrage d'une étude sur la réduction de la vulnérabilité du bassin versant du Lez et dont une partie de la zone d'étude concerne le territoire de la Ville de Montpellier, permettra de développer la prévention et la gestion du risque inondation.

Les objectifs de cette étude sont d'identifier de manière générale l'ensemble des enjeux bâtis situés dans le périmètre d'étude et leur niveau de vulnérabilité, de définir et de communiquer le résultat de l'étude à la Ville de Montpellier et de déterminer une stratégie d'intervention de réduction du risque en fonction des secteurs identifiés.

Pour ce faire, il est proposé de définir une convention générale d'échange des données vectorielles entre la Cellule de Prévention et de Gestion des Risques de la Ville de Montpellier et le Syndicat du Bassin du Lez.

La mise à disposition des fichiers n'entraîne aucune contrepartie financière pour les deux parties.

En conséquence, nous demandons au Conseil Municipal :

- d'autoriser Mme le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer la convention avec le Syndicat du Bassin du Lez et tout document relatif à cette affaire.

Pour : 52
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

2- Carte Été Jeunes 2013 Attributions à titre gratuit

Michel PASSET:

La Ville de Montpellier a toujours eu pour ambition de faciliter l'accès des jeunes aux loisirs, à la culture et aux sports.

La municipalité a donc mis en place la Carte Eté Jeunes, véritable passeport pour vivre pleinement la période estivale. Valable du 15 juin au 15 septembre, elle est destinée à tous les Montpelliérains de 12 à 29 ans et permet, pour un prix de 25€, d'avoir accès à une multitude d'activités, sportives, culturelles, ludiques et de découvrir ou redécouvrir leur ville.

Pour l'été 2013, dans le cadre du volet social de ce dispositif, la Ville de Montpellier propose d'octroyer **250** cartes gratuites aux associations et aux personnes qui répondent aux critères suivants, à savoir :

- Des associations montpelliéraines œuvrant auprès de la Jeunesse, en particulier des jeunes rencontrant des difficultés d'insertion socioprofessionnelle.
- Des associations montpelliéraines subventionnées dans le cadre du Contrat Urbain de Cohésion Sociale.
- Les membres du Conseil Montpelliérain de la Jeunesse.

Ces attributions à titre gratuit constituent une subvention en nature qui devra être valorisée tant sur les comptes de l'association, que dans le budget de la Ville.

Un tableau de suivi des gratuités accordées sera établi et chaque association concernée devra déposer une demande de mise à disposition de cartes à titre gracieux avec une liste indiquant les noms, prénoms et diverses informations (âge, adresse...) des bénéficiaires auprès de la Ville de Montpellier.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal:

- d'autoriser l'attribution de **250** Cartes Eté Jeunes à titre gratuit pour l'année 2013,
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

3- Faculté des Sciences-Université de Montpellier 2 Attribution d'une subvention dans le cadre de la 8ème édition du concours national « Faites de la Science » Exercice 2013

Michel PASSET:

La Conférence des Doyens et Directeurs d'UFR scientifiques des Universités - CDUS - suit avec attention l'évolution de l'intérêt des jeunes pour la science et les carrières scientifiques. Depuis plusieurs années, elle déplore que de plus en plus d'étudiants se détournent des filières scientifiques alors même que les besoins de notre société dans le domaine des sciences et techniques sont de plus en plus prégnants.

La désaffection des jeunes pour les études scientifiques n'est pas une fatalité : les Facultés des sciences se sont mobilisées pour y remédier en créant le concours « Faites de la science ».

Ce concours se propose de développer le goût des élèves pour l'expérimentation scientifique en leur proposant d'aborder les questions avec l'esprit de chercheur et ainsi stimuler leur initiative. Les objectifs de cette manifestation sont multiples :

- Participer à la mission de diffusion de la Culture Scientifique Technologique et Industrielle (CSTI) des universités,
- Développer l'esprit de découverte chez les adolescents, dans l'esprit de l'opération « La main à la pâte »,

- Initier et sensibiliser ces jeunes au niveau des collèges et des lycées à la démarche scientifique, et ainsi s'attaquer au fond au problème de la désaffection des jeunes pour les études scientifiques,
- Renforcer les liens entre les universités et les établissements scolaires.

« Faites de la science » occupe désormais une place reconnue au niveau national dans le domaine de la diffusion de la culture scientifique.

Trente universités et environ 300 établissements scolaires au total ont déjà participé à ce concours depuis sa création. Environ 2 000 collégiens et lycéens encadrés par 200 enseignants participent, chaque année, aux différentes phases locales.

L'Université Montpellier 2, à l'instigation de la Faculté des sciences et en collaboration avec le rectorat d'académie, le PRES-UMSF et l'INSERM, accueille à Montpellier, le forum régional du concours « Faites de la science ».

La huitième édition du concours a déjà donné lieu, au niveau régional, à la sélection de 9 projets qui seront présentés au forum local.

Lors de celui-ci, un projet sera choisi par un jury pour concourir à la Rochelle le 31 mai 2013, lors de la finale.

La Ville est particulièrement attentive à toute action dont la priorité est d'aider les jeunes en termes d'information et d'orientation en vue d'une future insertion professionnelle.

Aussi, il est donc proposé de soutenir ce concours « Faites de la science » en attribuant une subvention de 3 000€.

Code	Associations	FM	Montant
	Université de Montpellier 2	F	3 000€
<u>TOTAL GENERAL :</u>			<u>3 000 €</u>

LES CREDITS SERONT A PRELEVER SUR LA LIGNE 1937 NATURE 6574, CHAPITRE 924

« En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal:

- Décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de signature de la lettre d'engagement;
- De prélever cette sommes sur les crédits inscrits au budget 2013 sur les imputations citées ci-dessus pour un montant total de **3 000 euros**;
- D'approuver la lettre d'engagement type annexée à la présente délibération;
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire. »

Fanny DOMBRE-COSTE : Je voulais profiter de cette affaire pour me réjouir de la décision de notre ministre, Mme FIORASO, qui a arbitré sur la question du projet Campus. Vous savez que dans le cadre de ce projet, la précédente ministre, Valérie PÉCRESE, avait envisagé que les chantiers y afférant soient envisagés sous le régime du partenariat public-privé. Or, la communauté universitaire était totalement opposée à cette solution – les trois présidents des universités, ainsi que l'ensemble des étudiants. La ministre a donc arbitré dans le sens de la maîtrise d'ouvrage public. Je voulais me féliciter de cette décision, qui va dans le sens de ce que nous souhaitons tous une université forte, ambitieuse, avec une maîtrise et un sérieux budgétaires nécessaires dans ces temps difficiles.

Pour : 52
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

4- Office du tourisme de Montpellier - Classement en catégorie I - Approbation

Marc DUFOUR:

L'Office de Tourisme de Montpellier a été classé « 4 étoiles » selon le classement établi par arrêté préfectoral en date du 25 juillet 2005, et ce pour une durée de 5 ans. En attendant la nouvelle grille de classement national, et après avis favorable de l'Union Départementale des Offices de Tourisme et Syndicats d'Initiatives de l'Hérault, ce classement avait été prorogé jusqu'en 2011.

Le nouvel arrêté du 12 novembre 2010 présentant les nouveaux critères de classement ne devant rentrer en vigueur qu'en 2014, l'Office de tourisme avait donc sollicité en mai 2011 la délibération du Conseil municipal demandant le reclassement de l'Office du Tourisme en « 4 étoiles ». Or, le 10 juin 2011, un nouvel arrêté ministériel est venu modifier l'arrêté du 12 novembre 2010, en demandant que les Offices du Tourisme soient dès à présent classés selon une nouvelle grille d'évaluation.

Selon ces nouveaux textes, cette demande de classement appuyée sur les nouveaux critères doit faire l'objet d'une approbation par le Conseil Municipal de la commune hébergeant l'Office du Tourisme.

Les critères de classement en « 4 étoiles » tenaient jusqu'ici compte de l'obtention de la certification alors obligatoire « Norme Française (NF)- service Office de Tourisme ». Les nouveaux critères de classement n'impose plus cette certification, mais impliquent l'engagement dans une démarche qualité au choix (NF Service, ISO ou Qualité Tourisme). A compter de 2013, l'Office de tourisme a donc décidé de confier le suivi externe de sa démarche à la Fédération Nationale des Offices de Tourisme de France (Qualité Tourisme) et non plus à Afnor Certification (NF Service).

Il est à noter que l'inscription de l'Office de Tourisme dans la démarche Qualité Tourisme, comme dans celle de NF Service avant elle, a permis l'élargissement de la certification à l'ensemble des activités de l'Office - le dernier audit en date des 29 et 30 avril 2010 a accordé la certification pour les activités d'accueil/information, de promotion/communication, de production/commercialisation et de la boutique jusqu'au 6 juillet 2013.

L'appui de cette demande par la municipalité de Montpellier permettra à l'Office du Tourisme de mieux ajuster les financements nécessaires pour assurer les missions d'accueil, de gestion de l'information, d'animation, de développement, de qualification, de commercialisation, de promotion, de communication et de coordination des acteurs touristiques du territoire.

Ce nouveau classement doit enfin permettre à l'Office du Tourisme de la Ville de Montpellier d'offrir le meilleur accueil qui soit à ses visiteurs et à la population locale, en proposant des services de grande qualité comparables à ceux offerts par les offices de tourisme de même catégorie sur l'ensemble du territoire.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le dossier de classement de l'Office de tourisme de Montpellier en catégorie I ;
- de formuler un avis favorable à la demande de classement en catégorie I de l'Office de Tourisme de Montpellier en vertu des dispositions de l'arrêté du 10 juin modifiant l'arrêté du 12 novembre 2010 relatif au classement des offices de tourisme ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 57

Contre : /

Abstentions: /

Adopté à l'unanimité.

5- Convention d'occupation du domaine public - Kiosques à journaux Place Edouard Adam et Corum - Désignation de l'exploitant - Décision - Autorisation

Marc DUFOUR:

En 1993, la Ville de Montpellier a autorisé l'implantation d'un premier kiosque à journaux situé place Edouard Adam. Un deuxième kiosque à journaux a été installé en 2009 à proximité de la station de tramway Corum.

La construction, l'installation et la maintenance de ces kiosques ont été confiés par convention initiale d'occupation du domaine public à la société Administration d'Affichage et de Publicité (AAP). Cette société a fait l'objet d'une modification de statut, devenant la SAS Mediakiosk, celle-ci étant entérinée par avenant signé avec la Ville de Montpellier délibération n°2009/531 du 9 novembre 2009.

La société Mediakiosk est concessionnaire en France de 750 kiosques à journaux dans 170 villes. Elle possède un savoir-faire dans la gestion de la diffusion de la presse. Ce secteur est aujourd'hui en difficulté structurelle avec une baisse chronique des ventes des journaux et périodiques, subissant la concurrence de la presse gratuite ainsi que de l'information diffusée sur internet.

La société Mediakiosk qui a construit les deux kiosques en est le propriétaire. Des négociations ont été entamées par la Ville avec l'exploitant. La Ville reste intéressée au maintien de l'exploitation de ces points de vente qui maintiennent en centre-ville des points de distribution de la presse, commerces de proximité participant à l'animation commerciale et culturelle des quartiers.

Compte tenu des difficultés du secteur et de la nécessité d'amortir la construction du kiosque du Corum, il est proposé de conclure avec Mediakiosk une convention d'occupation du domaine public de 9 ans avec une redevance annuelle par kiosque de 2 800 euros revalorisée de 3% par an.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

De décider l'attribution de la concession des kiosques à journaux Place Edouard Adam et Corum à la SAS Mediakiosk,

D'approuver le projet de convention joint,

D'autoriser madame le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tout document utile cet affaire.

Pour : 52

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité.

Mme QVISTGAARD et M. DOMERGUE (avec la procuration de M. JULIEN) sortent de la séance.

6- Mise en conformité du Parc Darwin Demande d'autorisation de défrichement

Jacques TOUCHON:

Le Parc Darwin, dont la Ville de Montpellier est propriétaire depuis 1910, s'étend sur 80 hectares de garrigues et bois méditerranéens au nord-est de la Ville.

Il propose aux visiteurs tout au long de l'année plus de 450 animaux répartis sur 50 enclos le long de 11 kilomètres de chemins boisés et bordés d'essences et plantes typiques de la région.

Cet espace boisé aménagé en parc zoologique depuis 1964 connaît un succès croissant ; C'est plusieurs milliers de visiteurs par jour qui s'y rendent tant pour admirer les animaux que pour la qualité du cadre.

Ce site doit pouvoir bénéficier de toute la protection et la sécurité compatibles avec son usage tout en préservant sa spécificité exceptionnelle.

Ainsi, il doit assurer les fonctions essentielles suivantes :

- Accueillir gratuitement le public, les écoles, les promeneurs, les joggeurs...
- Assurer les soins et l'hygiène des animaux
- Entretenir les installations nécessaires au fonctionnement du parc (bâtiments des agents, locaux à fourrages, stockage des fumiers, engins d'entretien, quarantaine, locaux de surveillance...)
- Entretenir les espaces boisés et les clôtures
- Assurer la sécurité du site.

Afin de mettre en conformité l'ensemble de ce site au regard des différentes réglementations qui s'y appliquent, un diagnostic sur l'ensemble des installations a été réalisé à la fin de l'année 2012.

Ce diagnostic a notamment mis en avant la nécessité de reprendre une grande majorité des locaux de la zone technique et de parfaire les accès et cheminements de sécurité à l'intérieur du Parc.

L'agrandissement de la zone technique, vital pour l'exploitation du Zoo, l'agrandissement des chemins de sécurité incendie et l'amélioration ou la création d'accès supplémentaires nécessitent le défrichement d'une partie de la parcelle suivante :

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint Délégué, à déposer un dossier de demande d'autorisation de défrichement sur cette parcelle auprès des services de l'Etat et plus

Commune	Parcelle cadastrale	Surface totale	Surface à défricher
Montpellier	AK37	779 110 m ²	5 000 m ²

généralement de signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Cédric SUDRES : Merci Madame le Maire. Je voulais juste remercier mes collègues Jacques TOUCHON, qui suit ce dossier, mais également Serge FLEURENCE, premier adjoint, délégué à la prévention des risques. Le souci de la Ville de Montpellier est toujours d'assurer la sécurité des personnes, notamment au niveau de la réserve du Lez et du parc Darwin. Cela représente une importante opération de débroussaillage et de mise en conformité, afin d'être en conformité avec ce que nous avaient demandé les sapeurs-pompiers. Je souhaitais vous informer que, dans ce souci de prévention des risques et de préparation de la ville de Montpellier à une crise majeure, dans le cadre de ce que nous avons notamment déjà fait à travers les exercices du tunnel de La Comédie, est en préparation, par vos services, Madame, le Maire, un exercice d'ampleur avec les sapeurs pompiers. Il porte sur une thématique de prévention et de gestion de sinistres et incendies de forêt au niveau du parc Darwin. Cela, toujours dans un souci de prévention, afin de nous préparer au cas où nous aurions affaire à un sinistre majeur sur cette zone d'espaces boisés classés.

Jean-Louis ROUMEGAS : Tel que la délibération est formulée, il n'y pas de problème en soi, bien entendu. Il faut assurer la sécurité incendie. En revanche, je pose la question et en même temps je dis : il n'y a pas de nécessité d'abattre des arbres. J'ai été, pendant sept ans, adjoint au maire, chargé entre autres de ce parc zoologique. Nous avons assuré la sécurité en assurant le débroussaillage des zones tampons. Il faut faire attention aux excès. Il n'y a pas de nécessité d'abattre des arbres. Il faut veiller à la préservation de ce patrimoine arboré. S'il s'agit de supprimer le risque en supprimant tous les arbres, certes, il n'y aura plus de risque, mais il n'y aura également plus de forêt. Je pense que l'on peut assurer la sécurité sur le plan technique, en faisant du débroussaillage, en aménageant des zones de sécurité, mais sans abattre des arbres – surtout de beaux sujets. Si je vous le dis, c'est parce que j'ai été alerté par des Montpelliérains, des riverains notamment, qui sont attachés à notre patrimoine arboré. On coupe un peu trop facilement les arbres dans cette commune.

Michel PASSET : Etant, Madame, sur ma délégation, à la commission départementale, et ayant étudié ce sujet avec les pompiers, il ne s'agit pas d'abattre 2 000 m², il s'agit d'élaguer – ce qui est totalement différent. Et il s'agit – chacun le sait – y compris pour le bien des arbres, d'en couper quelques-uns pour que d'autres se développent, mais très peu. Il s'agit principalement d'élagage. Il est bien évident que la quasi-totalité des chênes verts qui se trouvent dans ces espaces, sauf ceux qui sont situés sur un accès indispensable et s'avèrent gênants – mais ils sont très peu nombreux –, seront maintenus, à la grande satisfaction des riverains. Je voulais faire une remarque sur ce zoo. Il est vrai que les sommes investies pour la mise en sécurité sont importantes. Mais cela doit rester un des derniers zoos gratuits de France, et un des derniers zoos où, à ma connaissance, les gens et les animaux aiment bien être. En effet, il y a de l'espace, cela n'est pas confiné dans des cages. Il est une richesse que possède la ville de Montpellier. La mise en sécurité est normative, imposée ; nous la respectons donc. Mais je connais des zoos dans la région Languedoc-Roussillon qui proposent une entrée à 29 euros – j'y ai amené mon petit-fils vendredi, je sais donc de quoi je parle.

Philippe THINES : Je veux juste dire que l'on ne coupe pas les arbres comme cela sur la commune de Montpellier. Je sais que Serge FLEURENCE y était très attaché. J'ai continué dans mon domaine afin d'éviter de couper les arbres. Nous avons beaucoup plus tendance à en planter qu'à en couper. D'ailleurs, nous avons mis en place un fiche-navette spécifique qui doit, à chaque fois qu'un arbre doit être coupé, recevoir l'aval de l'adjoint. C'est d'ailleurs pour cela qu'à Père Soulas, les deux pins qui devaient être coupés pour raison de sécurité ont été conservés et élagués en attendant de savoir si l'on peut les sauver ou non.

Jacques TOUCHON : S'exciter sur quelques arbres que l'on va couper me paraît un peu indécent, dans la mesure où il s'agit d'un problème de sécurité. Il s'agit justement d'un lieu, gratuit, pour les Montpelliérains, qui y sont certains jours jusqu'à deux à trois mille, répartis sur 40 ha. En cas d'incendie, l'organisation de la protection de ces citoyens s'avérera extrêmement difficile. Je pense que personne ne peut prendre ici la

responsabilité, en cas d'incendie – et l'on sait très bien ce qui se passe aux mois de juillet et août –, de mettre en péril la vie des Montpelliérains. Ce parc est leur parc, et ils doivent y être mis en sécurité.

Hélène MANDROUX : Monsieur TOUCHON, vous avez tout à fait raison, d'autant plus que nous sommes dans une région de sécheresse – et donc dans une région où il faut économiser l'eau. Pour toutes ces raisons – sécurité, sécheresse et économies d'eau –, vous avez tout à fait raison de demander cette autorisation.

Pour : 54

Contre : /

Abstentions: /

Adopté à l'unanimité.

7- Attribution de subventions à diverses associations dans le cadre de la solidarité Exercice 2013

Christiane FOURTEAU:

Depuis de nombreuses années, la Ville de Montpellier développe un partenariat actif avec les associations œuvrant dans le champ de la solidarité.

Ces structures développent sur le territoire communal différentes actions afin de développer et de restaurer le lien social dans les quartiers. Elles interviennent par ailleurs auprès d'un public en difficultés psychologiques et sociales en leur proposant différentes activités et temps de rencontres.

Dans le cadre de la politique de solidarité menée par la Ville de Montpellier et afin de permettre aux structures ci-dessous de développer l'ensemble de leurs activités, il est proposé d'attribuer une subvention aux associations suivantes :

N° asso	Association	Nature	Montant
1451	Association Relais Enfants Parents Languedoc	Fonctionnement	2 000 €
4163	Association Via Voltaire	Fonctionnement	18 000 €
3628	Adages Espace Famille	Fonctionnement	5 000 €
1755	Centre APAJ	Fonctionnement	3 000 €
4529	Aide aux Personnes en Difficulté	Fonctionnement	2 750 €
Les crédits seront prélevés sur la ligne 21497, nature 6574, chapitre 925		Total	30 750 €

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- de décider de l'affectation des subventions tels que définies ci-dessus, sous réserve de signature de la lettre d'engagement ou de la convention ;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2013 sur l'imputation budgétaire : 6574/925/21497, pour un montant de 30 750 € ;
- d'approuver la lettre d'engagement ou la convention type annexée à la présente délibération;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjointe déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 49

Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

8- Délégation de Service Public Parc de stationnement Nouveau Saint-Roch Délibération de principe

Philippe THINES:

L'aménagement du futur quartier nouveau Saint- Roch constitue une composante majeure du futur développement et renouvellement urbain du centre-ville vers le sud-ouest.

La ZAC Nouveau Saint-Roch représente 150 000 m² de SHON dont 100 000 m² affectés aux logements et 50 000 m² aux bureaux et commerces.

Les besoins de ce nouveau quartier tout autant que la proximité immédiate de la gare ont nécessité la programmation d'un nouveau parc de stationnement.

La volumétrie de cet ouvrage a nécessité son intégration fine dans le quartier en devenir.

La commune de Montpellier l'a donc inscrit dans le programme des équipements publics de la ZAC Saint Roch et en a confié la réalisation du gros œuvre à la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), concessionnaire de l'opération d'aménagement.

Il s'agira d'un parking public en élévation de 9 niveaux comprenant environ 800 places.

Le montant prévisionnel de l'ouvrage est estimé à 19 000 000€ H.T. pour les travaux de gros œuvre et à environ 500 000 € H.T. pour le second œuvre.

L'ouverture au public du parc de stationnement étant prévue pour le second semestre de l'année 2014, il convient d'ores et déjà de prévoir son mode de gestion et de définir les caractéristiques essentielles de la future convention.

I. Choix du mode de gestion

La gestion d'un parc de stationnement constitue une activité de service public, qui peut faire l'objet, soit d'une gestion en régie, soit d'une gestion externalisée à un opérateur économique.

Dans le cas d'espèce, il est proposé de recourir à la gestion déléguée pour les raisons suivantes :

- les responsabilités respectives en terme de définition de la politique générale de stationnement, du ressort de l'autorité organisatrice, et de gestion, qui relèvent de l'exploitant, sont plus nettement distinguées dans le cas d'une gestion déléguée que dans celui d'une gestion en régie ;
- la gestion d'un parc de stationnement requiert un professionnalisme de plus en plus poussé, notamment sur le plan technique et du point de vue du respect des normes techniques, de l'analyse et de la prise en compte des besoins de la clientèle, de l'optimisation de la maintenance du parc.

L'ensemble de ces savoir-faire est généralement mieux maîtrisé au sein d'entreprises spécialisées, gestionnaires d'autres ouvrages ;

- le recours à une entreprise spécialisée dans la gestion des parcs de stationnement permet de mettre au service de l'exploitation des compétences valorisées par la formation, l'échange d'expériences et le retour de pratiques professionnelles ;

- sur le plan financier, s'agissant d'un service public de nature industrielle et commerciale, la gestion en régie supposerait, a minima, une régie dotée de l'autonomie financière. Une telle gestion exposerait la collectivité à un certain nombre de risques sur les coûts d'exploitation, mettant en jeu des montants importants, en particulier en termes de maintenance des matériels. Le recours à la délégation de service public permet une meilleure maîtrise de ces coûts dans la mesure où ils sont analysés, négociés et arrêtés de manière contractuelle en début de convention. Dans cette dernière hypothèse, le risque d'exploitation est porté par le délégataire.

Les autres types de contrats permettant une externalisation apparaissent inadaptés, pour des motifs juridiques et des avantages inférieurs à ceux de la délégation de service public.

Le marché public est notamment inadapté, ne transférant pas de risques d'exploitation.

Le contrat de partenariat ne permet pas, lui, de confier la gestion d'un service public.

La délégation de service public paraît donc devoir être privilégiée.

II. Caractéristiques essentielles de la convention projetée

La convention à conclure est un contrat par lequel la Commune va confier la gestion du parc de stationnement à un délégataire public ou privé, à ses risques et périls, et dont la rémunération sera substantiellement liée aux résultats de l'exploitation du service.

Le délégataire assurera sous sa maîtrise d'ouvrage le financement, la conception et la réalisation des travaux de second œuvre, et de l'ensemble des équipements permettant l'achèvement du parc de stationnement et sa mise en service (aménagement des locaux exploitant, signalétique et courant faible, y compris de billetterie).

Le montant de ces investissements est estimé à 500 000 € HT.

Il assurera également l'exploitation administrative, commerciale, technique et financière du parc, dans le respect des sujétions de service public imposées. En outre, il aura seul la responsabilité des relations avec les usagers.

Le délégataire appliquera les tarifs des services ou prestations prévus par la convention et délibérés par la Commune.

Pour veiller à la bonne exploitation du service, le délégataire devra produire les éléments permettant à la Commune de s'assurer de la qualité du service et d'apprécier les conditions d'exécution du service public.

La Commune de Montpellier exercera son contrôle sur le service délégué. Elle aura notamment la faculté de contrôler le bon entretien des ouvrages et installations et pourra vérifier que la destination des locaux est conforme aux dispositions prévues dans la convention. Elle exercera également son contrôle sur les conditions d'exploitation pour s'assurer que celles-ci sont conformes aux règlements relatifs à l'hygiène, à la sécurité et aux règles de police.

D'une façon générale, la Commune aura le droit de faire procéder à toutes les vérifications qu'elle jugera utiles pour s'assurer que les clauses de la convention sont régulièrement observées et que ses intérêts sont sauvegardés.

Le délégataire s'acquittera d'une redevance annuelle.

La rémunération du délégataire s'effectuera principalement par les recettes commerciales provenant de l'exploitation des équipements. L'éventualité du versement au délégataire d'une subvention d'exploitation sera appréciée en fonction des prévisions financières de l'offre retenue.

La convention de délégation de service public est envisagée pour une durée approximative de 15 ans.

Cette durée permettra l'amortissement du second œuvre par le délégataire ainsi qu'une nouvelle mise en concurrence dans un délai raisonnable.

Un droit d'entrée sera versé par le futur délégataire à la Commune de Montpellier à la date de livraison du gros œuvre du parc de stationnement au délégataire.

Le montant de ce droit d'entrée est estimé à ce stade à 19 000 000 € HT.

Ce droit d'entrée correspond à la participation acquittée par la Commune auprès de la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) pour la réalisation des travaux de gros œuvre du parc de stationnement dans le cadre de la concession publique d'aménagement de la ZAC Saint Roch.

Le droit d'entrée sera amorti par le délégataire pendant la durée d'exécution de la convention, mais l'amortissement sera imposé sur une durée d'usage pour les travaux auxquels le droit se rapporte, soit 30 ans, afin de ne pas entraîner une augmentation excessive des tarifs.

En conséquence, au terme de la convention de délégation de service public, la commune de Montpellier versera au délégataire – ou fera verser par un nouveau délégataire – une indemnité correspondant à la fraction non amortie financièrement par le délégataire de ce droit d'entrée, dont le montant sera précisé dans la convention.

Le délégataire sera désigné au terme d'une procédure de publicité et de mise en concurrence, avec une phase de négociation, menée conformément aux dispositions des articles L 1411-1 et suivants et R 1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

La Commission Consultative des Services Publics locaux et le Comité Technique Paritaire ont été consultés pour avis respectivement les 05 février 2013 et 22 février 2013.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver le principe de la délégation de service public pour l'exploitation du parc de stationnement Nouveau Saint-Roch sur la base des orientations et caractéristiques principales ci-dessus définies et précisées dans le rapport joint en annexe ;
- d'approuver le lancement de la procédure de mise en concurrence telle que définie aux articles L 1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales qui conduira à la désignation de l'exploitant du parking Nouveau Saint-Roch ;

- d'autoriser Madame le Maire, ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous les documents se rapportant à cette affaire.

Marie MASSART : Au-delà du mode de gestion, je me pose la question de ce qui est prévu dans le cahier des charges, notamment en termes du nombre de places pour le stationnement vélo. Je me rends moi-même tous les jours à la gare en vélo. Il est aujourd'hui très difficile d'y stationner. Cela est complètement saturé dès 7h30. Je donnerai juste un élément de comparaison : la ville de Strasbourg, qui a une taille à peu près équivalente à celle de Montpellier, à peine plus grande. Elle dispose aujourd'hui de plus de 2 000 places exclusivement réservées aux vélos, dont 1 500 sécurisées. D'ici 2015, elle devrait en avoir 3 000. Je voudrais donc savoir quelle est l'ambition de la Ville sur ce sujet.

Hélène MANDROUX : Je peux vous répondre que 800 places vélos sont prévues dans le parking.

Francis VIGUIE : Sur ce sujet, nous sommes intervenus, comme souvent, en fin de mandat, à plusieurs reprises. Je voudrais revenir sur deux aspects qui me semblent extrêmement importants.

Premièrement, nous sommes, comme nous l'avons indiqué souvent, contre les délégations de service public concernant ces parkings. Nous considérons qu'une Ville comme Montpellier doit maîtriser l'ensemble de son plan local de déplacement, et nous y intégrons la question des parkings. Evidemment, les entreprises, voire les multinationales, comme Vinci ou Effia qui prendront le parking, ne le feront pas pour la beauté du geste, avec une conception du service public, mais pour faire des profits et des bénéfices. Nous considérons qu'une Ville doit maîtriser l'ensemble de ses moyens et l'ensemble de ses ressources. Nous sommes donc opposés à cette question.

Mais cette délibération pose une question plus large qui est aujourd'hui la discussion globale sur le plan local de déplacement. En effet, ce nouveau parking qui va être mis en place pose un certain nombre de questions. Et l'on voit bien qu'il faut trouver des solutions. Si j'ai bien compris, le parking des Halles Laissac sera démoli en 2014. La construction de 1 500 logements va évidemment prendre l'espace du parking qui existe actuellement le long de la rue. Aujourd'hui plus que jamais émane la nécessité de disposer d'un plan global, avec des parkings gratuits à l'entrée de la ville, afin que les gens puissent y déposer leur voiture, et l'utiliser quand ils en auront besoin. Ce qui suppose, en plus de cela, un maillage complet de bus, de trams, de minibus, et d'une continuité de pistes cyclables – une délibération y est consacrée, nous y reviendrons. Cette continuité de pistes cyclables n'existe pas à Montpellier, elle est même extrêmement dangereuse. Je ne vous conseille pas de circuler à vélo dans mon quartier à Figuerolles, ni même de tenter d'aller à la gare : cela s'avère assez compliqué et dangereux.

Pour nous, il s'agit donc de remettre au cœur du débat, au-delà de la question du parking lui-même, le fait qu'il est nécessaire de mener une concertation sur le plan local de déplacement. Nous voterons, comme nous l'avons fait jusqu'à présent, contre cette délégation de service public. Mais il nous semble que l'urgence se situe dans l'urbanisation et l'augmentation de la population en centre-ville. Les déplacements sont une question centrale.

Michael DELAFOSSE : Le parking est l'œuvre de Carmen SANTANA, architecte catalane qui le réalise. L'élément végétalisé, et je tiens à le dire car nous avons évoqué la sécurité, a obtenu l'accord des pompiers. Il permettra donc d'avoir un tissu végétal qui va pouvoir s'y insérer. Ce parking va également bénéficier d'un traitement acoustique pour le reste de la ville, ce qui améliorera le confort de riverains, même s'il ne sert pas exclusivement à cela. Il va permettre le stationnement à proximité de la gare. Vous avez donné le chiffre, Madame le Maire, pour répondre à Mme MASSART : il y aura aussi une logique de parking dédié aux vélos. En effet, le cycle fait partie de la politique de mobilité de la ville, tout comme la modalité qui consiste à pouvoir prendre le train en venant en tramway. Les travaux de la gare commencent à se dévoiler. Et l'on voit bien que l'espace public, qui, aujourd'hui, n'est pas très généreux, a vocation à être réaménagé, avec 5 entrées pour la gare Saint-Roch. Nous avons eu comme volonté forte, validée sous votre autorité, de

faire converger l'ensemble des lignes de tramway vers la gare Saint-Roch pour aller prendre le train. Cela notamment dans la perspective d'une gare qui accueillera beaucoup de TER, même si un tiers du trafic TGV Montpellier-Paris qui y arrivera. On utilise ainsi une alternative à l'automobile. Néanmoins, l'automobile reste nécessaire pour certains, et ce parking est donc le parking dit « de la gare ». En outre une partie de ses places seront dédiées aux riverains qui sont actuellement dans le parking Laissac. Ce dernier sera détruit quand ce parking sera construit. Pourquoi ? Parce qu'après la très belle opération, cher Serge FLEURENCE, de requalification de l'espace public sur le Jeu de Paume, il faut poursuivre, et cela concerne les Halles Laissac.

Monsieur VIGUIE, vous indiquez les logements de la ZAC du nouveau Saint-Roch. Ceux-ci sont au nombre de 1 100. Il y aura du stationnement enterré pour chaque logement, comme le prévoit le règlement d'urbanisme. En effet, la volonté de la municipalité n'est pas de laisser l'automobile en surface, mais bien de l'enterrer, et *a fortiori* à proximité des lignes de tramway, afin que les liaisons domicile-travail puissent s'effectuer via ce mode de transport. En outre, dans la consultation qui concernera le Grand Ilot Saint-Jean, il est prévu la possibilité d'un autre parking enterré, cette fois d'une taille moindre (300 à 400 places). Il viendrait en renfort dans cette partie de la ville, pour soutenir le commerce et les besoins futurs.

Tel est le choix qui est le nôtre. Très clairement, soutien au vélo. Le parking sera le plus grand parking vélo de Montpellier, situé à proximité de la gare, à proximité du tramway. Nous vous accordons une chose : le réseau de pistes cyclables n'est pas celui de Strasbourg, c'est vrai. Mais reconnaissez que chaque fois que nous tirons le tramway, c'est bien l'occasion de reprendre l'espace public et de corriger un certain nombre de choses, et de tirer de la piste cyclable. Alors oui, il faut travailler sur les continuités ; oui, il y a encore des efforts à faire. Mais les choses s'améliorent. Et d'ailleurs, à l'occasion d'une balade urbaine dans le cadre du projet urbain, cela s'est fait en vélo. Donc, pour vous répondre, Monsieur VIGUIE, pour le stationnement des nouveaux logements au nouveau Saint-Roch, le règlement d'urbanisme sera très clair : pour chaque nouveau logement construit, il devra y avoir au moins une place de stationnement enterré. Ce parking est donc à usage des riverains de Laissac et à l'usage des futurs usagers de la gare qui en auront besoin pour laisser leur auto quelques jours ou la journée quand ils viendront de loin.

Jean-Louis ROUMEGAS : Madame le Maire, lors d'un précédent débat concernant cette question, par la bouche de M. DUPRAZ, nous vous avons demandé une étude sur les besoins en parkings et les places disponibles à Montpellier, en vue de faire le bilan et voir les besoins réels. Vous vous étiez engagée à faire ce bilan lors de ce Conseil. Nous aimerions que vous nous le communiquiez. Merci.

Serge FLEURENCE : Monsieur ROUMEGAS, chers collègues, ne vous inquiétez pas, l'étude, nous l'avons. Nous avons eu en effet onze réunions de concertation sur la nouvelle politique de stationnement de la Ville. Nous présentons évidemment toutes les possibilités de stationnement qui existent en ville. Quand on examine le taux d'occupation des parkings en ouvrage, on a un taux d'occupation (sauf le parking de La Comédie) qui donne de nombreuses disponibilités pour se garer.

En ce qui concerne la nouvelle politique de stationnement que nous mettons en place, elle favorise fortement les riverains, au détriment de ceux qui viennent de l'extérieur, pour les encourager à utiliser les transports en commun.

Pour : 50

Contre : 2

Abstentions : /

Adopté à la majorité.

M. LANNELONGUE entre en séance.

9- Dénomination de voies et d'espaces publics

Philippe THINES :

Dans le cadre du programme de dénomination des voies de la commune de Montpellier, il vous est proposé les dénominations suivantes :

QUARTIER MONTPELLIER CENTRE

- CENTRE HISTORIQUE

La rue Glaize relie la rue de l'Aiguillerie à la rue Montpellieret, à son extrémité une petite place ombragée héberge la terrasse de certains établissements. L'association des commerçants du quartier souhaite redynamiser et valoriser cet espace et propose de nommer cette place pour en améliorer la visibilité et son attractivité. S'appuyant sur la quasi-équidistance des musées Fabre, du musée du Vieux Montpellier, du musée de la Pharmacie (chapelle de la Miséricorde) et du musée Languedocien, **nous vous proposons de dénommer cette place:**

Place des Musées

- ANTIGONE

Dans le cadre des constructions réalisées entre l'avenue du Pont Juvénal et la Rue de l'Epire, un square va être aménagé, **nous proposons de le dénommer:**

Square Jean el-MOUHOUB AMROUCHE

(1906-1962)

Intellectuel Franco-Algérien

Jean AMROUCHE, de son vrai nom Jean el-MOUHOUB AMROUCHE, est né en 1906 à Ighil Ali, en Algérie, dans une famille kabyle. Sa famille s'est convertie au catholicisme et a adopté la langue française, langue qui sera celle du poète.

Après des études supérieures en France (École normale de Saint Cloud), il est professeur de Lettres en Tunisie et en Algérie. Au milieu des années 1930, il publie ses premiers poèmes.

Pendant la Seconde Guerre mondiale, il rencontre André GIDE à Tunis et rejoint les milieux gaullistes à Alger. Il réalise des émissions littéraires à la radio, à Tunis, Alger puis Paris (entre 1944 et 1958), il aura alors l'occasion de s'entretenir avec tous les grands noms de la littérature et de la philosophie de son temps. Certains de ses entretiens (avec François MAURIAC, André GIDE, Paul CLAUDEL, Giuseppe UNGARETTI...) resteront célèbres et les enregistrements édités en disque.

Chassé de Radio France pour des raisons politiques, il continue son activité à la radio suisse de 1958 à 1961. Militant de l'indépendance algérienne, il meurt d'un cancer quelques semaines avant les accords d'Évian.

QUARTIER PORT MARIANNE

- JARDINS DE LA LIRONDE

Les "Jardins de la Lironde" ont été conçus par l'architecte Christian DE PORTZAMPARC. L'aménagement des espaces verts a été imaginé et réalisé par Michel DESVIGNE. Ce quartier vert développe notamment de nombreuses circulations douces (piétons, vélos...).

Une allée relie la rue des Albatros à la rue FRA ANGELICO, **nous proposons de la dénommer:**

**Allée Paolo UCCELLO
(1397-1475)
Peintre italien de la Renaissance**

Paolo UCCELLO est considéré comme un maître de la perspective, il travailla comme orfèvre dans l'atelier de Ghiberti, comme mosaïste à Venise et dessina des vitraux pour le dôme de Florence.

~

Une allée relie la rue FRA ANGELICO à l'avenue Albert EINSTEIN, **nous proposons de la dénommer:**

**Allée Piero della FRANCESCA
(1420-1492)
Peintre italien de la Renaissance**

Piero della FRANCESCA est un artiste peintre et un mathématicien italien du Quattrocento. Il collabore avec Domenico VENEZIANO et acquiert à son contact une connaissance aigüe de la perspective.

En 1445 il reçoit sa première grande commande et réalise le polyptyque de Sansepolcro. En 1450 il découvre la peinture flamande. Au cours de sa carrière, il travaille pour différentes cours italiennes : Rimini en 1451, Rome en 1458 et Urbino en 1469. A la fois artiste et théoricien, il rédige dans les dernières années de sa vie des traités théoriques importants : "Le livre de la comptabilité" et "De prospectiva pingendi". Sa carrière prend fin en 1487 alors qu'il est frappé de cécité.

~

Une allée relie l'avenue Albert EINSTEIN à la contre allée longeant l'avenue Pierre MENDES FRANCE, **nous proposons de la dénommer:**

**Allée Giovanni BELLINI
(1430-1516)
Peintre italien de la Renaissance**

Giovanni BELLINI dit GIAMBELLINO (né à Venise, entre 1425 et 1433 - Venise, 29 novembre 1516) est un peintre italien de la Renaissance, considéré comme le précurseur de l'école vénitienne, dont l'œuvre marque la rupture définitive avec le style gothique, par son attachement à la rigueur géométrique, à travers des peintures qui effacent la différence entre monde sacré et profane.

~

Une allée relie l'avenue Albert EINSTEIN à la rue Léonard DE VINCI, **nous proposons de la dénommer:**

**Allée Andrea MANTEGNA
(1431-1506)
Peintre italien de la Renaissance**

MANTEGNA est le deuxième fils d'un charpentier pauvre. A l'âge de dix ans, il entre comme apprenti dans l'atelier de Francesco Squarcione, à Padoue. En 1445, il s'inscrit à la confrérie des peintres de Padoue comme fils de Squarcione.

Les premières œuvres de MANTEGNA sont très marquées par des artistes florentins tels que Paolo UCELLO, Fra FILIPPO LIPPI ou DONATELLO. On retrouve dans ses œuvres du début, de la perspective d'en dessous (point fuyant très bas). Il sera influencé par Jacopo BELLINI, père des peintres célèbres GIOVANNI et Gentile BELINNI, qui appartient également à l'école vénitienne.

~

Une allée relie la rue Léonard DE VINCI à la rue VERROCHIO, **nous proposons de la dénommer:**

**Allée Lorenzo LOTTO
(1480-1556)
Peintre italien de la Renaissance**

Longtemps mésestimé, cet artiste est aujourd'hui considéré comme l'un des plus attachants de la Renaissance. En marge du courant officiel de la peinture vénitienne du Cinquecento, ce peintre indépendant, est l'un des rares Vénitiens qui résistèrent à l'influence de TITIEN. Il mena une vie vagabonde en Vénétie, dans les Marches, en Lombardie. Ses portraits sont d'une grande intensité expressive et témoignent de son inquiétude spirituelle, comme ses compositions religieuses, complexes, qui trahissent des affinités avec l'art allemand et annoncent le baroque.

• **GRAMMONT**

Une rue dessert le complexe funéraire de Grammont et le cimetière Saint Etienne, **nous proposons de la dénommer:**

**Rue Richard WRIGHT
(1908-1960)
Ecrivain Franco-Américain**

Petit-fils d'esclave, Richard WRIGHT passe une enfance difficile à Jackson, Mississippi, abandonné par un père alcoolique et élevé par sa mère, avec qui sévira l'inceste. En 1938, il publie le recueil de nouvelles *Uncle Tom's children* (Les enfants de l'oncle Tom) qui fut récompensé par le « Guggenheim Fellowship » l'année suivante. Son roman *Native Son*, publié en 1940, rencontre un succès fulgurant.

Pour échapper aux poursuites du gouvernement fédéral américain contre les communistes au moment du maccarthysme, Richard WRIGHT part se réfugier en France en 1946 avec sa femme et sa fille. La France est selon lui, « le seul pays où il pourra continuer à exprimer ses idées librement ». À Paris, il rencontre Jean-Paul Sartre et Albert Camus et s'intéresse au courant existentialiste dont il s'inspire pour son deuxième roman *The Outsider* (1953).

En 1947, Richard Wright prend la nationalité française et s'engage dans un nouveau combat, la lutte pour l'indépendance des peuples coloniaux. Il participe à la conférence des non-alignés à Bandung en 1955 dont il rédige un rapport intitulé *Le rideau de couleur*. Il prend parti pour l'indépendance algérienne. Richard Wright passera les dernières années de sa vie entre Paris et sa maison en Normandie où il rédige de nombreux ouvrages engagés tels que *Ecoute, homme blanc !* (1957) ou *Une faim d'égalité* (posthume 1977). Il meurt d'une crise cardiaque à Paris à 52 ans.

- LA POMPIGNANE

Le long de l'avenue de la Pompignane, plusieurs projets immobiliers vont voir le jour. Pour en assurer le maillage, deux voies vont être créées.

La première reliant l'avenue de la Pompignane à la Place du Corps Expéditionnaire Français en Italie en suivant l'emplacement réservé pour voie nouvelle C137, **nous proposons de la dénommer:**

Rue Luis BARRAGAN
(1902-1988)
Architecte mexicain

Luis Ramiro BARRAGAN MORFIN est né le 9 mars 1902 à Guadalajara (Mexique), il est décédé le 22 novembre 1988 à Mexico. Il est l'un des plus célèbres architectes mexicains connu pour son style, synthèse entre l'architecture vernaculaire et Moderniste.

Il a été distingué par le prix Pritzker en 1980 et sa Maison-atelier, qui a réussi à associer art moderne et style traditionnel en une synthèse qui sera utilisée comme exemple dans la conception de nombreux jardins et paysages urbains, est classée en 2004 au patrimoine mondial de l'humanité.

~

La deuxième voie assurera la desserte locale des nouveaux bâtiments et relira l'avenue de la Pompignane à l'emplacement réservé C137, **nous proposons de la dénommer:**

Rue James STIRLING
(1936-1992)
Architecte britannique

Sir James STIRLING est un architecte britannique né à Glasgow le 22 avril 1926 et mort à Londres le 25 juin 1992. On le compte parmi les plus importants et les plus influents architectes de la seconde moitié du XXe siècle. Dans les années 1950, avec un groupe de jeunes architectes mondiaux, il a questionné et renversé les préceptes théoriques et de composition du Mouvement Moderne. Il réinterprétera ces préceptes de façon agitée et maniérée, introduisit un esprit éclectique qui lui permit de puiser dans tout l'éventail de l'histoire architecturale (depuis la Rome antique et le Baroque, jusqu'à de nombreuses productions contemporaines). Son succès repose sur sa capacité à incorporer subtilement ces références encyclopédiques dans une architecture forte, musclée, très décidée adoptant une posture forte et sûre d'elle dont le but est de reconstruire la forme urbaine. Il recevra le prix PRITZER en 1981.

QUARTIER LES CEVENNES

- LA MARTELLE

A proximité du mas de Perrette un square est situé au croisement de l'allée du Briol, de la rue du Mas de Perrette et de la rue des Oulettes, **nous proposons de le dénommer:**

Square Robert PAPAREMBORDE
(1948-2001)
Rugbyman français

Robert PAPAREMBORDE est un rugbyman français, né le 5 juillet 1948 à Féas (Pyrénées-Atlantiques), longtemps titulaire de l'équipe de France au poste de pilier. En 1977 et en 1981, il participe au Grand

Chelem réalisés par le XV de France dans le Tournoi des cinq nations. Il compte 55 sélections internationales et a marqué 8 essais en équipe nationale, une réussite inhabituelle pour un pilier.

Membre du comité directeur de la Fédération française de rugby (F.F.R.) de 1980 à 1984. Il décède des suites d'un cancer du pancréas le 19 avril 2001.

- ALCO

Après avoir aménagé une aire de jeux à l'angle de l'avenue Louis RAVAZ et de la rue des Papyrus, la ville a décidé lors de la séance du Conseil Municipal du 23 juillet 2012 de créer un square à l'attention des personnes âgées du secteur, **nous proposons de le dénommer:**

**Square Gaston DOUMERGUE
(1863-1937)
Homme d'Etat français**

Il est né à Aigues-Vives dans le Gard en 1863, dans une famille de vignerons du Gard de confession protestante. Surnommé «le Gastounet», il est l'archétype du radical méridional. Il apporte à la fonction présidentielle sa joviale rondeur, sa constante affabilité, une santé solide, un accent qui sent bon le Midi mais aussi une autorité indiscutée.

Il commence sa carrière dans la magistrature coloniale en Indochine et en Algérie avant de se lancer en politique. Elu député de Nîmes à 30 ans, il est constamment réélu. Vice-Président de l'Assemblée Nationale, il devient un pilier des ministères à partir de 1902 et jusque pendant la guerre (Colonies, Commerce, Instruction publique, Affaires étrangères). Elu sénateur du Gard en 1910, il accède à la présidence du Sénat en 1923. Ministre dans de nombreux gouvernements de la IIIe République, président du Conseil de 1913 à 1914, puis président du Sénat de 1923 à 1924, il fut élu président de la République en 1924 pour un mandat de sept ans, qui s'acheva en 1931, à l'issue duquel il ne se représenta pas.

Une crise cardiaque l'emporta subitement, le 18 juin 1937, alors qu'il dormait dans sa maison natale d'Aigues-Vives, où il était venu passer quelques jours. Il était âgé de 74 ans.

QUARTIER DES PRES D'ARENES

- PRES D'ARENES

Le quartier de la Restanque représente le plus fort potentiel de développement de la Ville pour les 30 prochaines années. Sur 140 hectares, le projet (sous forme de ZAC) prévoit de faire un quartier de près d'un million de m² de surface constructible, majoritairement des logements, mais également des commerces, des activités et des bureaux. Cette mixité est à la base même de la mutation de ce quartier, à l'origine zone «industrielle» des Prés d'Arènes.

Cette opération de renouvellement urbain d'envergure s'accompagne de la création de voies nouvelles.

La première part de l'avenue du Marché Gare et aboutira à terme à la rue de la Restanque, **nous proposons de la dénommer:**

**Rue Félix-Roland MOUMIE
(1925-1960)
Médecin et homme politique camerounais**

Félix-Roland MOUMIE est né le 1er novembre 1925 non loin de Foumban, il est mort empoisonné à Genève le 3 novembre 1960. C'est un médecin et homme politique camerounais.

MOUMIE est une des grandes figures de la lutte pour l'indépendance du Cameroun. Il succède à Ruben Um Nyobe comme tête de file de lutte pour l'indépendance du Cameroun. Il a été officiellement proclamé héros national par la loi du 16 janvier 1991 de l'Assemblée nationale du Cameroun.

~

La deuxième voie créée part elle aussi de l'avenue du Marché Gare et aboutit à la précédente pour permettre une desserte des programmes immobiliers. **Nous proposons de la dénommer:**

**Rue Agostinho NETO
(1922-1979)
Homme politique angolais**

António Agostinho NETO alias "Kilamba", son nom traditionnel est né le 17 septembre 1922 à Kaxicane, dans la province de Bengo et meurt le 10 septembre 1979 à Moscou. L'homme fut poète avant d'être politique, si tant est que l'on puisse distinguer les deux tant sa poésie était l'expression des souffrances des peuples colonisés. Son œuvre majeure, *Espérance sacrée (Sagrada esperanza)*, est publiée pour la première fois en Italie, à Milan en 1963. Ses poèmes sont toujours d'actualité, comme *Civilisation occidentale*.

Il proclame l'indépendance de l'Angola, le 11 novembre 1975 et devient le premier président de la République populaire d'Angola.

- AIGUERELLES

Au cœur du quartier, entre la rue de Centrayrargues et la rue de la Métairie de Saysset, une ancienne propriété agricole est en cours de mutation. Pour desservir les différents programmes qui vont voir le jour, une voie publique va être créée, **nous proposons de la dénommer:**

**Rue Xavier MONTROUZIER
(1820-1897)
Missionnaire et naturaliste français**

Le Révérend Père Jean Xavier Hyacinthe MONTROUZIER est né en 1820 à Montpellier, il est mort en 1897 à Saint-Louis (Nouvelle-Calédonie). Ce missionnaire apostolique de la congrégation des Pères maristes dans les Îles de l'Océan Pacifique, de 1846 jusqu'à sa mort en 1897, fut le premier curé de Nouméa et l'aumônier du bagne.

À côté de son apostolat, le Père MONTROUZIER s'adonnait à l'étude de la faune, notamment entomologique (il identifie par exemple le genre *Rhinoscapha*) et de la flore de la Mélanésie, en particulier de la Nouvelle-Calédonie, où il introduisit le merle des Moluques en 1874 pour lutter contre les sauterelles. Il effectua aussi des récoltes au cours de ses voyages en Australie, à Tahiti, ainsi qu'à Madagascar et à La Réunion.

Ses collections botaniques de Nouvelle-Calédonie sont conservées dans les herbiers de l'université de Lyon et de l'institut de botanique de Montpellier. Sa collection de coquillages est conservée au Muséum d'histoire naturelle de Bordeaux.

- SAINT MARTIN

ACM réalise un programme de construction/réalisation de logements sociaux dans le quartier de la Cité Mion. A l'occasion de ces aménagements, des voies et accès sont réalisés en continuité de la rue des

Clématites jusqu'à la rue des Groseilliers. **Nous proposons d'étendre la dénomination Rue des Clématites sur cette nouvelle section.**

QUARTIER CROIX D'ARGENT

- ESTANOVE

L'Esplanade Paul VALERY est traversée par une rue faisant le lien entre la rue DANTON et la rue HEBERT, **nous proposons de la dénommer:**

**Rue Michel PERONNET
(1931-1998)
Historien montpelliérain**

Etudiant à la Sorbonne, il se spécialisera en soutenant sa thèse sur le thème "Les évêques de l'Ancienne France". Tout en continuant son travail au sein du Centre d'Histoire des Réformes et du Protestantisme, il s'engagera dans la préparation du bicentenaire de la Révolution Française. Devenu spécialiste reconnu, il collaborera avec de nombreux universitaires aussi bien locaux qu'internationaux. La qualité de son travail immortalisé dans de nombreuses publications ainsi que dans les actes des conférences où il est intervenu, font de lui un des historiens référents de la Révolution Française.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'adopter ces propositions de dénomination de voies et espaces publics;
- d'autoriser Madame le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire

Nancy CANAUD : Madame le Maire, nous avons émis l'hypothèse, il y a plusieurs mois, d'octroyer le nom d'une rue au recteur RICHARD, une grande figure montpelliéraine, qui a œuvré pour les trois universités. Je suis un peu surprise de voir que pour l'instant, nous n'avons pas encore octroyé [une rue] à cette figure montpelliéraine. On donne des noms de grands peintres à certaines rues. C'est très bien. Mais je trouve qu'il serait bien de le faire pour des gens qui ont particulièrement œuvré à Montpellier.

Hélène MANDROUX : Je suis d'accord avec vous.

Philippe THINES : Il est en outre tout à fait dans notre politique de donner des noms de personnalités montpelliéraines [à des rues]. Il est prévu de donner le nom de M. RICHARD soit à une rue soit à un square.

Philippe SAUREL : Madame le Maire, je rejoins par là l'avis de certains de mes collègues. Il serait peut-être bien que nous inaugurions la place Amrouche-Antigone pendant la Comédie du Livre, qui est cette année consacrée à l'Algérie. Je crois que cela serait cohérent.

Philippe THINES : Je pense que c'est une très bonne idée et c'est ce que nous allons mettre en place.

Pour : 53
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

Mme COUVERT sort de la séance.

10- Convention constitutive de groupement de commandes Ville de Montpellier - Communauté d'Agglomération de Montpellier Autorisation de signer les documents PRU Cévennes Travaux de réaménagement de la rue PAUL RIMBAUD Entre la rue d'ALCO et la rue de l'OASIS

Philippe THINES:

Dans le cadre de la réalisation des travaux de réaménagement de la rue Paul Rimbaud, entre la rue d'Alco et la rue de l'Oasis, la Ville doit renforcer le réseau pluvial de l'avenue Paul Rimbaud afin d'alimenter les ouvrages de rétention prévus dans le cadre du schéma d'aménagement hydraulique du quartier du Petit Bard. La Communauté d'Agglomération de Montpellier, doit procéder d'une part au changement de sa conduite d'eaux usées en mauvais état située sous la chaussée, et d'autre part à la reprise de son réseau d'eau potable.

L'encombrement du sous-sol et l'imbrication de ces projets sont tels qu'ils nécessitent, pour des raisons économiques, de planning et de phasage des travaux, la réalisation de travaux de terrassements communs et des travaux de pose de réseaux et d'aménagement de surface à l'avancement. Il devient alors souhaitable de passer un marché unique pour la réalisation des travaux de pose de ces canalisations ainsi que l'aménagement de surface.

Pour ce faire, il est envisagé de constituer un groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et la Communauté d'Agglomération dans le cadre des dispositions de l'article 8 du Code des Marchés Publics.

Un projet de convention constitutive a été élaboré à cet effet. La Ville sera désignée coordonnateur du groupement. Elle sera chargée de conduire la procédure d'appel à la concurrence et mandatée pour signer et exécuter chaque marché de travaux.

La Commission d'Appel d'Offres de la Ville sera ainsi compétente pour choisir le titulaire de ce marché. Le Président de la Commission d'Appels d'offres de la Ville pourra désigner un représentant de l'Agglomération pour assister aux séances d'ouverture des plis et d'attribution des marchés.

La convention fixe également les principes de répartition des coûts de travaux mis à la charge de chaque membre du groupement.

- 2 300 000 € TTC pour l'aménagement à la charge financière de la Ville,
- 400 000 € TTC pour la part réseau d'eaux usées et d'eau potable à la charge financière de l'Agglomération.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le projet de convention constitutive du groupement de commande avec la Communauté d'Agglomération pour les travaux de réaménagement de la rue Paul Rimbaud entre la rue d'Alco et la rue de l'Oasis ;
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer cette convention avec la Communauté d'Agglomération de Montpellier et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

Pour : 52

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité.

M. SUDRES sort de la séance.

11- Maintenance et travaux de voirie Autorisation de signer le marché

Philippe THINES:

Le présent marché a pour objet de réaliser les travaux nécessaires à la réfection et l'entretien de la voirie de la ville de Montpellier sur l'un des quatre lots géographiques suivants :

- Lot 1 : quartier Montpellier Centre
- Lot 2 : quartiers Hôpitaux Facultés et Montpellier Centre 2
- Lot 3 quartiers Mosson et Cévennes
- Lot 4 quartiers Croix d'Argent, Près d'Arènes et Port Marianne

Les travaux comprennent toutes fournitures, mises en place, essais, façons, transport et main d'œuvre nécessaires à la complète exécution dans les règles de l'art.

Il s'agit d'un marché à bon de commandes passé selon une procédure d'appel d'offres ouvert conformément aux dispositions des articles 33 3^{al}. et 57 à 59 du Code des marchés publics.

Les prestations sont rémunérées sur la base des prix unitaires et font l'objet de bons de commande passés en application de l'article 77 du Code des marchés publics. Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure des besoins.

La durée du marché est de un an. Le marché est reconductible 3 fois, ce qui porte la durée maximale de ce marché à 4 ans.

Le montant total des commandes pour la durée initiale du marché est compris, pour chaque lot, entre un minimum et un maximum, définis comme suit :

Montant minimum : 500 000, 00 € H.T.

Montant maximum : 1 500 000, 00 € H.T.

Les montants seront identiques pour chaque période de reconduction du marché.

Le jugement des offres se fonde sur les critères suivants :

au niveau des candidatures :

- garanties et capacités techniques et financières
- capacités professionnelles

au niveau des offres :

- valeur technique de l'offre au regard du mémoire technique (60%)
- prix des prestations (40%)

La Commission d'appel d'offres, en date du 16 avril 2013 a retenue, pour chaque lot, l'offre économiquement la plus avantageuse de l'entreprise :

Razel Bec pour le lot 1 – Montpellier Centre
Eiffage pour le lot 2 – Montpellier Centre 2-Hôpitaux/Facultés
Eurovia pour le lot 3 – Mosson/Cevennes
Malet pour le lot 4 – Croix d'Argent/Près d'Arènes/Port Marianne

Les crédits nécessaires à l'exécution de ce marché sont inscrits au BP 2013, nature 2315 en investissement et nature 61523 en fonctionnement.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal

- d'approuver l'attribution du marché n° 3D0035 aux entreprises suivantes :
Razel Bec pour le lot 1 – Montpellier Centre
Eiffage pour le lot 2 – Montpellier Centre 2-Hôpitaux/Facultés
Eurovia pour le lot 3 – Mosson/Cevennes
Malet pour le lot 4 – Croix d'Argent/Près d'Arènes/Port Marianne ;
- de dire que la dépense sera prélevée sur le budget de la Ville, sur les imputations budgétaires citées plus haut ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, Monsieur l'Adjoint Délégué à signer tous les documents ou actes relatifs à cette affaire.

Philippe THINES : Comme quoi, nous investissons quand même dans la voirie, malgré les doutes de certains !

Hélène MANDROUX : Vous avez raison, Monsieur THINES.

Pour : 51

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité.

12- Paysage et Biodiversité Cotisations à des organismes nationaux pour l'année 2013

Philippe THINES :

La Ville de Montpellier adhère à des organismes nationaux qui permettent de créer un lien entre les domaines scientifiques et techniques pour mener des actions communes sur le plan national.

Pour l'année 2013, il est proposé de confirmer l'adhésion aux organismes suivants :

Organismes	Ligne de crédit	Montant pour 2013
ICLEI – Conseil International pour les Initiatives Environnementales locales	22785	2 500 €
Agropolis International		20 000 €
Plante & Cité		3 090 €
ANEV- Association Nationale des Elus du vin		800 €

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'accepter le versement de cotisation aux organismes suivant la liste ci-dessus ;
- de prélever le montant de la dépense pour un montant de 26 390 euros sur les crédits inscrits au budget 2013 de la Ville (section fonctionnement chapitre 928231, nature 6281) ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire ;

Pour : 51

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité.

13- Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance (F.I.P.D) Demande de Subventions

Régine SOUCHE:

Dans le cadre du Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD), la Ville de Montpellier a engagé une démarche d'évaluation en continu de sa politique de prévention et de sécurité sur le territoire communal.

Pour ce faire une Convention Industrielle de Formation et de Recherche (CIFRE) d'une durée de trois ans avec le Centre d'Etudes et de Recherche sur le Droit, l'Histoire et l'Administration Publique de Grenoble a été adoptée par délibération du Conseil Municipal n° 2012/68 en date du 6 février 2012.

L'objectif de ce partenariat est de s'inscrire dans une démarche cohérente et pérenne de l'évaluation de nos politiques publiques de prévention de la délinquance par l'intervention d'un doctorant en position d'évaluateur interne au sein de la collectivité.

Le financement de ce partenariat peut faire l'objet d'une demande de subvention complémentaire auprès du Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance (F.I.P.D) destiné à financer la réalisation d'actions dans le cadre des plans de prévention de la délinquance et dans le cadre de la contractualisation mise en œuvre entre l'État et les collectivités territoriales en matière de politique de la ville.

En conséquence, il est proposé au conseil municipal :

- D'autoriser Mme le Maire ou à défaut l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.
- De solliciter les subventions les plus larges possible et plus particulièrement auprès des services de l'Etat dans le cadre du Fond Interministériel de Prévention de la Délinquance (FIPD).

Pour : 51

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité.

14- Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance Accompagnement des manifestations en milieu festif Demande de subventions 2013

Régine SOUCHE:

Dans le cadre de son Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD), la Ville de Montpellier a mis en place une commission de travail dédiée aux addictions et conduites à risques.

Un des axes opérationnel de cette commission est de prévenir et réduire les risques liés aux consommations d'alcool (ou autres produits) aux moments de la semaine ou de l'année plus particulièrement fréquentés.

C'est pourquoi, dans la perspective de la période estivale 2013, et notamment au cours des mois de mai à septembre, un dispositif d'accompagnement, d'information et de sensibilisation de la population est déployé sur les espaces publics ainsi qu'auprès des grands événements festifs, avec l'appui d'opérateurs associatifs.

Le financement de ce dispositif peut faire l'objet d'une demande de subvention auprès de la Mission Interministérielle de Lutte contre la Drogue et la Toxicomanie (MILDT) qui coordonne, anime et soutient les efforts des partenaires publics dans tous les domaines de la lutte contre les addictions (drogues, toxicomanies, alcool).

En conséquence, nous demandons au Conseil Municipal :

- de solliciter les subventions les plus larges possible et plus particulièrement auprès des services de l'Etat dans le cadre de la Mission Interministérielle de Lutte contre la Drogue et la Toxicomanie (MILDT),

- d'autoriser Mme le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 51

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité.

M. THINES sort de la séance (avec la procuration de M. MELLA).

15- Exploitation des logiciels Municipol, Canis et Géoprévention pour la Direction de la Règlementation et de la Tranquillité Publique Autorisation à signer le Marché Négocié

Régine SOUCHE:

La Ville de Montpellier a souhaité lancer un marché négocié sans mise en concurrence et soumis aux dispositions de l'article 35.II.8° du code des marchés publics avec la société LOGITUD SOLUTIONS sise ZAC du Parc des Collines – 53 rue Victor Schoelcher - 68200 Mulhouse permettant l'exploitation des logiciels Municipol, Canis et Géoprévention pour la Direction de la Règlementation et de la Tranquillité Publique.

Pour continuer à réaliser ces prestations, il a été envoyé le 07 février 2013 un dossier de consultation en lot unique sous la forme d'un marché à bons de commande avec un maximum annuel de 30 000,00 Euros H.T. passé à prix unitaires conformément à l'article 77 du code des marchés publics.

Ce marché conclu pour une période initiale d'un an à compter de la notification, pourra être reconduit par période successive d'un an pour les trois périodes de reconduction.

Après négociations, la commission d'Appel d'offres, en date du 16 avril 2013, a décidé d'attribuer à la société LOGITUD SOLUTIONS le marché à bons de commande comprenant :

- Installation du progiciel Municipol 5 et audit de la base Municipol 4 (intervention sur site par un technicien tous frais inclus et installation sur le serveur et les postes de travail),
- Paramétrage de Municipol 5 (intervention sur site par un technicien tous frais inclus),
- Formation des utilisateurs sur Municipol 5 (intervention sur site d'un technicien tous frais inclus pour un groupe de 6 personnes maximum),
- Maintenance annuelle pour Municipol et Canis.

Entreprise	Estimation du bordereau de prix estimatif sur une année en Euros H.T.	Montant retenu du bordereau de prix estimatif sur une année en Euros H.T.
LOGITUD SOLUTIONS 68200 Mulhouse	9 000,00	7 084,00

--	--	--

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver l'avis de la commission d'Appel d'offres en date du 16 avril 2013.
- D'imputer la dépense correspondante sur les crédits inscrits au budget 2013 de la Direction de la Réglementation et de la Tranquillité Publique : Nature 6156 - Fonction 921120
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjointe Déléguée, à signer le marché négocié avec la société retenue par la Commission d'Appel d'offres, et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

Régine SOUCHE : Il s'agit tout simplement d'approuver le choix de la commission d'appel d'offres, qui a décidé d'attribuer à la société Logitud Solutions le marché concernant la maintenance des logiciels Municipol, destinés à nos policiers municipaux (organisation et feuilles de mission quotidiennes) et Canis, puisque, Madame le Maire, vous avez hérité de la compétence des chiens dangereux de catégorie 1 et 2 sous l'ère SARKOZY.

Pour : 49

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité.

M. THINES entre en séance (avec la procuration de M. MELLA).

16- Règlementation et Tranquillité Publique

Cotisations à des organismes nationaux pour l'année 2013

Régine SOUCHE:

Depuis de nombreuses années, la Ville de Montpellier adhère à des organismes par le versement de cotisations.

Dans la thématique « Egalité des droits et des devoirs et tranquillité publique », la Ville de Montpellier souhaite confirmer l'adhésion aux organismes suivants au titre de l'exercice 2013 :

Chapitre	Nature	Organisme	Montant
921	6281	Devoirs et Droits de l'Homme et du Citoyen	76,00 Euros
921	6281	Forum Français pour la Sécurité Urbaine	4 600,00 Euros
921	6281	Haut Comité Français pour la Défense Civile	1 000,00 Euros

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'accepter le versement des cotisations aux organismes selon la liste ci-dessus ;
- De prélever le montant de la dépense pour un montant total de 5676,00 Euros sur les crédits inscrits au budget 2013 de la Ville de Montpellier au chapitre 921 ;
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjointe Déléguée, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 51

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité.

17- Convention de partenariat entre les Villes de Clermont-Ferrand et de Montpellier autour de l'exposition « La volonté de bonheur. Témoignages photographiques du Front populaire. 1934 – 1938. »

Philippe SAUREL:

La Direction de la Culture et du Patrimoine comprend un site culturel à Montpellier entièrement dédié à la photographie, le Pavillon Populaire, qui propose régulièrement des expositions de niveau international faisant l'objet de publications de qualité.

De 2011 à 2013 inclus, il a été demandé à Gilles Mora, en sa qualité de spécialiste de la photographie de renommée, de construire et piloter un programme de trois à quatre expositions par an, avec pour principe l'invitation régulière de commissaires internationaux.

En 2011 a été confiée la conception de l'exposition *La volonté de bonheur. Témoignages photographiques du Front populaire. 1934-1938* à l'historien de la photographie Pierre Borhan afin de la présenter au Pavillon Populaire en mars 2013. Ce projet, créé spécifiquement pour la Ville de Montpellier, rassemble une grande quantité de photographies de maîtres mais également d'anonymes et des archives de presse autour de la période du Front populaire.

Cette recherche est le fruit de plus de deux ans de travail et elle a interpellé la Direction des affaires culturelles de la Ville de Clermont-Ferrand de par son thème et sa pertinence. C'est ainsi qu'une co-production est née.

La convention proposée ici est donc le résultat du travail de collaboration entre nos deux villes, déjà entrepris lors de la reprise de l'exposition *Les suds profonds de l'Amérique* de Gilles Mora en 2011. La Ville de Clermont-Ferrand s'est donc proposé en 2012 de participer financièrement à l'élaboration de cette production d'exposition, y compris à sa publication, à hauteur de 10 000 euros, en échange d'une présentation de l'exposition adaptée à son lieu d'expositions photographiques, l'Hôtel Fontfreyde, à partir du 8 octobre 2013.

Pour cette exposition, la Ville de Clermont-Ferrand prendra en charge directement tous les frais de transport aller et retour des œuvres depuis Montpellier, d'assurance clou à clou, d'adaptation du commissariat par Pierre

Borhan, de communication, de montage et de démontage. Elle mentionnera toujours la Ville de Montpellier comme productrice principale de cette exposition exclusive.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la signature de la convention de partenariat entre les communes de Clermont-Ferrand et de Montpellier, jointe en annexe ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Philippe SAUREL : Je note que l'affaire qui suit porte sur un partenariat avec la Ville de Sète. Comme quoi, lorsque l'on s'y met un peu, on est capable, autour d'objectifs bien précis, d'avoir des conventions mesurées et intelligentes avec d'autres villes.

Hélène MANDROUX : Je voulais dire que, pour ceux qui, par hasard, ne l'auraient pas vue, il faut aller voir cette exposition. C'est une très belle exposition photographique des années 34-38.

Pour : 51

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité.

.

18- Convention de partenariat entre le Musée International des Arts Modestes (MIAM) de Sète et la Ville de Montpellier autour de l'exposition « Manuel Ocampo » au Carré Sainte-Anne

Philippe SAUREL :

Installé dans une église désacralisée, le Carré Sainte Anne, espace d'exposition hors du commun, offre ses cimaises depuis 1991 à des expositions d'art contemporain et accueille également de nombreuses manifestations culturelles régionales.

Pour ses vingt ans, la Direction de la Culture et du Patrimoine de la Ville de Montpellier a décidé d'offrir une nouvelle vie à ce lieu emblématique en misant sur une programmation d'envergure internationale, toujours orientée vers l'art contemporain, placée sous l'égide de Numa Hambursin et d'un comité artistique de programmation. Le fruit de leur réflexion collective a donné lieu à un ambitieux programme d'expositions d'art contemporain qui a débuté à partir du mois d'avril 2011, projets toujours accompagnées de catalogues dédiés.

Un partenariat s'est dessiné en 2012 avec le Musée International des Arts Modestes (MIAM) de Sète fondé par l'artiste Hervé Di Rosa, autour de la création contemporaine philippine. Le MIAM accueille ainsi une exposition collective d'artistes émergents philippins jusqu'au 22 septembre 2013 dans ses murs, sous le commissariat du peintre Manuel Ocampo. Parallèlement, la Ville de Montpellier accueillera le peintre au Carré Sainte-Anne, pour une exposition personnelle *in situ*, à compter du 30 mai et jusqu'au 15 septembre 2013.

La convention proposée ici porte sur la participation de la Ville de Montpellier aux frais de transport aller et retour de six œuvres de Manuel Ocampo depuis Manille jusqu'à Sète, à hauteur de 2000 euros. Un voyage de presse sera également initié par la Ville de Montpellier pour le vernissage de Manuel Ocampo au mois de mai

2013 et à cette occasion une visite pour les journalistes présents sera organisée au MIAM de Sète. Celui-ci prendra en charge les frais de déplacements des journalistes entre Montpellier et Sète.

Les frais de voyage aller et retour de l'artiste Manuel Ocampo depuis Manille jusqu'à Sète et de Sète à Montpellier sont partagés à égalité entre le MIAM et la Ville de Montpellier. La Ville de Montpellier prend aussi en charge les frais de séjour de Manuel OCAMPO du 9 au 30 mars 2013 et du 15 avril au 3 juin 2013 inclus, comprenant un atelier de travail et un logement.

Un fort échange d'image et de visibilité est mis en place autour de ces deux expositions entre nos structures culturelles respectives.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la signature de la convention de partenariat entre le Musée International des Arts Modestes de Sète et la Ville de Montpellier, jointe en annexe ;
- De dire que les dépenses correspondantes seront imputées sur le Budget 2013 de la Ville de Montpellier, fonction 923 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Philippe SAUREL : Autour de l'exposition de Manuel OCAMPO, le peintre philippin contemporain. En même temps, de façon concomitante, vont se dérouler les deux expositions : la première, celle qui a déjà été inaugurée autour de jeunes peintres philippins... Les deux expositions auront lieu en même temps au Carré Sainte-Anne et au MIAM. Cette convention qui tourne autour de deux expositions rapproche, là aussi, les deux villes. Nous avons engagé le processus avec Hervé Di ROSA ; nous le poursuivons avec Manuel OCAMPO.

Pour : 51

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité.

**19- Convention de partenariat
Projeté - Architecture et Cinéma -
Entre l'État-Préfecture de Région Languedoc-Roussillon – Direction
Régionale des Affaires Culturelles du Languedoc Roussillon,
L'École Nationale Supérieure d'Architecture de Montpellier,
La Maison de l'Architecture Languedoc-Roussillon,
L'Ordre Régional des Architectes Languedoc Roussillon,
La Ville de Montpellier**

Philippe SAUREL:

Créé à l'initiative de la Maison de l'Architecture (MaLR) à l'automne 2011 « projeté – architecture et cinéma » est un cycle de conférences et projections dédiées aux liens entre architecture et cinéma. L'opération s'est déroulée au Cinéma municipal Nestor Burma ainsi qu'à l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Montpellier sur le premier semestre 2012.

La première édition ayant rencontré un vif succès, les partenaires souhaitent renouveler cette expérience autour d'une seconde saison qui explorerait cette fois-ci la lumière. Montrer au public montpelliérain la nature du lien qui rapproche la matière même de la conception du projet architectural et du projet cinématographique, faire émerger les corrélations étroites entre architecture et cinéma et éveiller au regard des praticiens vis-à-vis de l'autre discipline sont des objectifs artistiques qui viennent compléter la volonté de proposer des rendez-vous accessibles à tous les publics : citoyens, étudiants, professionnels, amateurs.

Ce cycle est donc composé de six rencontres sur l'année 2013-2014 faisant place à des discussions entre professionnels et publics et des projections de films au Cinéma municipal Nestor Burma et à l'ENSAM. Une séance inaugurale est prévue le 23 mai prochain place St-Anne autour du film « Mon oncle » et sera l'occasion de dévoiler au public le programme de l'opération.

Un tarif spécifique de 3 € s'appliquera aux séances se déroulant au cinéma Nestor Burma.

« Projeté architecture et Cinéma 2013-2014 » réunit par convention jointe en pièce annexe la Ville de Montpellier, la Direction Régionale des Affaires Culturelles, la Maison de l'Architecture du Languedoc-Roussillon, l'École Nationale Supérieure d'Architecture de Montpellier, la Maison de l'Architecture du Languedoc-Roussillon ainsi que l'Ordre régional des Architectes Languedoc Roussillon. Le budget et le programme prévisionnel du cycle 2013-2014 sont joints en pièce annexe.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver le principe de ce partenariat et le principe de la manifestation « *projeté* architecture & cinéma–cycle 2013-2014 » tels que définis en pièce annexe ;
- d'approuver la convention de partenariat pluripartite annexée à la présente délibération ;
- d'inscrire le tarif de 3 € pour les séances « *projeté* architecture et cinéma » dans la grille des tarifs municipaux pour l'année 2013 ;
- d'autoriser Madame Le Maire, ou Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Philippe SAUREL : Il s'agit du festival Architecture et cinéma, qui aura lieu au cinéma Nestor Burma. Comme l'an passé, nous renouvelons l'expérience qui était très intéressante et positive. Sont partenaires la DRAC, l'État, mais aussi la Maison de l'Architecture, l'Ordre régional des architectes, la Ville de Montpellier. J'ai à peu près tout dit.

Pour : 51

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité.

Mme COUVERT et M. SUDRES reviennent en séance.
M. TSITSONIS sort de la séance.

20- Tournage du long métrage Métamorphoses Convention de partenariat avec les Films Pelléas

Philippe SAUREL:

Par délibération du 8 novembre 2010, la ville de Montpellier a été sensibilisée à l'intérêt que présente l'accueil de tournage sur la ville et a ainsi décidé de créer un Bureau d'Accueil de Tournage dont le rôle principal est de centraliser et coordonner les besoins d'une production.

La structure bénéficiaire, la société de Production Pelléas Films représentée par Nicolas Leclere a donc pour projet de tourner le prochain film de Christophe Honoré du 13 mai au 28 juin 2013. Ce long métrage *Métamorphoses* est co-produit par Canal Plus, France 3 et les régions Languedoc Roussillon et Provence Alpes Côtes d'Azur. Il s'agit d'une adaptation des *Métamorphoses d'Ovide*. La production sera présente à Montpellier et ses alentours du 22 avril au 8 juin 2013.

Conformément à la délibération du 8 novembre 2010, la convention jointe en annexe précise les modalités d'accueil du tournage sur le territoire de la Ville ainsi que les compensations demandées à la production.

Afin de faciliter la mise en place et le déroulement des activités durant le tournage, la Ville de Montpellier propose de mettre à disposition, à titre gratuit (conformément à la délibération du 8 novembre 2010), une partie du site de l'EAI, à savoir les bureaux de l'ancien gardien, le musée de l'infanterie et son parking. Sera également mis à disposition, via un arrêté temporaire d'interdiction de stationner sauf pour les véhicules de la production, le parking de la place du Père Louis.

Compte tenu de la volonté de la Ville de favoriser l'accueil de tournage sur son territoire et de soutenir l'emploi et le tissu économique dans une période de crise, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la mobilisation de tous les services concernés par l'accueil de ce projet sur le territoire de la ville ;
- D'approuver la convention de partenariat avec les films Pelléas jointe en annexe ;
- D'approuver que l'occupation des locaux et espaces publics soit consentie à titre gratuit ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 52

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité.

21- Attribution de subventions à des projets et structures Exercice 2013

Philippe SAUREL:

La Ville de Montpellier souhaite encourager, à travers le versement de subventions, des projets culturels ou des structures culturelles portant divers projets sur le territoire de la ville. Les projets ou structures retenus participent de la vitalité artistique de notre ville et valorisent des pans entiers de la culture cinématographique et audiovisuelle, patrimoniale, théâtrale, musicale, du livre et des arts plastiques en mettant en place des formes originales de rencontres avec le public.

Offres culturelles (cours, clubs, ateliers ...) ou temps forts (expositions, festivals ...), ces projets participent pleinement à la diversité culturelle de notre cité tout en confortant une dimension économique, sociale et territoriale. La Ville, qui souhaite encourager des projets innovants et créatifs, s'est appuyée pour l'analyse des dossiers sur les points suivants : projet ou structure s'inscrivant dans une dynamique urbaine, mise en œuvre d'une action en direction de tous les publics ou d'un public jeune, originalité du projet (formes innovantes ou expérimentales), adéquation budget/objectifs, participation des autres collectivités aux financements.

Après examen des dossiers, il est proposé l'attribution de subventions aux associations figurant dans le tableau ci-après pour un montant total de 188 600 € au titre de l'exercice 2013.

Il a déjà été attribué au titre des Projets et Structures lors des derniers conseils municipaux de février et mars, la somme de 296 800 euros.

Code association	Nom association	Nature	Montant
80	Les Amis du Musée Fabre	F	5 000
1659	La Sphere Oblik	F	500
2255	Le Sonotone	F	500
5018	Association B Mediation	F	7 000
5149	BRISCARTS	F	500
5665	En Traits Libres	F	500
107	Les Amis de Jean Vigo	F	2 500
1171	So Bollywood Montpellier	p	500
5008	Casa Amadis Asso Culturelle de Langue Portugaise de Montpellier	P	1 000
867	Cellanova.Org	P	1 500
5037	Transit Collectif Photographique	F	5 000
76	Comité de Quartier Saint Roch et Ecusson	P	1 000
1939	Centre Culturel Espéranto de Montpellier	F	500
1969	Institut Protestant de Théologie	F	2 000
2732	Cercle Algérieniste de Montpellier	F	1 000
2988	Don Quijote Centre Culturel Hispanique	F	1 000
3636	Association montpelliéraine pour un judaïsme humaniste et laïque	F	2 000
4478	Identités et Partage	F	1 000
4478	Identités et Partage	P	1 000
4527	Institut Euro-Méditerranéen Universitaire Maïmonide	F	50 000
4573	Atelier de Rencontre et de Recherche Comparative en Ethnologie	F	1 000
959	Archives du Monde	F	1 000
3339	Association des Amis du Musée Languedocien	F	1 400
4388	Le Passe Muraille	P	1 000

184	Lou Parage de Mount Pelie	F	1 000
227	Théâtre Talhers Production La Rampe T.I.O	F	30 000
500	Cercle Occitan de Montpellier	F	1 000
1246	Amistats Max Rouquette	F	3 000
1531	Lectura e Oc	F	1 400
2113	Atelier de Recherche Théâtrale - Art Cie	F	7 000
3930	La Bourrèio del Clapas	F	1 000
4544	Choeur Occitan de Montpellier Nadalenca	F	1 000
4813	La Poesia	F	2 500
5055	Lo Talhier Parlar -Centre Formacion Professionalà Occitan	F	3 800
4493	Danse avec les Roues (Cap Danse Bis)	F	1 000
5374	APAAAV (la Fenêtre)	F	2000
529	La Friche de Mimi	F	3000
529	La Friche de Mimi	P	3 000
4191	Illusion et Macadam	F	20 000
4389	ARDEC	F	10 000
4520	Le Garage Electrique	F	5 000
1113	Claquettes en Vogue	P	3 000
444	Amis de l'Orgue des Saints François	F	500
1274	Un Orgue dans la Ville	F	1000
TOTAL			188 600 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal:

- De décider de l'affectation des subventions aux associations telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions types le cas échéant ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2013 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 pour le fonctionnement ainsi que pour les manifestations et pour un montant total de 188 600 €.
- D'approuver les lettres d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

Pour : 52

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité.

22- Attributions de subventions à des associations gérant des lieux artistiques et d'accompagnement

Exercice 2013

Philippe SAUREL:

Depuis de nombreuses années, la Ville de Montpellier aide en fonctionnement des associations qui gèrent des lieux de diffusion et de créations artistiques. Des lieux qui déclinent plusieurs fonctions et qui sont des éléments essentiels dans le maillage artistique et culturel de notre territoire.

Avec des jauges variables, ces lieux programment tout au long de l'année des spectacles de théâtre, de danse ou de musique. Leur liberté de programmation est indéniablement un facteur essentiel pour la richesse, la diversité et la vitalité des offres culturelles de notre ville. Devenus au fil du temps des endroits dans lesquels la rencontre entre public et artistes peut s'effectuer dans une grande proximité, ces lieux participent à la dynamique artistique et citoyenne des quartiers dans lesquels ils sont implantés. Ils peuvent être en outre des lieux « tremplins » pour les artistes locaux qui par la suite rayonneront en France et à l'étranger.

Outre leur fonction de diffusion, certains de ces lieux peuvent être aussi des lieux de résidence et de répétitions, une étape essentielle dans le processus de création. Si certains ont choisi un axe de travail unique (théâtre, danse contemporaine, spectacle jeune public) d'autres, plus nombreux, sont ouverts à toutes formes de propositions artistiques.

Après examen des dossiers, il est proposé l'attribution de subventions aux 5 associations figurant dans le tableau ci-après pour un montant total de 7 000 €. Il a déjà été attribué au titre des lieux lors du conseil municipal de mars, la somme de 101 000 €.

Code association	Nom association	Nature	Montant
1566	Union des Arts Plastiques de la Méditerranée	F	1 500
1795	Living Room Espace de Création Contemporaine	F	3 000
5534	association Spontanée	P	500
5567	Arthothèque à Montpellier	P	1 000
857	A la Barak Atelier de Photographie	F	1 000
		TOTAL	7 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal:

- De décider de l'affectation des subventions aux associations telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions le cas échéant ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2013 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 pour le fonctionnement ainsi que pour la manifestation pour un montant total de 7 000 € ;
- D'approuver les lettres d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

Pour : 52
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

M. TSITSONIS revient en séance.

23- Attribution de subventions à cinq galeries associatives d'art contemporain Convention de partenariat Exercice 2013

Philippe SAUREL :

Depuis de nombreuses années la Ville de Montpellier aide au fonctionnement de cinq galeries associatives d'art contemporain. Leur liberté de programmation et de production, leur pertinence et leur démarche d'expositions expérimentales non soumises la plupart du temps au marché de l'art est essentielle à la richesse, la diversité et la vitalité des offres culturelles de notre ville.

Ces associations utilisent leurs lieux pour y montrer des artistes d'envergure internationale et participent à la promotion et à l'accompagnement de jeunes créateurs résidant à Montpellier. Elles développent des logiques de travail en réseau, entre elles et avec les institutions, mutualisent souvent leurs moyens et participent à la dynamique artistique et citoyenne des quartiers dans lesquels elles sont implantées.

Elles mettent également en place une médiation, des temps de rencontre et offrent aux montpelliérains l'opportunité de voir une diversité de propositions artistiques utilisant le plus souvent des procédés vidéographiques et informatiques sans exclure la peinture, la sculpture et le dessin permettant d'aiguiser un sens critique et de provoquer des discussions riches, stimulantes et conviviales.

Ces lieux fonctionnent également comme de petits centres d'art contemporain exposant des œuvres parfois réalisées sur place. Du reste beaucoup d'étudiants en art y font des stages.

Ces associations font partie, en tant que galeries fondatrices, du salon de dessin contemporain de Montpellier « DRAWING ROOM » dont la cinquième édition se tiendra durant quatre jours du 27 novembre au 4 décembre au Carré Sainte-Anne.

Ces associations sont aidées également par l'État représenté par la DRAC LR et par le Conseil Régional. Il est à noter que sans les aides publiques elles auraient depuis longtemps cessé leurs activités.

Les cinq galeries associatives d'art contemporain faisant chacune l'objet d'une convention de partenariat type sont les suivantes :

Association AL/MA

Installée depuis 4 ans dans le quartier de la gare, 14, rue Aristide Ollivier, la galerie réalise environs cinq expositions par an, le plus souvent de peinture et de sculptures abstraites minimalistes, raffinées, parfois radicales présentées avec une grande rigueur plastique. Pour chaque exposition d'un artiste reconnu est présenté également le travail d'un(e) jeune plasticien(ne) montpelliérain(e) dont les œuvres sont produites par

la galerie. Outre le public du centre-ville, on y rencontre beaucoup d'étudiants et des amateurs d'art de Nice et de Marseille.

L'association AL/MA partage ses locaux avec les éditions d'art *Méridianes* ce qui permet des échanges et une vraie émulation entre artistes et écrivains. Elle produit également des expositions hors les murs, d'artistes montpelliérains.

Association Aperto

Située, depuis 2005, dans le quartier Chaptal, rue Étienne Cardaire, il s'agit d'un collectif d'artistes et d'un espace de recherche. Deux des membres enseignent aux Beaux-Arts et à l'école d'architecture. Ils produisent des expositions en partenariat avec ces deux écoles dont ils sont une structure relais. Ils font partie d'un réseau français de collectifs d'artistes.

Ce lieu sert à la fois d'atelier, de salle d'exposition et de présentation d'évènements – environ six par an dont certains hors les murs. Il accueille régulièrement le festival SONORITÉS ainsi que l'organisation de petits colloques sur l'art et la politique.

Environ deux fois par an l'association installe des œuvres interactives dans leur vitrine ce qui donne une lisibilité ponctuelle dans le quartier.

Association Boîte Noire – Unité de recherches contemporaines

C'est la plus ancienne galerie associative de Montpellier située en plein cœur de l'Écusson depuis 1988 entre La Panacée et le Musée Fabre. Le responsable et président de l'association est aussi professeur de dessin à l'école des Beaux-Arts et il est l'initiateur de « DRAWING ROOM » salon du dessin contemporain de Montpellier qui a lieu chaque année au Carré Sainte-Anne.

L'association propose quatre à cinq expositions monographiques par an sur le dessin, la photographie, la peinture et la vidéo et reçoit un public nombreux. Elle réalise un travail de médiation avec des écoles et l'université Paul-Valéry. Elle expose environ 50% d'artistes montpelliérains. Elle participe à des salons européens présentant des artistes Montpelliérains ce qui donne un peu plus encore, une bonne image de la ville.

Association Iconoscope

Lieu situé, depuis 2004, dans la rue du Courreau dans le local d'une ancienne agence de voyages. Cette galerie apporte une image positive dans ce quartier.

Quatre à cinq expositions par an y sont programmées : très pertinentes, originales et le plus souvent *IN SITU*. Des artistes de renommée internationale dont des Montpelliérains acceptent d'y exposer grâce au réseau d'une des responsables. Le propos tourne souvent autour de l'art et de l'espace public.

Le public spécialisé, les scolaires et les habitants du quartier sont accueillis et « initiés » à l'art contemporain avec beaucoup de générosité et de sens pédagogique.

Association Vasistas

La Galerie est située, depuis 1997, dans le quartier Boutonnet. Le responsable et président de l'association est un ancien étudiant de l'école des Beaux-Arts. La mission que s'est donnée l'association est de socialiser et d'initier à la présentation de leurs œuvres auprès des étudiants en fin de cursus d'écoles d'art et d'universités. Trois expositions, souvent collectives, y sont proposées dans l'année, et réalisées à 70% par de jeunes artistes. Ils sont ainsi accompagnés dans la production de leurs expositions qui présentent en général des œuvres photographiques, des peintures et des vidéographies.

Des critiques d'art interviennent ponctuellement lors des vernissages et les expositions sont souvent annoncées et commentées dans l'émission du mercredi soir sur France Culture : *la dispute*, consacrée à l'art contemporain.

Considérant que ce soutien à ces cinq galeries participe au développement de la politique culturelle de la Ville en matière d'art contemporain et permet en outre au public montpelliérain de les apprécier et d'y apporter leur regard critique, il est proposé d'attribuer une subvention de 8 000 € à chacune de ces cinq galeries comme indiqué dans le tableau ci-après (N° de dossiers : 000159, 342, 000314, 000319, 000008) et de passer une convention de partenariat type jointe en pièce annexe. Le budget de chacune de ces cinq galeries est également joint en pièce annexe.

N° asso.	Association	Nature	Montant
5059	Galerie AL/MA	F	8 000 €
5036	Aperto	F	8 000 €
2159	Boîte Noire – Unité de recherches Contemporaines	F	8 000 €
2747	Iconoscope	F	8 000 €
5019	Vasistas	F	8 000 €
		Total	40 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal:

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des conventions de partenariat;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2013 sur les imputations budgétaires citées ci-dessus avec la nature 6574 pour un montant total de 40 000 € ;
- D'approuver la convention de partenariat type annexée à la présente délibération ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

Philippe SAUREL : Je vais quand même répondre à la question de M. DOMERGUE. Ce sont la galerie AL/MA, Aperto, Boîte Noire, Iconoscope et Vasistas : 8 000 euros pour chacune de ces galeries qui traite d'art contemporain, soit 40 000 euros en tout. M. DOMERGUE a posé la question suivante : « On est généreux avec l'argent des autres. ». D'abord, nous sommes certes généreux, mais nous sommes surtout réalistes. En effet, lorsque nous permettons à des galeries d'art contemporain, dans une ville qui ne dispose pas de centre d'art contemporain pour l'instant, de perdurer, d'exister, nous maintenons l'emploi autour de la culture, et nous favorisons la création artistique. Je considère donc que les 8 000 euros sont parfaitement utilisés.

Pour : 53

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité.

24- Attribution d'une subvention

à l'association Les galeries de Montpellier Art contemporain

Convention de partenariat

Exercice 2013

Philippe SAUREL :

L'association Les galeries de Montpellier art contemporain regroupe six galeries d'art contemporain de la ville : la galerie privée Hélène Trintignan et cinq galeries associatives : AL/MA, Aperto, Boîte Noire, Iconoscope et Vasistas.

L'association Les galeries de Montpellier art contemporain permet à ces lieux de mutualiser leur savoir faire, leurs moyens de communication et en particulier de présenter depuis 4 ans et cela pendant 5 jours, un salon du dessin contemporain « Drawing Room » dont la cinquième édition se tiendra du 27 novembre au 1^{er} décembre au Carré Sainte-Anne.

Cet évènement remporte un succès public de plus en plus important, et des collectionneurs de tout le sud de la France le visitent autour d'une pratique artistique d'une grande diversité, le dessin contemporain.

Les galeries organisent une médiation auprès de tous les publics en vue de présenter leurs lieux et leurs artistes. Ainsi en 2012 quarante-sept artistes étaient présentés, dont un tiers réside à Montpellier.

Une bourse privée d'un montant de 1500 € financée par une entreprise d'aménagement de lieux d'expositions est attribuée à un jeune plasticien issu des écoles des Beaux-Arts de Nîmes, de Montpellier et de Perpignan.

L'État représenté par la DRAC LR et la Région sont partenaires ainsi que l'École Supérieure des Beaux-Arts de Montpellier Agglomération.

Considérant que ce soutien participe au développement culturel de la Ville en matière d'art contemporain, il est proposé d'attribuer une subvention de 7 000 € (n° de dossier : 001722) à l'association Les galeries de Montpellier art contemporain organisatrice du salon du dessin « Drawing Room » et de passer une convention de partenariat jointe en pièce annexe. Le budget de l'association est également joint en pièce annexe.

Présentation des comptes simplifiés de l'association Les galeries de Montpellier art contemporain : compte de résultat 2011 et budget prévisionnel 2013.

Charges			Produits		
	CR 2011	BP 2013		CR 2011	BP 2013
Achats et services extérieurs	9 967	18 900	Report 2010	982	-
Charges exceptionnelles et financières	7 796	3 600	Subventions	14 000	18 000
Dotation aux amortissements	651	-	DRAC	4 000	6 000
-	-	-	Région	3 000	5 000
-	-	-	Ville	7 000	7 000
-	-	-	Sponsors	1 200	-
-	-	-	Autres produits de gestion	-	4 500
-	-	-	Produits exceptionnels	2 232	-
Total	18 414	22 500	Total	18 414	22 500

Tableau d'affectation

N° asso.	Association	Nature	Montant
5038	Les galeries de Montpellier art contemporain	P	7 000 €
	TOTAL		7 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal:

- De décider de l'attribution et de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de signature de la convention de partenariat;

- De prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget 2013 sur les imputations budgétaires citées ci-dessus avec la nature 6574 ;
- D'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

Pour : 53

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité.

M. Hervé MARTIN sort de la séance.

25- Attribution de subventions

Convention de partenariat à l'association Attitude Exercice 2013

Philippe SAUREL :

L'association Attitude œuvre depuis 1989 à promouvoir les cultures urbaines, hip hop, graffiti, musique, skateboard. Les cultures urbaines et plus particulièrement la scène hip hop française comptent parmi les plus actives et des plus originales dans le monde. L'association Attitude en assure dans la région et sur la ville, le développement à travers la mise en place d'activités d'animation, de formation et d'aide à la création. Concernant le volet graffiti, elle intervient en conseil sur la réalisation de fresques.

D'autre part, l'association dispense tout au long de l'année sur le Skate parc de Grammont, des cours de skateboard et de BMX, un Skate parc dont elle en est la principale utilisatrice. L'association attitude est également intervenue en conseil sur le devenir du Skate parc, sa rénovation et son évolution.

Hébergée gracieusement par la Ville de Montpellier dans un local municipal de 93,50 m² situé rue St Ursule, la valorisation annuelle du loyer s'élève à 10 285 €, cette association compte 6 salariés et plus de 80 adhérents sur Montpellier, ses activités touchent des milliers de spectateurs. Cette association est en effet très impliquée dans l'organisation annuelle d'une importante manifestation qui concerne pour l'essentiel la jeune génération et développe à la fois des valeurs humanistes comme le respect de l'autre, et des activités au croisement des arts et du sport.

Forte du succès des éditions de la Battle Nationale et Internationale qu'elle organise depuis plus de 10 ans, l'association Attitude propose en 2013 une nouvelle manifestation s'inscrivant dans la continuité et la dynamique de la Battle Nationale et Internationale. La « Breakdance Champion's League 2013 » celle-ci se tiendra du 28 novembre au 07 décembre 2013 avec notamment deux soirées organisées au Zénith Sud autour de concerts de rap, de danse hip hop et pour lesquelles plus de 11 000 personnes sont attendues.

La « Breakdance Champion's League 2013 », présentera dans différents lieux de la ville, des concerts de musique, des diffusions de films et des spectacles de hip hop avec 8 équipes venus de 8 villes : Montpellier, Las Vegas, Séoul, Osaka, St Pétersbourg, Barcelone, Rotterdam, Rio de Janeiro.

Consciente que cette association porte tout au long de l'année, un projet artistique cohérent et ambitieux, qu'elle propose une manifestation dont la renommée mondiale n'est plus à démontrer, qu'elle s'inscrit pleinement dans la politique culturelle de la Ville, il est proposé : d'attribuer à l'association Attitude (n° de dossier 381) une subvention d'un montant de 40 000 euros en fonctionnement et une subvention d'un montant de 40 000 euros pour La « Breakdance Champion's League 2013 » ; de passer une convention de partenariat jointe en annexe, avec ladite association. Le budget global de l'association étant également joint en pièce annexe.

Présentation des comptes simplifiés de l'association Attitude : compte de résultat 2011 et budget prévisionnel 2013.

Comptes de résultats simplifiés exercice 2011 et le budget prévisionnel 2013					
Charges			Produits		
	CR 2011	BP 2013		CR 2011	BP 2013
Achats et services extérieurs	-	580 500	Billetterie	-	150 000
Charges d'exploitation	596 454	-	Prestations et produits	-	179 000
Salaires et charges	230 127	249 500	Produits d'exploitation	681 125	
Impôts	-	15 000	Subventions	309 700	521 000
Charges financières et exceptionnelles	5 389	10 000	DRAC	19 000	35 000
Dotations aux amortissements		3 000	CUCS		6 000
-	-	-	Région	138 100	224 000
-	-	-	Ville Montpellier- Fonct.	53 600	122 000
-	-	-	Ville Montpellier – projet	30 000	20 000
-	-	-	Conseil général	0	0
-	-	-	Agglomération	40 000	70 000
-	-	-	Ministère Outre-Mer	29 000	20 000
-	-	-	Cotisations et autres	-	8 000
-	-	-	Produits financiers et exceptionnels	-	-
Total	831 970	858 000	Total	990 825	858 000
Excédent d'exploitation 2011	158 855				

Contribution en nature
Mise à disposition du local Mairie rue sainte Ursule : 10 285 €

Tableau d'attribution :

N° asso.	Association	Nature	Montant
4265	Attitude	F	40 000 €
4265	Attitude	M	40 000 €
	Total		80 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal:

- De décider de l'attribution et de l'affectation des deux subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature de la convention de partenariat;
- De prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget 2013 sur les imputations budgétaires citées ci-dessus avec la nature 6574 pour un montant total de 80 000 € ;
- D'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération ;
- D'approuver la mise à disposition des locaux précités qui constituent des aides en nature et dire que les montants valorisés de ces aides seront ainsi inscrits au titre de subventions dans le compte administratif de la Ville et dans les comptes de l'association ;

- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

Philippe SAUREL : J'ai lu aussi dans certains journaux que nous avons laissé tomber la *Battle* internationale. J'aimerais d'abord dire à ceux qui l'ont écrit qu'ils se trompent de combat. La *Battle* internationale était venue durant deux ans à Montpellier, et elle est repartie en Allemagne d'où elle est venue. Pour suppléer le manque au niveau du hip-hop et de la *breakdance*, nous avons consenti à financer un événement qui s'intitulera « *Breakdance Champion's League* », sur laquelle nous intervenons à hauteur de 80 000 euros, tout comme l'Agglomération, me semble-t-il, et la Région Languedoc-Roussillon.

Ce qui n'empêche pas, Madame le Maire, qu'au sujet de la *breakdance*, du hip-hop et de toutes les cultures urbaines, cela ne remplace pas le travail de fond qui est exécuté dans de nombreuses Maisons pour tous de la ville et dans le tissu associatif. Je pense qu'un jour, il faudra fédérer tout cela. En effet, MONTANARI l'a parfaitement dit l'an dernier lors du Montpellier Danse qu'il avait consacré au hip-hop : le hip-hop est une expression qui compte véritablement dans la danse. Et je crois qu'il faut donner leur chance à tous ces jeunes des quartiers qui participent au cours de l'année, non pas seulement au cours de grands événements comme la *Breakdance Champion's League* ou bien *Battle*, mais aussi au travail quotidien qu'ils ont à réaliser, à la fois dans les Maisons pour tous et dans les associations.

Pour : 52

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité.

26- Association Music Events Attribution d'une subvention Convention de partenariat Exercice 2013

Philippe SAUREL :

L'association Music Events gère un lieu de fabrique culturelle en lien étroit avec la population gitane du quartier : La Chapelle Gély, une ancienne chapelle désacralisée implantée au cœur de la cité Gély.

Ce lieu de plus de 1000 m² articule ses actions autour de 3 axes essentiels : fabrique artistique et diffusion ; travail sur le territoire et action socio-culturelle ; médiation éducative.

- Ce lieu a été acheté par la Ville au diocèse en 2007 pour un montant de 90 000 €.
- De 2007 à 2010 divers travaux ont été effectués pour un montant de 750 000 €
- Les locaux ont été mis à disposition de l'association Music Events à titre gracieux. La valorisation annuelle du loyer s'élève à 44 550 €.

La Chapelle Gély expérimente, depuis 13 ans, des configurations, des contenus servant la mise en lien entre spectateurs et artistes, habitants et lieu artistique d'avant-garde. Elle développe de nombreuses activités artistiques de diffusion, de résidences d'artistes, de recherche et de création. Ses actions culturelles s'inscrivent dans la durée et sont un moyen de faire évoluer le quartier dans lequel elle est installée. La culture

en lien avec son territoire et sa population étant un levier essentiel pour changer les comportements, pour dépasser les clivages et de cultiver la mixité des cultures et le respect des différences.

L'association Music Events qui emploie 9 salariés (représentant 5 Equivalent Temps Plein) initie et accompagne différentes activités qui ont pour objectif de « dé-ghettoiser » la cité afin de faire de ce quartier classé Zone Urbaine Sensible depuis 2009, un lieu de rencontre et d'accueil et de permettre l'intégration progressive de la communauté gitane dans des activités valorisantes. Ainsi, et depuis plusieurs années des repas musicaux « Les Guinguettes Gitanes » rassemblent au cours de l'été pas moins de 3 000 participants.

Elle mène également de manière importante des actions de médiation culturelle éducative portant sur l'environnement et la revalorisation des espaces-verts en lien direct avec la population du quartier et des élèves de l'école primaire Frédéric Bazille et du collège Font-Carrade. En mobilisant les enfants du quartier il s'agit de lutter contre le vandalisme et de responsabiliser les habitants.

Pour la mise en œuvre de ces actions, l'association Music Events a sollicité une subvention de 250 000 euros pour le fonctionnement (N° subvention : 000317).

Pour 2013, le programme de la saison artistique de septembre à juin s'articule de la manière suivante :

- Continuation des Guinguettes Gitanes ;
- Poursuite de la diffusion et de la recherche. Résidence artistique de nombreux spectacles ;
- Maintien et développement des partenariats avec des événements montpelliérains comme le festival Hybrides, le festival Sonorités etc...

Considérant que les activités de l'association Music Events développées à La Chapelle Gély s'inscrivent pleinement dans la politique culturelle d'intégration de la Ville il est proposé d'attribuer à l'association Music Events une subvention d'un montant de 125 000 euros et de passer une convention de partenariat, jointe en annexe, avec la dite association. Le budget prévisionnel du programme des activités 2013 est également joint en annexe.

Présentation des comptes simplifiés de l'association Music Events.

Compte de résultat simplifié exercice 2011 et budget prévisionnel 2013					
Charges			Produits		
	2011	2013		2011	2013
Charges exploitation	84 541	205 100	Produits exploitation	57 878	84 500
Impôts et Taxes	4 365	9 000	Produits gestion courante	0	1 660
Salaires et charges	155 779	289 402	Subventions	198 550	402 700
Charges de gestion	-	8 000	DRAC	10 000	10 000
Charges exceptionnelles	-	438	Ville	125 000	250 000
Dotations aux amortissements	-	15 000	Région	20 000	20 000
-	-	-	CG34	26 050	22 700
-	-	-	Agglo	0	80 000
-	-	-	ACSE	12 500	15 000
-	-	-	CAF	5 000	5 000
-	-	-	Q-P Subvention investissement	0	6 080
-	-	-	Transfert de charges	0	32 000
Charges financières et exceptionnelles	5 266	0	Produits financiers et exceptionnels	5 131	
Total	250 951	526 940	Total	262 559	526 940
Résultat d'exploitation 2011:	11 608				
Excédent :					

Contribution en nature
Mise à disposition des locaux Mairie « la Chapelle Gély » : 44 550 €

Tableau d'attribution

N° asso.	Association	Nature	Montant
2326	Music Events	F	125 000 €
	Total		125 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération ;
- de décider de l'attribution et de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de signature de la convention de partenariat ;
- de prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget 2013 de la Ville, chapitre 923, nature 6574, LC 1596 ;
- D'approuver la mise à disposition des locaux précités qui constituent des aides en nature et dire que les montants valorisés de ces aides seront ainsi inscrits au titre de subventions dans le compte administratif de la Ville et dans les comptes de l'association ;
- d'autoriser Madame Le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Philippe SAUREL : Je salue le nouveau Conseil d'administration qui vient d'être élu. La subvention est de 125 000 euros. J'ajoute que nous aidons conséquemment sur le plan logistique, via une location de l'ensemble des lieux qui appartiennent à la Ville.

Jacques DOMERGUE : Je voudrais, s'il vous plaît, des explications sur l'utilisation de cet argent. En effet, cette subvention est très importante. Je ne nie pas le fait que la culture gitane doive être développée. Mais je pense que sur ce genre d'attribution, il est indispensable qu'il y ait un suivi. Vous vous doutez bien que l'argent peut être utilisé à d'autres fins. Quel est le niveau de suivi que vous mettez en place sur des subventions de cette taille ?

Philippe SAUREL : La question de M. DOMERGUE est parfaitement pertinente. Je vais y répondre. Nous l'avons-nous-mêmes posée en interne. Et nous nous sommes allié la présence de la Région Languedoc-Roussillon et de la DRAC. Nous avons demandé à plusieurs reprises qu'une convention soit signée, de façon très précise. Cela vient d'être fait, c'est pour cela que je saluais le nouveau conseil d'administration : c'est parce qu'il a accepté de signer cette convention.

[Question hors-micro] Je ne peux pas vous donner ce renseignement. Mais je sais que la convention vient d'être signée. Nous l'avons demandée depuis 4-5 ans, et, de guerre lasse, M. Etienne SCHAWARTZ faisant quelque peu traîner les choses, le nouveau Conseil d'administration a accepté l'ensemble des prérogatives que la Ville imposait à l'association en termes de partenariat. Cela constituait d'ailleurs une clé essentielle de l'avenir de La Chapelle, puisque l'État était sur la même position que nous, ainsi que la Région. Nous avons demandé, les trois institutions, que la transparence administrative soit réalisée autour de cette convention, ce qui est fait. C'est la raison pour laquelle j'ai, tout à l'heure, remercié le Conseil d'administration en le saluant.

Sur le fond, ce lieu de La Chapelle est un lieu unique qui assure une cohésion sociale assez extraordinaire dans le quartier Gély. Il est vrai qu'il existe les Repas du jeudi soir. Jacques MARTIN, conseiller général, pourrait en parler – à la Guinguette. Mais il n'y a pas que cela. Il y a aussi la réception de nombreux

spectacles et performances qui appartiennent à l'ensemble des festivals qui se tiennent à Montpellier. Je ne dis pas pour autant qu'il ne faut pas améliorer les choses et qu'il ne faut pas augmenter la fréquence des spectacles dans La Chapelle. Mais nous – Ville, Région et État, de façon très concertée – avons l'œil dessus, et la vigilance nécessaire pour éviter tout dérapage.

Pour : 52

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité.

M. Hervé MARTIN revient en séance.

27- Boutographies 2013

Acquisition de tirages réalisés par Camilla de Maffei, lauréate du Prix du Jury

Philippe SAUREL :

Depuis la création des Boutographies, rencontres photographiques de Montpellier, la Ville est un partenaire privilégié de cette manifestation.

Le Prix du Jury, créé en 2009, récompense un photographe européen émergent dont la démarche est jugée particulièrement digne d'être encouragée.

Depuis 2010, il a été décidé que la Ville enrichirait sa collection photographique par l'achat de tirages provenant de la série primée.

La lauréate du Prix du Jury 2013 est Camilla de Maffei. L'acquisition choisie par la Ville de Montpellier porte sur trois images de grand format (59,4 cm x 84,1 cm) issues de la série « *The visible mountain. Sarajevo* » sur papier Hartmann avec spray protecteur baryté. Les cadres sont de fabrication artisanale en bois de sapin.

Il s'agit d'un travail photographique sur le Mont Trebevic, symbole puissant et désolé de Sarajevo qui fut un lieu privilégié des habitants de la ville avant la guerre de 1992 et qui a vu toutes ses infrastructures être détruites pendant les trois ans et demi qu'a duré le conflit. « *Aujourd'hui, Trebevic est toujours figé dans ce passé, et les ruines des vieilles installations dévastées par la guerre menacent encore ses paysages fantomatiques.* » (Camilla de Maffei)

En conséquence il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver cette acquisition pour un montant global de 2 500 € TTC,
- D'imputer cette dépense sur les crédits inscrits au budget de la Ville, fonction 903,
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Philippe SAUREL : Il s'agit de l'achat d'une œuvre aux Boutographies. Vous savez que les Boutographies sont un festival de photographie qui permet aux jeunes talents français, européens, de pouvoir émerger. Cette année est un grand cru. Nous avons en effet vu des photographies de très grande qualité. Et celle que nous achetons est celle qui a reçu le prix des Boutographies. Elle fera désormais partie du patrimoine de la Ville.

Jacques DOMERGUE : Je voulais simplement demander si, sur La Chapelle Gély, il y avait déjà eu des subventions les années précédentes. Je ne l'avais plus en tête. Est-ce quelque chose de nouveau, ou bien le reconduisons-nous ?

Philippe SAUREL : C'est reconduit.

Jacques DOMERGUE : Vous avez donc quand même une antériorité sur ce type de subvention pour avoir déjà mis en place une évaluation du devenir de la subvention et savoir si elle est, ou non, bien utilisée.

Philippe SAUREL : Absolument. Si la convention n'avait pas été signée, nous n'aurions peut-être pas accepté comme cela d'attribuer les subventions aujourd'hui. Et « nous », une fois encore, c'est aussi la Région et l'État. Mais force est de constater que les choses sont dans l'ordre, et que le suivi que nous proposons à travers cette convention écrite et qui engage à la fois l'association et les partenaires est globalement également en ordre.

Pour : 53

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité.

28- Culture et patrimoine

Cotisations à des organismes nationaux pour l'année 2013

Philippe SAUREL :

Depuis plusieurs années, la Ville adhère à des organismes liés à la Culture et au Patrimoine, par le versement de cotisations.

Il est proposé de confirmer l'adhésion aux organismes suivants pour l'année 2013 :

Chapitre	Nature	Organisme	Montant
923	6281	Biennale des Jeunes Créateurs	1575 €
923	6281	Association des Archivistes Français	110 €
923	6281	AVENIO Utilisateurs	60 €
923	6281	ICA Conseil International des Archives	150 €
923	6281	Association Française des cinémas d'art et d'essai (AFCAE)	150 €
923	6281	Agence du court métrage Réseau Alternatif de Diffusion (RADI)	1186.22 €
923	6281	Association des cinémas et circuits itinérants du Languedoc Roussillon (ACCILR)	60 €

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'accepter le renouvellement des adhésions aux organismes précités ;
- De prélever le montant de la dépense, soit un total de 3 291.22 € sur les crédits inscrits au budget 2013, chapitre 923 ;

- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 53
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

29- QUARTIER DES CÉVENNES

Opération programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH)

Copropriété Cévennes 1

Attribution de subventions en parties privatives

Christian BOUILLE:

Par délibération en date du 03 mai 2010, le Conseil Municipal a approuvé la convention relative à l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) - Copropriété Dégradée des Cévennes 1. Cette convention permet la mobilisation des crédits de l'Agence Nationale pour l'Habitat (ANAH) par délégation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, de la Ville de Montpellier et de la Communauté d'Agglomération de Montpellier sur ses fonds propres.

La convention d'OPAH a été signée le 27 juillet 2010 par l'ANAH, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le Département de l'Hérault et le syndic de copropriété. Elle vise à la réhabilitation complète de la copropriété des Cévennes 1, à la solvabilisation des propriétaires, au repérage des logements indignes à l'habitation, au maintien des propriétaires occupants.

Par délibération en date du 13 décembre 2010, le Conseil Municipal a retenu la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) pour la conduite d'opération de l'OPAH. La SERM fournit assistance aux propriétaires ou au syndic pour le montage des dossiers d'investissement et l'obtention des subventions.

Pour la mise en œuvre de ses interventions, la Ville de Montpellier a mis en place et a financé sur son budget, au titre du financement de l'action d'amélioration de l'habitat, un fonds communal d'aides à la réhabilitation privée, destiné à favoriser et accompagner la réalisation de travaux de réhabilitation en y introduisant de manière prioritaire une thématique de mises aux normes thermiques, électriques et acoustiques luttant ainsi contre la précarité énergétique.

Conformément au règlement d'intervention, la Ville de Montpellier apporte aux propriétaires occupants, pour la réhabilitation des parties privatives, une aide de 5 à 10% du montant des travaux subventionnables par l'ANAH en fonction de leurs ressources.

Après validation du programme de travaux réalisés par l'équipe de conduite d'opération de la SERM, agissant pour le compte de la Ville de Montpellier, il est proposé de subventionner les travaux suivants :

Bénéficiaires	Monsieur et Madame AIT	Madame DOEBELIN	Monsieur EMAD
---------------	----------------------------------	------------------------	----------------------

	OUALI		
Caractéristiques de l'opération	Partie privative	Partie privative	Partie privative
Nature des travaux	Electricité et plomberie	Changement de chaudière	Changement de chaudière et radiateurs
Adresse	949 avenue du Professeur Louis Ravaz Bâtiment K	949 avenue du Professeur Louis Ravaz Bâtiment H	949 avenue du Professeur Louis Ravaz Bâtiment i
Dépense subventionnable	5675,32€	1308,41€	4190,00€
Subvention Ville	568,00€	131,00€	419,00€

Conformément au règlement attributif de subventions de la Ville de Montpellier, le versement des subventions engagées ne sera effectué que sous la condition d'une visite de contrôle par l'équipe de conduite de l'opération de la SERM constatant l'exécution des travaux et leur conformité au projet subventionné.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- D'attribuer une subvention de 568,00€ à Monsieur et Madame AIT OUALI, une subvention de 131,00€ à Madame DOEBELIN, et une subvention de 419,00€ à Monsieur EMAD ;
- De dire que la dépense est imputée sur le budget de la Ville ligne OPAH copro Cévennes, chapitre 908241;
- De dire que le paiement de la subvention s'effectuera sur présentation par les propriétaires occupants des pièces justificatives prévues au règlement d'intervention ;
- D'autoriser Madame le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 53

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité.

30- MONTPELLIER GRAND CŒUR

Opération programmée d'amélioration de l'habitat

Attribution de subventions

Christian BOUILLE:

Dans le cadre des opérations programmées d'amélioration de l'habitat, mises en place dans le quartier Centre, des subventions de la Ville sont accordées en application des conventions signées notamment avec l'Agence nationale de l'habitat (ANAH) et la Communauté d'agglomération de Montpellier.

Après validation du programme de travaux, ou contrôle des travaux, réalisés par l'équipe de conduite d'opération de la SERM, agissant pour le compte de la Ville de Montpellier dans le cadre de la concession d'aménagement Grand Cœur, les subventions suivantes sont engageables :

SDC 28 rue Dom Vaissette chez Ethigestion Immobilier (parties communes)	5.000,00 €
Le syndicat des copropriétaires Faulquier Clemenceau, 1 bis rue du Commerce (parties communes)	3.129,11 €
SDC 4 rue de Candolle Polygone S/C Bilan Patrimoine (parties communes)	1.149,00 €
Mme Maguelone VIDAL, 6 rue du Général M. Dumas / 5 rue Gnl Claparède (propriétaire occupant)	3.000,00 €
Total :	12.278,11 €

Conformément au règlement attributif des subventions municipales dans le cadre de ces OPAH, le versement de la subvention engagée ne sera effectué que sous la condition d'une visite de contrôle des travaux réalisés.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser les paiements des subventions d'un montant total de 12.278,11 € correspondant aux 4 immeubles listés ci-dessus,
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2013 de la Ville (CRB : 28500 / Nature 20422 / Fonction 824 / Chapitre 908),
- d'autoriser Mme le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 53

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité.

M. ARAGON sort de la séance.

31- PROJET DE RENOVATION URBAINE

Adhésion au Club des Maires de la Rénovation Urbaine

Approbation

Christian BOUILLE:

La loi du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, a prévu un effort national sans précédent de transformation des quartiers fragiles classés en zone urbaine sensible ou présentant de graves difficultés socio-économiques.

L'Agence Nationale de Rénovation Urbaine (ANRU) a été créée en 2003 pour mettre en œuvre cet immense chantier initialement programmé pour la période 2004-2008, puis progressivement prolongé jusqu'en 2013.

La Ville de Montpellier a pris part à ce programme national au travers le conventionnement d'un projet rénovation urbaine (PRU) ambitieux sur les quartiers de la Mosson, des Cévennes (Petit Bard – Pergola) et du Centre.

Aujourd'hui, au stade de la maturité des opérations, sur Montpellier comme dans de nombreuses autres « zones urbaines sensibles » de France, il apparaît essentiel de réfléchir avec l'ensemble des maires porteurs d'un projet de rénovation urbaine sur l'après 2013, et se donner les moyens d'agir pour éclairer les décideurs nationaux.

C'est pourquoi, le Comité stratégique d'orientation de l'ANRU a décidé de fonder un Club des Maires de la Rénovation Urbaine (CMRU) « laboratoire » d'idées et d'échanges d'expériences pour réfléchir et préparer avec l'ensemble des maires l'après 2013, l'objectif essentiel étant l'appui à un nouveau programme national de rénovation urbaine.

Le Club des Maires de la Rénovation Urbaine vise à faire reconnaître le rôle socio-économique essentiel de la politique de rénovation urbaine en France et représente un levier de communication politique efficace auprès des pouvoirs publics. Espace privilégié d'échange et de réflexion avec les maires et présidents de communauté ayant une convention ANRU, le CMRU permet de sensibiliser les pouvoirs publics à la nécessité d'assurer la pérennité des engagements de l'Etat en faveur de la rénovation urbaine par notamment la conduite d'une réflexion concertée sur l'avenir de la politique de rénovation urbaine et la manière dont elle peut s'inscrire dans une politique globale de solidarité territoriale et de cohésion social.

Le montant de la cotisation annuelle de cette adhésion s'élève, pour l'année 2013, à 1 200 € TTC.

Aussi, il paraît important que la Ville s'associe à cette initiative qui lui permettra de :

- participer aux réunions, rencontres et débats autour de personnalités politiques, d'experts ou d'acteurs privés et restitution des échanges réalisés dans le cadre du CMRU,
- d'avoir une présence et une visibilité dans le journal institutionnel du CMRU tout en ayant la possibilité d'apporter un éclairage à travers une interview ou un reportage sur le terrain,

En conséquence, il est proposé :

- d'approuver l'adhésion de la Ville de Montpellier au Club des Maires de la Rénovation Urbaine,
- de dire que la dépense de 1 200 € sera imputée sur le budget de la Ville (chapitre 928 241),
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire

Christian BOUILLE : Madame le Maire, chers collègues, il s'agit ici d'adhérer à un club qui a une expérience soutenue et de qualité dans le domaine de la rénovation urbaine. La rénovation urbaine a démarré en 2003 avec M. BORLOO qui a lancé cette opération. Elle devait se terminer en 2013. Nous y sommes. Et nous n'avons pas terminé. Mais nous ne sommes pas les seuls dans ce cas. Par conséquent, il se dessine un ANRU 2, qui succédera au premier en 2013, jusqu'en 2014-2020. L'intérêt est de participer à un club des maires qui ont de l'expérience, des acquis, une visibilité, qui font partie des dossiers qui ont été retenus à l'origine. Il y a eu 1 000 candidats. 500 avaient été retenus dans une première mouture. Puis, on a abouti à un chiffre de 280. Et l'on en est resté là. Montpellier se trouvait parmi ces 280. Je tire mon chapeau au maire de Montpellier, Hélène MANDROUX, une fois le bilan fait. En effet, sans elle, ce projet ne se serait jamais fait. Quand on se rend aujourd'hui à La Chapelle, par exemple, dont il a été question plus tôt, on peut y aller tranquillement. Il s'agit d'un vrai bijou. Nous allons dans ce sens dans le vieux Montpellier, dans le centre, et aussi au niveau des Cévennes, de Petit Bard, Pergola et La Mosson. Il s'agit là d'une expérience intéressante. Les problèmes que chacun rencontre, les échanges autour de colloques et autres sont toujours extrêmement positifs. Je défends donc ce dossier à 100 %, bien sûr. La somme qui est demandée n'est pas

négligeable, mais elle n'est pas insurmontable. Il s'agit de 1 200 euros TTC. Je pense par conséquent qu'il faut y aller, car après 2014, il y aura encore de l'ANRU. Et la rénovation est un phénomène continu, cela n'est jamais fini. Mais cela avance quand même d'une manière visible pour ceux qui veulent bien se déplacer sur le secteur.

Hélène MANDROUX : Je remercie M. BOUILLE. Effectivement, il s'agit d'un dossier qui avance, lentement, mais qui avance. Dans le fond, je pense que c'est là le principal. C'est un long marathon.

Pour : 52

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité.

M. THINES sort de la séance (avec la procuration de M. MELLA).

32- Convention de partenariat entre le Département et la Ville pour le suivi des pratiques professionnelles des assistants maternels du Service d'Accueil Familial (SAF) et des multi-accueil collectifs et familiaux gérés par la Ville

Françoise PRUNIER:

Pour répondre aux besoins multiples et variés d'accueil de jeunes enfants, la Ville de Montpellier propose plusieurs modes de garde aux familles montpelliéraines : un accueil collectif au sein des multi-accueils (crèche et halte garderie) et un accueil familial au sein du service d'accueil familial (SAF) ou d'un multi-accueil collectif et familial.

Le SAF est une structure d'accueil qui accueille les enfants au domicile d'un assistant maternel recruté par la Ville. La structure est dirigée par une puéricultrice assistée d'une adjointe puéricultrice et de deux éducatrices de jeunes enfants. Les assistants maternels sont intégrés au sein d'une équipe et rencontrent ainsi d'autres professionnels de la petite enfance. Ils peuvent accéder avec les enfants à des activités extérieures (spectacles, sorties, goûters, animations).

Les assistants maternels doivent être agréés par la Direction de la Protection Maternelle, Infantile et de la Santé (DPMIS) du Conseil Général. Toutefois, si le suivi des pratiques professionnelles des assistants maternels employés par des particuliers est directement assuré par la DPMIS, le code de l'action sociale et des familles stipule que cette mission incombe à la collectivité lorsque les assistants maternels exercent dans un SAF ou dans un multi-accueil collectif et familial gérés par cette dernière.

En conséquence, le Département propose à la Ville de signer une convention de partenariat dans l'objectif d'améliorer ce travail de partenariat en ce qui concerne le suivi des pratiques professionnelles des assistants maternels recrutés au sein du service d'accueil familial (SAF) ou d'un multi-accueil collectif et familial gérés par la Ville.

Par cette convention, le Conseil Général confie notamment aux SAF (ou aux multi-accueils collectifs et familiaux) le soin de réunir et de lui communiquer régulièrement tous les éléments d'appréciation relatifs aux conditions d'accueil, ceci afin de lui permettre de se prononcer en toute connaissance de cause sur les décisions concernant le renouvellement et les modifications d'agréments :

- le recrutement et les formalités liés au recrutement (Exemple : le gestionnaire ne peut recruter que des assistants maternels agréés par le Conseil Général) ;
- les formalités en cas d'interruption d'activité (signalement de tout arrêt d'activité supérieur à 3 mois)
- le suivi des pratiques professionnelles (évaluation annuelle des conditions d'accueil de chaque assistant maternel à transmettre à la DPMIS à l'aide d'un formulaire type) ;
- l'information et l'évaluation des modifications susceptibles d'avoir une incidence sur les conditions d'agrément (changement situation familiale, déménagement, reprise d'activité ...) ;
- l'information à la DPMIS lors d'un recueil de faits concernant la qualité professionnelle de l'assistant maternel pouvant conduire la DPMIS à prendre une décision concernant l'agrément (maintien, restriction, retrait).

En cas de litige avec un assistant maternel, la convention prévoit que le Conseil Général, en concertation avec le SAF, puisse envoyer un courrier d'admonestation dès lors que des manquements professionnels ont été constatés.

Le Département s'engage à proposer des outils permettant l'évaluation et le suivi des pratiques professionnelles des assistants maternels en lien avec les critères juridiques de l'agrément.

Après étude, il est demandé au Conseil Municipal :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat avec le Conseil Général afin d'assurer le suivi des assistants maternels ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut, l'Adjoint Délégué, à signer la convention précitée et tout document relatif à cette affaire.

Pour : 50

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité.

.

33- Désaffectation de locaux scolaires de l'école primaire Baudelaire en vue de la création d'un 6ème Relais d'Assistants Maternelles (RAM) dans le quartier des Cévennes

Françoise PRUNIER:

Dans le cadre du Contrat Enfance Jeunesse 2011-2014, la Ville de Montpellier et la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) ont prévu la création d'un sixième Relais d'Assistants Maternelles (RAM) dans le secteur nord-ouest de la Ville.

L'école primaire Baudelaire, située dans le quartier Cévennes, 311 avenue Saint Clément, dispose de locaux non utilisés et permettant l'accueil d'un RAM. Préalablement, la désaffectation de ces locaux scolaires est toutefois nécessaire. La Ville a consulté le Préfet, dont l'accord formalisé par écrit est annexé à la présente délibération.

Après désaffectation, ces locaux seront réaménagés pour un montant de travaux évalué à 135 000 euros. Ces travaux d'aménagement bénéficient d'une participation financière de la CAF.

L'importance des RAM n'est plus à démontrer. En effet, ils ont un rôle d'information auprès des familles en recherche d'une assistante maternelle ainsi qu'un rôle d'animation pour les assistantes maternelles. Le relais sera animé par un agent municipal, Educatrice de Jeunes Enfants.

Le financement du fonctionnement des RAM s'inscrit dans le cadre d'un partenariat entre la Ville, la CAF et le Conseil Général.

Après étude, il est demandé au Conseil Municipal :

- D'autoriser la désaffectation d'une partie des locaux de l'école primaire Baudelaire et de l'attribuer au RAM ;
- De prévoir la création d'un sixième Relais d'Assistants Maternelles et la création d'un poste d'animatrice du relais ;
- D'autoriser les travaux pour le réaménagement des locaux ;
- De solliciter les demandes d'aide à l'investissement les plus larges possibles auprès des organismes compétents, et de recevoir les financements de fonctionnement de la CAF et du Conseil Général qui feront l'objet de conventions ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut, l'Adjoint Délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 50

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité.

34- Programme 2013 de travaux dans les crèches et haltes garderies municipales. Demandes de subventions

Françoise PRUNIER :

Dans le cadre de sa politique du jeune enfant, la Ville de Montpellier a prévu en 2013 des travaux d'amélioration dans les crèches et haltes garderies, pour un montant total de 375 000€ TTC et a inscrit les sommes nécessaires à son budget primitif.

Ces travaux permettront aux enfants accueillis dans les établissements concernés de bénéficier de locaux et d'aménagements de cour toujours plus confortables et répondant aux préconisations qualitatives des services de la Protection Maternelle Infantile.

Le programme des principaux travaux prévus en 2013 est constitué des opérations suivantes :

ETABLISSEMENTS	MONTANT TTC	TRAVAUX
----------------	-------------	---------

Crèche Agropolis	25 000	Réfection d'1 salle d'activités et annexe à l'étage (murs , faux plafonds + Electricité)
Halte garderie Europa Assas	25 000	Réaménagement des sanitaires(sol ,mur plafonds et sanitaires)
Crèche Petit Prince de Boutonnet	15 000	Reprise de deux toitures inversées, en bac acier
RAM Aiguelongue	10 000	Réaménagement des sanitaires(sol ,mur plafonds et sanitaires et rangements)
Robin des bois	56 000	Fourniture et mise en place d'un brise soleil
Villeneuve d'Angouleme	10 000	Aménagement d'un jardin pédagogique+ serrureries diverses
Villeneuve d'Angouleme	25 000	Reprise des façades (peintures et enduits) et maçonneries
Blanche Neige	27 000	Remplacement des menuiseries(mises aux normes)
Copain d'abord	37 000	Réaménagement de l'ensemble de la cour, sauf jeux et sol souple
Divers Etablissements	10 000	Imprévus,Travaux divers
6ème RAM - quartier Cevennes	135 000	Aménagement total d'un RAM (accès ,mise aux normes de sécurité, sol, plafonds, cloisons, réseaux divers, sanitaires etc...)

Afin de ne pas pénaliser le bon fonctionnement du service public, ces travaux seront réalisés au cours de l'été 2013 pendant la période de fermeture des établissements.

Après examen, il est demandé au Conseil municipal :

- d'approuver ce programme de travaux
- de dire que la dépense est prévue au BP 2013, nature 2313, fonction 9064
- de solliciter les subventions les plus larges possibles, notamment auprès de la Caisse d'Allocation Familiales et du Conseil Général de l'Hérault
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, Madame l'Adjointe déléguée à signer tout document relative à cette affaire.

Pour : 50

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité.

35- Signature de l'avenant n°1 au Marché Public de réservations de berceaux auprès de crèches d'entreprises - Reprise de gestion de la crèche "Les Jardins de Flore" par "Bébébiz"

Françoise PRUNIER:

Pour faire face à l'augmentation croissante des besoins des familles, la Ville a multiplié les initiatives contribuant au développement de l'offre d'accueil sur le territoire. C'est dans ce contexte, que par délibération du 27 juillet 2009, le Conseil Municipal a autorisé la réservation de berceaux dans les crèches d'entreprises installées à Montpellier dans le cadre d'un marché de prestation de service. Cette démarche s'inscrit dans le cadre du Contrat Enfance Jeunesse et à ce titre bénéficie d'un cofinancement de la CAF à hauteur de 55 % du coût total.

Avec ce marché, la Ville peut réserver, en acquittant un prix annuel par place, un maximum de 30 places dans des établissements d'accueil implantés sur le territoire communal, conventionnés avec la Caisse d'Allocations Familiales et agréés par la Protection Maternelle Infantile. Le marché prévu pour un an et renouvelable trois fois arrivera à son terme le 11 août 2013.

Les deux lots géographiques prévus par ce marché ont permis d'attribuer le lot n°1 « Montpellier Centre » à l'entreprise « Les Jardins de Flore », pour 6 places, au prix de 8000 € par an et par berceau. Ces places sont dévolues, par le comité municipal d'attribution, à des familles montpelliéraines inscrites sur la liste d'attente municipale.

A compter du 1^{er} janvier 2013, l'entreprise « Les Jardins de Flore » a cédé son activité, dans un cadre juridique et fiscal adapté, à l'entreprise « Bébébiz ».

En conséquence, l'entreprise « Bébébiz », en tant que nouveau titulaire du contrat avec la Ville, s'engage à reprendre purement et simplement l'ensemble des droits et obligations résultant du contrat initial. Les clauses et conditions du contrat initial restent inchangées.

Après étude, il est demandé au Conseil Municipal :

- de prendre acte de la cession de contrat de l'entreprise « Les Jardins de Flore » à l'entreprise « Bébébiz » ;
- d'autoriser Madame le maire ou à défaut Madame l'Adjointe Déléguée à signer tous documents ou actes relatifs à cette affaire.

Pour : 50
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

**36- Maison pour tous de la Ville de Montpellier
Mise à disposition de salle à titre gratuit**

Sophie BONIFACE-PASCAL:

Les Maisons Pour tous de la Ville de Montpellier hébergent chaque année un nombre considérable d'associations.

Dans un souci d'homogénéisation du traitement de ces occupations, il a été validé lors du Conseil Municipal du 25 juillet 2011, des modèles de convention de mise à disposition permettant le traitement de toutes les situations (occupations ponctuelles ou annuelles).

Il est aujourd'hui proposé au Conseil municipal de bien vouloir vous prononcer sur les aspects financiers liés à ces occupations.

Le Code général de la propriété des personnes publiques prévoit que toute occupation du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance. Le même texte prévoit cependant une exception en permettant que de telles occupations puissent être accordées gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la satisfaction d'un intérêt général.

Cette occupation à titre gratuit constitue toutefois une redevance en nature qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes de l'association que dans le budget de la Ville.

Dans ce cadre, il est aujourd'hui proposé au Conseil municipal de se prononcer sur les associations bénéficiaires de cette gratuité.

A cet effet, un tableau est joint en annexe décrivant le nom de l'association, le type de mise à disposition envisagée et le montant valorisable de celle-ci.

Cette gratuité se justifie à plusieurs titres :

- L'investissement bénévole de l'association dans la vie du quartier,
- L'objet humanitaire, caritatif, citoyen de l'association ou son caractère d'intérêt général,
- La participation de l'association au projet de la Maison pour tous.

Pour cette saison 2012/2013, les Maisons pour tous de la Ville de Montpellier proposent donc d'ajouter aux précédentes validations:

- La mise à disposition ponctuelle de salle à titre gratuit à **6** associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de **990 €**.

Les associations concernées sont : Sens de vie (220€), Quartier commerçant Mas Drevon (110€), Racing Club Le Masson (110€), Anadolu (55€), Fédération Internationale de Capoeira Angola (110€), Lieux Ressources Montpellier (385€).

Le montant de la subvention en nature est calculé en fonction des tarifs appliqués dans les Maisons pour tous, votés lors du Conseil municipal du 25 juillet 2011.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- D'approuver le tableau joint en annexe décrivant les associations bénéficiaires de mise à disposition de locaux à titre gratuit ;
- D'approuver la signature avec ces associations des conventions nécessaires selon les modèles approuvés lors de la séance du Conseil Municipal du 25 juillet 2011 ;
- De dire que les montants en nature valorisables seront portés au compte des associations ainsi qu'au compte administratif de la Ville ;
- D'autoriser Madame le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 50
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

M. THINES revient en séance (avec la procuration de M. MELLA).
Mme PRUNIER et M. PASSET sortent de la séance.

37- Dénomination locaux associatifs situés 2 rue des Tourterelles

Frédéric TSITSONIS:

Quartier Hopitaux-Facultés

Dans le cadre du développement de la diversité du tissu associatif local, la Ville de Montpellier loue des locaux d'une superficie de 90m² destinés à des associations, près de l'école Sigmud Freud et de la maison médicale Jean Bouyer.

Ceux-ci comprennent deux grandes pièces de 35 m² chacune plus des sanitaires, qui sont mis à dispositions d'associations en mutualisation.

Au même titre que les autres structures, la Ville souhaite dénommer ces locaux associatifs.

Afin d'honorer sa mémoire, et à la demande des associations qui y sont logées, et avec l'accord de son épouse, nous proposons que ces locaux portent le nom de Jacky REY, décédé le 23 Février 1998. Jacky REY est le fondateur du premier club sur le quartier Aiguelongue qui s'intitulait : « Association pour le développement du quartier de l'Aiguelongue » .

Il est demandé au Conseil Municipal :

- de donner à ces locaux associatifs le nom de : Jacky REY
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut Madame l'Adjointe Déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Sophie BONIFACE-PASCAL : C'est M. TSITSONIS qui va présenter cette affaire.

Frédéric TSITSONIS : Madame le Maire. Il s'agit effectivement d'associations, mais aussi de locaux associatifs. Tout à l'heure, nous disions qu'il serait bon de dénommer des rues d'après les noms de gens qui ont œuvré sur Montpellier. Concernant les locaux, il en va de même. La Ville possède de nombreux locaux, et notamment associatifs. Et souvent, aucun nom ne leur est donné. On dit donc à chaque fois : « Les locaux de la rue unetelle, etc. ». Concomitamment, pour ces locaux qui se trouvent dans le quartier Hôpitaux-Faculté à l'Aiguelongue, certaines associations qui y œuvrent avaient proposé qu'un d'entre eux porte le nom de Jacky

REY. Jacky est un citoyen de la ville qui est décédé depuis 1998, et qui a été le fondateur du premier club sur le quartier Aiguelongue, nommé Association pour le développement du quartier de l'Aiguelongue. Il s'agissait donc de rendre hommage à un citoyen engagé de la ville qui a œuvré pour monter un comité de quartier, et en même de permettre, comme nous allons le faire régulièrement, de dénommer des locaux, pour leur donner plus de visibilité et pour permettre à chacun de se repérer.

A l'occasion de cette délibération, j'ajouterai que cela est particulièrement important. Et quand nous procéderons à l'inauguration, j'espère qu'il y aura du monde et des comités de quartier, parce qu'on ne rend pas suffisamment hommage à tous les citoyens de la ville, qui, à un moment, vont s'engager dans un comité de quartier, dans une association. Ils sont souvent des bénévoles extraordinaires. Ils sont en contact avec leur quartier et fournissent un travail formidable. Cela sera également une manière de rendre hommage à ces gens.

Jean-Louis ROUMEGAS : Madame le Maire, puisque nous parlons de locaux associatifs, je voudrais relayer des demandes d'associations qui sont venues me voir en ce sens, dans les quartiers Clémenceau, Rondelet, Gambetta, Figuerolles. Le tissu associatif y est très développé. Mais malheureusement, aucune salle n'est affectée à ces associations. Il y a des associations de quartier, des associations thématiques. Des demandes sont récurrentes, qui datent de quelques années. La Ville ne pourrait-elle pas trouver des locaux à mettre à disposition de ces associations ? Ce serait justice, d'autant plus qu'elles font partie des associations très actives de la ville.

Patrick VIGNAL : Madame le Maire, la question de M. ROUMEGAS est très intéressante. Effectivement, il existe un superbe tissu associatif sur la partie Gambetta-Figuerolles. Nous travaillons avec Serge FLEURENCE, Audrey DE LA GRANGE et Christian BOUILLE, en partenariat avec ACM, sur la partie du centre commercial qui fait 440 m², derrière La Gaminerie. Nous réfléchissons à un projet de maison associative, de laboratoire de musique gitane sur le territoire. Ce projet est dans les tuyaux. Il sera intéressant sur la partie Figuerolles. J'ajoute aussi que vous avez voté la salle de boxe. Elle se trouvait, on peut le dire, dans le ghetto. Elle sera en limite avec le gymnase Ramel. Donc, effectivement, Monsieur ROUMEGAS, nous vous avons entendu, cher ami. Nous réfléchirons à avoir des locaux partagés. Il faut quand même préciser que la ville de Montpellier ne représente pas moins de 54 000 m² de locaux (14 000 m² de Maisons pour tous et 40 000 m² de locaux associatifs). Nous sommes super-équipés. Je crois que M. TSITSONIS mène la C.A.L.A. (Commission d'Attribution des Locaux Associatifs) pour essayer de partager des locaux. Cela n'est pas toujours facile. Mais il faut que les associations comprennent aussi que si l'on est capable de faire un sacré partage de locaux, on gagnera en temps et en énergie.

Serge FLEURENCE : Merci Madame le Maire. Je voudrais indiquer à mon collègue, M. ROUMEGAS, que les associations comité de quartier qu'il vient de citer et qui sont effectivement très actives dans leur secteur, se trouvent quand même à deux pas de la Maison de la démocratie, où elles peuvent venir tenir leurs réunions sans aucun problème – maintenant que la Maison va être libérée par notre ami M. DELAFOSSE, et je l'en remercie.

Francis VIGUIE : Il s'agit juste d'un aspect, car je ne pensais pas intervenir sur ce point. Nous sommes intervenus à plusieurs reprises sur le fait qu'il ne s'agit pas simplement de l'attribution de locaux : il s'agit de la possibilité d'utilisation de locaux. Bon nombre d'associations, d'organisations, ou d'associations de type politique ou syndical, aujourd'hui, ne demandent pas obligatoirement d'avoir un local, mais de pouvoir utiliser des locaux. Il y a ensuite des associations qui existent sur des quartiers qui demandent de pouvoir se réunir, par exemple dans une Maison pour tous. On leur répond que cela n'est pas possible, dans la mesure où l'objet de l'association est de type politique. Il existe donc un problème de salles de réunions et de lieux de réunions sur Montpellier, qui doit être traité en tant que tel. Et je plaide pour que nous puissions bénéficier d'une possibilité d'ouverture de salles de réunions, y compris dans les Maisons pour tous, afin de disposer d'un lieu de réunion, et que la démocratie réelle s'exerce, dans le sens où les gens peuvent travailler et élaborer ensemble.

Sophie BONIFACE-PASCAL : Si le Conseil municipal décide d'attribuer ponctuellement des salles à des associations qui s'occupent de politique, il n'y a pas de problème. Mais nous avons voté contre, je vous le rappelle.

Hélène MANDROUX : Vous savez que chaque année, lorsque nous organisons l'Antigone des associations, elle regroupe environ 1 000 associations. Montpellier compte à peu près 2 000 associations. Et le nombre que nous logeons réellement, et celles qui soit ont un local, soit utilisent des locaux mis à disposition tourne largement autour du même nombre de 2 000.

Pour : 50

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité.

38- Mise à disposition de locaux associatifs. Autorisation de signer les conventions

Frédéric TSITSONIS:

Dans le cadre du développement de la diversité du tissu associatif local, la Ville de Montpellier propose une mise à disposition de créneaux horaires en mutualisation dans des locaux à des associations leur permettant ainsi d'accroître leurs activités au plus près des habitants.

Au vu de l'intérêt communal attaché à l'activité de ces structures, un loyer minoré sera proposé aux associations. Ledit loyer minoré constituant une subvention en nature le tableau attributif ci-dessous dont les informations seront portées au compte administratif de la Ville et dans les comptes de chaque association concernée, définit le montant de l'aide annuelle en nature dont bénéficiera l'association :

La Commission d'Attribution des Locaux Associatifs (CALA) en date du 14 Mars 2013 a décidé d'attribuer, à compter du 15 Mai 2013, et jusqu'au 31 Décembre 2014, des locaux aux associations suivantes :

Association	Adresse des locaux	Valeur locative	Loyer annuel	Aide annuelle en nature
Association Française des Usagers des Banques	2, rue des Tourterelles 34000 - Montpellier	96 € (12 h/mois)	35 €	61€
Narcotiques Anonymes	7, rue Cauzit 34000 - Montpellier	148€ (12h/mois)	35€	113€
Association pour le Droit de Mourir dans la Dignité	7, rue Cauzit 34000 - Montpellier	18 € (2 h/mois)	35 €	-
	TOTAUX	262€	105 €	174€

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la redevance minorée proposée aux associations listées ci-dessus et de porter au Compte administratif de la Ville ces informations comptables ainsi que sur celui des associations concernées ;
- d'approuver les conventions d'occupation du domaine public et privé de la Ville passée avec ces associations ;
- d'autoriser Madame le maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Frédéric TSITSONIS : Nous pourrions aussi traiter de l'affaire 40 en même temps. L'affaire 38 traite de mise à disposition de locaux sur des créneaux horaires qui permettent de valoriser de la même manière le loyer annuel et l'aide annuelle en nature. L'affaire 40 concerne des associations dont le loyer annuel est minoré et dont on a l'aide annuelle en nature.

Je voulais répondre moi aussi aux interrogations sur les locaux. Aujourd'hui, effectivement, nous avons bien plus, vous vous en doutez, d'associations qui demandent des locaux associatifs que de locaux associatifs. Il faut savoir qu'avoir des locaux constitue certes une chance pour une ville, mais cela représente aussi un coût et un budget. Aujourd'hui, il faut donc d'abord se demander comment on peut mutualiser et optimiser l'utilisation des locaux. Il faut ensuite se demander comment, dans les quartiers qui sont historiquement dépourvus de locaux associatifs, comme Clemenceau, on peut ouvrir de nouveaux locaux. Ainsi, il existe une solution sur Clemenceau. Il s'agira de prévoir, dans le démarrage du nouveau Saint-Roch – et c'est ce que nous essayons de faire désormais dans les nouvelles ZAC –, la présence de locaux associatifs au pied des résidences, afin de disposer de nouveaux mètres carrés qui y seront consacrés. Mais n'oublions pas que tout cela a un prix, tout cela a un coût. Il faut arriver à optimiser et à gérer au maximum le service que nous pouvons rendre aux associations de la ville, sans grever exagérément les dépenses de la Ville.

Pour : 50

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité.

39- Travaux de maintenance, de gros entretiens et grosses réparations sur les bâtiments communaux - Lot n° 1 : Désamiantage, Démolitions - Résiliation du marché conclu avec MIADE Travaux

Frédéric TSITSONIS:

La Ville de Montpellier a souhaité lancer des marchés à bons de commande s'appliquant à des travaux de maintenance, de gros entretiens et grosses réparations à exécuter dans les bâtiments communaux.

Par délibération n° 2012/477, les marchés ont été attribués et l'entreprise MIADE Travaux est devenue titulaire du lot n° 1 « Désamiantage, Démolitions ».

Dans le cadre du contrôle de légalité, un certain nombre d'erreurs ont pu être relevées, et la candidature de l'entreprise MIADE Travaux ne remplissait pas toutes les conditions requises lui permettant d'être attributaire du marché.

Aussi, conformément à l'article 15 du cahier des clauses administratives particulières et à l'article 46.4 du cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de travaux , il est proposé de résilier le marché pour motif d'intérêt général.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- De résilier le marché n° 2H76269 « Travaux de maintenance, de gros entretiens et grosses réparations sur les bâtiments communaux » - Lot n° 1 « Désamiantage, Démolitions ».
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut Monsieur l'Adjoint Délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 50

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité.

40- Mise à disposition de locaux associatifs

Approbation des loyers minorés

Autorisation de signer les conventions de location

Frédéric TSITSONIS:

Suite à la Commission d'Attribution des Locaux Associatifs (CALA) réunie en date 14 mars 2013, la Ville de Montpellier propose la mise à disposition de locaux pour trois nouvelles associations :

- Soutien Aux Fortes Œuvres (SAFO)
- De tout cœur
- Club de la Presse

Ces conventions de location prendront effet au 10 mai 2013 pour se terminer le 31 décembre 2014.

D'autre part, par Délibération du Conseil Municipal en date du 17 décembre 2012 et convention du 20 décembre 2012, la Ville de Montpellier a mis à disposition de l'association « Eglise Orthodoxe Sainte Philotée de Montpellier » des locaux d'une superficie de 270 m² correspondant à la chapelle, située domaine de Grammont, avenue Albert Einstein.

L'église n'étant pas pourvue de sanitaires, la Ville propose de mettre à disposition de l'association « Eglise Orthodoxe Sainte Philotée de Montpellier » des sanitaires extérieurs situés à proximité. Celle ci en assurera totalement l'entretien. La Ville de Montpellier propose de remplacer la convention du 20 décembre 2012, par une nouvelle convention de location réunissant les locaux de la chapelle et l'espace sanitaires ;

Au vu de l'intérêt communal attaché à l'activité de chacune de ces structures, un loyer minoré leur sera proposé. Ledit loyer minoré constituant une subvention en nature, il convient d'approuver le tableau attributif ci-dessous dont les informations seront portées au compte administratif de la Ville et dans les comptes des associations concernées :

Association	Adresse du local	Valeur locative annuelle	Loyer annuel minoré	Aide annuelle en nature
-------------	------------------	--------------------------	---------------------	-------------------------

Soutien aux Fortes Œuvres (SAFO)	361 rue Hébert	2 970,00 €	35,00 €	2 935,00 €
De tout cœur	460 boulevard Pedro de Luna	5 500,00 €	35,00 €	5 465,00 €
Club de la Presse	Résidence La Faluche 186 rue Brumaire	5059,23 €	35,00 €	5024,23 €
Eglise Orthodoxe Sainte Philotée	Domaine de Grammont Avenue Albert Einstein	29 700,00 €	35,00 €	29 665,00 €
TOTAL		43 229,23 €	140,00 €	43 089,23 €

Il est donc proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver les quatre conventions de location jointes en annexe ;
- d'approuver les loyers minorés proposés aux associations listées ci-dessus et de porter au compte administratif de la Ville les montants de ces aides en nature pour un total général de 43 089,23 € ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 50

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité.

41- Domaine de Grammont
Convention de mise à disposition
Ville de Montpellier/Montpellier-Hérault SC SASP
Avenant n°1

Frédéric TSITSONIS:

Par Délibération du Conseil Municipal en date du 27 juillet 2009 et convention du 6 août 2009, la Ville de Montpellier a mis à disposition de « Montpellier-Hérault SC SASP » 2118 m² de locaux situés au Domaine de Grammont ;

La convention de mise à disposition a été consentie pour une durée de 10 ans du 1^{er} août 2008 jusqu'au 31 juillet 2018 pour une superficie de 2118 m² ;

Le montant de loyer au 1^{er} janvier 2012 s'élevait à 133 430,62 € ;

En date du 10 septembre 2012, la Ville de Montpellier a vendu à « Montpellier-Hérault SC SASP » deux des parcelles qui étaient mises à sa disposition : RI 20 pour une superficie de 1064 m² et RI 22 pour une superficie de 800 m² ;

Suite à cette vente, la superficie restante des locaux mis à disposition n'est plus que de 254 m² et le loyer pour le quatrième trimestre 2012 s'élève en conséquence à 4000,40 €.

Pour l'année 2013 le montant du loyer s'élèvera à 16001,60 € payable trimestriellement et d'avance au trésorier principal municipal.

A compter de 2014, ce loyer sera révisé au 1^{er} janvier de chaque année en fonction de l'indice du coût de la construction publié par l'INSEE (l'indice de référence étant celui du 3^{ème} trimestre 2012 soit 1648).

Les autres articles sont sans changement ;

Il est donc demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver l'avenant n°1 à la convention de mise à disposition du 6 août 2009 joint en annexe ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire ;

Frédéric TSITSONIS : Vous savez tous que nous avons vendu la majorité des terrains de Grammont à Montpellier-Hérault. Nous continuons à leur louer des locaux d'une surface de 254 m². Nous revoyons donc évidemment la convention de mise à disposition. Pour l'année 2013, le montant du loyer s'élèvera à 16 000 euros.

Pour : 50

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité.

Mme PRUNIER et M. PASSET reviennent en séance.

42- Energie Cotisations à des organismes nationaux pour l'année 2013

Frédéric TSITSONIS:

Depuis de nombreuses années la Ville adhère à des organismes par le versement de cotisations.

Il est proposé de confirmer notre adhésion aux organismes suivants pour l'exercice 2013 :

Organismes	Montants 2013
Agence Locale de l'énergie de Montpellier	1 650 €

AMORCE - Association des collectivités territoriales et des professionnels pour les déchets, l'énergie et les réseaux de chaleur	4 075 €
Comité français pour l'environnement / Comité 21	3 500 €
EnergyCities	2 500 €
FNCCR – Fédération Nationales Collectivités Concédantes et Régies	5 500 €

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'accepter le versement de cotisation aux organismes suivant la liste ci-dessus ;
- De prélever le montant de la dépense pour un montant de 17 225 € sur les crédits inscrits au budget 2013 de la Ville, chapitre 928 ;
- D'autoriser madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire

Frédéric TSITSONIS : Classiquement, il s'agit d'associations nationales, pour la plupart d'élus et techniques, qui nous permettent là aussi de travailler de concert avec toutes les collectivités locales et de mettre à profit toutes les bonnes pratiques que l'on peut trouver ailleurs, au service de la ville de Montpellier.

Pour : 52

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité.

43- Travaux de rénovation de chaufferies, de réseaux de chauffage et d'armoires électriques - Autorisation de signer les marchés

Frédéric TSITSONIS

Le service Energie entretient les installations de chauffage et de climatisation des bâtiments communaux et propose chaque année un programme de travaux de rénovation de chaufferies, de réseaux de chauffage et d'armoires électriques permettant d'une part de maintenir un bon niveau de fiabilité des équipements et d'autre part d'améliorer le confort des usagers.

Pour l'année 2013, il est proposé les opérations suivantes inscrites au Budget primitif de la Ville :

- Lot 1. Groupe scolaire Dr Calmette (maternelle Aggripa d'Aubigné, élémentaire Dr Calmette) : Modernisation de la chaufferie afin de sécuriser la production de chaleur du groupe scolaire. Modernisation des réseaux de chauffage à l'intérieur des bâtiments pour optimiser la consommation d'énergie tout en assurant un meilleur confort.
- Lot 2. Groupe scolaire Alain Savary (élémentaire Alain Savary) : Modernisation des réseaux de chauffage à l'intérieur des bâtiments pour optimiser la consommation d'énergie tout en assurant un meilleur confort.

- Lot 3. Grammont - Château : Modernisation de la chaufferie afin de sécuriser la production de chaleur du groupe scolaire. Modernisation des réseaux de chauffage l'intérieur des bâtiments pour optimiser la consommation d'énergie tout en assurant un meilleur confort.
- Lot 4. Travaux de télégestion dans divers bâtiments : Modernisation des armoires de commande et de télégestion des chaufferies qui permettent de réguler la température de chauffage, d'adapter le fonctionnement du chauffage à l'utilisation du bâtiment et de dépanner à distance.

Pour réaliser ces travaux, il a été publié le 12 mars 2013 une consultation selon la procédure adaptée (articles 28 du code des marchés publics) pour ces marchés comportant 4 lots et sur la base des critères de sélection suivants:

- Valeur technique au vu du mémoire technique (60%),
- Prix des prestations (40%).

La Commission d'appel d'offres a désigné le 23 avril 2012 les entreprises suivantes :

- Lot 1 : Rénovation des chaufferies et réseaux de chauffage du groupe scolaire Dr Calmette : Entreprise Boisson pour un montant de 74 486,15 € HT (tranche ferme)
- Lot 2 : Rénovation des réseaux de chauffage du groupe scolaire Alain Savary
Entreprise Tempéria pour un montant de 35 000,00 € HT (tranche ferme)
- Lot 3 : Rénovation des chaufferies et réseaux de chauffage de Grammont château
Entreprise SNECC pour un montant de 109 482,58 € HT (tranche ferme, tranche conditionnelle 1)
- Lot 4 : Modernisation des armoires de commande et de régulation :
Entreprise Madaule pour un montant de 136 650,00 € HT (tranche ferme, tranches conditionnelles 1 et 2)

En conséquent, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver l'avis de la Commission d'appel d'offres en date du 23 avril 2013 ;
- d'imputer la dépense correspondante sur les crédits inscrits au budget de la Ville ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer le marché avec les entreprises retenues par la commission d'appel d'offres, et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 52

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité.

Mme TROADEC-ROBERT et M. ARAGON entrent en séance.
M. Hervé MARTIN et Mme BECCARIA sortent de la séance.

44- Proposition de jumelage de la Ville de Montpellier avec la Ville de Sherbrooke (Canada)

Perla DANAN:

La Ville de Montpellier poursuit le développement de son action internationale à travers sa politique active de jumelage et de coopération. Elle est ainsi jumelée avec 10 villes à travers le monde, Louisville aux Etats-Unis, Chengdu en Chine, Heidelberg en Allemagne, Barcelone en Espagne, Fès au Maroc, Tlemcen en Algérie, Tibériade en Israël, Bethléem en Palestine, Kos en Grèce et Rio de Janeiro au Brésil. Les actions de coopération menées avec ces 10 villes couvrent l'ensemble des domaines de compétence de la Ville, du développement culturel à la préservation de la biodiversité, de l'éducation à la planification urbaine durable.

En 2006, la Ville de Montpellier a signé un accord d'amitié et de coopération avec Sherbrooke, la 6^{ème} ville du Québec au Canada. Surnommée la reine des cantons de l'Est, elle est le principal centre économique de la région de l'Estrie avec environ 150 000 habitants. L'objectif initial de cet accord était d'intensifier les échanges entre citoyens élus, administrations municipales et les institutions présentes dans les deux villes.

La proximité linguistique, culturelle et historique entre nos deux pays et villes a favorisé la mise en place de nombreux projets qui se sont, au fur et à mesure des années, multipliés dans divers domaines.

1. Au niveau universitaire, le partage d'expériences et de savoirs faire a pu être développé par des échanges entre les étudiants, les établissements supérieurs et centres de recherche des deux villes. Ainsi, on note aujourd'hui :

- L'existence d'un accord de coopération scientifique et technologique entre l'Ecole de Chimie de Montpellier et l'Université de Sherbrooke,
- La création d'un master conjoint en écologie-biodiversité entre l'UM2 et l'Université de Sherbrooke en 2011,
- Du 2 au 5 juin 2013, l'organisation d'un colloque à Sherbrooke sur les "Questions de pédagogie dans l'enseignement supérieur" organisé par l'Université de Sherbrooke, en collaboration avec le Centre d'étude et de développement pour l'innovation techno pédagogique (CEDIT) et le Centre d'études et de recherche en enseignement supérieur (CERES) (UM1);
- Les 27 et 28 juin 2013 se dérouleront à Montpellier, les rencontres universitaires Montpellier Sherbrooke qui accueilleront la Rectrice de l'Université de Sherbrooke et rassembleront une centaine d'universitaires des 3 universités de Montpellier et de Sherbrooke;

2. Dans le domaine de la citoyenneté, la participation des citoyens à la vie locale, l'attention prêtée aux aînés et leur cadre de vie sont des thèmes de travail communs aux deux villes.

3. La politique de santé en faveur du don d'organe est un thème d'échanges réciproques entre les acteurs des deux villes (Association Canadienne des Donneurs d'Organes (ACDO) et l'Association Française des Familles de Donneurs d'Organes (AFFDO)).

4. En matière de services aux citoyens et de développement socio-économique, l'organisation d'infrastructures municipales ainsi que des accords de coopération entre les entreprises de l'Agglomération de Montpellier et Sherbrooke ont vu le jour.

En septembre 2012, lors de la première édition du Festival UniCités auquel était présente une importante délégation de la ville de Sherbrooke, Monsieur Bernard SEVIGNY, Maire de Sherbrooke, et Mme le Maire de Montpellier ont pris acte de ces nouveaux échanges profitables aux citoyens de nos deux villes et ont exprimé la volonté de traduire ce dynamisme en transformant cet accord de coopération et d'amitié en accord de jumelage pour mieux refléter la diversité et la richesse des projets existants.

Par cet engagement, les deux villes ont la volonté de renforcer la dimension socio-culturelle notamment par la venue de spécialistes sur des thématiques Santé, en créant des séminaires de travail qui se dérouleront alternativement en France et au Québec tels que l'organisation d'un évènement gourmand urbain et

contemporain à Sherbrooke en mai 2014, et par l'accueil en 2015 du congrès France Québec. Elles souhaitent aussi développer des activités culturelles en faisant participer des artistes de Sherbrooke aux Estivales 2013 et au Festival Unicités chaque année.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- D'autoriser Madame le Maire ou l'Adjointe déléguée aux Relations Internationales à signer une convention de jumelage avec la Ville de Sherbrooke et à prendre tous les actes relatifs à cette opération;
- D'imputer les dépenses inhérentes à cette opération sur le budget des Relations Internationales (chapitre 920).

Hélène MANDROUX : Effectivement, lorsque le maire de Sherbrooke était venu, lors de la première rencontre des villes jumelles, c'est lui qui a exprimé le souhait que sa ville puisse être jumelée avec une ville française. Il m'expliquait qu'au Canada, et notamment dans leur partie du Québec, cela consiste pour eux en des traditions d'« amitié » : c'est ainsi qu'ils nomment cela. Ils ont découvert qu'en France, on parlait plutôt de jumelages. Le maire de Sherbrooke a donc souhaité transformer ces liens d'amitié en jumelage véritable, c'est-à-dire se plier à ce que font les villes françaises. Il s'agit en fait uniquement d'un changement d'intitulé, en quelque sorte. En effet, les liens d'amitié existent depuis fort longtemps, et notamment dans les domaines universitaire et de la santé. Il avait envie de fonder un jumelage comme en France, et non pas de rester sur les seuls liens d'amitié, alors qu'il s'agit des traditions du Québec. Toutes les villes du Québec ont des liens d'amitié. Or, en l'occurrence, il a souhaité changer. Je lui ai dit qu'il n'y avait aucun problème pour moi pour que l'on change cet intitulé. Nous formalisons en fait quelque chose qui existe déjà.

Francis VIGUIE : C'est le moment de faire un petit point sur la question des jumelages et des partenariats. Pour nous, une nouvelle proposition est faite. Mais nous souhaiterions disposer d'un bilan global de ce qui existe : où en sommes-nous ? Qu'est-ce que cela permet ? Nous souhaitons dire en effet que nous n'avons pas une grande visibilité, ni n'envisageons un apport fort pour la ville de Montpellier. Je prendrai un exemple qui nous semble problématique : le jumelage avec Bethléem. Je poserai deux questions, Madame le Maire, autour de la problématique du drapeau palestinien, tout d'abord. Vous avez reçu des courriers de bon nombre d'associations, d'organisations. Certaines initiatives vont advenir au cours du mois de mai. Alors que, dans le texte, il est clairement énoncé « Bethléem en Palestine », nous constatons que le drapeau palestinien ne flotte pas aux côtés de ceux des autres villes jumelées. La première question à laquelle il faudrait répondre est la suivante : quelle est votre politique réelle sur cette question ? En tout cas, il s'agit d'éclaircir votre position, afin qu'une position claire soit donnée. Deuxièmement, vous avez reçu un courrier qui n'est pas sans conséquences à l'heure actuelle. Vous le savez, il se tiendra une série de débats, et l'ambassadeur de Palestine vient à Montpellier assister à l'un d'entre eux. Nous souhaitons là aussi avoir des précisions sur l'attitude de la mairie en tant que collectivité quant à la question de la Journée de Jérusalem. Allez-vous donner tous les moyens ? Allez-vous y participer vous-même ? Evidemment, il s'agit d'une question importante qui va contre le droit international. Nous aimerions là aussi avoir votre position sur cette question.

Jean-Louis ROUMEGAS : Deux points. En effet, du point de vue des relations internationales, il faut souligner la venue de Son Excellence Hael AL FAHOUM, ambassadeur de Palestine – vous savez que maintenant, ce titre est officiel. Il sera à Montpellier les 15 et 16 mai prochains. J'espère que la ville de Montpellier le recevra avec tous les égards qui lui sont dus, à l'égal de ce que fera M. le Préfet, ou de ce qu'a prévu de faire le Conseil général de l'Hérault. Cela est quelque peu indépendant de l'affaire.

Pour revenir au jumelage avec Sherbrooke, il est évident que nous n'avons rien contre une ville du Québec ou du Canada en général. Mais la question qui se pose est : quelle est la logique ? Pourquoi multiplier les jumelages comme cela ? Même s'il existe déjà des coopérations sur certains points, ce n'est pas la même chose. De deux choses l'une : ou bien ces jumelages sont de vrais jumelages, et se pose alors une question de budget, de finances publiques – on ne peut pas, à l'heure actuelle, multiplier ainsi des jumelages qui impliquent des dépenses – ; ou bien ils n'impliquent pas de dépenses, mais alors, à quoi bon les faire ? Je rejoins là la question de Francis VIGUIE : on voit des jumelages qui ne sont pas encore nourris, qui n'ont pas donné lieu à grand-chose. Donc, à quoi bon les multiplier, si c'est juste pour afficher que nous sommes jumelés, sans que rien de réel ne se passe ? Je trouve que cela est un peu dommage.

Nous nous abstiendrons sur cette question.

Jacques DOMERGUE : Mon intervention ira dans le sens des deux précédentes – pas tout à fait, vous vous en doutez. Sherbrooke est une université qui est étroitement liée à Montpellier, notamment sur le plan médical. Certains de mes amis d'internat sont partis à Sherbrooke, ont été en quelque sorte les pionniers de la route du Nord vers le Canada. De nombreux médecins sont partis là-bas pour ouvrir la route. Cela a d'ailleurs constitué un moyen pour de nombreux internes d'aller se former. Le partenariat avec Sherbrooke existe donc, indépendamment de la ville de Montpellier. Il s'agit d'un partenariat universitaire effectif. Faut-il répondre à une demande de jumelage supplémentaire, alors que cela fonctionne déjà, et que le jumelage ne constituera pas un plus qui favorisera des échanges qui existent déjà ? Je n'en suis pas certain. Comme les deux intervenants précédents, je pense – vous l'avez dit – que les temps ont changé ; il faut être plus raisonnable que nous ne l'avons été. Il faut donc savoir à quoi servent ces jumelages. Faire chaque année un bilan de l'activité des jumelages serait d'ailleurs une bonne chose : ainsi, nous pourrions connaître exactement les échanges, savoir combien de Montpelliérains sont partis là-bas, combien d'étrangers sont venus dans le cadre du jumelage, s'il y a eu des aides, des logements, des échanges de transport ou autre.

Malheureusement, nous voyons le mauvais côté du jumelage, c'est-à-dire que l'on constate que beaucoup d'élus se promènent pour aller à droite et à gauche, sans beaucoup de retombées derrière. Cela ne donne donc pas forcément une bonne image de l'action municipale montpelliéraine – même si je peux comprendre le sens des échanges. Par conséquent, un jumelage de plus sur quelque chose qui fonctionne, je pense que cela n'est pas très utile. Mais nous demandons surtout que vous nous fassiez, une fois par an – il ne reste plus qu'un an –, le point sur la situation des jumelages, et les retombées pour la ville de Montpellier.

Philippe THINES : Je suis délégué à deux jumelages : celui de Heidelberg et celui de Barcelone. Je me rends de temps en temps à Heidelberg, car les relations avec cette ville sont très importantes. Il existe en effet une maison de Montpellier à Heidelberg, comme il existe une maison de Heidelberg à Montpellier, et ce, depuis un certain temps. Quand vous dites que les relations que nous entretenons n'apportent rien, cela est faux. Il n'y a qu'à demander aux viticulteurs qui font déguster des vins autant français qu'allemands, ainsi qu'à ceux qui font du fromage autant français qu'allemand : des dégustations sont en effet organisées à la maison de Montpellier à Heidelberg. Une diffusion est également organisée à Heidelberg des divers films méditerranéens, afin de faire découvrir la culture méditerranéenne aux Allemands, dont ils sont très friands. L'Agora des Savoirs est également projetée à la maison de Montpellier à Heidelberg. Cela est donc très important, et est très prisé par les Allemands. Et nous avons des relations économiques qui sont importantes, ainsi que des échanges au niveau urbanistique. Nous avons visité les différents quartiers de Heidelberg, où ils rencontrent les mêmes problématiques que nous concernant les bases américaines rétrocédées à la Ville. Ils sont très intéressés par ce que nous avons fait, par la façon dont nous nous développons, et prennent exemple sur nous.

Je ne développerai pas sur Barcelone concernant la démocratie participative, etc.

Peut-être ne communiquons-nous pas assez sur le sujet, en effet. Mais toujours est-il que nous faisons énormément de choses, et qu'il y a des retombées économiques importantes.

Hélène MANDROUX : Vous venez de parler des deux jumelages avec Heidelberg et Barcelone. Mais il faut savoir qu'avec cette dernière, nous travaillons ensemble, les mains aux deux extrémités de cette fameuse ligne à grande vitesse que nous attendons depuis si longtemps. Nous avons déjà entamé une démarche avec le maire précédent pour aller à Bruxelles rencontrer le commissaire aux Transports. Nous allons recommencer notre démarche, pour que l'Europe puisse participer au financement. Cette dernière pourrait en effet apporter jusqu'à 30 % du financement. Il n'est pas certain que nous y parvenions, mais cela serait très important. Voilà donc un exemple de collaboration qui existe entre Barcelone et Montpellier qui est absolument essentielle.

Je pense au premier jumelage conclu par Georges FRECHE : Chengdu. Cela peut paraître très éloigné. Mme DANAN en revient. Un organisme Confucius va être mis en place à Montpellier, qui va permettre des échanges entre étudiants, ce qui est très important. Il faut savoir que nous avons ouvert le marché de cette partie du Sichuan à nos vignerons, qui vendent aujourd'hui du vin à Chengdu. Je peux vous dire que cela ouvre un marché incroyable pour les viticulteurs. De nombreuses choses se font dans de nombreux domaines.

Philippe SAUREL : Je veux simplement dire que l'argument développé par M. DOMERGUE, mettant en parallèle les jumelages des villes et les jumelages universitaires n'est pas recevable, selon moi. Autant, pour certains jumelages, il est possible d'y intégrer ceux avec les universités, comme Sherbrooke, Tlemcen, Fès ; autant d'autres ne tiennent pas compte des jumelages déjà fabriqués sur le plan universitaire. Je prendrai un exemple très simple. M. VIGUIE évoquait tout à l'heure la Palestine. L'université de Montpellier 3 est jumelée avec l'université de Birzeit en Palestine. Et nous avons, nous, un jumelage avec Bethléem. Quand les choses peuvent correspondre, elles correspondent ; mais cela n'est pas systématique. Cela dépend des opportunités. Avec Heidelberg, nous avons aussi un jumelage universitaire. Je rois que l'argument qui consiste à dire qu'il faut toujours faire correspondre les jumelages des universités avec ceux des villes n'est pas recevable. Il s'agit de deux choses un peu différentes, et quand on peut les faire correspondre, c'est mieux. Voilà tout.

Perla DANAN : Madame le Maire, chers collègues. Tout d'abord, je pense que continuer à assimiler les jumelages à des voyages est une conception très périmée à l'heure des téléconférences, du mail, etc. Nous travaillons énormément à distance, et il y a, de temps en temps, en effet, des voyages, comme dans une entreprise : on travaille à distance, et, de temps en temps, les gens se voient. Je pense que cela est un élément quelque peu obsolète.

Deuxièmement, les jumelages, dans toutes les villes du monde, évoluent en coopération décentralisée sur des projets qui innervent les villes des deux côtés. Je reprendrai l'exemple de Chengdu. Nous avons actuellement environ 1 000 étudiants chinois qui viennent étudier ici. Cela est notamment lié à la présence d'une maison de Montpellier là-bas, au fait que l'alliance française effectue un premier travail, et que les étudiants viennent étudier ici ensuite, ce qui représente une valeur économique majeure. Quand les procureurs chinois sont venus se former ici, c'est parce que nous avons un jumelage de longue date. Quand les directeurs d'hôpitaux viennent pour étudier le dossier patient, c'est aussi une conséquence de la confiance qui a été établie entre les deux villes quant aux jumelages. Nous venons aussi de signer un accord cadre pour que des échanges aient lieu entre les deux hôpitaux concernant Alzheimer et le diabète.

Le jumelage fait donc le nid d'une coopération économique, et bien sûr culturelle. Et si nous avons envie que les Montpelliérains sachent à un moment travailler à l'international, c'est peut-être en les habituant un peu à développer cet esprit international et à savoir ce qu'il se passe dans le monde. Je pense qu'il est donc important que nous puissions développer ces liens de coopération décentralisée. C'est une façon, d'une part, de rayonner pour la ville, et d'autre part, d'apprendre aux Montpelliérains à penser

international pour se développer localement. Mais la réponse n'intéressant pas M. DOMERGUE, je passe à autre chose.

Concernant Bethléem, nous sommes toujours confrontés à cette litanie qui consiste à mettre les gens dos à dos. Vous n'êtes pas tout à fait au goût du jour, car le drapeau de la Palestine flotte depuis des mois sur la Maison des relations internationales. Il faudrait donc ouvrir les yeux. Tous les drapeaux des villes jumelles se trouvent à la Maison des relations internationales, dont le drapeau de Bethléem. Deuxièmement, plutôt que de mettre les gens dos à dos, nous nous occupons, nous, d'apporter du plus à Bethléem. Nous avons obtenu qu'un étudiant, un jeune de Bethléem vienne faire gratuitement, grâce à une bourse de la Ville, un BTS Tourisme, parce qu'ils en ont besoin là-bas, et qu'il puisse y retourner pour développer de l'activité. Je pense que cela est un peu plus positif que d'aboyer à chaque fois que l'on parle de Bethléem. Mais monsieur, moi aussi, je reste correcte.

Le troisième point concerne la communication sur la politique internationale. Il est prévu de faire un point à ce sujet, car il est qu'il y a une carence de communication. Au moment d'Unicités, nous ferons un point sur les politiques publiques et les apports des jumelages avec chaque ville.

Pour : 41

Contre : 6

Abstentions : 5

Adopté à la majorité.

45- Mandat spécial, présentation des missions opérationnelles des membres du conseil municipal dans le cadre de l'action internationale de la Ville et des jumelages.

Perla DANAN:

La Ville de Montpellier développe des activités internationales dans le cadre de la loi 92-125 du 6 février 1992, dont le titre IV 5 est consacré à la coopération décentralisée.

Le développement et la mise en œuvre de ces activités est assurée par la Direction des Relations Internationales, à travers ses jumelages, son accord d'amitié et l'adhésion à différents réseaux de coopération décentralisée.

L'action Internationale vise par ce biais à mettre en œuvre des projets ayant des impacts culturels et économiques pour la Ville de Montpellier, ses citoyens et acteurs locaux.

Mission à Sarajevo du 14 au 18 mai 2013:

La Ville de Montpellier œuvre actuellement, conjointement avec la Ville de Sarajevo, le secrétariat de la Convention sur la Diversité Biologique (CBD) et ICLEI (gouvernements locaux pour le Développement Durable) à la création d'un réseau de villes méditerranéennes impliquées dans des démarches locales de gestion de leur biodiversité dont la Ville de Montpellier est à l'initiative.

L'idée de la création d'un réseau MediverCities a vu le jour lors du premier atelier régional des gouvernements méditerranéens, à Montpellier, en janvier 2012. Ce réseau international rassemblera les gouvernements locaux du bassin méditerranéen afin de partager leur expérience en matière de gestion de la biodiversité locale. Il visera à améliorer la mise en œuvre des objectifs et recommandations de la CBD et permettra de renforcer le niveau de coopération régional.

Madame le Maire, présidente de ce nouveau réseau se rendra à Sarajevo du 14 au 18 mai prochain pour le deuxième atelier de travail. Cette conférence permettra de réunir les partenaires engagés dans la démarche MediverCities et marquera le lancement officiel du réseau.

Mission à Montréal du 20 au 24 Mai :

La Ville de Montréal accueillera la rencontre du comité consultatif des villes du partenariat mondial sur l'action locale et infranationale pour la biodiversité, en lien avec la convention sur la diversité biologique des Nations Unies (CDB). La Ville de Montpellier étant membre du comité consultatif, M. TOUCHON, Adjoint délégué à la biodiversité, y représentera le Maire. Cette rencontre s'articulera autour d'une journée internationale sur la biodiversité, le 22 mai, dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour la biodiversité urbaine (2011-2020).

Mission à Fès du 5 au 9 juin :

La Ville de Fès organise du 5 au 9 juin 2013, la première édition du forum annuel « Carrefour des villes partenaires de Fès « CaFès ». Cette rencontre a pour objectif de dynamiser les jumelages de la ville de Fès et de renforcer la coopération avec ses partenaires sur des thèmes d'intérêt commun. La Ville de Montpellier fera une présentation sur le thème « patrimoine facteur de développement ». Madame Perla DANAN, adjointe déléguée aux Relations Internationales et Madame Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Adjointe déléguée au jumelage avec Fès représenteront la Ville lors de cet événement.

A cette occasion sera célébré le 10ème anniversaire de jumelage entre la ville de Montpellier et de Fès par des manifestations exceptionnelles.

La mission aura pour troisième objectif de finaliser le futur accord de jumelage entre le quartier Près d'Arènes et un quartier de Fès.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- D'accorder à Mme le Maire, M. TOUCHON, Adjoint délégué à la biodiversité, à Mme Perla DANAN, Adjointe déléguée aux Relations Internationales et à Mme Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Adjointe déléguée au jumelage avec Fès, un mandat spécial pour les missions à Sarajevo, à Montréal et à Fès;
- D'autoriser le déplacement d'administratifs et de personnes extérieures qualifiées invitées par Madame le Maire;
- D'autoriser Madame le Maire, M. TOUCHON, Mme DANAN et Mme BENOUEARGHA-JAFFIOL à prendre tous les actes relatifs à ces activités de nature internationale;
- D'imputer les dépenses inhérentes à ce déplacement sur le budget de la Direction des Relations Internationales (chapitre 920).

Hélène MANDROUX : Le voyage à Sarajevo est dans le cadre de la CBD, c'est-à-dire du secrétariat de la convention sur la diversité biologique qui se trouve à Montréal. C'est à la demande de l'ONU, sous son parrainage. Nous allons créer un réseau régional des villes de la Méditerranée pour préserver la faune et la flore. Montpellier en assumerait la présidence ; Fès en assumerait le secrétariat ; Monaco en assumerait la trésorerie ; et Sarajevo la vice-présidence. Oui, c'est Monaco qui assure la trésorerie. Donc, Montpellier assurera la présidence ; Fès le secrétariat ; Monaco la trésorerie ; et Sarajevo la vice-présidence ; sous l'égide de l'ONU.

Pour : 49

Contre : /

Abstentions: /

Adopté à l'unanimité.

46- Cotisations à des organismes nationaux pour l'année 2013 - Action Internationale et jumelages

Perla DANAN:

Dans le cadre de sa politique internationale, la Ville de Montpellier a décidé d'adhérer à quelques réseaux ciblés de villes et associations de collectivités territoriales impliqués dans la coopération internationale avec d'autres gouvernements locaux. Le travail au sein de ces réseaux permet l'échange d'expertise et de bonnes pratiques, la mutualisation de projets et de moyens et la connaissance des actions menées par d'autres territoires vers les pays dans lesquels nous avons des partenaires locaux. Ces réseaux proposent aussi des formations ad hoc ouvertes aux élus et aux agents des collectivités adhérentes afin d'améliorer leur expertise et leur opérationnalité. Ils proposent également une veille sectorielle et joue un rôle de lobbying auprès du gouvernement en matière de politique d'action extérieure des collectivités locales dont la Ville bénéficie en retour.

Pour l'exercice 2013, il est proposé de confirmer l'adhésion aux organismes suivants :

Chapitre	Nature	Organisme	Montant
920	6281	AFCCRE- Association Française du Conseil des communes et régions d'Europe	10 054 €
920	6281	CUF- Cités Unies France	13 786 €

En conséquence, il est demandé au conseil Municipal :

- D'accepter le versement de cotisations aux organismes suivant la liste ci-dessus ;
- De prélever le montant de la dépense pour un montant total de 23840€ sur les crédits inscrits au budget 2013 de la Direction des Relations Internationales (chapitre 920) ;
- D'autoriser Madame le Maire ou, à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 52

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité.

47- Mise à disposition de locaux à l'Espace Martin Luther King

Perla DANAN:

La ville de Montpellier soutient et encourage, depuis de nombreuses années, les associations contribuant au développement d'échanges culturels, de solidarité internationale et développant des projets en lien avec les jumelages existants. Ceci de façon directe par le versement de subventions, ou indirectement par la mise à disposition de locaux municipaux et l'apport d'aides logistiques.

Les associations locataires de bureaux à l'Espace Martin Luther King, voient leurs conventions arriver à échéance. A ce titre, la Ville de Montpellier souhaite maintenir la location de ces locaux aux associations présentes, pour une durée de deux ans.

La priorité consiste donc à prolonger, par avenant à la convention initiale, la durée d'occupation jusqu'au 6 mai 2015 pour les associations précisées ci-dessous. Au vu de l'intérêt communal attaché à l'activité de chacune de ces structures, une redevance minorée leur sera proposée. Ladite redevance minorée constituant une subvention en nature, il convient d'approuver le tableau attributif ci-dessous dont les informations seront portées au compte administratif de la Ville et dans les comptes de chaque association concernée.

Associations	Adresse des locaux	Valeur locative	Redevance annuelle	Aide annuelle en nature
Maison des Tiers Mondes et de la Solidarité Internationale	27 boulevard Louis Blanc	7 370 €	35 €	7 335 €
Centre de Documentation Tiers Mondes	27 boulevard Louis Blanc	7 590 €	35 €	7 555 €
Enfance et Partage	27 boulevard Louis Blanc	6 006 €	35 €	5 971 €
Association générale des intervenants retraités (AGIR abcd)	27 boulevard Louis Blanc	6 059 €	35 €	6 024 €
Amitiés Russes	27 boulevard Louis Blanc	3 410 €	35 €	3 375 €
Eurasia	27 boulevard Louis Blanc	4 739 €	35 €	4 704 €
Mouvement contre le racisme et pour l'Amitié entre les peuples (MRAP)	27 boulevard Louis Blanc	4 856 €	35 €	4 821 €
Amnesty international	27 boulevard Louis Blanc	4 713 €	35 €	4 678 €
Ligue des Droits de l'Homme	27 boulevard Louis Blanc	4 748 €	35 €	4 713 €
Libres penseurs	27 boulevard Louis Blanc	3 463 €	35 €	3 428 €
Euro Grèce France	27 boulevard Louis Blanc	1 914 €	35 €	1 879 €

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- D'approuver les avenants en prolongation joints en annexe ;
- D'approuver les redevances minorées proposées aux associations listées ci-dessus et de porter au Compte administratif de la Ville ces informations comptables ;
- d'autoriser Mme le Maire, ou à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 52

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité.

Mme LABROUSSE et M. TSITSONIS sortent de la séance.
M. Hervé MARTIN et Mme BECCARIA reviennent en séance.

48- Aménagement du pont de la République sur le Lez



Déclaration de projet

Michaël DELAFOSSE :

La forte croissance démographique que connaît le territoire montpelliérain depuis de nombreuses années a amené la Ville à organiser son développement dans le cadre d'un vaste projet urbain dont l'opération Port Marianne, développée sur plus de 400 hectares à l'est de Montpellier, constitue un des éléments principaux.

Ce développement urbain, initié au début des années 1980 avec le projet Antigone, puis Richter et Consuls de Mer dans les années 1990, se poursuit aujourd'hui par la réalisation des quartiers de l'hôtel de Ville, Jacques Cœur, Parc Marianne et Rive Gauche puis, demain, par le quartier République. Ces opérations s'organisent dans le cadre d'un schéma d'aménagement général s'appuyant en particulier sur un maillage hiérarchisé de voiries primaires et de desserte, imaginé dès l'origine du projet Port Marianne et fixé depuis 1990 dans le document d'urbanisme de la Ville sous forme d'emplacements réservés.

A ce jour, certaines de ces voies sont réalisées (avenue Marie de Montpellier, avenue du Mondial 98, avenue Raymond Dugrand ou avenue Germaine Tillion située à l'emplacement de l'ancienne voie ferrée d'intérêt local ou VFIL) et d'autres restent à réaliser (avenue Théroigne de Méricourt, avenue Nina Simone, rue des Acconiers et pont de la République).

Ce schéma viaire, connecté au reste du réseau de la ville et de l'agglomération, fait l'objet d'une mise en œuvre opérationnelle progressive, au fur et à mesure du développement des nouveaux quartiers et des besoins de desserte des nouvelles constructions.

Aussi, depuis l'inauguration de l'hôtel de ville en novembre 2011, la poursuite de l'aménagement des quartiers Jacques Cœur et Parc Marianne et les premières livraisons de logements au sein des quartiers Rive gauche prévues en 2014 puis République d'ici à 2017, l'achèvement opérationnel du schéma viaire de Port Marianne devient aujourd'hui une nécessité.

Pour cela, les procédures d'aménagement suivantes ont été engagées :

- l'élargissement et l'aménagement de la section de l'avenue du Pont Trinquat comprise entre la rue des Acconiers et le chemin de Moularès, dont la réalisation est envisagée au cours du deuxième semestre de l'année 2014,
- l'élargissement et l'aménagement de la section de la rue des Acconiers comprise entre le Lez (pont de la République) et l'avenue du pont Trinquat qui devrait être terminé au premier semestre 2014 ;
- la réalisation du pont de la République, qui fait l'objet la présente délibération, dont la livraison est prévue approximativement pour mi 2014,
- l'avenue Théroigne de Méricourt, en rive gauche du Lez, permettant de se connecter à la place Pablo Picasso et l'avenue Raymond Dugrand est en cours de réalisation pour une livraison annoncée au premier semestre 2014,
- l'avenue Raymond Dugrand, livrée au printemps 2012 et, dans le prolongement de l'avenue Théroigne de Méricourt, l'avenue Nina Simone en cours de réalisation également, celle-ci étant pour sa part partiellement livrée pour l'été 2013 (profil à 2x1 voie),

Considéré comme un maillon fonctionnel important du réseau viaire montpelliérain, la réalisation du pont de la République a été arrêté dès le début des années 1990 lors de l'élaboration du schéma directeur de Port Marianne puis traduit sous forme d'un emplacement réservé dans les documents d'urbanisme successifs de la Ville (emplacement réservé C37 du plan local d'urbanisme).

Sa réalisation a été décidée par délibération du Conseil municipal le 27 juillet 2009, qui en a confié les études et la réalisation à la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) dans le cadre d'un avenant n°1 à la concession d'aménagement de la ZAC Port Marianne - Rive gauche.

Dans le cadre des procédures préalables à la réalisation du pont de la République et considérant la continuité et la complémentarité du projet de réalisation du pont avec celui de l'élargissement de la rue des Acconiers, une concertation auprès du public a été organisée de manière concomitante du 2 novembre 2010 au 23 novembre 2010. Une réunion publique s'est également tenue le mercredi 10 novembre 2010 en mairie, conformément aux objectifs programmatiques et aux modalités adoptés par délibération du Conseil municipal en date du 26 juillet 2010. La consultation du public n'ayant pas fait apparaître d'opposition majeure, le bilan de la concertation a été approuvé lors du Conseil Municipal du 13 décembre 2010 et le projet de pont de la République tel que présenté au public a été arrêté à l'occasion du même Conseil.

L'étude d'impact réalisée sur l'aménagement du pont de la République a permis de mettre en évidence ses principaux enjeux, contraintes et incidences sur le milieu naturel, le paysage, l'ambiance sonore ou encore les déplacements. L'étude montre que ces impacts restent très limités sur les milieux naturels, le projet étant situé dans une zone anthropisée de longue date, à proximité immédiate de zones urbaines denses. Les impacts les plus caractéristiques font l'objet de mesures compensatoires permettant d'en accompagner les effets.

En application de l'article L.122-1 du code de l'environnement, l'étude d'impact a été transmise, pour avis, à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL), autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement. Par courrier en date du 23 novembre 2012 la DREAL a confirmé à la Ville n'avoir formulé aucun avis sur cette étude d'impact.

En application des articles L.122-1 et R.123-1 à R.123-27 du code de l'environnement, une enquête publique a été organisée du 4 février 2013 inclus au 6 mars 2013 inclus sur le projet d'aménagement du pont de la République. A l'issue de l'enquête publique, le Commissaire enquêteur désigné par le tribunal administratif pour recueillir les observations et remarques du public a rendu son rapport le 4 avril 2013. Dans les conclusions de ce rapport, le commissaire enquêteur, ayant fait le constat que le projet n'a pas suscité d'opposition majeure de la part de la population durant la consultation, a conclu à un avis favorable.

En application de l'article L.126-1 du code de l'environnement, lorsqu'un projet a fait l'objet d'une enquête publique s'inscrivant dans le cadre de l'article L.123-1 du même code, *« l'organe délibérant de la collectivité territoriale responsable du projet se prononce, par une déclaration de projet, sur l'intérêt général de l'opération projetée »*.

Ce même article précise que la déclaration de projet doit comporter les motifs et considérations qui justifient son caractère d'intérêt général ainsi que, le cas échéant, les modifications apportées au projet au vu des résultats de l'enquête publique et des observations émises.

La présente délibération a pour objet de répondre audit article.

L'intérêt général de l'aménagement du pont de la République sur le Lez est avéré :

- La réalisation du pont de la République a été arrêté dès le début des années 1990 lors de l'élaboration du schéma directeur de Port Marianne afin de poursuivre la politique de développement urbain responsable de la Ville en anticipant les questions de desserte des futures constructions et en offrant aux futurs habitants du secteur et à l'ensemble des montpelliérains un maillage viaire performant et évolutif ;
- Il vient achever le bouclage du réseau viaire de Port Marianne et assurer sa continuité vers la rive droite du Lez et répond également de manière planifiée, raisonnée et durable aux besoins de déplacements inhérents aux évolutions urbaines et démographiques de ce secteur de la ville. Il est aujourd'hui rendu nécessaire pour assurer sur la rive droite du Lez le prolongement des avenues Théroigne de Méricourt et Nina Simone qui seront mises en service en 2014 et, en rive gauche, de la rue des Acconiers dont les travaux sont envisagés courant 2014 ;
- Ce nouvel ouvrage, d'une largeur d'environ 17 mètres pour une longueur d'environ 75 mètres, vient constituer un nouveau moyen de franchissement du Lez pouvant accueillir confortablement piétons, cycles, et véhicules motorisés (une voie de circulation dans chaque sens), raccordé à l'ensemble des réseaux de déplacement afin d'offrir un moyen d'accès plus direct au centre-ville en complément des ponts Jean Zuccarelli, Juvénal et Raymond Chauliac ;
- Sa réalisation permet de diffuser une partie du trafic sur le pont de la République et la rue des Acconiers pour limiter la saturation des carrefours Ernest Granier et Moularès/Antonelli, points névralgiques du réseau viaire à l'échelle de la ville ;
- Plus localement, ce nouveau franchissement du Lez permettra notamment la desserte de l'hôtel de ville, de l'extension de la ZAC Port Marianne - Consuls de Mer en cours de réalisation, ainsi que des quartiers Rive Gauche ou Jacques Cœur.

Enfin, au vu de l'ensemble des remarques ou observations formulées durant l'enquête publique et de l'avis favorable formulé par le commissaire enquêteur, les résultats de la consultation du public ne conduisent pas à modifier le projet présenté.

En conséquence, il vous est demandé :

- d'adopter la déclaration de projet relative à l'aménagement du pont de la République ;
- de prononcer l'intérêt général de cette opération ;
- de dire que la présente déclaration de projet pourra être consultée à l'hôtel de ville, aux jours et heures habituelles d'ouverture des bureaux, sauf jours fériés et jours de fermeture exceptionnelle ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Michael DELAFOSSE : Il s'agit de délibérer sur deux affaires concernant le pont de la République. L'une, la déclaration de projet, qui a reçu un avis favorable ; et l'autorisation de réaliser les travaux. Vous avez ici une perspective du pont, dont l'architecte est Rudy RICCIOTTI, qui construit, mais qui écrit aussi : *L'architecture est un sport de combat*, opuscule à lire et qui constitue un beau débat sur l'architecture. Il a réalisé le MUCEM, le département des Arts islamiques au Musée du Louvre, et réalisera donc ce pont de la République. Il s'agit d'engager les travaux à hauteur de 10 millions d'euros. Cent emplois vont être mobilisés – ce qui est important dans le contexte actuel –, sous l'autorité de la SERM, dont le président Max LEVITA est ici présent.

Surtout, il convient de consacrer la force du projet, Madame le Maire. C'est en effet en 1990, dans cette assemblée, à l'époque de Georges FRECHE et Raymond DUGRAND, qu'a été fixé le schéma d'aménagement de Port Marianne, ce vaste projet, notre projet urbain, qui a conduit à développer la ville vers la mer, et qui, déjà, dans son schéma de déplacement, prévoyait ce pont. Nous y sommes. Cela nous permet de rappeler que l'urbanisme, c'est le temps long, c'est la capacité à énoncer un projet dans la durée, avec constance. Tous mes prédécesseurs élus à l'urbanisme ont suivi (Michel GUIBAL, Philippe SAUREL). Aujourd'hui, moi-même, j'ai l'honneur d'assumer cela.

Les travaux commencent. Ils prendront fin mi-2014. Il sera destiné aux automobiles, aux piétons et à mes camarades frères d'armes, les cyclistes – puisqu'évidemment, nous construisons de nouvelles voiries, et nous ne commettons pas les erreurs de l'urbanisme des années cinquante-soixante, où la voiture était le seul modèle dominant. Mais la voiture n'est pas oubliée, mes chers collègues, car, avec ce nouvel axe (Nina Simone – Théroigne de Méricourt – pont de la République – rue des Acconiers), l'avenue du pont Trinquat va être réaménagée, là aussi avec un accord des propriétaires pour passer en mode doux. Cela va décharger la circulation qui, il faut le reconnaître, est encore un peu importante sur Mairie de Montpellier, et donc fluidifier le trafic automobile. Amélioration de la circulation d'une part, donc, mais aussi accompagnement du développement de la ville. En effet, à proximité du pont de la République, a commencé la ZAC Rive Gauche, écoquartier avec orientation bioclimatique des bâtiments. De même avec la future ZAC Consuls de Mer 3.

Mes chers collègues, une fois que vous aurez voté, dès demain, les entreprises pourront commencer à travailler. Tout est prêt, tout le monde est dans les starting-blocks !

Mustapha MAJDOUL : Madame le Maire, dans cette affaire, on assiste, comme à l'accoutumée, lors des travaux sur la voirie, au sacrifice des pistes cyclables, fussent-elles même très empruntées, comme c'est le cas de celle de la voie verte de Montpellier, concernée par les travaux du pont de la République. L'itinéraire alternatif proposé par vos services comporte des points très dangereux pour la sécurité des cyclistes qui l'empruntent. Ma question est la suivante, Madame le Maire : pour quand une vraie politique de la mobilité dans notre ville, où le vélo occupera la place qui lui est due ? Par ailleurs, ne pouvez-vous pas demander à vos services, avant tous travaux de cette nature, de mettre en place, en concertation avec les utilisateurs du vélo et les associations qui représentent notamment Vélocité, les aménagements alternatifs qui leur permettent de garder leur mode de mobilité ? Merci Madame le Maire.

Michael DELAFOSSE : Monsieur MAJDOUL, vous qui, lors d'un précédent mandat, avez essayé d'œuvrer à la faveur d'une répartition des mobilités, à la faveur du vélo, vous connaissez bien ces sujets. Nous réalisons le pont de la République avec des pistes cyclables. Il s'agit d'un aménagement nouveau. Et d'emblée, nous traçons une place pour le vélo. Alors, il est vrai que la réalisation des travaux pose des contraintes difficiles, de sécurité pour les cyclistes. Les travaux vont rendre pendant quelque temps infranchissable ce qui devient en effet une des balades importantes des cyclistes le dimanche, mais pas uniquement : de nombreux Lattois viennent en vélo jusqu'à la Mairie. Un premier tracé de déviation vélo avait été prévu. Nous avons eu un premier échange avec les commerçants, et notamment ce marchand de cycles, qui s'est courageusement installé le long du Lez. Ce tracé allait le plus possible devant la palissade de travaux, et reprenait ensuite sur Théroigne de Méricourt et Raymond Dugrand. Nous essayons que ce tracé soit le plus provisoire possible. Avec les services de la SERM, nous allons voir comment, sur Raymond Dugrand, il peut être le plus sécurisé possible. Mais il faut être honnête, Monsieur MAJDOUL, les travaux imposent de dévier la piste cyclable, et donc de sécuriser le cycle, dans la mesure du possible. Cela est indispensable. Nous nous y employons, avec les contraintes techniques qui s'imposent. Ces seize mois de travaux préparent quand même un maillage cycle assez important, ainsi qu'un franchissement du Lez. Ce que vous dites, nous l'avons pris en compte ; nous avons été interpellés. Stéphanie BLANPIED, qui n'est pas là, mais qui produit un travail remarquable sur tous ces sujets, nous l'a fait remonter. Nous tentons de trouver le meilleur compromis possible, compte tenu de ces seize mois de travaux. Mais nous devons assurer la sécurité aux abords d'un chantier. Personne ne pourrait se satisfaire qu'il se produise le moindre incident. Mais il y a des travaux, et nous nous excusons du dérangement. Les services de la SERM sont très mobilisés pour sécuriser le parcours cycles, qui, il est vrai, ne correspond pas à celui nous sommes parvenus à faire, déjà, et qui sera encore mieux demain.

Frédéric TSITSONIS : En tant qu'adjoint de quartier, j'ai moi-même fait plusieurs fois le parcours. J'ai assisté au premier jour de lancement du parcours, avec des adhérents de Vélocité, pour le connaître, le reconnaître, y revenir et le parcourir dans tous les sens. Je l'ai fait le premier weekend après le lundi et suis allé voir les commerçants Vélostation qui nous aide sur ce plan. La première ambition consistait à maintenir la piste cyclable au plus près du chantier. De la sorte, les commerces situés juste devant l'immeuble peuvent avoir les vélos qui passent devant eux. Au départ, le premier tracé consistait à partir dans le bassin Jacques Cœur... Or, nous voulions que cela soit le plus près possible de la zone de chantier. Mais le plus près possible de la zone de chantier ne veut pas dire traverser le chantier. Cela est très important. En effet, on constate à l'usage que ce sont des gens qui connaissent le secteur qui vont ouvrir une barrière, passer par là pour passer par les zones de chantier. Le weekend, cela n'est peut-être pas grave parce qu'il n'y a pas de camions ; mais en semaine, cela peut être dangereux. Si une porte est ouverte, si une barrière est ouverte, des enfants avec des familles qui ne connaissent pas la zone peuvent passer également par là. Le premier enjeu est effectivement celui-là : on ne peut pas faire autrement. Concernant le pont, il faut attaquer les contreforts sur les berges. Mais ne vous inquiétez pas, nous sommes bien conscients de la problématique. Nous voulons qu'une piste cyclable repasse par là le plus vite possible. Il s'agit en effet d'un vrai enjeu de desserte vers le littoral, et elle est énormément empruntée. Mais nous avons déjà fait remonter certaines choses à la SERM. Et nous allons continuer en ce sens. Mais les élus ont été vigilants. Et le but du jeu est que les gens en vélo puissent continuer à y aller en toute sécurité.

Hélène MANDROUX : Avant de faire voter cette affaire 48, je voulais vous dire qu'avec M. DELAFOSSE, nous avons rencontré M. RICCIOTTI. Ce pont aura une originalité : il s'agit d'un pont en béton armé. M. RICCIOTTI m'a expliqué qu'une étude fine est menée afin que ce pont reste blanc. En effet, durant très longtemps, le béton était armé avec du fer ; et les arêtes, avec le temps et l'action de la rouille, ne restaient pas totalement blanches. Ici, on travaille à une technique qui permettrait que, pour la première fois, un pont soit armé différemment – même si je ne sais pas ce qu'il s'y trouve. Ce pont aura donc la particularité et l'originalité d'être un pont blanc qui reste blanc, même avec le temps. Je vous le livre tel que M. RICCIOTTI me l'a expliqué.

Philippe SAUREL : Madame le Maire, j'ai eu l'occasion, lorsque j'étais adjoint à l'urbanisme de la Ville de Montpellier, de faire un stage sur le béton avec Vinci. La façon de conserver le béton condensé et vibré de cette couleur consiste à y intégrer des fumées de silice blanche qu'on ne trouve que dans quelques endroits très particuliers – en effet, les fumées de silice sont plutôt, en règle générale, noires. Pourquoi des fumées de silice ? Parce qu'il s'agit d'un matériau qui évite les déformations à la compression. Et pour un pont, cela est nécessaire.

Jean-Louis ROUMEGAS : Madame le Maire, je voulais juste exprimer mon inquiétude d'apprendre qu'un candidat à la Mairie de Montpellier a fait un stage dans le béton. *[Rires]*. J'espère que cela n'est pas de mauvais augure !

Pour : 52

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité.

49- Projet d'aménagement du pont de la République Autorisation à réaliser les travaux

Michaël DELAFOSSE:

L'engagement du projet pont de la République, maillon fonctionnel important de la trame viaire du quartier Port Marianne permettant de relier la rue des Acconiers en rive droite du Lez et l'avenue Théroigne de Méricourt sur la rive gauche, a été décidé par une délibération du Conseil municipal le 27 juillet 2009.

Les études et la réalisation de cet ouvrage ont été confiées à la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) dans le cadre d'un avenant n°1 à la concession d'aménagement de la ZAC Port Marianne - Rive gauche.

En application de l'article L.122-1 du code de l'environnement une étude d'impact a été réalisée par la SERM qui a formulé une demande d'autorisation de réaliser les travaux du pont par courrier du 7 septembre 2012. Cette étude d'impact accompagné de la demande d'autorisation ont été transmis pour avis à l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement (la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement ou DREAL). Aucun avis de cette autorité n'a été émis et cette information a été notifiée à la Ville par ladite autorité dans un courrier en date du 23 novembre 2012.

La consultation du public sur ce projet a été essentiellement organisée en deux temps :

- d'une part, une concertation auprès du public a été organisée sur le projet d'aménagement du pont de la République concomitamment au projet d'aménagement de la rue des Acconiers du 2 novembre 2010 au 23 novembre 2010, avec l'organisation d'une réunion publique le 10 novembre 2010. Le bilan de cette concertation n'ayant pas fait apparaître d'opposition majeure de la population, il a été approuvé par le Conseil Municipal du 13 décembre 2010 et les deux projets ont été arrêtés à l'occasion du même Conseil.
- d'autre part, conformément à l'article L.123-2 du code de l'environnement, une enquête publique permettant d'assurer l'information et la participation du public a été organisée du 4 février au 6 mars 2013 préalablement à la réalisation des travaux d'aménagement du pont de la République. Le Commissaire enquêteur désigné par le Tribunal administratif, considérant les remarques du public, a conclu son rapport en formulant un avis favorable sans réserve à la réalisation du projet.

En application de l'article L.126-1 du code de l'environnement, le projet d'aménagement du pont de la République ayant fait l'objet d'une enquête publique au titre de l'article L.123-1 du même code, le Conseil municipal doit également se prononcer, par une déclaration de projet, sur l'intérêt général de l'opération. Cette déclaration de projet a été adoptée à ce même Conseil municipal du 6 mai 2013.

L'étude d'impact réalisée sur l'aménagement du pont de la République a permis de mettre en évidence ses principaux enjeux, contraintes et incidences sur le milieu naturel, le paysage, l'ambiance sonore ou encore les déplacements. L'étude montre que ces impacts restent très limités sur les milieux naturels, le projet étant situé dans une zone anthropisée de longue date, à proximité immédiate de zones urbaines denses. Les impacts les plus caractéristiques font l'objet de mesures compensatoires permettant d'en limiter les effets.

Les mesures à la charge de la SERM destinées à éviter, réduire ou compenser les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine sont fixées comme suit :

- En phase travaux, pour écarter tout risque de pollution des eaux, la période d'intervention s'étendra de mai à août, en période d'étiage et des précautions de confinement de la zone de travaux et des produits polluants seront notamment prises. Un suivi de la qualité des eaux ainsi que la vérification régulière du matériel de chantier seront également réalisés. Pour éviter la dégradation des milieux naturels et notamment de la ripisylve, un balisage du chantier sera effectué. Pour protéger les habitations riveraines des envols de poussières, la protection des installations de stockage de matériaux ainsi que l'arrosage du chantier en période sèche seront entrepris. Pour limiter les bruits, la réalisation des travaux durant les jours ouvrables, en période diurne et avec des engins aux normes sera observée. Les déchets produits seront quant à eux réutilisés sur place, revalorisés ou évacués vers une installation de stockage affectée.
- Les impacts permanents du projet concernent quant à eux la destruction partielle de la ripisylve du Lez (boisements rivulaires du Lez) du fait de l'emprise de l'ouvrage (moins de 300 m²). Identifiée dans le Schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) Lez-Mosson-Etangs palavasiens en tant que zone humide qu'il convient de préserver, des mesures compensatoires consistant en la valorisation des hauts de berges en aval du pont via des replantations seront réalisées.

Le suivi des mesures fixées ci-dessus devra être assuré par le maître d'ouvrage (la SERM) pendant la réalisation des travaux et après livraison du projet. Une étude sur l'évolution de la ripisylve aux abords immédiats du projet, permettant de s'assurer de sa bonne reprise dans le milieu naturel, devra être réalisée un an après la livraison du pont de la République.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal:

- d'autoriser la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) à réaliser le projet d'aménagement du pont de la République ;
- de dire que la présente délibération pourra être consultée en mairie, aux jours et heures habituelles d'ouverture des bureaux, sauf jours fériés et jours de fermeture exceptionnelle ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 52

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité.

Mme LABROUSSE et M. TSITSONIS reviennent en séance.

50- Projet de gare nouvelle de Montpellier

Approbation des modalités de concertation proposées par Réseau Ferré de France

Michaël DELAFOSSE:

Le projet de gare nouvelle de Montpellier s'inscrit dans le projet du Contournement ferroviaire des agglomérations de Nîmes et Montpellier (CNM), projet déclaré d'utilité publique par décret en Conseil d'Etat du 16 mai 2005, et dont la réalisation est envisagée en 2017. Le secteur de la gare nouvelle se situe également au cœur du grand projet urbain intitulé « OZ Montpellier Nature urbaine », porté par la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Réseau Ferré de France (RFF) est initiateur de la gare nouvelle et futur co-contractant du contrat de partenariat pour la conception et la réalisation du projet. Un dialogue compétitif est engagé pour désigner le titulaire de ce Contrat de Partenariat début 2014, en vue d'une livraison et mise en service de la gare fin 2017.

La gare nouvelle et « OZ Montpellier Nature Urbaine » font l'objet, au cours du premier semestre 2013, de procédures de concertation préalable au titre de l'article L.300-2 du Code de l'urbanisme.

Dans ce contexte et afin de proposer au public une information lisible et claire sur ces deux projets, RFF et la Communauté d'Agglomération de Montpellier ont souhaité coordonner leurs dispositifs de concertation. Il s'agit de mener de façon cohérente la concertation sur les fonctionnalités de la gare et sur le développement du quartier OZ, en œuvrant de manière coopérative.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a déjà approuvé par délibération n°11349 du Conseil Communautaire du 17 janvier 2013, ses modalités de concertation. Celles-ci prévoient notamment la coordination avec RFF pour la concertation relative à la future gare.

De son côté, conformément à l'article L.300-2 du Code de l'urbanisme, RFF sollicite l'avis de la Ville de Montpellier sur les modalités de sa concertation en qualité de maître d'ouvrage du projet de gare nouvelle.

Le dispositif élaboré par RFF comprend les dispositions suivantes :

1. Ambitions de la concertation

Il s'agit d'informer, dialoguer avec les parties prenantes et les habitants, tout en respectant :

- les règles de confidentialité induites par le dialogue compétitif avec les candidats en compétition,
- les exigences réglementaires en matière de participation du public,
- les contraintes calendaires du projet de gare en lien avec la mise en service du CNM.

2. Modalités de la concertation

La concertation dans le cadre du projet de gare nouvelle de Montpellier comporte un volet volontaire d'ateliers citoyens ainsi qu'un volet réglementaire d'information et de participation large des habitants (exposition, réunions publiques...).

La concertation volontaire prépare et alimente la concertation réglementaire. Elle se déroulera sous forme d'ateliers citoyens se réunissant à trois reprises de mars à mai.

La concertation réglementaire, qui se déroulera du 6 mai au 6 juin, prévoit :

- une large information du public,

- une expression du public par la mise en place d'une exposition présentant le projet et de registres, la tenue de réunion publique (cible grand public), la mise en place d'un questionnaire (cible usagers), des ateliers socio-professionnels (cible acteurs socio-professionnels) et l'organisation d'une réunion spécifique (cible riverains).

La Ville de Montpellier est associée à chacune des étapes de cette concertation.

Le bilan de la concertation sera dressé en juin 2013 en vue d'une signature par le Président de RFF au 30 juin 2013.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de :

- formuler un avis favorable aux modalités de la concertation proposées par RFF en vue d'associer le public et les acteurs locaux à l'élaboration du projet,
- autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Hélène MANDROUX : Ce matin, justement, RFF a tenu une conférence de presse avec les représentants des collectivités territoriales, c'est-à-dire la Région, l'Agglomération et la Ville de Montpellier. Cette gare va s'appeler Montpellier Sud de France. Elle implique toute la problématique de la bataille que nous menons quant à la ligne à grande vitesse. Nous avons demandé que cette nouvelle ligne à grande vitesse et le doublement de l'A9 soient le plus resserrés possible, qu'il y ait le moins d'espace entre les deux. Nous avons insisté fortement pour qu'il soit tenu compte de la protection acoustique par rapport aux riverains qui pourraient habiter le long de cette voie. Surtout, il apparaît important qu'il existe une communication entre la gare Montpellier Saint-Roch et la gare Montpellier Sud de France : une liaison aussi bien par tramway que par un autre moyen. Il faut savoir en effet que, d'après les statistiques, 42 % des voyageurs utiliseraient le tramway pour aller d'une gare à l'autre, 42 % des voyageurs utiliseraient la voiture pour aller d'une gare à l'autre, et 8 % pourraient utiliser le vélo ou d'autres moyens. Cela signifie qu'il sera crucial que le tramway puisse aller jusqu'à cette nouvelle gare, puisque 42 % des voyageurs souhaitant passer d'une gare à l'autre pourraient utiliser la voie du tramway. Vous voyez qu'il s'agit d'un projet très important, qui se situe dans un quartier situé sur Écocité. Écocité part de Castelnau, Montpellier, et finit à Lattes. Ce nouveau quartier vit donc une grande restructuration. Cela se trouve à côté du domaine des Brousses. RFF est le maître d'ouvrage : il s'agit de la seule gare de France où RFF est maître d'ouvrage. Cela est programmé sur 2017-2020. C'est aujourd'hui quelque chose de très important, et dont il faut tenir compte par rapport à l'équilibre quant aux voiries entre Lattes et Montpellier. De notre côté, nous avons la ZAC de la République avec Nicolas MICHELIN. Nous avons demandé que, concernant les protections acoustiques, il soit également tenu compte des nouveaux quartiers, non seulement de celui-ci, mais aussi au-delà. Il s'agissait surtout d'insister pour que le doublement et la LGV puissent être rapprochés le plus possible. Nous avons aussi parlé du franchissement du Lez et de la Lironde : là aussi, il semblerait qu'il y ait deux franchissements séparés de très peu, côte-à-côte. En effet, sur le plan technique, il paraît impossible de ne faire qu'un seul ouvrage qui franchirait les deux [cours d'eau]. Voilà ce qui a été abordé en conférence de presse ce matin, RFF étant le maître d'ouvrage.

Michael DELAFOSSE : Madame le Maire, sur cette délibération, il s'agit d'exposer le projet, tel que vous l'avez fait, de définir les modalités de la concertation, et notamment sur le projet d'aménagement de la future gare, sous l'autorité de RFF. Un concours d'architecture international a été lancé. M. DUTHILLEUL rénove la gare Saint-Roch. En l'occurrence, nous aurons aussi un geste architectural, que nous pouvons espérer fort, pour marquer la gare Montpellier Sud de France. Il s'agit donc de définir et d'adopter les modalités de la concertation qui commence ce jour et se termine le 6 juin. Les Montpelliéraines et Montpelliérains sont invités à se prononcer, du moins à donner leur avis sur les modalités d'usage de la gare. Tout un accompagnement est

prévu par les équipes de RFF, qui sont très mobilisées pour essayer de recueillir les avis de la population sur l'aménagement de la future gare.

Hélène MANDROUX : Ces modalités de concertation sont très importantes, dans la mesure où il y aura à la fois une concertation, en quelque sorte, volontaire, c'est-à-dire des ateliers citoyens ; et la concertation qui sera menée par les professionnels, d'explication. La concertation à partir des ateliers citoyens enrichissant bien évidemment la réflexion des professionnels qui pourront animer cette autre partie de la concertation proposée par RFF. C'est pour cette raison que s'est tenue ce matin la conférence de presse, en vue de lancer cette concertation.

Jean-Louis ROUMEGAS : Madame le Maire, concernant ce projet, nous nous interrogeons – même si, certes, il s'agit d'un projet de RFF – sur l'opportunité et le sens d'une nouvelle gare. Cela n'a rien à voir avec le débat concernant la ligne nouvelle, que nous approuvons, bien entendu, et qui va permettre de développer le TGV à grande vitesse, mais aussi les TER et le fret. Nous sommes pour la ligne à grande vitesse, il ne s'agit pas de cela. Cela concerne la question d'une nouvelle gare à Montpellier. Vous le disiez, nous sommes en train de rénover la gare actuelle. Par principe, nous sommes plutôt favorables à ce que les TGV, parce que cela fait partie de leur attractivité, desservent les centres-villes. Souvent, on prend le TGV, même s'il est un peu plus long que l'avion, parce qu'il dessert finalement plus vite le centre-ville : cela évite les transferts, etc. Vous avez vous-même souligné dans votre intervention le fait 42 % des voyageurs, soit un voyageur sur deux, seraient dans la nécessité de passer d'une gare à l'autre. On voit donc ce qui va se produire. Et cela pose problème en soi. Car cela signifie que ces voyageurs auraient sûrement préféré n'avoir qu'à changer de quai...

Hélène MANDROUX : Ce n'est pas tout à fait cela. Je vous ai dit que 42 % des gens qui auraient besoin de passer d'une gare à l'autre utiliseraient le tram. Ce n'est pas tout à fait pareil.

Jean-Louis ROUMEGAS : Oui, d'accord. Mais il y aurait quand même des besoins de transfert. Et il est évident que la question pourrait se poser, peut-être dans quelques années – nous ne savons d'ailleurs pas quand –, s'il existait une saturation du trafic. Mais tel n'est pas ce qui va se présenter. Pour le trafic en termes de trains, le fret devrait passer à l'extérieur, c'est la ligne nouvelle ; les trains qui ne s'arrêteraient pas à Montpellier passeront à l'extérieur, c'est normal. Mais pour les gens qui veulent descendre à Montpellier, avoir deux gares – puisque j'ai entendu qu'il y aurait trois TGV sur dix qui viendraient dans l'ancienne gare, alors que les autres iraient dans la nouvelle gare... Mais pourquoi ne pas faire passer tout simplement tous les TGV dans le centre, puisque nous sommes en train de rénover la gare ? Nous restons interrogatifs sur la nécessité de cette gare. Nous savons que le promoteur est avant tout RFF. On peut également se poser la question d'une volonté d'urbanisation et de valorisation de l'urbanisation du quartier OZ, et que cela pousse certains à promouvoir cette gare, plus que les nécessités ferroviaires elles-mêmes – auquel cas, cela ne serait pas une bonne idée. Pour l'instant, nous sommes très circonspects sur ce projet de gare. Nous verrons les débats au cours de la concertation, et nous participerons. Mais pour le moment, nous nous abstiendrons.

Hélène MANDROUX : Il est vrai que le fret passera par la nouvelle gare Montpellier Sud de France. Il ne passera plus par Saint-Roch. Je crois que cela est très important, ne serait-ce que pour les riverains de Montpellier. En ce qui concerne les lignes à grande vitesse, en 2017, il y en aura plus qui passeront à Saint-Roch qu'il n'en passera à Sud de France. En 2020, ce serait l'inverse. C'est-à-dire que, en 2020, onze lignes à grande vitesse passeraient au centre, et trente-trois sur Sud de France. Cela changera donc entre 2017 et 2020. Les lignes à grande vitesse passeront davantage sur Sud de France, ainsi que le fret. Saint-Roch, en revanche, accueillera des lignes à grande vitesse (environ onze), mais aussi et surtout le transit régional. Donc, lignes à grande vitesse, transit régional : Saint-Roch ; lignes à grande vitesse, fret : Sud de France. Voilà les perspectives d'évolution par rapport au trafic.

Francis VIGUIE : Nous sommes déjà intervenus sur ce débat, puisqu'une série de points ont déjà été abordés. Nous voyons que désormais, tout est lié : le projet de gare, le projet OZ. Je vais donc reprendre une série de points du point de vue global, et revenir sur certains éléments évoqués par Jean-Louis-ROUMEGAS, avec qui nous sommes en accord sur ce plan. Je prendrai un exemple que je vous avais déjà cité : c'est quand même Martine AUBRY elle-même qui a mené la bataille la plus dure pour la gare TGV soit dans le centre de Lille. Et nous voyons aujourd'hui un certain nombre de villes se battre pour que leur gare ne soit pas éloignée. Pourquoi les gens prennent-ils un TGV plutôt qu'un avion, de notre point de vue ? Or nous sommes favorables au TGV plutôt qu'à l'avion comme mode de déplacement. Parce que l'on part du centre-ville et l'on arrive au centre-ville. En l'occurrence, la situation va être problématique. En effet, dans le projet actuel, il n'existe pas de liaison directe par rail entre les deux gares. Vous nous avez déjà fait voter une fois votre projet de prolongement de la ligne 1 jusqu'à la nouvelle gare Odysseum – nous ne l'avons pas voté, mais vous l'avez soumis à notre vote. Pour nous, il y a donc une perte de temps considérable, qui ne résoudra rien. Les gens qui vont arriver en terre, venant de Lunel, de Béziers, d'où vous voulez, vont ensuite être obligés de perdre une demi-heure à l'aller et une demi-heure au retour pour se déplacer sur une autre gare. Ce problème n'est pas réglé.

La question du fret est pour nous une autre question. Nous avons exposé à divers moments que nous étions favorables au ferroutage. Cela ne pourra pas être exactement une ligne à grande vitesse comme les autres. En effet, pour qu'il existe une compatibilité fret-voyageurs – et nous sommes pour une mixité, afin d'éviter le passage quotidien de 17 000 camions à Montpellier... Et le contournement de Montpellier nous semble naturel.

Nous sommes donc pour une arrivée en centre-ville, dans la gare existante aujourd'hui, une continuité qui permette de reprendre la voie qui sera mutualisée fret-voyageurs. Travaillons en ce sens. En revanche, nous ne sommes pas en accord avec un étalement urbain de l'autre côté de l'autoroute. Je sais bien que cela part de l'Agglo, et que l'on va me répondre que cela n'est pas de notre compétence. Mais pour nous, ce territoire est aussi celui de Montpellier. La logique qui consiste à passer de l'autre côté de l'autoroute, avec un étalement urbain correspondant au quartier OZ, au quartier d'affaires – je sais qu'il existe toute une série de projets –, ne nous semble pas aller dans le bon sens. Nous sommes pour avoir des poumons verts, nous sommes pour avoir – si nous voulons avoir un jour, tout comme pour le ferroutage, une agriculture de proximité, des circuits courts – des terres agricoles qu'il faudra trouver, et qui auront une conséquence sur nos cantines, nos marchés, etc. On ne peut pas l'écarter. Nous sommes pour travailler sur ces axes.

Dernière chose, si j'ai bien compris, RFF propose un partenariat public-privé pour la nouvelle gare. Cela représente encore un autre problème, de notre point de vue.

Hélène MANDROUX : Je voudrais vous répondre. Il faut savoir que sur les 350 hectares, 200 hectares sont préservés, ne sont pas urbanisés. Il s'agit d'un engagement pris concernant l'espace. Par ailleurs, n'oubliez pas que nous sommes dans une région où la croissance démographique existe. La gare centre ne suffira pas. Quand j'arrive gare de Lyon à Paris, je prends le métro pour aller à la gare Montparnasse. Et je ne suis pas malheureuse parce que je traverse Paris en métro. Il faut tenir compte de la croissance démographique. Il nous faut aujourd'hui anticiper pour cette deuxième gare, et surtout faire passer le fret dans celle-ci. Cela est essentiel. La gare Saint-Roch ne pourra pas tout absorber.

Michel PASSET : Madame le Maire, mon inquiétude porte sur le fait qu'il n'y ait pas de retard sur cette construction de ligne. J'ai en effet lu quelques échos dans la presse qui me laissent inquiet. Cela fait des années que nous sommes la seule région au monde avec une ligne à grande vitesse qui arrive à l'entrée de la région et qui repart après. Nous sommes sous-développés en ce domaine. On peut se demander si certains ne souhaiteraient pas que l'on traverse le Languedoc-Roussillon en diligence. Mais les choses avancent.

Deuxièmement, je ne comprendrais pas, pour une raison stratégique, pour les voyageurs et pour le fret, que, la capitale régionale ne dispose pas d'une gare. Si nous nous privons de cette gare, il faut savoir que nous nous privons de développer ce que j'espère un jour : du fret et une desserte locale et régionale en matière de fret. Nous ne ferons en effet pas arriver le fret à la gare Saint-Roch en centre-ville. Sûrement pas. La seule

possibilité consiste à aller vers une structure sur une ligne, ce qui n'est pas encore gagné, vu la politique de la SNCF. Cela dit, si on supprime la gare, c'en est fini d'une possibilité d'une desserte importante du fret pour toute la région Languedoc-Roussillon.

Par ailleurs, des expériences ont eu lieu concernant le TGV. Il faut écouter les cheminots, parce qu'ils travaillent sur les rails. Les gares de centre-ville doivent vraiment venir [s'interconnecter] avec les nouveaux moyens de transport, comme par exemple le tramway – et c'est le cas de Montpellier. Et nous espérons, du moins j'espère – et là aussi, c'est en débat –, une vraie politique de développement du TER. Les gares de centre-ville doivent ainsi devenir des gares de desserte régionales ou interrégionales. Or, la gare de Montpellier est saturée. On ne peut pas faire passer – n'importe quel cheminot qui travaille à la gare de Montpellier [vous le dira] – les TGV, etc. Il faut évidemment qu'un certain nombre de TGV passent et s'arrêtent dans la nouvelle gare. Et il est hors de question de faire des rails sans gare. Les frères Laspalès avaient inventé l'aéroport où les avions ne se posaient pas. Si l'on veut donc requalifier la gare de Montpellier dans sa vocation fondamentale de ville de desserte interrégionale, régionale et locale, si l'on veut donner une possibilité – je ne parle pas de la ligne à grande vitesse, puisque nous sommes tous d'accord – d'un développement du ferroviaire pour les voyageurs et pour le fret, cette gare est indispensable. Elle est nécessaire. Sinon, nous nous bloquons pour 40 ans. Quant au partenariat, j'ai aussi mon avis là-dessus. Mais concernant l'ancienne gare, ce serait une erreur monumentale de ne pas prévoir une grande gare, non seulement pour Montpellier, mais pour la région Languedoc-Roussillon. Après, on peut la faire à Carcassonne, au Canet. Mais je pense que Montpellier, avec l'importance de sa population, est la mieux qualifiée pour se desservir non pas soi-même, mais l'ensemble de la région.

Jacques DOMERGUE : Je voudrais poser une question, car il y a quelque chose que je n'ai pas bien saisi. Y aura-t-il une liaison train entre la « gare betteraves » et la gare Saint-Roch ? Non. Parce que vous avez dit qu'un certain nombre de TGV partiraient du centre-ville, et que d'autres partiraient de l'extérieur de la ville. Où iront-ils donc se rejoindre ? Vous allez nous l'expliquer. Je pensais que cela était par exemple comme à Lyon : Perrache et La Part Dieu sont deux gares indépendantes, mais elles sont reliées. Des TGV arrivent d'un côté et de l'autre. Je ne comprends pas pourquoi la liaison ne se fait pas à partir de la gare. Il y aura donc une bifurcation en amont de Montpellier, côté Nîmes, pour que l'on reprenne l'ancienne ligne, et que le TGV arrive au centre-ville ? *[Réponse : Oui.]* Ah, d'accord.

Frédéric TSITSONIS : Madame le Maire, sur cette affaire, je ne parviens pas à comprendre que certains ne comprennent pas qu'avoir une seconde gare constitue plutôt une chance pour un territoire. Cette gare n'est pas la gare bis de Montpellier. C'est la gare d'une aire urbaine, qui aujourd'hui se développe, qui aujourd'hui grandit. C'est la gare qui détermine ce que sera Montpellier dans son rôle métropolitain au cours des prochaines années. Il ne faut pas penser que tous les gens vont se rendre dans la gare de la ville centre pour prendre le train : certains habitants résident autour de Montpellier. Des gens habitent à Saint-Jean-de-Védas, à Baillargues... Pensez-vous que tous vont converger vers le centre-ville ? Avec cette gare, nous essayons d'avoir un second canal, qui permette de rendre un service supplémentaire dans une aire urbaine qui se développe. Je crois pour ma part que nous allons multiplier les chances d'avoir une intermodalité, qui est rare à l'échelle de la France.

Arrêtons-nous trente secondes sur les distances qui vont être couvertes grâce à cette gare. En tram, de cette gare au centre-ville ou à l'autre gare, il faudra 15 minutes, 20 minutes au plus. De l'autre côté, l'aéroport sera connecté à 20 minutes. Connaissez-vous beaucoup d'endroits en France où l'avion, la gare, la ville centre seront, je vous l'accorde, à trois quarts d'heure d'écart ? C'est ridicule. Nous aurons ainsi une intermodalité, du moins je l'espère. Vos explications sont confuses : vous dites que c'est parce qu'il y a OZ qu'il y a la gare. Non : c'est parce qu'il y a la gare qu'il y a OZ. C'est cette intermodalité de la gare qui, nous l'espérons, permettra un développement des entreprises. « La gare betteraves », Monsieur Domergue ! Vous voyez le dessin de la « gare betteraves » ? Je vous rappelle que cette gare est dans Montpellier, et non pas en dehors. Montpellier, ce ne sont pas les betteraves. Il y en a. Mais nous ne sommes pas à 4, 10 ou 15 km. Nous sommes dans le centre, à 5 minutes de l'Hôtel de Ville. Cette gare n'est pas située à des années lumière de la ville. Elle

représente une double chance pour le développement de Montpellier. Je crois que tout le monde doit s'en féliciter. En effet, cet outil permettra certainement demain d'attirer de nouvelles entreprises et de nouveaux habitants pour faire rayonner la ville et l'aire urbaine.

Philippe THINES : Ce sera très court. Je ne reprendrai pas ce qu'a dit M. PASSET, qui a appuyé sur ce qu'il fallait dire, c'est très bien. En revanche, nous parlions de l'aéroport. Je pense qu'il est important de l'intégrer à part entière dans les déplacements, parce qu'il faudra faire une continuité de déplacements. Si nous voulons que les entreprises viennent sur la ville – celles-ci se déplacent actuellement beaucoup plus facilement en avion –, il faudra qu'il y ait des navettes ou quelque chose d'un peu mieux que les bus que nous pouvons leur proposer pour se déplacer ensuite dans le reste de la région. Il serait bon, car cela fait longtemps que nous le demandons, que le tramway puisse desservir l'aéroport, par une des lignes existantes.

Robert SUBRA : Décidément, je suis incontournable avec le tramway. Sur ce sujet, nous avons ouvert la concertation et nous sommes en train de prendre un maître d'œuvre pour prolonger la ligne 1 afin de créer une liaison directe et rapide entre la gare Saint-Roch et la gare Sud de France.

En ce qui concerne la desserte de l'aéroport à la gare Sud de France par un tramway, cela est également possible. Cela dit, il faut en regarder le coût économique. Je rappelle à ceux qui voyagent beaucoup qu'il n'y a pas si longtemps, et c'est encore vrai aujourd'hui, entre Orly et Paris, il y avait plusieurs lignes de bus. Je crois donc qu'il faudra mettre en place des navettes, et le moment venu un tramway. Cela ne représente quand même pas tout à fait le même prix. D'autant que la gare Sud de France, vous l'avez souligné Madame le Maire, va monter en puissance sur plusieurs années. Donc, pourquoi pas demain une liaison fer entre l'aéroport et la gare Sud de France ? Aujourd'hui, cela n'est pas complètement d'actualité.

Serge FLEURENCE : Madame le Maire, chers collègues, beaucoup de choses ont été dites depuis le moment où je me suis inscrit et les différentes interventions. Je n'ai plus grand-chose à ajouter. Permettez-moi, chers collègues, que le cheminot, certes retraité, que je suis vous dise tranquillement que, moins il y aura de TGV qui arriveront à la gare Saint-Roch, plus on pourra parler efficacement du cadencement des trains régionaux. Cela est très important. Tous les utilisateurs des trains régionaux se plaignent du manque de trains. Comment pouvons-nous encore trouver des créneaux pour faire passer des trains TER, si nous continuons à avoir autant de TGV – et même davantage, avec la ligne grande vitesse dont tous les trains viennent à la gare Saint-Roch ? M. PASSET l'a dit plus tôt, et je souscris totalement à l'intervention du métallo de chez Peugeot : c'est comme cela qu'il faut que nous voyions les choses désormais en ce qui concerne les transports ferroviaires.

Michael DELAFOSSE : Mes chers collègues, nous savons une chose : le débat sur le rail a au moins 140 ans. La première ligne de chemins de fer inaugurée indépendamment du réseau parisien est Montpellier-Sète en 1860. Aujourd'hui, nous discutons du maillage du rail à Montpellier. Combien d'élus et de Conseils municipaux votent en ce moment des motions pour exiger que des trains s'arrêtent encore dans leur commune ? Beaucoup. La SNCF n'est pas toujours au rendez-vous. Mais nous, à l'aube du 21^e siècle, ne ratons pas ce rendez-vous. Celui-ci constitue une chance historique de doter le territoire, en 2017-2018 dans le meilleur des cas – mais ce sera le calendrier retenu par RFF –, d'une nouvelle gare qui va projeter le territoire de Montpellier dans la très longue durée. Cette gare doit donc être pensée dans le cadre d'un projet d'aménagement d'ensemble, à la fois de répartition des modalités de transport et d'aménagement d'ensemble. Il s'agit de ne pas faire les mêmes erreurs que Valence, que la gare du Creusot – mythique cité ouvrière, il est vrai, mes camarades – qui s'est retrouvée au milieu des betteraves et des champs de patates, où tout le trafic TGV s'est arrêté et a oublié le centre historique. La discussion que nous avons eue avec la SNCF, monopole public qui exploite le rail, est la suivante. Et elle est très claire. « La ville de Montpellier-Paris, terminus Montpellier. Bienvenue à Montpellier Saint-Roch ». En revanche, pour un tiers des trains, ceux qui sont en correspondance pour ensuite se rendre à Baillargues, à Sète, à Lunel, prendront donc le TER. Et un TER – bravo Monsieur le Président du Conseil régional – à 1 euro ! Nous espérons qu'il sera cadencé, c'est-à-dire que l'on aura un TER toutes les 15 minutes. Aujourd'hui, la ligne Montpellier-Perpignan est la ligne de

transport ferroviaire la plus utilisée. Le réseau est saturé entre le trafic voyageurs et le trafic de transit. Et quand il se produit un incident, c'est tout le trafic qui est bloqué, et c'est tous les passagers sur tous les quais du Languedoc-Roussillon qui galèrent. Or, c'est à ceux-là que nous essayons de répondre en ayant cette ligne TGV qui arrivera à l'endroit indiqué, dans le futur quartier OZ. Nous espérons en effet, cher Michel, que le Languedoc-Roussillon pourrait être traversé à 300 km/h, comme Perpignan-Barcelone, Barcelone-Madrid, Montpellier-Paris-Bruxelles-Lille-Londres, en bénéficiant de la grande vitesse. Dans cette gare, les TGV qui s'arrêteront seront les TGV internationaux, qui sont des rames qui vont traverser l'Europe. Montpellier a là rendez-vous avec le réseau ferré de rayonnement européen. Nous soulageons donc le trafic sur Saint-Roch pour améliorer l'offre TER estimée à 7 millions de voyageurs, mes chers collègues, amis de l'écologie que nous sommes, que nous espérons à 7 millions de voyageurs. Nous préférierions que nos amis sétois, baillarguois, lunellois utilisent le TER plutôt que l'automobile, qui congestionne les entrées et sorties de Montpellier.

Par conséquent, cette gare TGV va accueillir la grande vitesse à l'échelle européenne, et, à terme, le trafic de transit, qui empêche de nombreux Montpelliérains. J'ai fait tout à l'heure une allusion brève au traitement acoustique du parking du nouveau Saint-Roch. Mais la nuit, quand le trafic de transit passe, pour les gens qui habitent l'Écusson, les différents quartiers de Montpellier, cette coupure urbaine est aussi une barrière de bruit que nous allons soulager, le trafic de transit passant par là. Vous me direz comme ce n'est pas la gare des betteraves, des constructions seront réalisées. Oui. Autour de la gare TGV, nous allons optimiser l'effet TGV. Nous n'allons pas commettre les mêmes erreurs d'aménagement que Valence ou Le Creusot. Autour de la gare TGV, il y aura de l'immobilier de bureaux en vue de proposer à des entreprises de s'implanter à Montpellier, à 3 heures de Paris, et, à terme, 2 heures 30 de Barcelone. Cela nous permettra de disposer d'un accélérateur de développement économique. Autour de ce projet, qui est celui de l'urbaniste kees CHRISTIAANSE, retenu par l'Agglo, autour de cet immobilier de bureaux qui constituera une frontière acoustique, le quartier se développera, parce que Montpellier continue à aller vers la mer.

La localisation de cette gare TGV, mes chers collègues, relève d'une stratégie. Cela a été rappelé par beaucoup d'entre vous : Frédéric TSITSONIS, Robert SUBRA et Philippe THINES. Elle doit nous mettre en correspondance avec l'aéroport de Montpellier. Il faut qu'il existe un lien pour qu'advienne une intermodalité. En effet, l'aéroport ne peut pas être le quinzième aéroport français. Nous devons essayer de jouer en tête, pour pouvoir être connecté au réseau international, et que celui-ci soit connecté au réseau européen ou au réseau local. La logique du tramway consiste donc à relier Saint-Roch à la gare Montpellier Sud de France. Robert SUBRA l'a expliqué : dans un premier temps, cela se fera en termes de transports en site propre, via une offre de bus. Puis, un jour – mais l'échelle de temps de l'aménagement est le temps long –, il s'agira de le prévoir. Mais cela est d'ailleurs déjà sur le plan. Celui-ci porte en effet sur un horizon de 30 ans et prévoit de relier l'aéroport. Il en va de même que pour le pont de la République : 1990-2013. Nous reprendrons les débats de ce Conseil municipal.

Quant aux problématiques qui ont pu être soulevées, portant notamment sur le développement d'un quartier d'affaires autour de cette gare TGV, ainsi que sur le développement d'un quartier résidentiel pour continuer à accueillir la population, pour la loger. Le béton implique aussi le logement, des gens qui ont des projets de vie, des projets d'emploi.

Enfin, sur la partie en bas des infrastructures, je vous invite à venir écouter demain Paola VIGANO et Bernardo SECCHI, qui suggèrent la création d'un grand parc de la lagune, un espace protégé, valorisé, avec lequel le quartier de la Rauze des Prés d'Arènes, cher à Annie BENEZECH pourra [entretenir des liens].

Nous élaborons donc ici des visions d'aménagement. Il est légitime que des questions existent. Il faut d'ailleurs venir participer à cette concertation. Mais là, il s'agit d'un choix historique pour le territoire montpelliérain sur une grande échelle. Comment développons-nous l'offre de rail, et en centre-ville, et avec le réseau LGV à l'échelle européenne ? Quelles stratégies d'aménagement avons-nous autour de cette offre de rail ? Quelles sont nos perspectives futures ? La perspective est la suivante : un aéroport de dimension internationale, une gare de niveau européen et une gare de centre reliée au niveau national et au réseau du Languedoc-Roussillon ; et, parce que nous parlons de rail, un réseau de rail qui s'appelle le tramway, réseau qui a été développé le plus rapidement ces 20 dernières années pour offrir une alternative à l'automobile.

Voilà le choix qu'avec constance, les élus de cette majorité ont porté. Je crois que cette vision permet à Montpellier de s'affirmer en tant que capitale régionale et de pouvoir entraîner le Languedoc-Roussillon, qui, rappelons-le, n'est pas encore à l'abri de quelques difficultés économiques. Voilà le schéma cohérent, constant, qui est proposé. Et je suis sûr qu'en 2030, nous reprendrons ces débats, pour étendre la ligne de tramway vers l'aéroport.

Enfin, il appartient à M. BOURREL de nous dire qu'il souhaite aller un peu plus vite : à bon entendeur, salut.

Hélène MANDROUX : Mes chers collègues, je pense c'est le moment de vous faire approuver ces modalités de concertation qui vous sont proposées par RFF. Vous aurez le résultat du bilan de la concertation à la fin du mois de juin à travers une présentation menée par RFF. Et fin juin, une signature pourrait intervenir. Je vous invite à participer à cette concertation.

Pour : 45

Contre : 2

Abstentions : 3

Adopté à la majorité.

M. ARAGON et Mme PRUNIER reviennent en séance.

M. TSITSONIS, Mme BOYER, Mme COUVERT et Mme LABROUSSE sortent de la séance.

51- Quartier de la Pompignane

Lancement d'un dialogue compétitif en vue de la définition du projet de réaménagement urbain et fixation des primes

Michaël DELAFOSSE:

Dans le cadre de sa politique de renouvellement urbain, de réinvestissement des quartiers existants et de requalification des espaces publics, la Ville de Montpellier a décidé d'entreprendre le réaménagement du quartier de la Pompignane.

Des études urbaines partielles ont été réalisées par la Ville sur certains secteurs de ce quartier depuis 2009, permettant d'en affiner la connaissance. Il en ressort les problématiques urbaines suivantes :

- coupure entre la partie basse du quartier (secteurs résidentiels) et la partie haute (plateau technologique et industriel),
- faiblesse de la mixité sociale et diversité peu importante des typologies d'habitat,
- relation insuffisante entre le quartier et le fleuve « le Lez » qui le borde et lui confère un potentiel paysager remarquable,
- désuétude des structures commerciales existantes,
- surdimensionnement des espaces publics voués à la circulation automobile et faiblesse des espaces publics affectés aux modes doux (piétons, cycles, transports en commun, ...),

Ces déséquilibres ainsi identifiés, il apparaît à présent nécessaire, sur le fondement de ces études, de poursuivre la réflexion en vue d'aboutir à la définition d'un projet urbain pour le quartier de la Pompignane, dont les enjeux sont :

- l'affirmation de la centralité et de l'urbanité de ce quartier (équipements publics, espaces publics, commerces, formes urbaines, image, qualité), associé à un équilibre social présentant une plus grande mixité,
- une programmation immobilière assurant le renouvellement urbain du quartier et une plus grande mixité fonctionnelle du plateau industriel de la Pompignane,
- le développement des modes de circulation doux (piétons, vélos) et de la transversalité inter-quartier,
- la conception de formes urbaines adaptées au contexte (densité, diversité, tenue de l'espace public, coutures urbaines, etc...)
- l'amélioration de la protection hydraulique et de la valorisation paysagère.

Il apparaît cependant que l'ambition d'aménagement affichée confrontée aux déséquilibres constatés présente une complexité importante pour calibrer l'intervention opérationnelle et financière de la Ville, dans un contexte où la maîtrise foncière publique se limite à une partie des voies et aux espaces et équipements publics. La multiplicité des propriétaires, acteurs économiques privés et acteurs institutionnels impliqués s'ajoute à la difficulté d'appréhension des opportunités de mutation foncière dans ce tissu urbain diffus. L'appréciation des recettes susceptibles de couvrir les coûts de réaménagement comporte une réelle difficulté d'appréciation.

Considérant au vu de cette complexité d'aménagement que la Ville n'est objectivement pas en mesure, à ce stade, d'établir le montage tant opérationnel que financier du projet, il est proposé d'avoir recours à une procédure de dialogue compétitif, conformément aux articles 67 et 36 du code des marchés publics.

Le dialogue compétitif aura comme objectif de trouver des solutions permettant d'assurer un équilibre entre les objectifs d'aménagement et la nécessité de définir un montage financier équilibré entre dépenses et recettes.

Cette procédure vise à définir un concept urbain et des orientations urbanistiques, architecturales et paysagères à partir desquels sera conçue puis mise en œuvre une opération d'aménagement, dans le cadre d'un marché avec l'équipe candidate choisie à l'issue du dialogue.

Le dialogue compétitif sera conduit au nom et pour le compte de la Ville de Montpellier par la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) au titre de la convention de mandat d'études conclu par Madame le Maire le 21 décembre 2012 portant sur l'organisation et le suivi des études de programmation urbaine et d'évaluation environnementale à l'échelle du projet.

Cette procédure autorise, à l'issue d'une phase de sélection des candidatures, à engager le dialogue avec les équipes admises, et permet notamment, par une succession d'échanges, de faire évoluer chacun des projets.

Dans le présent cas, il est proposé de sélectionner trois candidats admis à participer au dialogue compétitif.

Au cours des différentes phases du dialogue, il sera demandé aux trois candidats sélectionnés de produire de nombreux documents accompagnés de pré-chiffrages et de plans à grande échelle. Dans ces conditions, il est proposé de verser une prime à chacun des candidats admis à participer au dialogue compétitif, en considération de l'importance de ces demandes. Compte tenu de la complexité générale de cette opération, il est proposé de fixer cette prime à 25 000 € HT par candidat admis à dialoguer.

A l'issue du dialogue compétitif, qui aura permis de choisir la solution adaptée au projet de réaménagement urbain du quartier de la Pompignane, la prestation attendue dans le cadre du marché sera la suivante :

- tranche ferme : plan guide, définition des orientations urbanistiques, architecturales, paysagères et environnementales, ainsi que du plan de masse du projet de réaménagement, schémas organiques, éléments nécessaires à l'élaboration du bilan financier de l'opération ;

- tranche conditionnelle : phase opérationnelle préparant la réalisation de l'opération, cahier des recommandations urbanistiques, architecturales, paysagères et environnementales, adaptation réglementaire du PLU, documents et assistance nécessaires à la concertation publique, tous autres dossiers administratifs et techniques rendus nécessaires par l'opération, mission d'architecte-urbaniste en chef, coordonnateur des projets de l'opération d'aménagement.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser la SAAM, mandataire, à lancer une procédure de dialogue compétitif conformément aux articles 67 et 36 du code des marchés publics, portant sur la définition du projet de réaménagement urbain du quartier de la Pompignane,
- De fixer à trois le nombre de candidats admis, après la phase de sélection, à participer à ce dialogue compétitif,
- De fixer le montant de la prime à verser à chacun des candidats ayant mené à bien le dialogue compétitif à 25 000 € HT,
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget d'investissement de la Ville de Montpellier, conformément au budget prévisionnel mentionné dans la convention de mandat d'étude Ville / SAAM en date du 21 décembre 2012,
- D'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Michaël DELAFOSSE : Madame le Maire, voilà un sujet extrêmement important. En effet, à Montpellier, nous avons eu deux beaux exemples : la continuité de Port Marianne ; mais aussi l'aménagement futur du quartier autour de la gare TGV. La constance est la force du projet. Montpellier doit aller et va vers la mer. Mais, en même temps, ce projet, défini il y a plusieurs années, ne doit pas négliger les autres quartiers de Montpellier. Tout à l'heure, notre ami et collègue Christian BOUILLE rapportait sur des affaires liées à l'habitat insalubre, au quartier du Petit Bard où nous intervenons. En l'occurrence, il s'agit de travailler sur du tissu urbain qui existe, à savoir le quartier de la Pompignane, auquel les habitants sont extrêmement attachés, dans lequel ils se sentent bien. Mais, Patrick VIGNAL qui en fut conseiller général le sait bien, des tensions ont aussi eu lieu, notamment autour du centre commercial : disqualification du commerce, disparition des commerces de proximité. Il y a eu des problématiques d'aménagement liées à une urbanisation pas toujours bien pensée, souvent à la parcelle. C'est pour cela que lors de la dernière séance, mes chers collègues, à l'unanimité, vous aviez adopté l'idée d'un périmètre d'étude, pour que nous puissions définir un projet d'aménagement d'ensemble, qui puisse participer de l'amélioration du quartier dans sa globalité. En effet, parfois, quand une maison est détruite et que surgit un immeuble collectif, cela trouble les habitants. C'est normal, d'une certaine manière. L'accroche sur l'espace public n'est pas toujours satisfaisante. Les règles du PLU sont certes prescriptives, mais parfois elles ne suffisent pas.

Nous souhaitons donc engager ici un dialogue compétitif entre plusieurs équipes d'urbanistes, architectes et paysagistes, pour essayer de définir, au-delà des études – de grande qualité, d'ailleurs – qui ont été réalisées par Nicolas BOUDIER, quel pourrait être le scénario d'aménagement pour ce quartier, afin que l'on puisse continuer à y vivre mieux. Comment affirmer la centralité du quartier ? Comment penser l'aménagement du plateau de la Pompignane à côté du site d'IBM – dont on voit que quelques projets arrivent, qui ne sont pas très satisfaisants ? Comment avoir non pas une réflexion, mais une stratégie là-dessus ? Comment favoriser des circulations douces ? Les continuités de pistes cyclables y sont en effet très peu présentes : il convient de les penser. Ce sont aussi les piétons qui ne bénéficient pas toujours d'une continuité de trottoir. On en est là dans ce quartier. Comment donc penser la Pompignane dans un lien entre les différents quartiers ? Donc : échelle du quartier et échelle interquartiers. Et comment penser les formes urbaines s'il doit y avoir des formes collectives, et donc une densité supplémentaire ? Comment préserver alors le tissu pavillonnaire ? Enfin, comment améliorer la qualité des espaces publics. Les espaces du vivre ensemble sont ceux qui, chère

Magalie, permettent aux personnes en situation de handicap de pouvoir circuler dans la ville. Dans ce quartier, nous avons des retards. Comment traiter un risque réel, les habitants le savent bien, qui est celui lié à l'eau ?

Telles sont les problématiques que nous souhaitons poser à travers ce dialogue compétitif. Il ne s'agit pas de faire *tabula rasa* de la Pompignane. Il s'agit bien au contraire de faire une intervention d'urbanisme de type chirurgical, avec un scénario pour ce quartier, dans lequel on pense l'espace public, le lien avec le parc – je pense au Parc de la Pompignane, qui sera prochainement relié par la rue de Salaison. Il s'agit de désigner un architecte urbaniste en chef pour coordonner notre stratégie. Il vaut mieux un beau scénario d'aménagement à Montpellier – cela nous réussit – plutôt qu'une urbanisation à la parcelle, qui connaît parfois quelque succès, et suscite parfois quelques insatisfactions et quelques inquiétudes. Le but est qu'en décembre, nous puissions définir, en concertation avec les habitants, le comité de quartier et la Conseillère générale Mme BUFFALON, un projet d'aménagement qui permette d'améliorer le quartier et de maîtriser son urbanisation.

Jacques DOMERGUE : Monsieur DELAFOSSE, sur le secteur de la Pompignane – j'y ai été élu, je connais donc un peu le quartier –, une majorité de l'espace est actuellement urbanisée, et je pense qu'il reste une minorité d'espaces à aménager. Autant il est facile de comprendre que l'on puisse aménager des espaces qui sont aujourd'hui non habités ; autant il est plus difficile d'accepter le fait que vous incluiez dans la zone des espaces qui sont aujourd'hui habités. Je pense notamment aux nombreuses petites villas individuelles dans ce secteur, en dehors des logements sociaux qui se trouvent sur les hauteurs de la Pompignane. La question que je vous pose est la suivante : quelles sont, pour les habitants de ce secteur, les contraintes qu'ils auront à subir du fait que cette zone va être déterminée en ZAC ? Autrement dit, les habitants de ce secteur auront-ils une certaine liberté pour aménager leur bien – comme je vous le disais, il existe beaucoup de lots individuels ? Ou bien les permis de construire seront-ils bloqués le temps de la période d'aménagement de la ZAC ? Bien sûr, vous me direz certainement que cela fera partie de la concertation et des contraintes éventuelles. Mais comprenez que, autant il est facile d'imaginer que l'aménageur ait une liberté de choix et d'action sur des espaces vierges, comme vous l'avez fait depuis des années sur tout le sud de Montpellier ; autant il est plus difficile de le concevoir sur des secteurs qui sont déjà habités. Cela est toujours plus délicat. Nous le voyons sur le centre-ville. Réaménager est toujours compliqué. Répondez-nous : y a-t-il des contraintes pour les personnes qui vivent sur ce secteur pendant la période d'installation de la ZAC ?

Michael DELAFOSSE : Tout d'abord, Monsieur DOMERGUE, lors du dernier Conseil municipal, nous avons voté à l'unanimité le principe d'un périmètre d'étude, qui nous permet de surseoir à statuer sur l'ensemble des permis de construire. Pourquoi avons-nous fait cela ? Non pas pour tout freiner. Mais parce que, et vous l'avez vu, l'avenue de la Pompignane se transforme. Certaines maisons disparaissent au profit de logements collectifs. Cela relève des droits des sols. Mais cela ne se fait pas forcément dans le cadre d'un projet d'aménagement d'ensemble. D'ailleurs, voulons-nous voir disparaître toutes ces maisons individuelles qui se trouvent le long de la Pompignane ? C'est une des questions d'aménagement. La réponse est *a priori* qu'il faut plutôt faire attention à la forme bâtie existante, à l'ensemble. Mais quand des opérations se réaliseront, qui ne sont pas bloquées, elles devront s'inscrire dans un principe d'aménagement concerté, selon un scénario d'aménagement. Dans la ZAC, quand une opération a lieu, elle donne lieu à des conventions de participation qui permettent de financer la qualité des espaces publics. Tel est le principe de la ZAC. Mais cela ne gèle pas, donc, pour le citoyen... [*Intervention de M. DOMERGUE hors micro, inaudible*]. Aujourd'hui, le périmètre d'étude nous renforce : nous pouvons refuser un projet, ou bien l'accepter. Cela renforce les pouvoirs de contrôle dans l'instruction du droit des sols. La ZAC va permettre de pouvoir définir une stratégie d'aménagement à une échelle donnée. Dès lors, des règles de constructibilité seront définies. Aujourd'hui, certains projets sont gelés. Quand il existe une règle du règlement d'urbanisme d'espace boisé classé, ou bien le long du Lez, qui est protégé, naturellement, cela n'est pas possible. Là où se trouvent des potentialités de construction, cela sera examiné, mais au vu de la stratégie d'aménagement

d'ensemble, et notamment de la qualification de l'espace public, de la maîtrise du risque hydraulique, ou tout simplement l'existence ou non de trottoirs, etc.

[Intervention de M. DOMERGUE hors micro, inaudible].

Non, ce n'est pas cela, Monsieur DOMERGUE. Il existe déjà des contraintes. Le PLU, plan local d'urbanisme, est déjà en soi une contrainte. Ensuite, nous allons pouvoir examiner chacun des permis au regard de cette stratégie d'aménagement. Mais si votre question est la suivante : « Voulez-vous libérer les droits à construire ? », comme M. SARKOZY avait voulu le faire à + 30 %, alors, d'emblée, la réponse est non. Nous allons peut-être mieux qualifier certains espaces verts ; nous allons peut-être mieux qualifier certaines zones où la constructibilité pourrait être un peu plus importante ; et nous allons peut-être aussi protéger des espaces qui ne le sont pas actuellement selon le règlement d'urbanisme, et qui le nécessitent. C'est aussi simple que cela.

[Question de M. DOMERGUE hors micro, inaudible]

Non. En tout cas, nous souhaitons porter notre attention sur ce qui peut se passer sur les terrains proches d'IBM. Mais ce n'est pas lié, ce que nous ne souhaitons pas, d'ailleurs, à une restructuration d'IBM.

Hélène MANDROUX : Mes chers collègues, vous avez compris que, dans le cadre de ce dialogue compétitif, nous vous proposons de recruter au départ trois équipes. Chaque équipe recevra une prime de 25 000 euros. Et comme vous l'a dit M. DELAFOSSE, vous connaîtrez le candidat fin décembre.

Pour : 42

Contre : /

Abstentions : 6

Adopté à l'unanimité.

Mme CLAVERIE et Mme LE VAN sortent de la séance.

52- ZAC DES GRISETTES (4ème tranche)

Agrément de candidature

ACM

Lot n°5C

Michaël DELAFOSSE:

La ZAC des Grisettes a été initiée dans le cadre de l'aménagement des secteurs situés à proximité de la deuxième ligne de tramway. D'une superficie de 20 ha environ, cette opération est située au sud ouest de la ville, entre l'avenue du Colonel Pavelet et l'agri-parc du Mas Nougier. Dans un souci de mixité urbaine, ce nouveau quartier prévoit la construction d'environ 1500 logements sous forme d'habitats collectifs diversifiés accompagnés de commerces et de bureaux.

La société d'Equipement de la Région Montpellieraine (SERM) a été désignée en tant que concessionnaire de la ZAC des Grisettes par délibération du 6 novembre 2006 afin de réaliser les études et les aménagements de cette opération.

Dans ce cadre, la SERM propose, conformément à l'article 12-2 du traité de concession approuvé, d'agréer la candidature d'ACM en vue de la cession d'un terrain permettant la réalisation 62 logements collectifs dans cette ZAC.

Dénomination du candidat :	ACM Office public de l'Habitat de la Communauté d'Agglomération de Montpellier 407 avenue du professeur Antonelli CS15590 34074 MONTPELLIER Cedex 3
Localisation :	ZAC des Grisettes (4 ^{ème} tranche) Lot n°5C
Parcelle cadastrée :	Section DZ n°142
Surface du lot :	3 475 m ²
Nature du projet :	62 logements collectifs
SDP envisagée :	4 578 m ² SDP
SDP maximale autorisée :	4 800 m ² SDP

La SERM précise que la candidature d'ACM prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville (bilan financier et cahier des charges de cession de terrains, dont le cahier des charges architectural, urbanistique et paysager).

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver la candidature d'ACM pour la construction de logements collectifs sociaux sur le lot 5C de la 4^{ème} tranche de la ZAC des Grisettes,
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Michael DELAFOSSE : 70 logements sociaux. Il faut juste bien préciser que tous ces logements sont attribués dans le cadre de procédures d'aménagement, Monsieur DOMERGUE, de ZAC. En l'occurrence, il s'agit de développement urbain ; dans le cas de la Pompignane, il s'agit de réinvestissement urbain. Nous votons à chaque fois à l'unanimité, mais c'est le fruit d'une consultation de promoteurs très exigeante. Nous dialoguons avec eux, mais nous leur imposons également un certain nombre de prescriptions environnementales, sur les normes thermiques – nous tentons de faire mieux que l'ART 2012 –, sur la typologie de l'habitat. Il est donc dans l'intérêt du développement de la ville qu'il existe des périmètres dans lesquels nous pouvons réaliser des consultations de promoteurs, pour tenter d'améliorer au maximum la qualité de l'habitat. Ce n'est pas un hasard, Madame le Maire, si cette année, vous avez décidé qu'il y ait plus de logements produits dans le cadre de nos ZAC, parce que nous pouvons avoir là un dialogue avec les acteurs de la promotion sur la qualité des logements, et mener un certain nombre de consultations pour faire en sorte que cela participe du développement urbain. C'est pour cela que d'autres périmètres, comme celui de la Pompignane ou demain la réhabilitation de l'EAI, font l'objet de projets d'aménagement, afin de pouvoir mener des consultations qui sont les plus encadrées et sur lesquelles le Conseil municipal est invité à se prononcer. Il s'agit d'un petit rappel de méthode.

Hélène MANDROUX : Concernant l'affaire 52, je pense que tout le monde voit qu'il y a cet agriparc, créé depuis que nous sommes ici. Il représente quand même un espace vert de 18 hectares. Tout à l'heure, il était question de béton : en l'occurrence, l'espace vert fait 18 hectares ! Ce n'est pas rien.

Philippe THINES : Où nous faisons notre vin et notre miel, et où nous allons avoir bientôt des olives.

Pour : 45

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité.

53- ZAC DES GRISETTES (4ème tranche)
Agrément de candidature
ACM
Lot n°4B1

Michaël DELAFOSSE:

La ZAC des Grisettes a été initiée dans le cadre de l'aménagement des secteurs situés à proximité de la deuxième ligne de tramway. D'une superficie de 20 ha environ, cette opération est située au sud ouest de la ville, entre l'avenue du Colonel Pavelet et l'agri-parc du Mas Nouguier. Dans un souci de mixité urbaine, ce nouveau quartier prévoit la construction d'environ 1500 logements sous forme d'habitats collectifs diversifiés accompagnés de commerces et de bureaux.

La société d'Equipement de la Région Montpellieraine (SERM) a été désignée en tant que concessionnaire de la ZAC des Grisettes par délibération du 6 novembre 2006 afin de réaliser les études et les aménagements de cette opération.

Dans ce cadre, la SERM propose, conformément à l'article 12-2 du traité de concession approuvé, d'agréer la candidature d'ACM en vue de la cession d'un terrain permettant la réalisation 39 logements collectifs dans cette ZAC.

Dénomination du candidat : ACM
Office public de l'Habitat de la Communauté d'Agglomération de Montpellier
407 avenue du professeur Antonelli
CS15590
34074 MONTPELLIER Cedex 3

Localisation : ZAC des Grisettes (4^{ème} tranche)
Lot n°4B1

Parcelle cadastrée : Section DZ n°138

Surface du lot : 1 922 m²

Nature du projet : 39 logements collectifs

SDP envisagée : 2 848 m² SDP

SDP maximale autorisée : 3 005 m² SDP

La SERM précise que la candidature d'ACM prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville (bilan financier et cahier des charges de cession de terrains, dont le cahier des charges architectural, urbanistique et paysager).

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver la candidature d'ACM pour la construction de logements collectifs sociaux sur le lot 4B1 de la 4^{ème} tranche de la ZAC des Grisettes,
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 45

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité.

54- ZAC DES GRISETTES (5ème tranche)
Agrément de candidature
DOMINIUM - C/O LES NOUVEAUX CONSTRUCTEURS
Lot n°7DE

Michaël DELAFOSSE:

La ZAC des Grisettes a été initiée dans le cadre de l'aménagement des secteurs situés à proximité de la deuxième ligne de tramway. D'une superficie de 20 ha environ, cette opération est située au sud ouest de la ville, entre l'avenue du Colonel Pavelet et l'agri-parc du Mas Nouguier. Dans un souci de mixité urbaine, ce nouveau quartier prévoit la construction d'environ 1500 logements sous forme d'habitats collectifs diversifiés accompagnés de commerces et de bureaux.

La Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) a été désignée en tant que concessionnaire de la ZAC des Grisettes par délibération du 6 novembre 2006 afin de réaliser les études et les aménagements de cette opération.

Dans ce cadre, la SERM propose, conformément à l'article 12-2 du traité de concession approuvé, d'agréer la candidature de DOMINIUM - C/O LES NOUVEAUX CONSTRUCTEURS en vue de la cession d'un terrain permettant la réalisation 42 logements collectifs dans cette ZAC.

Dénomination du candidat : DOMINIUM - C/O LES NOUVEAUX CONSTRUCTEURS
1227 avenue du Mondial 98
34000 MONTPELLIER

Localisation : ZAC des Grisettes (5^{ème} tranche)
Lot n°7DE

Parcelle cadastrée : Section DZ n°143P

Surface du lot : 2 502 m²

Nature du projet : 42 logements collectifs

SDP envisagée : 2 799 m² SDP

SDP maximale autorisée : 2 939 m² SDP

La SERM précise que la candidature de DOMINIUM - C/O LES NOUVEAUX CONSTRUCTEURS prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville (bilan financier et cahier des charges de cession de terrains, dont le cahier des charges architectural, urbanistique et paysager).

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver la candidature de DOMINIUM - C/O LES NOUVEAUX CONSTRUCTEURS pour la construction de logements collectifs sur le lot 7DE de la 5^{ème} tranche de la ZAC des Grisettes,
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 45

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité.

55- ZAC Port Marianne – Rive gauche Agrément de candidature d'ACM (Lot n°6)

Michaël DELAFOSSE :

Le développement de la ville de Montpellier vers l'est de son territoire, initié dans le cadre du projet urbain Port Marianne depuis plus de vingt ans, se poursuit aujourd'hui avec le nouveau quartier Port Marianne - Rive gauche. Délimité par le Lez à l'est, l'autoroute A9 au sud, et par les avenues Raymond Dugrand et Théroigne de Méricourt à l'ouest et au nord, le périmètre de ce quartier s'étend sur une surface d'environ 9 hectares.

Sa conception architecturale et urbanistique est l'œuvre de l'équipe menée par l'architecte en chef Pierre Tourre, associé au bureau d'études spécialisé en environnement TRIBU et au paysagiste Marc Richier.

Le programme de cette opération prévoit la réalisation d'environ 1200 logements (dont un tiers environ de logements sociaux), de bureaux, de commerces et d'équipements divers le long de l'avenue Raymond Dugrand, avenue structurante en entrée de ville irriguée par la ligne 3 du tramway mise en service en avril 2012. Ce quartier a été conçu comme un écoquartier avec pour principale ambition de limiter au maximum

son empreinte écologique, et notamment ses consommations énergétiques et ses émissions de gaz à effet de serre.

La maîtrise d'ouvrage de cette opération a été confiée à la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) dans le cadre d'une concession d'aménagement approuvée par délibération du Conseil municipal du 22 décembre 2008.

La première tranche de l'opération est située le long de la future avenue Théroigne de Méricourt et se compose des îlots 1 et 2, chacun étant lui-même décomposé en deux lots. Ces quatre lots, totalisant environ 200 logements, sont aujourd'hui en cours de construction ou sont sur le point de l'être.

La deuxième tranche se situe plus au sud de la première et comprend les îlots n°3, 5 et 6, ceux-ci ne faisant pas l'objet de découpage en lots. Une consultation a été engagée par la SERM dès le début de l'année 2012 afin de retenir les opérateurs devant intervenir sur ces îlots.

Dans ce contexte, la SERM propose, conformément à la concession d'aménagement approuvée, d'agréer la candidature d'ACM en vue de la cession du lot n°6 de la ZAC Port Marianne – Rive gauche permettant la réalisation d'un programme de logements collectifs sociaux et en PSLA détaillé ci-après.

- Dénomination du candidat :

ACM
Office public de l'Habitat de la Communauté d'Agglomération de Montpellier
407 avenue du Professeur Antonelli – CS 15590
34074 Montpellier cedex 3

- Localisation :

Lot n°6
ZAC Port Marianne – Rive gauche

- Parcelles cadastrées :

Section SC n°29p, n°30p et n°59p
d'une superficie totale de 1 646 m²

- Nature du projet :

Réalisation d'environ 81 logements sociaux (dont 30 logements en PSLA) pour une surface de plancher de 5 543 m².

- SDP maximale :

Surface envisagée : 5 543 m² SDP
Surface maximale autorisée : 5 800 m² SDP

La SERM précise que la candidature d'ACM prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la ZAC approuvées par la Ville (bilan financier et prescriptions architecturales et urbanistiques).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la candidature d'ACM en vue de la réalisation d'environ 81 logements sociaux (dont 30 logements en PSLA) sur le lot 6 de la ZAC Port Marianne – Rive gauche ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Pour : 45

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité.

56- Foncier
Avenue du Père Soulas
Acquisition "Résidence Le Père Prévost"

Michaël DELAFOSSE:

Dans le cadre du permis de construire délivré en janvier 1981 pour la réalisation de la résidence « Le Père Prévost », la Ville a demandé l'implantation de l'immeuble en retrait, afin de prévoir l'élargissement de l'avenue du Père Soulas et de la rue du Pous de las Sers.

Les aménagements ont été réalisés mais le transfert de propriété n'a jamais été régularisé.

Le syndic « PMS » de la résidence « Le Père Prévost » a demandé la régularisation foncière des emprises incorporées de fait dans le domaine public. Les copropriétaires ont donné leur accord en assemblée générale pour que cette cession soit réalisée à l'euro symbolique.

Une emprise de 1 061 m² a été détachée de la parcelle cadastrée KN 120, pour permettre son transfert dans le domaine public communal. Il s'agit d'acquérir la nouvelle parcelle cadastrée KN 278.

Le notaire désigné par le Syndic est l'étude de Maîtres Villemin-Ribaud-Nouguier. Elle sera chargée de rédiger l'acte notarié aux frais de la Ville.

En conséquence, il vous est proposé :

- d'accepter le transfert de propriété dans le domaine public communal d'une emprise de 1 061 m² cadastrée KN 278 à l'euro symbolique ;
- de saisir l'étude de Maîtres Villemin-Ribaud-Nouguier, notaires à Montpellier pour établir l'acte notarié aux frais de la Ville ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 45

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité.

57- Foncier
Rue François Dezeuze
Déclassement domaine public communal
Echange ACM/Ville

Michaël DELAFOSSE:

Dans le cadre de la réhabilitation de la résidence François Dezeuze par ACM, rue François Dezeuze, la Ville a proposé d'élargir les trottoirs pour sécuriser l'accès piétonnier au Lycée Jules Ferry « La Colline », emprunté par de nombreux élèves, et implanter un abri bus aux normes personnes à mobilité réduite. Les travaux étant terminés, il convient aujourd'hui de régulariser la situation foncière par un échange de terrain.

Dans un premier temps, il est proposé de prononcer la désaffectation et le déclassement d'une emprise de 13m² intégrée au domaine public communal, mais n'ayant aucune utilité pour la Ville. la Ville cède à ACM une cette emprise de 13 m², qui sera numérotée par les services du cadastre, ainsi qu'une emprise de 40 m² à extraire de la parcelle cadastrée II 9.

Pour sa part, ACM cède à la Ville de Montpellier une emprise de 411 m² à extraire de la parcelle cadastrée II 11 sur laquelle ont été aménagés le trottoir et l'abri bus .

Cet échange foncier sera basé sur la valeur de l'euro symbolique conformément à l'estimation des Services Fiscaux.

ACM a donné un avis favorable sur cet échange foncier.

Les documents d'arpentage établis par le cabinet de géomètres Siragusa sont en cours d'enregistrement auprès des services du cadastre.

Maître Bonnary, notaire à Montpellier, a été désigné par ACM. Les frais d'acte seront à la charge de la Ville. Les frais de géomètre sont gérés par ACM.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prononcer la désaffectation et le déclassement du domaine public communal d'une emprise de 13 m² pour permettre son incorporation au domaine privé de la Ville ;
- de procéder à un échange foncier avec ACM pour régulariser une situation existante rue François Dezeuze basé sur l'euro symbolique, conformément à l'estimation des services fiscaux ;
- de saisir Maître Bonnary pour rédiger l'acte notarié aux frais de la Ville.
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 45

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité.

58- Foncier

Avenue du Pic Saint-Loup Propriété « Indivision LAGET »

Michaël DELAFOSSE:

La famille LAGET est propriétaire de plusieurs parcelles cadastrées AP 321, AP 322 et AP 323, avenue du Pic Saint-Loup.

Afin de liquider le partage familial, l'indivision propriétaire de la parcelle AP 323 d'une contenance de 115 m², a proposé la cession de cette emprise à la Ville, car elle correspond à l'emplacement réservé C 8 du Plan Local d'Urbanisme (PLU), qui prévoit l'élargissement de l'avenue du Pic Saint-Loup.

Cette cession sera réalisée au prix de 40€/m², soit 4 600 € (quatre mille six cents euros) pour 115 m². Lors de la prise de possession, la Ville prendra à sa charge le déplacement des compteurs, la reconstruction du muret de soutènement rehaussé d'un grillage rigide, à la nouvelle limite.

L'indivision LAGET a donné son accord sur les termes de la transaction.

Les crédits nécessaires sont disponibles au budget de la Ville sur la ligne «acquisition terrain –nature 2111 / chapitre 908 ».

Maître Jacques SALLES, notaire à Montpellier, a en charge les intérêts de l'indivision LAGET. Il sera chargé de rédiger l'acte de transfert de propriété aux frais de la Ville.

En conséquence, il vous est proposé :

- d'acquérir la parcelle cadastrée AP 323 de 115 m² au prix de 40€/m², soit un total de 4 600 €, afin de contribuer à la réalisation de l'élargissement de l'avenue du Pic Saint Loup correspondant à l'emplacement réservé C 8 du PLU ;
- de saisir Maître Jacques SALLES, notaire à Montpellier, pour rédiger l'acte notarié aux frais de la Ville ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 45

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité.

59- Foncier Propriété de la société SOMEREL Acquisition des parcelles AM 43, IW 2 et TN 42

Michaël DELAFOSSE:

La société SOMEREL est propriétaire de trois parcelles de terrain non bâti situées sur la commune de Montpellier :

- la parcelle AM 43 d'une superficie de 1 479 m², située route de Mende. Cette parcelle est concernée par l'emplacement réservé C2 inscrit au PLU pour permettre l'élargissement de la route de Mende ;
- la parcelle IW 2 d'une superficie de 145 m², située rue François Dezeuze. Cette parcelle est concernée par l'emplacement réservé C135 inscrit au PLU pour la création d'un cheminement piéton aux abords du lycée Jules Ferry ;
- la parcelle TN 42 d'une superficie de 2 025 m², située avenue des Moulins. Cette parcelle est concernée par l'emplacement réservé R41 inscrit au PLU pour la création d'un bassin de rétention.

La Ville était en négociation avec Monsieur Montaignac, membre majoritaire de la société SOMEREL, pour acquérir les trois terrains mentionnés par l'intermédiaire de l'agence immobilière « Europ'Actions » qui bénéficiait d'un mandat exclusif.

Monsieur Montaignac aujourd'hui décédé est désormais représenté par Maître Pernaud-Orliac, mandataire judiciaire, qui reprend le dossier et accepte la proposition de la Ville de lui acheter les parcelles AM 43, IW 2 et TN 42 pour une valeur globale de 64 000 € TTC.

Considérant tant le classement de ces trois parcelles au regard du zonage du PLU que les emplacements réservés affectant leur emprise, leur acquisition pour un montant total de 64 000 € TTC apparaît tout à fait acceptable.

Les crédits nécessaires à cette acquisition sont disponibles au budget 2013 de la Ville, ligne « Acquisition terrains », nature 2111, chapitre 908.

Il convient également de prévoir le paiement des frais de l'agence immobilière « Europ'Actions » qui s'élèvent à 4 000 € HT, soit 4 784 € TTC. Ce montant sera versé au notaire chargé de la transaction. Les frais de l'agence seront pris sur la ligne budgétaire « Honoraires », nature 6226, chapitre 928.

L'acte notarié sera rédigé par Maître Foulquier-Gazagnes, notaire à Montpellier, désigné par Maître Dhombres, avocat dans l'affaire SOMEREL.

En conséquence, il vous est proposé :

- d'acquérir les parcelles cadastrées IW 2, AM 43, TN 42 pour un montant global de 64 000 € TTC ;
- de payer les frais d'agence immobilière pour un montant de 4 784 € TTC au notaire, qui sera chargé de les verser à l'agence immobilière ;
- de dire que ces sommes seront prélevées sur le Budget 2013 de la Ville, sur les imputations budgétaires précédemment citées ;
- de saisir Maître Foulquier-Gazagnes, notaire à Montpellier, pour rédiger l'acte notarié aux frais de la Ville ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.
-

Pour : 45

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité.

60- Foncier
Rue du Llobregat
Vente d'un délaissé de voirie à Mme Lherbet

Michaël DELAFOSSE:

Madame Lherbet est propriétaire de la parcelle cadastrée EP 272 qui présente à ce jour la particularité de ne pas disposer d'accès véhicule, les anciens propriétaires ayant condamné en leur temps le grand portail réservé à cet usage donnant sur la rue de la Marqueroze.

Les aménagements de voirie réalisés il y a quelques années sur la rue de la Marqueroze n'ont pas intégré d'accès véhicule à ladite parcelle, ce dernier n'existant pas au moment des travaux. Ces travaux ayant notamment nécessité la construction d'un mur de soutènement au droit de la parcelle EP 272, la réalisation d'un nouvel accès véhicule depuis la rue de la Marqueroze apparaît aujourd'hui particulièrement difficile tant en termes techniques que financiers.

Dans ce contexte, la Ville préfère favoriser l'aménagement d'un accès véhicule à la propriété de Madame Lherbet par l'arrière de sa parcelle, depuis la rue du Llobregat. La propriétaire est tout à fait favorable à cette proposition.

Pour ce faire, le nouvel accès à la parcelle EP 272 nécessite la cession d'une emprise de 33 m² à détacher de la parcelle EP 335 appartenant à la Ville et d'un espace public non cadastré. Cette emprise est non affectée à l'usage public et ne présente aucun intérêt pour la collectivité. Il convient donc de constater sa désaffectation et de prononcer son déclassement. Un géomètre mandaté par l'acquéreur sera chargé d'enregistrer la nouvelle parcelle créée et de procéder au découpage cadastral de la parcelle EP 335 auprès des services du cadastre.

Le prix global proposé de 1 419 € (mille quatre cent dix-neuf euros) pour 33 m² est conforme à l'estimation des services fiscaux.

Par ailleurs, il est demandé à l'acquéreur de s'engager à conserver les trois arbres implantés en limite sud-est de cette emprise et à réaliser une clôture en nouvelle limite de la propriété privée.

Maître Andrieu, notaire à Montpellier, sera chargé de rédiger l'acte notarié aux frais de l'acquéreur.

En conséquence, il vous est proposé :

- de constater la désaffectation d'une emprise de 33 m² rue du Llobregat et de prononcer son déclassement du domaine public communal afin d'intégrer ce terrain au domaine privé de la Ville ;
- de céder cette emprise de 33 m² rue du Llobregat à Madame Lherbet pour un montant total de 1 419 €, conformément à l'estimation des services fiscaux ;
- de saisir Maître Andrieu, notaire à Montpellier, pour rédiger l'acte notarié aux frais de l'acquéreur ;
- d'autoriser Monsieur le Trésorier Principal à intégrer cette recette au budget 2013 de la Ville ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 45

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité.

61- Zone d'aménagement concerté Nouveau Saint-Roch
Immeuble 19 rue Leenhardt
Vente à la Société d'équipement de la région montpelliéraine

Michaël DELAFOSSE:

La Ville de Montpellier est propriétaire de l'immeuble situé 19 rue Leenhardt, cadastré EV 63, compris dans le périmètre de la ZAC Nouveau Saint-Roch.

Cet immeuble bâti de 7 logements et un garage, d'une surface habitable d'environ 300 m², est situé à l'angle des rues Leenhardt et Catalan dans l'emprise de création d'une nouvelle voie prolongeant la rue Catalan.

La Ville a procédé à son acquisition aux différents copropriétaires de 2007 à 2009 :

- Les lots 1 et 3 à Mme NIEF le 26/10/2007
- Le lot 10 à Mme MERCHEZ le 18/07/2008
- Les lots 7 et 8 à M. JANKOWSKI le 14/04/2009
- Le lot 4 à Mme COLIN le 05/06/2009
- Le lot 6 à Mme PAISIN le 16/10/2009
- Le lot 9 à Mme PERNET le 23/12/2009

Le bien est désormais libre de toute occupation.

Il convient de le céder au concessionnaire, la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), qui procèdera à sa prochaine démolition.

Cette dernière accepte d'acquérir l'immeuble au prix de 644 000 €, conformément à l'évaluation des services fiscaux.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De céder à la SERM l'immeuble situé 19 rue Leenhardt cadastré EV 63 au prix de 644 000 €,
- D'autoriser Monsieur le Trésorier Principal à intégrer cette recette au budget 2013 de la Ville ;
- De confier la rédaction de l'acte authentique au notaire mandaté par la SERM,
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout acte ou document relatif à cette affaire.

Pour : 39

Contre : /

Ne prennent pas part au vote : 6 (Serge FLEURENCE, Max LEVITA, Michel PASSET, Marc DUFOUR, Perla DANAN, Jean-Louis GELY, administrateurs de la SERM).

Adopté à l'unanimité.

62- Avenants au marché de fourniture de services de télécommunications

Michaël DELAFOSSE:

Par délibération en date du 4 octobre 2010, la Ville de Montpellier a attribué dans le cadre du marché de fourniture de services de télécommunications les lots 5 et 6 au groupe MIT pour une durée d'un an, reconductible par période successive d'un an et une durée maximale de reconduction de trois ans.

En raison de la cession du contrat du Groupe MIT à NEO Télécoms suite à une dissolution sans liquidation, il convient de transférer l'ensemble des droits et obligations inhérents au marché n° 0G662670 à la société NEO Télécoms pour les lots suivants :

- Lot 5 "Fourniture d'accès Internet à débit symétrique et de services associés"
- Lot 6 "Fournitures d'accès Internet à débit asymétrique et de services associés"

En conséquence, il vous est demandé au Conseil Municipal :

- D'adopter les avenants de transfert pour les lots 5 et 6, à compter du 23 novembre 2012 pour un montant annuel estimé respectivement de 16 000 et 56 000 euros HT et ce pour une durée identique.
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer les avenants du marché et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Direction des Systèmes d'Information, chapitre 920.

Pour : 45
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

**63- Technologies de l'information et de la Communication
Cotisations à des organismes nationaux pour l'année 2013**

Michaël DELAFOSSE:

Depuis de nombreuses années la Ville adhère à des organismes par le versement de cotisations. Il est proposé de confirmer notre adhésion aux organismes suivants pour l'exercice 2013 :

Chapitre	Nature	Organisme	Montant
920	6281	ADULLACT - Association des Développeurs et des Utilisateurs de Logiciels Libres pour les Administrations et les Collectivités Territoriales	4 500 €
920	6281	AVICCA – Association des Villes et Collectivités pour les Communications électroniques et de l’Audiovisuel	3 655 €
920	6281	FING – Fondation Internet Nouvelle Génération	4 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'accepter le versement de cotisation aux organismes suivant la liste ci-dessus.
- De prélever le montant de la dépense pour un montant total de 12 155 € sur les crédits inscrits au budget 2013 de la Direction des Systèmes d'Information au chapitre 920.
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 45
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

Mme BOYER revient en séance.

64- Cotisation à l'association Systèmes d'Informations Géographiques en Languedoc-Roussillon (SIG LR) pour l'année 2013

Michaël DELAFOSSE:

L'association SIG LR (acronyme pour Systèmes d'Informations Géographiques en Languedoc-Roussillon) regroupe les principaux acteurs de l'information géographique de la région.

Elle organise notamment une journée professionnelle, ensemble de conférences données cette année en salle Rabelais.

L'adhésion à cette association permet de plus à la Ville de bénéficier sans dépense supplémentaire, de fonds cartographiques onéreux, régulièrement mis à jour.

Il est proposé de confirmer notre adhésion à l'association pour un montant de 500 € pour l'exercice 2013.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'accepter le versement de cotisation aux Systèmes d'Informations Géographiques en Languedoc-Roussillon (SIG LR) ;
- De prélever le montant de la dépense pour un montant de 500 € sur les crédits inscrits au budget 2013 de la Ville au chapitre 920 ;
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire

Pour : 46
Contre : /
Abstentions : /
Adopté à l'unanimité.

65- Cotisation pour l'année 2013 à l'association nationale des villes et pays d'art et d'histoire (ANVPAH)

Michaël DELAFOSSE:

Considérant la délibération du Conseil municipal du 30 juin 2008 approuvant l'adhésion annuelle de la Ville à l'Association nationale des villes et pays d'art et d'histoire et des villes à secteurs sauvegardés et protégés (ANVPAH) et la délibération du Conseil municipal du 26 mars 2012 acceptant le versement de la cotisation à l'ANVPAH pour l'année 2012, il est proposé de confirmer l'adhésion de la Ville à l'ANVPAH pour l'année 2013.

Le montant de la cotisation est fixé à 4 500 € pour les villes de plus de 200 000 habitants.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- d'accepter le versement de cotisation 2013 à l'ANVPAH,
- de prélever le montant de la dépense sur le crédit inscrit au budget 2013 de la Ville au chapitre 928 du CRB 28500,
- d'autoriser Madame le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 46

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité.

66- Attribution de subventions à diverses associations de la ville dans le cadre de la thématique exclusion Exercice 2013

Annie BENEZECH:

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. La Ville développe depuis de nombreuses années un partenariat actif avec les associations œuvrant dans le champ de l'exclusion.

La Ville de Montpellier rencontre régulièrement les associations agissant au plus près des publics en difficulté et souhaite les aider afin qu'elles puissent mener à bien leurs actions face à l'augmentation des situations de précarité.

Aussi, dans le cadre de la politique de lutte contre l'exclusion développée par la Ville de Montpellier et compte tenu des actions menées par les structures suivantes, il est proposé

- d'attribuer une subvention complémentaire à l'association suivante :

N° asso	Association	Nature	Montant
1068	Secours Populaire Français	Fonctionnement	3 000 €

- d'attribuer une subvention aux associations suivantes :

N° asso	Association	Nature	Montant
2110	A Cœur Ouvert	Fonctionnement	5 000 €
3090	Association Initiative Solidarité Situations Urgence Sociale (ISSUE)	Fonctionnement	9 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- de décider de l'affectation des subventions tels que définies ci-dessus, sous réserve de signature de la lettre d'engagement ou de la convention ;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2013 sur l'imputation budgétaire : 6574/925/1966, pour un montant de 17 000 € ;
- d'approuver la lettre d'engagement ou la convention type annexée à la présente délibération;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjointe déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 46

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité.

M. SAUREL, M. TSITSONIS, Mme CLAVERIE et Mme LE VAN reviennent en séance.
M. SUDRES, Mme BENEZECH et Mme BONIFACE-PASCAL sortent de la séance.

67- Evolution des postes d'enseignants dans les écoles publiques à la rentrée 2013

Jean-Louis GELY:

Monsieur le Directeur Académique informe la ville que compte-tenu des effectifs scolaires, et après avis du Comité Technique Spécial Départemental (CTSD) et consultation du Conseil Départemental de l'Education Nationale (CDEN) réunis respectivement les 19 février 2013 et 21 février 2013, il a été arrêté des mesures relatives aux ouvertures et fermetures de classes.

Monsieur le Directeur Académique demande au Conseil Municipal de se prononcer sur les ouvertures et fermetures suivantes et de prévoir en conséquence toutes les dispositions nécessaires pour assurer, avec le personnel adapté, l'accueil des élèves.

LES OUVERTURES DE CLASSES

Ouverture de postes dans les écoles maternelles

Ecole CHAPLIN	ouverture du 7 ^{ème} poste
Ecole Louise MICHEL	ouverture du 4 ^{ème} poste (confirmation)
Ecole Alphonse DAUDET	ouverture du 7 ^{ème} poste (confirmation)
Ecole MITTERRAND	ouverture du 5 ^{ème} poste
Ecole CHENGDU	ouverture du 4 ^{me} poste
Ecole O. DE GOUGES	ouverture du 5 ^{ème} poste

Soit l'ouverture de 6 postes

Ouverture de postes dans les écoles élémentaires

Ecole SPINOZA	ouverture du 10 ^{ème} poste
Ecole Dr CALMETTE	ouverture du 10 ^{ème} poste
Ecole POTTIER	ouverture du 12 ^{ème} poste (anglo-américain)
Ecole MITTERRAND	ouverture du 5 ^{ème} poste
Ecole LOUISVILLE	ouverture du 10 ^{ème} poste (confirmation)
Ecole SEDAR SENGHOR	ouverture du 12 ^{ème} poste
Ecole BREL	ouverture du 10 ^{ème} poste
Ecole O.DE GOUGES	ouverture du 3 ^{ème} poste
Ecole SIMENON	ouverture du 10 ^{ème} poste
Ecole BEETHOVEN	ouverture du 1 ^{er} poste

Soit l'ouverture de 10 postes

LES FERMETURES DE CLASSES

Aucune fermeture de poste dans les écoles maternelles

Fermeture de poste dans les écoles élémentaires :

Ecole A. COMTE	fermeture du 4 ^{ème} poste
Ecole J DELTEIL	fermeture des 9 ^{ème} poste et 10 ^{ème} poste
Ecole GALILLEE	fermeture du 9 ^{ème} poste
Ecole MALET	fermeture du 13 ^{ème} poste

Soit la fermeture de 5 postes

OUVERTURE D'ECOLE :

Ecole CHENGDU : école primaire (4 maternelles, 3 élémentaires) :

- Fermeture de trois classes maternelle et de trois classes élémentaire à l'école Michel de l'HOSPITAL pour être transférées à l'école primaire CHENGDU et ouverture d'une 4^{ème} classe maternelle.

Ecole L. Van BEETHOVEN : école primaire (4 maternelles, 1 élémentaire)

- Fermeture de 4 classes maternelles implantées sur le site de l'école primaire Olympe de Gouges pour être transférées dans la nouvelle école primaire BEETHOVEN et ouverture d'une première classe élémentaire. (inscription des élèves au Cours préparatoire).

POSTES SPECIFIQUES :

- **7 postes « plus de maîtres que de classes » :**

Écoles élémentaires DAUBIE, KUROSAWA, GALILEE, BALARD, HEIDELBERG, ROOSEVELT, BAZILLE.

- **4 postes pour la Scolarisation des enfants de moins de trois ans.**

Ecoles maternelles PROKOFIEV, Martin LUTHER KING, GHANDI et primaire SCHOELCHER.

Le total est donc arrêté à 27 postes ouverts et 5 postes fermés, soit un solde positif de 22 postes.

Au titre du personnel dédié aux écoles, la ville prévoit la création de postes d'ATSEM (Agent Territorial Spécialisé des Ecoles Maternelles) en fonction des ouvertures de classes en école maternelle ainsi que la création de postes d'agent technique permanent et d'animateur référent en fonction des ouvertures de classes en école élémentaire.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'émettre un avis favorable aux 16 ouvertures de classes
- d'émettre un avis favorable aux 7 postes spécifiques « plus de maîtres que de classes »
- d'émettre un avis favorable aux 4 postes spécifiques créés pour la scolarisation des enfants de moins de trois ans.
- d'émettre un avis défavorable aux 5 fermetures de classes
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Jean-Louis GELY : Madame le Maire, cette délibération est récurrente. Mais elle ne comporte pas chaque année les mêmes chiffres. En effet, cette année, nous sommes en mesure d'observer un solde très positif entre les ouvertures et les fermetures. En effet, nous aurons en 2013 – c'est le directeur académique qui nous transmet ces éléments pour que la Ville mette en place les conditions d'accueil et désigne aussi les personnels municipaux comme les ATSEM dans les classes de maternelle :

- en ce qui concerne les maternelles, 6 ouvertures réparties dans plusieurs quartiers (Jeu de Mail, Pompignane, Place du 8 mai, Malbosc, Rond-point Picasso Ecole Chengdu, quartier Ovalie) ;

- 10 ouvertures dans les écoles élémentaires (quartier Martelle, Plan des Quatre Seigneurs, Jeu de Mail, Malbosc, Mosson deux fois avec Louisville et Sedar-Senghor, Saint-Martin, Ovalie, Croix d'Argent et Grissettes).

Malheureusement, nous devons compter 4 propositions de fermeture de postes dans les écoles élémentaires, avec lesquelles je ne suis pas forcément d'accord – je le signale ici. J'ai d'ailleurs écrit en ce sens à M. l'Inspecteur d'académie. Je pense en particulier à l'école Auguste Comte, où il est prévu une fermeture de poste, alors qu'il s'agit d'une école qui est en capacité de recevoir des enfants, et qui permet, sur un périmètre du centre-ville et faubourg de « dégripper » les sureffectifs qui existent dans certaines écoles, en particulier à l'école Sévigné. J'ai par conséquent demandé à deux reprises par écrit – et encore la semaine dernière –, ainsi que par oral à M. l'Inspecteur d'académie de bien vouloir revoir sa position. Je pense – mais les choses ne sont pas formalisées – que nous devrions avoir une solution positive. J'escompte donc que, dans les jours qui viennent, nous aurons la confirmation de rétablissement du 4^{ème} poste à l'école Auguste Comte, ce qui nous permettra d'accueillir notamment des cours préparatoires et de mettre les écoles de ce quartier dans une situation plus équilibrée en termes d'effectifs que ce qui existe aujourd'hui.

Je voudrais aussi attirer l'attention, même si elles sont numériquement justifiées par les effectifs de l'année scolaire actuelle et les prévisions d'inscriptions pour l'année scolaire prochaine, sur la fermeture de deux postes à l'école Delteil dans le quartier du Petit Bard, d'une classe à Galilée dans le quartier de la Mosson et d'une classe à l'école élémentaire Malet. Je pense qu'il y a parfois dans ces écoles, en fonction d'effectifs fluctuants, pour des raisons démographiques et d'autres raisons des ruptures dans le temps, qui font que fermer une classe pour la rétablir un an ou deux après, voire en créer d'autres, nuit au projet pédagogique de ces écoles. Tel est le cas singulièrement pour l'école élémentaire Léo Malet à Celleneuve. En effet, naturellement, si l'on regarde les choses de manière numérique, peut-être – et encore cela est-il discutable – le poste supprimé pourrait s'expliquer. Mais chacun sait, et nous en avons parlé suffisamment ici dans l'enceinte du Conseil municipal, les évolutions démographiques fortes qui existent dans la maternelle Carpentier, dont on connaît les évolutions démographiques scolaires que nous avons fait réaliser, et qui disent la nécessité d'ouvrir, à 2 ou 3 ans, un poste, deux postes, et peut-être davantage. Cela pose d'ailleurs question quant aux bâtiments des écoles par rapport à ce quartier. En ce qui concerne les écoles du Petit Bard et de la Mosson, s'agissant du Petit Bard, la situation est également liée à l'évolution physique du quartier. Nous escomptons naturellement qu'avec les aménagements en cours, les constructions qui s'y développent, il y ait une incidence sur la démographie scolaire de ce quartier. Mais, d'une façon plus générale – et je le dis ici comme une indication qui pourra éventuellement être discutée et qui fait déjà l'objet de discussions que nous avons avec les fédérations de parents d'élèves et les syndicats enseignants –, l'ensemble de ces fermetures nécessiterait sans doute une vision plus large que celle de la seule école du secteur concerné, afin de prendre en compte la progression générale des effectifs dans une zone plus large. Une vision comme celle-ci, qui porterait sur un ensemble de groupes scolaires de secteurs proches, permettrait de maintenir l'organisation pédagogique de ces écoles et éviterait la fluctuation et l'ouverture d'une année sur l'autre, tout en garantissant une bonne qualité d'accueil. Cela constitue une réflexion pour les temps qui viennent.

Je disais qu'il existait un solde positif de 23 postes. C'est qu'il y a d'autres créations, dans le cadre de dispositifs nouveaux qui ont été développés par le ministre de l'Éducation nationale, Vincent PEILLON.

C'est d'abord la création de 7 postes baptisés « Plus de maîtres que de classes ». Ces postes ne sont pas directement affectés à des classes, mais viennent en renfort dans des quartiers classés en éducation prioritaire. Ils seront créés dans les écoles Jules Daubié, Kurosawa, Galilée, Balard, Heidelberg, Roosevelt et Bazille – donc beaucoup dans les quartiers Cévennes et Mosson. Ils sont destinés à mieux répondre, au sein même d'une classe, aux difficultés rencontrées par les élèves dans leurs apprentissages. Ils sont donc un renfort qui permet d'accompagner ces apprentissages dans les matières les plus essentielles, comme la lecture, le calcul, etc.

L'autre dispositif est, je crois, encourageant, et a aujourd'hui un aspect plus expérimental, mais est destiné à prospérer. Il s'agit de la création de 4 postes pour la scolarisation des enfants de moins de 3 ans, les fameux maternelles entre 2 et 3 ans. Ce dispositif sera développé cette année sur les écoles Prokofiev dans le quartier Pompignane, dont Michael DELAFOSSE a parlé tout à l'heure ; Martin Luther King et Gandhi en bas de la

Mosson et dans le quartier de la Mosson ; et la primaire Schœlcher dans le quartier Paul Valéry. Les enseignants seront recrutés sur appel à candidature pour exercer le matin, et qui s'adresseront à un public d'enfants issus de familles qui ont un lien difficile avec la scolarité et avec l'intégration.

Voilà donc le paysage de ces postes pour l'année scolaire 2013-2014. Il s'agira bien sûr de créer, en particulier pour les maternelles, les postes d'ATSEM correspondants.

Francis VIGUIE : Je suppose qu'évidemment, personne ne va voter contre cette délibération. En effet, elle prend acte de quelque chose : nous sommes pour les créations de postes, et nous sommes contre les suppressions de postes. Bien. Personne ne peut être contre cela. Mais je pense qu'elle manque d'ambition. Jusqu'à présent, nous avons le même type de délibération, mais sous des gouvernements de droite. Maintenant, le gouvernement est de gauche. Nous pourrions donc être quelque peu plus ambitieux, puisque « le changement, c'est maintenant ».

Le second aspect qui fait défaut, à mon sens, est l'affirmation du soutien aux luttes des parents. En effet, si je ne me trompe pas – et je pense que M. GELY sera présent –, une réunion aura lieu le 16 mai avec l'Inspection pour discuter d'Auguste Comte. Mais il me semblerait important que ce Conseil municipal, dans la délibération telle qu'elle est faite, dise qu'il est aux côtés des parents qui luttent contre les fermetures de classes, que nous les appuyons, que nous sommes présents, que nous donnons des moyens matériels pour dire que nous en faisons notre affaire et que nous nous battons jusqu'au bout. Cela a du sens sur le plan politique, en termes de mobilisation, pour faire de l'école une priorité. Ces suppressions de postes sont inadmissibles. Cela est d'autant plus inacceptable que, ce qui n'a pas été évoqué par M. GELY, le nombre moyen d'élèves par classe à Montpellier est nettement supérieur à la moyenne nationale. Travaillons donc sur ces aspects.

Quelles sont les priorités ? Je le redis. Si j'ai bien compris et si l'on m'a bien expliqué, l'affaire de l'école Auguste Comte pose également un problème de carte scolaire. Il y a environ quelques dizaines de mètres entre Sévigné et Auguste Comte. Sévigné a toujours 32 élèves [par classe]. Je ne sais pas combien il y en aura en septembre...

Jean-Louis GELY : Moins. J'espère !...

Francis VIGUIE : Oui, moi aussi ! Mais nous verrons bien. Tous ces problèmes existent. Il me semble manquer une ambition nouvelle pour faire de l'école une véritable priorité, une bataille essentielle engageant tout le Conseil municipal pour dire que toute suppression de poste est impossible, inadmissible de notre point de vue. Et nous sommes présents auprès des parents. Ils se mobilisent. Je ne reviendrai pas, car je suis intervenu à plusieurs reprises sur le sujet, sur les différentes nuits des écoles qui se sont tenues, sur la sardinade devant le rectorat. Je pense par exemple à l'école Léo Malet qui développe une manifestation visible dans le quartier depuis des semaines. Evidemment, ils réfléchissent en outre à de nouvelles initiatives. Je pense que faire de l'école une priorité, c'est être à leurs côtés et se battre avec eux contre ces suppressions de postes, et se remettre à Montpellier au niveau de la moyenne nationale du nombre d'élèves par classe.

Fanny DOMBRE-COSTE : Madame le Maire, n'en déplaise à certains, pour moi, ces postes supplémentaires à Montpellier sont tout simplement la traduction concrète du changement. Loin de la RGPP qui avait été mise en place par le précédent gouvernement, qui consistait à supprimer un poste sur deux, aujourd'hui, en matière d'éducation, il existe une volonté forte de donner justement la priorité à notre jeunesse et de donner toutes leurs chances à nos enfants. Cela se traduit de façon très concrète, en 2012, Monsieur VIGUIE, par 4 500 postes supplémentaires ; en 2013, par 9 000 postes supplémentaires et la remis en place d'une formation initiale pour les enseignants. Et je pourrais continuer à l'envi, car ce texte contient beaucoup de choses portant sur la refondation de l'école. Je ne peux pas vous laisser dire qu'il n'y a pas de changement. Si, il y a un changement, extrêmement important. Un changement de modèle. Quel modèle voulons-nous dans ce pays pour l'éducation de nos enfants ? Nous voulons un service public ambitieux, un service public fort, et qui permette de donner sa chance à chacun.

Je vais ajouter deux ou trois petites choses. Je voudrais parler d'un dispositif dont il est assez peu question, qui porte un nom un peu barbare : le dispositif Focal. Il est intéressant car il permet de prévenir et de lutter contre le décrochage scolaire. Avec la réforme de la RGPP, vous savez aussi bien que moi à quel point l'école avait été abîmée sous le précédent mandat. 150 000 jeunes sortent chaque année de la scolarité sans aucune formation. Il a donc été décidé, dès le mois de décembre 2012, de proposer à ces jeunes un objectif de formation et de qualification. C'est ainsi que nous avons mobilisé 70 000 jeunes, qui ont été interpellés dès le mois de décembre de cette année. Sur ces 70 000 jeunes, 9 000 sont déjà à ce jour de nouveau en situation de scolarisation. D'ici la fin de l'année 2013, nous avons l'intention de « remettre sur les rails » 20 000 d'entre eux. Ce dispositif ne se contente pas de réparer les erreurs du passé, mais il travaille sur la prévention, puisque, dans chaque territoire où un décrochage important est observé, du personnel supplémentaire sera mis en place. Il s'agira de référents chargés de prévenir et d'accompagner ces jeunes vers le chemin de la scolarisation et de la qualification professionnelle. Cela montre bien que la priorité donnée à la jeunesse de notre pays est bien celle du Président de la République.

Philippe THINES : Nous ne pouvons que nous féliciter des nombreux postes qui ont été créés. Malheureusement, cinq sont supprimés. Cela peut paraître peu. Mais vu les quartiers dans lesquels ils le sont, cela peut être dramatique, d'autant plus que nous connaissons le nombre important d'élèves par classe. J'aurais en revanche souhaité que nous puissions distinguer les deux propositions. Nous allons en effet voter pour la création des postes ; mais, bon an mal an, nous allons aussi voter pour la suppression. Si nous votons contre, l'ensemble, si la majorité vote contre, alors cela va très bien. Voilà.

Hélène MANDROUX : Non, nous donnons un avis favorable pour les 16 ouvertures, et nous allons donner un avis défavorable pour les 5 [suppressions]. Et nous donnons un avis favorable aux créations de postes spécifiques, soit 11 postes. Donc, avis favorable pour les 16 ouvertures, avis favorable pour les 11 postes spécifiques ; et avis défavorable pour les 5 fermetures.

Jean-Louis GELY : Je voudrais dire que l'on peut toujours « trouver la petite bête » et la manière de se démarquer pour parvenir à avancer un argument. Mais je n'ai pas attendu que l'on me donne des conseils pour apporter un soutien aux parents et à la communauté éducative. Par moments, je me demande s'il ne faudrait pas aussi faire une motion de soutien au Maire délégué à la réussite éducative... Merci.

Pour : 47

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité.

M. VIGNAL, Mme BENEZECH et Mme BONIFACE-PASCAL reviennent en séance.

68- Dérogation aux périmètres scolaires- modalités d'attribution, fonctionnement de la Commission et définition des critères d'admission des demandes

Jean-Louis GELY :

Placé sous la responsabilité du Maire, le périmètre scolaire définit des secteurs correspondant aux zones d'inscription des élèves dans les différents groupes scolaires ou écoles de la Ville.

Cette disposition permet de privilégier l'accueil des enfants à proximité de leur domicile, de maintenir un équilibre entre les différents groupes scolaires et favorise la mixité sociale.

L'article L.131-5 du code de l'éducation modifié par la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales précise que lorsque le ressort des écoles publiques a été déterminé par délibération dans le cadre d'une sectorisation, les familles doivent se conformer à ces dispositions.

Les inscriptions scolaires sont donc instruites en fonction de la résidence dont relève la famille ayant en charge l'enfant.

Ce critère de résidence étant la règle générale, il existe une procédure dérogatoire qui permet aux familles de demander la possibilité pour son ou ses enfants de fréquenter une école hors de son secteur d'admission.

Elle doit cependant rester exceptionnelle et respecter une procédure établie.

La Ville de Montpellier a mis en place une commission afin d'étudier les demandes de dérogations des parents à l'inscription de leur(s) enfant(s) dans le secteur de leur domicile.

Les critères de recevabilité de ces demandes ont fait l'objet de concertation avec l'ensemble des partenaires.

Le fonctionnement proposé est le suivant :

La commission :

Présidée par le Maire ou le Maire Adjoint délégué à la Réussite Educative, elle émet des avis sur les demandes qu'elle examine et est composée comme suit :

- Service Education,
- Direction Académique des Services de l'Education Nationale,
- Représentants des syndicats enseignants,
- Représentants des fédérations de parents d'élèves.

La procédure :

- Une première réunion a lieu durant la deuxième quinzaine du mois de mai,
- Une seconde réunion, dite de « rattrapage » a lieu durant la deuxième quinzaine d'août, pour étudier les recours et les dossiers des nouveaux arrivants.

Les demandes sont examinées selon les critères suivants (nécessairement étayés par les documents afférents) :

- Motif sanitaire (justifié par un certificat médical),
- Garde de l'enfant par un tiers (justificatifs d'emploi ou attestation de l'organisme),
- Domiciliation (en raison d'une situation familiale spécifique)
- Lieu de travail (justificatif de l'employeur).

Toutefois, il est à noter que toutes les demandes de dérogations, même si elles répondent à des critères reconnus, ne sont accordées que sous réserve des possibilités d'accueil.

La décision, après avis de la commission, est notifiée par Mme le Maire ou monsieur l'Adjoint délégué aux familles.

Concernant le rapprochement de fratries : ayant un caractère d'automatisme, ce cas est traité hors commission et concerne strictement la première inscription d'un enfant qui demande à rejoindre son aîné.

Par ailleurs, concernant le passage de l'école maternelle à l'école élémentaire :

Les enfants de grandes sections de maternelles sont automatiquement inscrits dans l'école élémentaire du secteur. En cas de sureffectifs, les enfants dont les familles ne résident pas (ou plus) dans le périmètre scolaire sont inscrits dans leur école de secteur. La demande éventuelle de maintien est soumise à une demande de dérogation.

Pour assurer la logique de la carte scolaire et préserver la mixité sociale dans les écoles, il sera nécessaire d'envisager qu'à partir de 2014, l'inscription des enfants de l'école maternelle en école élémentaire ne soit plus automatique et fasse l'objet d'une procédure d'inscription. Les familles seront informées dès le début de la campagne d'inscription, en cohérence avec la procédure PREST'O, qui permet l'actualisation des informations fournies par les familles, l'équité du traitement des enfants et favorise l'équilibre des différents groupes scolaires.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- De valider l'organisation ainsi présentée.
- D'autoriser le Maire ou à défaut l'Adjoint au Maire délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Jean-Louis GELY : La responsabilité de la sectorisation et de la carte scolaire est celle de la municipalité depuis 2006. La règle générale est que les enfants sont inscrits par rapport à la proximité du domicile de la résidence familiale. Il existe une procédure dérogatoire, que certains d'entre nous connaissent bien, car nous sommes souvent sollicités par des parents qui demandent d'avoir une dérogation, la fameuse dérogation. Elle permet aux familles de demander la possibilité pour leur ou leurs enfants de fréquenter une école hors du secteur d'admission. Mais il faut que celle-ci reste exceptionnelle et respecte une procédure établie, sans quoi nous n'avons plus de carte scolaire. Ce dispositif existe déjà et est diligenté par une commission composée de la Ville de Montpellier, par le biais de l'adjoint au Maire et du service Education, de la direction académique des services de l'Education nationale, des représentants des syndicats enseignants et des représentants des fédérations des parents d'élèves. Il existe des critères que je souhaitais inscrire avec nos partenaires dans une délibération pour que nous puissions disposer d'un document formel, opposable au tiers, d'une certaine façon, qui fasse bien connaître ces critères – il n'y a pas d'automatisme – sur la base desquels une dérogation peut être accordée, notifiée par Madame le Maire ou son adjoint – car cela relève de la décision du Maire –, après avis de la commission des dérogations.

Nous avons donc déterminé quatre critères :

- Un motif sanitaire justifié par un certificat médical ;
- La garde de l'enfant par un tiers, avec des justifications d'emploi ou une attestation de l'organisme ;
- La domiciliation en raison d'une situation familiale spécifique (lorsqu'un couple est séparé, par exemple) ;
- Le lieu de travail (avec un justificatif de l'employeur).

Sachant que les demandes de dérogation peuvent recevoir une issue favorable, qui n'a aucun caractère d'automatisme. Je peux vous dire que les réunions de commission de dérogation durent longtemps. Nous examinons en moyenne 600 cas chaque année. Les demandes de dérogation, même si elles répondent à ces critères reconnus, ne sont accordées que sous réserve des disponibilités d'accueil.

Je voudrais évoquer, pour un avenir proche – car cela a une incidence, vous le comprenez bien, sur les équilibres à l'intérieur de la ville et en particulier sur la mixité sociale –, le cas spécifique d'une famille qui a reçu une dérogation pour un enfant inscrit en maternelle, et qui, aujourd'hui, se trouve automatiquement inscrite dans l'école élémentaire du même secteur obtenu par dérogation, alors que l'adresse n'a pas changé et correspond à un autre quartier, ou alors que l'adresse a changé et correspond là encore à un autre quartier. Je pense qu'il faudra que nous envisagions, à partir de 2014 – mais il faudra pour cela une consultation plus développée –, la possibilité de revoir la localisation des inscriptions scolaires au moment du passage de la maternelle à l'élémentaire. Déjà aujourd'hui, nous le faisons par contrainte, parce qu'il existe des difficultés en termes d'effectifs, de places. Nous privilégions toujours les enfants des familles qui résident effectivement dans le quartier. Mais il sera sans doute utile d'envisager une généralisation de cette règle, pour pouvoir revenir à des équilibres et être sur la pente vertueuse de la mixité sociale que nous appelons de nos vœux.

Hélène MANDROUX : En tout cas, je vous félicite, ainsi que les services, pour les critères, car il n'était pas évident d'en trouver en matière d'admission. En l'occurrence, cela est clair, et tout le monde est absolument à égalité par rapport à cette demande de dérogation.

Philippe THINES : Nous pouvons nous féliciter d'avoir des règles qui soient claires et connues de tous. J'aurais aimé que l'on puisse également intégrer dans la carte scolaire les écoles privées qui touchent des subventions de la Mairie. En effet, quand on parle de mixité sociale, certaines personnes qui ne veulent pas y participer, mettent plus facilement leurs enfants dans des écoles privées que dans les écoles publiques. Je sais que nous ne pouvons pas contraindre les écoles privées de participer à la carte scolaire. Mais il aurait été bon de les rencontrer pour pouvoir en discuter avec elles. Je ne pense pas qu'elles soient contre, en effet. Si je suis opposé aux subventions, je reconnais quand même qu'elles ont souvent accueilli des élèves, quelle que soit leur confession. Il serait bon de pouvoir entrer en contact avec elles pour voir quelle participation elles pourraient avoir à la carte scolaire. Je le redis, je ne pense pas qu'elles soient contre le fait d'y participer.

Jean-Louis GELY : Cet élément est souvent développé, à savoir le fait de pouvoir intégrer, dans une forme de contrainte vertueuse, les écoles privées liées à l'État par un contrat d'association. Mais celles-ci ne sont pas soumises, par définition, à la même contrainte que les écoles publiques. Il faudrait voir de quelle manière ces écoles pourraient être intégrées dans cette logique. Je pense que l'intégration à la sectorisation des écoles privées, s'il s'agissait de les mettre sur un niveau d'égalité avec les écoles publiques, signifierait que les enfants qui sont aujourd'hui inscrits à l'école publique par choix de leurs parents pourraient être inscrits dans l'école privée. Cela me paraît un peu compliqué à mettre en place. Il faudrait une réflexion plus fine que cette réflexion strictement numérique, que je comprends d'une part, mais qui me paraît assez irréaliste d'autre part. D'autant plus que les écoles privées ne sont pas soumises aux mêmes contraintes du point de vue de la sectorisation géographique. Ce qui va poser problème, également – mais Max LEVITA avait attiré notre attention sur les implications financières que cela pourrait amener –, est qu'elles ne sont pas non plus, *a priori*, intégrées à la mécanique du dispositif des nouveaux rythmes scolaires. Je pense donc qu'il y a un peu de grain à moudre dans ce registre pour avoir, si cela est possible – mais j'en doute –, des implications dont je ne vois pas quelle pourrait être la nature, et pour avoir en même temps un système aussi équitable et cohérent de l'éducation à l'échelle du pays. En effet, les effectifs scolarisés dans les écoles privées, je le rappelle, représentent environ 20 % de la totalité.

Pour : 50

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité.

Mme BECCARIA sort de la séance.

69- PARTICIPATION DE LA VILLE AUX SEJOURS DE VACANCES ETE 2013

Jean-Louis GELY:

La Ville de MONTPELLIER développe sa politique sociale en apportant une aide financière destinée à faciliter le départ en centres de vacances d'été (juillet et août) d'un ou plusieurs enfants des familles montpelliéraines dont le quotient familial est inférieur à 800 €.

Ces dispositions s'inscrivent dans le schéma d'une politique sociale et de prévention visant à faciliter l'accès aux loisirs et à offrir aux jeunes de 4 à 16 ans des activités attractives et encadrées durant les périodes estivales.

L'action de la Ville, qui complète le dispositif de la Caisse d'Allocations Familiales, offre chaque année, à près de 500 enfants entre 4 et 16 ans la possibilité de bénéficier de séjours organisés par des établissements agréés par la Caisse d'Allocations Familiales de Montpellier.

L'aide financière municipale est versée directement à ces centres de vacances.

En 2013, en accord avec les directives de la Caisse d'Allocations Familiales, le financement municipal intervient en complément du programme "Aides aux Vacances Enfants" (A.V.E) de la Caisse d'Allocations Familiales et seuls pourront être concernés les enfants éligibles à ce dispositif.

La participation de la Ville concerne la totalité de la durée du séjour (jusqu'à 30 jours maximum). La Ville intervient dès le 1er jour, en majorant le taux de l'aide de la Caisse d'Allocations Familiales suivant une progressivité variable selon trois tranches du quotient familial.

A partir du 15^{ème} jour, la Ville prend le relais de l'A.V.E qui cesse au 14^{ème} jour du séjour.

Le financement municipal s'établit comme suit, à concurrence des crédits inscrits au budget 2013 (Nature/Fonction 6042/92421), soit 76000 €.

Barème pour un séjour compris entre la 1 ^{ère} et la 13 ^{ème} nuit (14 jours) plafonné à 45€/jour			
	Quotient familial de 0 à 370€	Quotient familial de 371 à 670€	Quotient familial de 671 à 800€
Aide CAF jusqu'à 2 enfants majorée par la Ville	55% du prix du séjour (dont AVE CAF maxi: 45%) Participation Ville de 10 à 55%	50% du prix du séjour (dont AVE CAF maxi: 40%) Participation Ville de 10 à 50%	35% du prix du séjour (dont AVE CAF maxi: 25%) Participation Ville de 10 à 35%
Aide CAF majorée pour familles monoparentales, familles nombreuses et enfants porteurs de handicap	90% du prix du séjour (dont AVE : 90%)	80% du prix du séjour (dont AVE : 80%)	50% du prix du séjour (dont AVE : 50%)

Barème pour un séjour compris entre la 14 ^{ème} et la 29 ^{ème} nuit (30 jours) plafonné à 45€/jour			
	Quotient familial de 0 à 370€	Quotient familial de 371 à 670€	Quotient familial de 671 à 800€
Aide Ville jusqu'à 2	55% du prix du séjour	50% du prix du séjour	35% du prix du séjour

enfants			
Aide Ville majorée pour familles monoparentales, familles nombreuses et enfants porteurs de handicap	80% du prix du séjour	70% du prix du séjour	40% du prix du séjour

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal:

- d'accepter les critères sociaux d'attribution des aides ainsi définis,
- de prévoir que le financement de l'action se fera par l'attribution d'une aide versée aux centres de vacances avec hébergement, sur les crédits inscrits au budget 2013,
- d'autoriser Mme le Maire ou , à défaut, l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 49

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité.

70- Cotisation au Réseau Français et à l'Association Internationale des Villes Educatrices

Jean-Louis GELY:

La Ville de Montpellier est adhérente du Réseau Français et de l'Association Internationale des Villes éducatrices.

A ce titre, elle siège parmi les 130 communes et communautés de communes qui le compose et qui sont investies dans une démarche éducative locale dépassant le domaine strictement scolaire.

Ce réseau facilite l'échange d'informations, la confrontation d'expériences. Il permet de développer une capacité collective d'analyse et d'expression sur les orientations nationales pouvant avoir une influence sur les politiques développées par les Villes.

Il est proposé de confirmer notre adhésion à cet organisme pour l'exercice 2013.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'accepter le renouvellement de cette adhésion pour l'année 2013 et le versement à l'organisme ci-dessus désigné pour un montant total de 715 Euros sur les crédits inscrits au budget 2013 de la Ville- chapitre 922 ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 49

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité.

Mme COUVERT, Mme LABROUSSE, M. SUDRES et Mme BECCARIA reviennent en séance.
M. THINES sort de la séance (avec la procuration de M. MELLA).

71- Dispositif Clé Montpellier Logement : bilan 2012 et attribution de subvention.

Hélène QVISTGAARD:

Afin de renforcer sa politique volontariste en faveur du logement pour tous, la Ville de Montpellier a développé des actions en direction des jeunes rencontrant des difficultés d'accès à un logement adapté à leurs besoins.

Dans ce cadre, la Ville a lancé en 2008 la « Clé Montpellier Logement Jeunes » qui est un dispositif complémentaire d'aides en faveur de l'accès et de l'installation des jeunes actifs. Celui-ci permet de financer, sous la forme d'une avance remboursable, le premier loyer ou l'achat des premiers équipements indispensables à l'installation dans le logement, ou à titre exceptionnel, le dépôt de garantie.

En 2012, la Ville, par son dispositif « clé Montpellier Logement Jeunes », a permis à **31 jeunes** de s'installer dans leur logement, avec une **avance d'un montant moyen de 501 Euros** :

- ✓ 28 financements pour le 1er loyer,
- ✓ 3 financements pour les 1ers équipements.

84 % de jeunes bénéficiaires sont en contrat de travail et 16 % demandeurs d'emploi indemnisés.

42% des logements loués sont des F2 et 45% des studios - F1. Ces logements sont situés principalement dans le quartier Centre.

Afin de mettre en œuvre ce dispositif, la Ville de Montpellier a mobilisé une enveloppe globale de financements de 15 523 € en 2012.

Dans le contexte d'un marché tendu, les jeunes ménages sont confrontés à la difficulté d'obtenir un logement alors que les propriétaires hésitent à mettre leurs biens en location face aux risques d'impayés.

Aussi, la Ville de Montpellier a complété son dispositif « Clé Montpellier Logement » et a mis en œuvre une action spécifique autour de la sécurisation des rapports locatifs entre propriétaires et locataires, via la **Garantie des Risques Locatifs (GRL)**.

Ce nouveau dispositif permet en particulier de faciliter l'accès au logement des jeunes actifs dans le parc locatif privé. Le Conseil Municipal du 17 décembre 2012 en a voté sa mise en œuvre.

Afin de rassurer les propriétaires bailleurs et donc de capter des logements du parc privé, ce dispositif prend en charge, sur une année, le coût de la prime d'assurance GRL

Pour rappel, le logement, situé sur la Ville de Montpellier, doit être loué au titre de la résidence principale, à des ménages locataires jeunes actifs de moins de 30 ans, ne dépassant pas un certain plafond de ressources et respectant les critères d'éligibilité à la GRL. Sont considérés comme jeunes actifs : les titulaires d'un contrat de travail (CDI, CDD, ou contrat d'intérim), les jeunes en contrat de formation en alternance ou les demandeurs d'emplois indemnisés.

Un premier dossier est donc soumis à l'approbation du Conseil Municipal, il s'agit de :

Monsieur O'SUGHRUE Claude, propriétaire du bien sis 1, Rue Plan du Palais à Montpellier, signant un bail de location à un jeune actif de moins de trente ans et souscrivant une assurance GRL dont la cotisation annuelle qui couvre la période du 01/03/2013 au 01/03/2014 s'élèvera à 222 € (dont 40,35€ de frais de dossiers et taxes).

Considérant les éléments exposés ci-avant, il est proposé de lui attribuer la prise en charge de **222,00** Euros, à terme échu, après présentation de la quittance de loyer et du justificatif de paiement de l'assurance GRL.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'attribuer la subvention proposée ci-dessus ;
- D'approuver la convention d'attribution de subvention annexée à la présente ;
- De prélever cette somme sur le crédit inscrit au BP 2013 (20147/925204/6574) ;
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, Madame l'Adjointe déléguée, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Hélène QVISTGAARD : Madame le Maire, je profite de l'affaire 71 et de la présentation du premier dossier GRL pour vous proposer le premier bilan 2012 sur la « Clé Montpellier Logement », et donc l'attribution de subventions sur la GRL.

En 2012, nous avons aidé 31 jeunes à s'installer dans leur logement, avec une avance d'un montant moyen de 500 euros. Cela a l'air peu, mais il s'agit du fameux « coup de pouce » sur lequel vous vous étiez, et nous nous sommes tous engagés en 2008. 28 financements concernent le premier loyer, trois financements les premiers équipements. Je tiens à préciser que nous avons des bénéficiaires qui sont en contrat de travail, mais aussi – et c'est votre volonté et votre choix – 16 % sont demandeurs d'emploi indemnisés. 42 % des logements sont des F2, 45 % des studios F1, essentiellement en centre-ville et sur Hôpitaux-Facultés. Afin de mettre en œuvre ce dispositif, je vous rappelle que nous avons mobilisé une enveloppe globale de financement de 15 523 euros.

A la suite du système « Clé Montpellier Logement Jeunes », nous nous sommes engagés, lors du Conseil municipal du 17 décembre, à financer la garantie des risques locatifs, qui est un système de sécurisation pour les bailleurs privés mettant à disposition leurs logements pour les jeunes actifs de moins de 30 ans. Montpellier est une ville jeune, vous le savez, de jeunes. Et il est toujours difficile d'associer, une fois que l'on a trouvé l'emploi, le logement, ou le logement et l'emploi. Cela fonctionne ensemble.

Je vous propose donc le premier dossier. Le propriétaire est M. Claude O'SUGHRUE. Il bénéficie de la subvention de 222 euros, que la Ville prend en charge.

Mustapha MAJDOUL : Au vu du nombre de jeunes actifs en recherche de logements sur notre ville, on peut s'étonner du faible nombre de bénéficiaires de ce dispositif, et du financement d'un tel dispositif, qui ne bénéficie qu'à une trentaine de personnes. D'où ma question sur les critères d'attribution de cette aide, et les modalités de fonctionnement de la commission, si elle existe, bien sûr.

Anne-Rose LE VAN : Je me pose aussi la question : pourquoi seulement 31 personnes en bénéficient-elles, alors qu'a priori, plusieurs milliers de personnes y sont éligibles ? Si le dispositif « Clé Logement » présente un chiffre insuffisant, le dispositif GRL est à nos yeux plus discutable. De mon point de vue, cette assurance est plutôt superficielle, dans la mesure où elle est destinée à des personnes qui ont déjà un emploi. De la part d'un propriétaire, c'est un peu « la ceinture et les bretelles ». Plus globalement, la réponse consisterait davantage pour nous à :

- augmenter fortement la construction de logements sociaux – pour rappel, les trois quarts des habitants de Montpellier sont éligibles au logement social ;
- bloquer les loyers, ou du moins, puisque les municipalités peuvent le faire, prendre un arrêté municipal de blocage des loyers – même s’il n’est pas forcément applicable tel quel tout de suite. En outre, le blocage des loyers est une disposition que nous demandons à l’échelle nationale : nous savons très bien que nous sommes dans une crise du logement ; à Montpellier, on pourrait travailler plus finement pour empêcher la spéculation immobilière ; les prix sont excessifs dans la ville et pas du tout adaptés au niveau de vie des habitants.

Hélène QVISTGAARD : Je suis tout à fait d’accord avec vous sur le faible nombre de bénéficiaires. Vous savez que vous pouvez adresser toutes les personnes qui viennent à vous en rendez-vous à la boutique logement près des Halles Castellane. Il n’y a donc aucun souci.

Je vous rappelle que nous avons tous voté les critères d’attribution. Ils sont donc complètement transparents. Il s’agit d’un système qui a pour but de ne pas mettre les personnes en difficulté financière. Je vous rappelle en effet qu’il s’agit d’une avance remboursable. Il n’y a donc pas de frais de dossier, pas de taux d’intérêt ; c’est réellement une subvention. Mais c’est remboursable. Nous n’allons donc pas mettre les jeunes en difficulté. Il s’agit d’un coup de pouce, et vous avez voté tous les critères d’attribution.

Il en va exactement de même pour la GRL. Je ne me souviens pas que vous vous soyez abstenue lors de la proposition de cette affaire en décembre. Les critères sont transparents. Je comprends que cela vous semble discutable. Mais il ne faut oublier que nous nous adressons aussi aux petits propriétaires qui ont une réelle volonté de « louer solidaire », et ils sont plus nombreux que l’on ne croit. Ils constituent une cible difficile à atteindre : ceux qui possèdent beaucoup d’appartements passent en effet par des agences privées. En l’occurrence, tel n’est pas toujours le cas. Il faut repérer ces propriétaires. Lors de la dernière réunion que nous avons tenue s’est faite avec SILEO, avec un acteur d’Action Logement, 156 personnes étaient présentes, dont des propriétaires, dans la salle des rencontres de la ville de Montpellier. Et je peux vous dire que les Montpelliérains ont vraiment des vocations de solidarité envers les jeunes, et pas seulement. Nous avons aussi des systèmes qui s’adressent aux personnes de plus de 30 ans.

Concernant le développement du logement social, je pense que, sur la ville de Montpellier, nous n’avons pas à rougir. Nous nous inscrivons dans le cadre de la loi, et au-delà : nous allons construire 25 % de logements sociaux sur Montpellier. Madame le Maire s’y est engagé. Le gouvernement l’a proposé, et nous y répondrons.

Quant à la spéculation, cela fait longtemps, de nombreuses, de très nombreuses années, Madame LE VAN – et les différents adjoints à l’urbanisme pourront en parler mieux encore que moi –, que nous faisons tout pour qu’il n’y ait pas de spéculation sur les prix à Montpellier.

Hélène MANDROUX : Avant de faire voter, je voudrais dire à Mme LE VAN qu’il s’agit de 31 bénéficiaires sur l’année 2012. Mais depuis 2008 que « Clé Montpellier » existe, et depuis que Mme QVISTGAARD s’en occupe, 160 jeunes ont été aidés par ce dispositif. 31, c’est pour 2012, mais à ce jour, ils sont 160 à avoir été aidés. Je pense que ce n’est pas mal.

Pour : 51

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l’unanimité.

72- Convention de partenariat et d'objectifs

**Ville de Montpellier- Conseil Général de l'Hérault- Association Concorda
Logis**

Hélène QVISTGAARD:

L'association Concorda Logis a pour objectif de « pallier l'isolement des personnes âgées et remédier à la difficulté de logement des jeunes par le développement d'un lien intergénérationnel au travers de moments partagés et/ou de services rendus sur la base de l'entraide et de la solidarité. ».

A travers ses actions, elle contribue donc à endiguer deux problématiques d'intérêt général que sont la difficulté de logement des jeunes, frein à leur démarrage dans la vie active et l'isolement potentiel des seniors, marqueur de leur vieillissement.

Elle apporte une offre supplémentaire de logement à des jeunes (étudiants, stagiaires, primo-salariés, apprentis, etc.) disposés à donner de leur temps libre en échange d'un toit et du confort d'un foyer.

Par délibération en date du 4 février 2013, la Ville de Montpellier a attribué une subvention d'un montant de 33 000 € à l'association Concorda Logis pour l'exercice 2013.

En effet, la Ville de Montpellier porte une attention particulière au développement d'actions en direction des jeunes rencontrant des difficultés d'accès à un logement décent, digne et adapté à leurs besoins.

A ce titre, le développement de solutions de logements alternatives, telles que le logement intergénérationnel, constitue un levier en faveur du logement des Jeunes.

Par ailleurs, en lien étroit avec le Centre Communal d'Action Sociale, la promotion d'actions en faveur de la lutte contre l'isolement, du maintien à domicile et du lien social auprès des seniors constitue un des enjeux du « vivre ensemble ».

En complémentarité de la subvention attribuée, et en partenariat étroit avec le Conseil Général de l'Hérault, il est proposé la signature d'une convention de partenariat et d'objectifs entre l'association Concorda Logis, la Ville de Montpellier et le Conseil Général de l'Hérault.

Celle-ci vise à définir pour une durée de trois ans les principes d'engagement de la Ville de Montpellier et du Conseil Général de l'Hérault auprès de l'association Concorda Logis, notamment autour :

- Du développement d'actions de sensibilisation et de communication autour du logement intergénérationnel.
- Du développement d'événementiels spécifiques autour du logement et de la cohabitation intergénérationnelle.

En termes d'objectifs quantitatifs, la convention précise que l'association Concorda Logis se fixe comme objectif d'atteindre au terme de trois ans, 100 binômes dont au moins 50% sur le territoire de la Ville de Montpellier.

Considérant que les actions menées par l'association Concorda Logis contribuent aux objectifs des politiques développées par la Ville de Montpellier et le Conseil Général de l'Hérault et qu'elles présentent un intérêt local, la Ville de Montpellier et le Conseil Général de l'Hérault ont décidé d'apporter leur soutien à Concorda Logis dans le cadre de la présente convention de partenariat et d'objectifs.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- D'approuver la convention de partenariat annexée à la présente délibération ;
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'adjointe déléguée, à signer ces conventions et tout autre document relatif à cette affaire.

Hélène QVISTGAARD : Là aussi, Madame le Maire, il s'agit d'une action en faveur des jeunes, mais pas seulement. Cela concerne en effet le logement intergénérationnel. Nous avons voté cette année une subvention à Concorda Logis, qui est une association, à hauteur de 33 000 euros. Je vous remercie personnellement de

votre appui sur ce dossier, Madame le Maire. La Ville a pour but d'effectuer 100 binômes, dont au moins 50 % sur la ville de Montpellier. Il ne faut pas oublier que sur cette affaire, nous signons une convention en lien avec le Conseil général. Donc, les jeunes à la Ville de Montpellier, les personnes plus âgées au niveau du Conseil général, cela nous a semblé logique. C'est cela aussi, savoir travailler ensemble avec d'autres collectivités.

Hélène MANDROUX : Je pense qu'il s'agit d'un lien intergénérationnel réussi.

Pour : 51

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité.

Mme PRUNIER sort de la séance.

M. THINES revient en séance (avec la procuration de M. MELLA).

**73- Festival International des Sports Extrêmes(F.I.S.E.)
du 7 au 12 mai 2013 sur les berges du Lez et le bassin "Jacques Coeur"
FISEWAKE du 6 mai au 3 novembre 2013 sur le bassin "Jacques Coeur "**

Patrick VIGNAL:

Dans le cadre de sa politique sportive, la Ville de Montpellier accueille de nombreuses manifestations sportives de dimension internationale.

L'association FISE a sollicité pour sa 16ème édition du 7 au 12 mai 2013, l'utilisation des berges du Lez et du bassin "Jacques Cœur" pour l'organisation du Festival International des Sports Extrêmes Montpellier 2013.

Cet évènement est le plus grand rassemblement de glisse au monde. Il rassemble sur les 5 jours plus de 400 000 personnes, et les meilleurs riders internationaux. Ce sont plus de 25 compétitions différentes en skateboard, roller, BMX, mountainbike et wakeboard qui seront organisées dans les catégories pro et amateurs.

Les particularités du FISE de Montpellier sont la gratuité dans un format de compétition inédit ouvert aux amateurs qui seront les futurs champions.

Cette année, afin de réduire les nuisances liées à un évènement d'une telle ampleur, les organisateurs ont supprimé la tente du partenaire principal, et le dirt. Enfin, cinq zones de sons ont été établies selon les évènements, et permettent de réduire et d'adapter le niveau sonore dans la journée.

Un arrêté de sonorisation a été pris par la Ville et sert de base pour des contrôles réguliers par une société d'acoustique.

De plus, les horaires d'intervention des prestataires du FISE ont été fixés pour le montage et le démontage de la manifestation soit de 8 heures à 21 heures. De même, les animations sur les rives du Lez cesseront à 21 heures et les nocturnes des 9 et 10 mai sur le Bassin « Jacques Cœur » à 23 h 30 et du 11 mai sur l'avenue du Pirée à 23 heures.

Les organisateurs s'engagent à évacuer totalement les lieux le vendredi 17 mai afin de permettre la remise en état du site par la Ville dès le 21 mai, après un état des lieux commun, ce qui reste un engagement fort envers les riverains.

Parallèlement à l'organisation du FISE, les organisateurs animeront dans le cadre du FISEWAKE Académy, des activités d'initiations et de perfectionnement au wakeboard sur le bassin « Jacques Cœur » jusqu'au 3 novembre 2013, selon le principe de gratuité totale de 9 heures à 11 heures puis, selon une tarification proposée aux associations à partir de 11 heures jusqu'à 21 heures.

Afin de limiter les désagréments pour les riverains, une attention particulière sera portée sur les nuisances sonores produites par le téléski.

D'autre part, les organisateurs s'engagent à procéder hebdomadairement, à un contrôle de la qualité de l'eau à transmettre systématiquement au Service des Sports ainsi qu'au Service Comunal d'Hygiène et de Santé de la Ville de Montpellier et l'ARS.

Dans l'hypothèse où la qualité de l'eau relevée ne serait plus compatible avec l'activité proposée, celle-ci serait suspendue immédiatement.

Les manifestations FISE et FISEWAKE nécessitent la signature entre les organisateurs et la Ville de conventions d'utilisation du domaine public, jointes à cette délibération, précisant les conditions de mise à disposition.

Ces autorisations sont délivrées à titre gratuit, eu égard à l'intérêt local manifeste que représentent ces événements, et constituent des subventions en nature. Les montants sont valorisés en vertu de la délibération du Conseil Municipal du 17 décembre 2012 fixant les tarifs 2013 applicables au domaine public occupé, à savoir :

- pour le FISE, une subvention en nature valorisable pour un montant de 487 500 € ($50\,000\text{ m}^2 \times 1.95\text{ €} \times 5\text{ jours}$), phases montage et démontage non comprises;
- pour le FISEWAKE une subvention en nature valorisable pour un montant de 229 417,50 € ($650\text{ m}^2 \times 1.95\text{ €} \times 181\text{ jours}$).

Enfin, le service Communication pour la mise à disposition d'espaces d'affichage publicitaire et impression de différents documents valorise une subvention en nature évaluée à 97 000 euros .

De plus, la Ville de Montpellier engage pour le compte du FISE, la prise en charge de prestations suivantes :

- nettoyage du site, mise à disposition de containers avec enlèvement quotidien ;
- remise en état des espaces verts ;
- dépose et repose de mobiliers urbains ;
- contrôle acoustique par une entreprise spécialisée.

Ces services de prestations constituent une participation financière représentant la somme prévisionnelle de 90 000 € prélevée sur le Budget 2013 de la Ville de Montpellier et une subvention en nature au profit de l'association, valorisable à ce montant.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'accepter la tenue de ces manifestations sur les berges du Lez et le bassin « Jacques Cœur » telle que prévue ;
- d'approuver les conventions liées à ces manifestations, annexées à la présente ;

- d'autoriser l'utilisation des lieux à titre gratuit pour les manifestations, eu égard à l'intérêt local qu'elles représentent, et l'établissement d'une redevance pour les espaces commerciaux proposés sur le site ;
- d'approuver les subventions en nature telles que décrites ci-dessus et les diverses participations de la Ville valorisables pour un montant total de 674 500 € (487 500 + 97 000 + 90 000) pour la manifestation FISE et 229 417,50 € pour le FISEWAKE.
- de dire que les montants ainsi valorisés seront inscrits au titre de subventions dans le compte administratif de la Ville ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut le Conseiller Spécial délégué aux Sports à signer tout document relatif à cette affaire.

Hélène MANDROUX : Avant que vous ne preniez la parole, nous pouvons nous féliciter d'un titre que nos joueuses viennent de remporter. Nos joueuses montpelliéro-latoises ont gagné la Coupe de France. C'est notre premier titre. Je pense qu'on ne peut que s'en féliciter.

Patrick VIGNAL : Madame le Maire, chers collègues, le FISE s'installe aujourd'hui. Avec Marc DUFOUR et Frédéric TSITSONIS, nous avons assisté à la commission sécurité. C'est la première année que la commission dure un petit quart d'heure. Sophie BONIFACE a raison de me dire que, les années précédentes, nous arrivions tôt le matin et repartions tard le soir. Je voudrais donc remercier les organisateurs qui ont fait beaucoup de progrès. A la demande du service des Sports et de la Ville, nous avons nommé un chargé de la sécurité, qui a beaucoup débroussaillé le terrain. Avec Frédéric, nous avons fait des réunions de concertation, nous nous sommes rendus sur le terrain. Jeudi matin à 9h00, nous ferons le tour du propriétaire avec des riverains du quartier Port-Marianne. Je voudrais quand même les remercier, tant il est vrai que c'est la 16^{ème} édition, que cela représente 400 000 personnes. Les messieurs ont du mal à se retenir et se lâchent auprès des immeubles, Madame le Maire ! Nous avons donc mis des barrières cadenassées afin d'éviter qu'ils enlèvent les cadenas. J'ai quelques noms, Madame le Maire, je ne les donnerai qu'à vous, personnellement. Cela fonctionne très bien. Nous avons aussi installé le WAKE ; les enfants pourront en faire. Nous sommes la seule ville en France où l'on peut faire du WAKE en arrivant en tramway de la Mosson ou des Hauts de Massane. Nous avons décidé d'enlever le Dirt, qui représentait quand même 60 tonnes de terre, soit 80 rotations de camion. Cela était compliqué. Il n'y a plus de concert, mais uniquement des événements sportifs deux fois par semaine sur le bassin Jacques Cœur. Nous réfléchissons, mais nous vous en parlerons, à progressivement étirer le FISE vers la mer, tant il est vrai que cela s'est beaucoup urbanisé ces dernières années. Peut-être un jour ferons-nous un FISE d'eau, c'est-à-dire du Kite, de la planche et de la vitesse. Nous pourrions envisager étirer le FISE depuis La Grande Motte (une très grande station balnéaire, Madame le Maire) jusqu'à Gruissan : nous aurions à la fois le côté urbain (rollers, skate, vélo) et le côté touristique. Je crois qu'il faut préciser aux Montpelliérains que cela coûte un peu d'argent – la Ville donne 80 000 euros et c'est un budget global de 400 000 euros –, certes, mais qu'il y a de très nombreuses retombées économiques. Nous parlions tout à l'heure des jumelages avec M. ROUMEGAS. Mais là, cela représente 8 spots de télé (toutes les télévisions internationales se focalisent sur Montpellier), du retour touristique au niveau des restaurants et des hôtels, mais aussi la marque de Montpellier. C'est un peu compliqué en ce moment pour les jeunes, ils ne voient pas trop l'avenir ; nous sommes en crise morale, sociétale, sociale, politique – si l'on y ajoute les affaires que vivent la droite et la gauche qui sont pareillement touchées en ce moment, les ripoux n'ayant pas de parti, mais étant tout simplement des ripoux. C'est donc un gros signe que nous lançons vis-à-vis des jeunes. Je crois qu'il est important de le préciser, car cette jeunesse a besoin d'exister, et je pense qu'elle le fait bien à travers ces activités. J'espère que l'édition de cette année se passera bien. L'inauguration a lieu mercredi. Je crois que vous y serez, Madame le Maire, dimanche, à 11h00.

Pour : 52

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité.

74- "Montpellier Beach Masters" **9ème édition du 4 au 9 juin 2013 au Complexe Sportif Béal à la Rauze** **Convention d'occupation du domaine public**

Patrick VIGNAL:

Après 7 ans sur la place de la Comédie, une année sur le bassin "Jacques Cœur", la Ville de Montpellier accueillera la 9ème édition sur le Complexe Sportif Claude Béal au sein du parc de la Rauze, centre d'entraînement habituel du Montpellier Beach Volley.

Sur les quatre terrains de Beach Volley en plein air, un central sera aménagé afin de permettre le déroulement des compétitions officielles. Les deux terrains couverts du Gymnase Ferrari ainsi que le dojo et la salle de Tir à l'arc seront mis à disposition pour l'organisation du tournoi international.

En effet, les installations sportives de la Rauze accueillent désormais, dans le cadre d'un partenariat entre la Ville, le Montpellier Beach Volley, la Fédération Française de Volley, la Ligue Languedoc Roussillon de Volley et le CREPS, un centre d'entraînement olympique pour Rio 2016.

Une évolution de la manifestation a été nécessaire, désormais sur 6 jours au lieu de 12 jours. Elle verra des équipes internationales s'affronter pour collecter des points de qualification aux fins de sélection aux Jeux Olympiques 2016.

En parallèle de ce tournoi international, se dérouleront des tournois amateurs, dont la finale du tournoi étudiants et un tournoi des entreprises.

Cette manifestation nécessite la signature entre les organisateurs et la Ville de Montpellier, la convention d'occupation du domaine public de la Ville, jointe en annexe, précisant les conditions d'utilisation.

Cette autorisation proposée à titre gracieux, eu égard à l'intérêt général que représente cette manifestation, constitue une subvention en nature. Le montant est valorisé en vertu de la délibération du Conseil Municipal en date du 17 décembre 2012 fixant les tarifs 2012 applicables au domaine occupé à savoir :

-Subvention en nature pour l'occupation du domaine public valorisable au montant de : 38 733,20 €

Sur les 10 jours de la mise à disposition (phases de montage et démontage comprises) :

- Salle Dojo : 105 € par jour x 10 jours = 1 050 €
- Mezzanine : 50€ par jour x 10 jours= 500 €
- Occupation du Domaine Public : 1000 m² x 1.95 € parjour x 10 jours = 19 500 €

Sur les 6 jours de mise à disposition pour la manifestation sportive :

- 4 terrains Beach extérieur : 12h par jour x 4 x 6 jours x 37€40 = 10 771€ 20
- 2 terrains Beach couvert : 12h par jour x 2 x 6 jours x 48 € = 6 912 €

De plus, la Ville de Montpellier engage pour le compte de la manifestation, une coordination logistique et la prise en charge des prestations suivantes :

- Mise en place du réseau électrique ;
- Montage et démontage des tribunes ;
- Locations diverses (hygiène et sécurité) ;
- Gardiennage,
- Recharge de sable ;
- Location de toilettes chimiques,

Ces services de prestations constituent une participation financière représentant la somme prévisionnelle de 69 000 €, prise sur le Budget 2013 de la Ville de Montpellier.

Cette participation financière constitue une subvention en nature au profit de l'association, valorisable à ce montant.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- de valider l'organisation de cette manifestation sur le complexe sportif Claude Beal, telle que prévue par la convention d'occupation du domaine public ;
- d'approuver la convention annexée à la présente délibération ;
- d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit pour la manifestation eu égard à l'intérêt local qu'elle représente, et l'établissement d'une redevance pour les espaces commerciaux de la manifestation ;
- d'approuver les subventions en nature profit de l'association telles que décrites ci-dessus et les diverses participations de la Ville, valorisables au montant total de 107 733,20 € ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur le Conseiller Spécial délégué aux Sports, à signer tout document relatif à cette affaire.

Patrick VIGNAL : Nous avons décidé de mettre le beach à Port-Marianne, et je pense que nous avons fait une erreur. Cela n'a pas forcément fonctionné. En outre, avec mon ami Serge FLEURENCE, nous nous sommes rendu compte qu'il fallait que nous allions ramasser les grains de sable à la paille. Nous avons donc beaucoup souffert tous les deux. Après, le sable volait un peu sur les balcons. Nous avons donc décidé, après avoir rencontré les organisateurs que nous installerions le beach à la Rauze. Vous leur avez déjà fait un gymnase intérieur, quatre terrains à l'extérieur. Nous avons divisé par deux la subvention qui était de 60 000 euros pour l'installation, parce que nous sommes dans une période compliquée, de crise. Et nous allons progressivement installer le beach à la Rauze : éclairage, cabanes. Nous avons signé une convention avec la Fédération nationale de beach. Je proposerai de signer une convention avec la Fédération internationale. Il nous faut juste doubler les terrains, et nous recevrons des beacheurs tout au long de l'année. Nous aurons également un très bel événement, puisque le tramway arrive sur la Rauze. Nous ferons une inauguration de ce beach avec Annie BENEZECH dès qu'elle sera remise.

Pour : 52

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité.

75- 100ème édition du TOUR DE FRANCE

Arrivée de la 6ème étape à Montpellier le jeudi 4 juillet 2013

Départ de la 7ème étape de Montpellier le vendredi 5 juillet 2013

Convention AMAURY SPORT ORGANISATION - VILLE

Hervé MARTIN:

La Ville de Montpellier, fidèle à sa politique d'excellence sportive, accueille cette année le Tour de France cycliste qui fête sa 100^{ème} édition, à travers un parcours prestigieux retraçant, d'après les organisateurs (A.S.O.), la « carte postale » de la France.

Après le Festival International des Sports Extrêmes sur le Lez et ses rives, la Ville de Montpellier aura le privilège d'accueillir l'arrivée de la 6^{ème} étape et le départ de la 7^{ème} étape du Tour de France 2013 les 4 et 5 juillet 2013.

Cette manifestation de rayonnement international est la deuxième manifestation télévisuelle après les Jeux Olympiques et elle est également l'une des plus populaires.

L'arrivée de l'étape Aix-en-Provence-Montpellier au Stade Yves du Manoir, après que les coureurs soient passés devant l'Hôtel de Ville, permettra aux habitants de Montpellier et de son agglomération d'assister à un spectacle de qualité.

Sur le départ de l'étape Montpellier-Albi, le lendemain, près de 10 kilomètres de parcours seront proposés sur le territoire de Montpellier, permettant à de nombreux montpelliérains d'assister au passage de la caravane du Tour et, par ailleurs, de mettre en valeur les grands équipements ainsi que le patrimoine historique de la Ville.

Les retombées économiques seront très importantes puisque ce sont plus de 4 000 personnes composant la caravane du Tour de France dont les 25 équipes engagées, qui se restaureront et seront hébergées sur la capitale régionale. Les retombées médiatiques seront conséquentes avec un temps de course important sur la Ville elle-même, la remise des trophées et les retransmissions en direct sur France Télévision avant, pendant et après ces étapes.

Afin de participer à cette grande fête populaire de la 100^{ème} édition du Tour, la Ville de Montpellier mettra en place des animations ouvertes à tous jusqu'au point d'orgue des 4 et 5 juillet 2013, à savoir notamment une exposition itinérante « le Tour à Montpellier », un village autour du vélo dans le cadre de la deuxième édition de Fête des Sports et des quartiers le 8 juin 2013, un cycle de cinéma autour du vélo au Cinéma Nestor Burma, des animations sur le parvis de l'Hôtel de Ville du 28 juin au 5 juillet 2013, proposées pour le grand public, les écoles et les ALSH, etc.

L'organisation sur Montpellier de l'arrivée et du départ du Tour de France suppose de signer avec la société Amaury Sport Organisation, organisatrice de la compétition, une convention incluant une participation financière de la Ville d'un montant de 100 000 € HT. (soit 119 600 € T.T.C.), prévue au budget 2013 :
Nature 6238 Fonction 924 Ligne 13445.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'adopter la convention avec la société Amaury Sport Organisation ;
- de prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget 2013 sur les imputations budgétaires citées ci-dessus pour un montant de 100 000 € H.T soit 119 600 € T.T.C.
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur le Conseiller Spécial délégué aux Sports, à signer la convention et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

Hervé MARTIN : Merci Madame le Maire. Nous accueillons en effet cette année le Tour de France, qui arrivera à Montpellier le jeudi 4 juillet en provenance d'Aix-en-Provence, et qui repartira le lendemain vendredi 5 juillet en direction d'Albi. Il s'agit d'une édition particulière, car c'est la 100^{ème} édition du Tour de France. Nous allons fêter là le centenaire du Tour de France.

Cet événement a plusieurs impacts au niveau de la ville.

Il a bien évidemment tout d'abord un impact en termes de spectacle sportif, puisque cela permet à l'ensemble des spectateurs de pouvoir encourager des athlètes, des coureurs du plus haut niveau mondial dans cette discipline. Je précise que nous avons fait calculer la dernière fois que, sur les quelques kilomètres qui précèdent l'arrivée, 30 000 spectateurs étaient amassés sur les trottoirs le long des rues. C'est donc un événement qui permet d'admirer et d'encourager des athlètes du plus haut niveau, et, je le précise, gratuitement. C'est le seul spectacle sportif de niveau mondial à être gratuit – à comparer avec des tarifs d'entrée dans des stades. C'est bien évidemment un spectacle important pour les quartiers populaires. Je pense à l'arrivée devant le stade Yves-du-Manoir, au passage, préalablement, devant la cité Paul Valéry, devant le Val de Croze. Cela permet donc de bénéficier d'un spectacle sportif de très haut niveau gratuit.

Il a également un impact économique. Je vais en l'occurrence vous demander de nous donner l'autorisation de signer une convention avec ASO, l'organisateur du tour. Notre participation financière est de 100 000 euros. Cela dit, nous avons fait réaliser une étude par une spécialiste du tourisme sportif, et nous avons pu estimer les retombées économiques sur la ville, dans une échelle assez large, entre 1,3 et un peu plus de 2 millions d'euros. C'est-à-dire que nous pouvons estimer que, pour 1 euro que nous investissons, l'impact en retombées économiques sur la ville est de l'ordre de 15 euros, soit un rapport de 1 à 15. Les 100 000 euros que nous donnons en participation financière ont donc une retombée économique extrêmement importante sur la ville.

Et je ne parle pas des retombées en termes publicitaires. Il s'agit quand même du deuxième événement mondial télévisé après les Jeux Olympiques. C'est donc sans comparaison avec toute autre campagne publicitaire qui voudrait attirer des touristes par la suite.

Il s'agit, comme je le disais, du centenaire de cette édition. C'est un événement spécial. Et nous avons donc de baliser, en quelque sorte, le temps qui nous sépare, d'aujourd'hui à cette étape, par un certain nombre d'événements et d'animations. La première de ces animations aura lieu dans une semaine, dès lundi prochain. Jacques WEBER sera à la salle Rabelais à 20h00 pour une lecture publique d'un texte d'Antoine Blondin, intitulé *Ma vie entre les lignes*. Je rappelle qu'Antoine Blondin, décédé il y a une douzaine d'années, était écrivain, mais aussi journaliste sportif à *L'Equipe*. Il avait suivi le Tour de France durant 27 éditions. Tout le monde est invité à cette lecture publique, en particulier les Montpelliérains, à la salle Rabelais. L'entrée sera également gratuite, de façon à ce que les Montpelliérains puissent assister à cet événement culturel en plus de l'événement sportif.

Je glisse très rapidement sur la suite des événements. Une exposition photographique est organisée avec *Le Midi Libre*, qui dispose d'un certain nombre d'archives, sur le passage du Tour à Montpellier – puisque je crois que nous en sommes au 30^{ème} passage depuis son origine. Cette exposition tournera sur les différents quartiers de Montpellier. Elle débutera le mercredi 24 mai à la Maison pour tous Georges Brassens, et y restera une semaine ; la semaine suivante, elle se tiendra à la Maison pour tous Melina Mercouri, puis elle ira à la Maison pour tous Voltaire, puis Albert Camus, Rosalie Parks, pour se terminer, lors de la semaine du passage du Tour, à partir du vendredi 28, ici, dans le hall de la Mairie.

Pendant le FISE, a également été réalisée une sorte de jeu-concours sous forme de questionnaire pour faire gagner une vingtaine d'entrées pour l'avant-première du film *La Grande Boucle*. Le film sera diffusé dans quelque temps, en présence de Clovis Cornillac.

Je passe rapidement sur ces diverses animations pour en arriver à la semaine du Tour et au jour du Tour lui-même, durant lequel nous installerons un grand écran sur le parvis de la Mairie. L'étape d'arrivée passera en effet devant la Mairie. Cela permettra à tous les spectateurs, qui seront très nombreux le long des rues de Montpellier, de pouvoir, depuis un point sécurisé, suivre l'ensemble de cette étape, avant l'arrivée au stade Yves-du-Manoir. Auront bien entendu lieu des animations sur le parvis, avec nos éducateurs sportifs et diverses associations.

Il faut également noter, le samedi 8 juin, la Fête des sports et des quartiers au parc Montcalm. Nous allons y intégrer ce que nous appelons un « village vélo », en partenariat avec l'association Mécénat Chirurgie Cardiaque. D'autres associations y participeront, et notamment des associations de personnes handicapées pratiquant le vélo. Nous pensons aussi aux sportifs handicapés. Enfin, pour terminer, le Tour repartira le lendemain de la place de la Comédie.

Hélène MANDROUX : Je vous remercie pour cette présentation très complète. Je vois qu'il y aura aussi un cycle cinématographique autour du vélo, au cinéma Nestor Burma.

Hervé MARTIN : Tout à fait. Une sélection de films sera préparée de façon à pouvoir avoir l'aspect sportif et l'aspect culturel, dans des films tournant autour du vélo.

Pour : 52

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité.

Mme PRUNIER revient en séance.

M. Hervé MARTIN et Mme le Maire (avec la procuration de Mme BLANPIED) sortent de la séance.

76- DEMANDE DE SUBVENTIONS Programme Urbain Intégré FEDER

Axe stratégique n°1 :

**Renforcer les continuités urbaines et les échanges entre les quartiers,
notamment par valorisation des modes de déplacements alternatifs**

Mesure 1

Développer et promouvoir les modes de déplacements alternatifs

Projet 1.4

Schéma directeur cyclable

TRANCHE 2

Serge FLEURENCE :

Dans le programme opérationnel du FEDER « Compétitivité Régionale et emploi 2007-2013 », l'un des objectifs de l'axe stratégique n°1 de Développement Urbain prévoit de favoriser le renforcement des continuités urbaines et les échanges entre les quartiers notamment en valorisant les modes de déplacements alternatifs.

Par délibération du 25 juillet 2011 la Ville a approuvé le **programme global** de travaux d'aménagement des pistes cyclables sur lequel des subventions au titre du FEDER (Mesure 1 – Projet 1.4) seront sollicités à hauteur **de 30 % du montant HT des travaux**.

Il s'agit du:

- 1°) bouclage ouest du Centre Ville permettant d'assurer la continuité cyclable entre les pistes cyclables réalisées avec les 3 lignes de tramway et les différents quartiers CUCS du Centre, Nord Ecusson, Figuerolles et cité Gély ;
- 2°) bouclage de la piste cyclable de l'avenue de Lodève en reliant celles réalisées par la ligne 3 du tramway et permettant de desservir les quartiers CUCS du Petit Bard et de Celleneuve par la création d'une piste cyclable entre le vieux quartier de Celleneuve et le rond-point de Celleneuve ;

La subvention au titre du FEDER sera sollicitée pour chaque tranche de travaux, le montant maximum de subvention étant limité à **450 000 €** pour l'ensemble du programme.

La première tranche de travaux a concerné la piste cyclable de l'avenue Jean Mermoz et a été réalisée pour un montant de 507 077,00 € HT. Elle a bénéficié des subventions du Feder à hauteur de **152 123,00 €**.

La deuxième tranche de travaux de ce programme, prévue en 2013/2014 concerne l'aménagement d'une piste cyclable à double sens sur l'avenue de Lodève, entre le cœur du vieux quartier de Celleneuve et le rond-point de Celleneuve, en remplacement des bandes cyclables exigües.

Cette piste cyclable répond également aux demandes du FEDER, puisqu'elle :

- assure la continuité cyclable dans les quartiers Mosson/Cévennes, entre les deux branches de pistes cyclables réalisées le long de la ligne 3 du tramway (Juvignac – Zamenhof et rond-point de Celleneuve - centre-ville) ;
- profite aux habitants des quartiers CUCS de La Paillade et du Petit Bard en desservant leur quartier ;
- permet un accès cyclable direct vers des pôles générateurs de déplacements :
 - la CAF
 - le cinéma Nestor Burma ;
 - le marché forain ;
 - le centre commercial...

Cette deuxième tranche de travaux fera l'objet d'un marché de travaux (MAPA) pour un montant global (études et travaux) de **880 000 € HT** pour lequel une subvention du FEDER est sollicitée à hauteur de **30 %**.

Financement	Montant	Taux
Subventions FEDER	264 000 € HT	30%
Financement Ville (70%)	616 000 € HT	70 %
Montant total (HT)	880 000 € HT	100 %

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver le programme de la 2^{ème} tranche de travaux concernant l'aménagement d'une piste cyclable à double sens sur l'avenue de Lodève entre le vieux quartier de

Celleneuve et le rond-point de Celleneuve pour un montant total (études et travaux) de 880 000 € HT ;

- de solliciter une demande de subvention auprès du FEDER pour cette deuxième tranche de travaux à hauteur de 30 % du montant total HT ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

–

Serge FLEURENCE : Mes chers collègues, il s'agit de vous proposer une délibération concernant une demande de subvention auprès du FEDER, donc de l'Europe, pour le financement partiel du bouclage d'une piste cyclable, sur l'avenue de Lodève. J'insiste sur cette piste cyclable intéressante, que devait vous proposer ma collègue Stéphanie BLANPIED. Elle va relier deux stations de tram, en traversant Celleneuve. Elle partira du Vieux Celleneuve, près de la piste cyclable de la station Mosson, pour rejoindre la station de Géant Casino, en traversant toute l'avenue de Lodève sur Celleneuve. Cela fait partie de notre volonté, pour répondre à ce que disaient M. VIGUIE ainsi que M. MAJDOUL tout à l'heure, de faire des bouclages de pistes cyclables. Il est en effet bien évident que les gens qui font du vélo, une fois qu'ils arrivent en fin de piste cyclable et qu'ils retournent vers la circulation, rencontrent des difficultés. Dès que nous le pouvons, donc, dès que nous avons l'emprise nécessaire pour le faire, croyez-moi, nous le faisons, à l'image de l'exemple que je viens de vous donner, grâce auquel l'avenue de Lodève rejoindra les deux stations de tram évoquées à l'instant.

Mustapha MAJDOUL : Mon cher collègue, nous arrivons à la fin du mandat. Ma question porte sur le bilan de la politique cyclable de notre ville, qui, à notre avis, n'est pas à la hauteur d'une politique de la huitième ville de France. J'avais élaboré, avec les services de la Ville, lors du mandat précédent, un schéma directeur du réseau cyclable. Nous avons évalué le budget de sa réalisation à 1 million d'euros. Force est de constater que ce schéma est bien sûr loin d'avoir été réalisé. Pire : les discontinuités sont toujours là et les points noirs n'ont cessé d'augmenter. Je tiens à signaler qu'il ne s'agit pas là d'une critique de ma collègue, Mme BLANPIED, qui fait un travail remarquable, mais avec le peu de moyens qu'on lui donne.

Serge FLEURENCE : Je vous remercie pour vos commentaires sur le travail de Mme BLANPIED, que je partage. Je ne manquerai pas de les lui transmettre. Cela dit, vous aurez remarqué dans la délibération que nous sommes toujours dans le schéma directeur sur la tranche 2. Nous ne sommes pas encore à la fin du mandat, d'autres pistes cyclables vous seront donc encore proposées. Mais vous savez très bien, Monsieur MAJDOUL, pour vous être beaucoup occupé de cette question – et moi aussi auparavant –, que, comme je le disais tout à l'heure, nous avons des problèmes de foncier. Dans certaines rues, il faut de la chaussée, souvent à double sens, il faut un trottoir de chaque côté des habitations, assez larges pour la circulation des personnes à mobilité réduite. Et il y a aussi des arbres ! Mais alors là, n'attaquez pas les arbres pour faire du vélo ! Vous êtes battu d'avance. Mais nous avançons, et nous sommes optimistes. M. VIGUIE disait tout à l'heure qu'il est difficile d'aller à la gare en vélo. Regardez : au parking Saint-Roch, il y a 800 places pour les vélos. Nous ne sommes pas Strasbourg, ni Amsterdam, ni Heidelberg ; mais nous avons prévu 800 places de vélo. Cela veut dire que nous sommes très, très optimistes quant à la possibilité de faire du vélo en ville. Nous sommes confiants, mais pas impatients. Vous savez mieux que moi, Monsieur VIGUIE, que l'impatience n'est pas une vertu révolutionnaire.

Pour : 50

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité.

Mme DOMBRE-COSTE sort définitivement de la séance, ainsi que Mme BENEZECH (qui donne procuration à Mme CASTRE).

M. Hervé MARTIN et Mme le Maire (avec la procuration de Mme BLANPIED) reviennent en séance.

77- Modification du tableau des effectifs

Serge FLEURENCE :

I - Modifications de deux cadres d'emplois :

Infirmiers territoriaux en soins généraux :

Le Décret n° 2012-1420 du 18 décembre 2012 crée le cadre d'emplois de catégorie A des infirmiers territoriaux en soins généraux, à compter du 1er janvier 2013, et fixe les conditions d'intégration dans ce nouveau cadre d'emplois des fonctionnaires du cadre d'emplois de catégorie B des infirmiers territoriaux.

Les grades du nouveau cadre d'emplois des Infirmiers Territoriaux en soins généraux (Infirmiers en soins généraux hors classe, Infirmiers en soins généraux de classe supérieure, Infirmiers en soins généraux de classe normale) se substituent aux anciens grades du cadre d'emplois des Infirmiers territoriaux (Infirmiers de classe supérieure, Infirmiers de classe normale).

Techniciens paramédicaux territoriaux :

Le Décret n° 2013-262 du 27 mars 2013 crée le cadre d'emplois de catégorie B, à compter du 1^{er} avril 2013, des techniciens paramédicaux territoriaux résultant de la fusion des deux cadres d'emplois de catégorie B, celui des Rééducateurs et celui des Assistants médico-techniques.

Le nouveau cadre d'emplois est structuré en deux grades : technicien paramédical de classe normale et technicien paramédical de classe supérieure.

Dans le cadre de la constitution initiale de ce cadre d'emplois, les Rééducateurs de classe normale et Rééducateurs de classe supérieure sont intégrés respectivement sur le grade de Technicien paramédical de classe normale et Technicien paramédical de classe supérieure.

II - Créations de postes :

Filière Culturelle :

Adjoint du patrimoine 2^{ème} classe : Création d'un poste de Chargé de médiation à la Panacée.

Filière Médico-sociale :

Biologiste Vétérinaire Pharmacien de classe normale : Création d'un poste de Responsable de service Animalier.

Auxiliaire de puériculture principal 1^{ère} classe : Création de deux postes.

Filière Sécurité :

Brigadier Chef principal : Création de deux postes.

Filière Technique :

Ingénieur : Création d'un poste de Responsable adjoint de service Propreté Publicité Proximité.

Emplois d'avenir :

Création de trente-cinq emplois non permanents en Contrat Unique d'Insertion (CUI).

Saisonniers :

Création de deux cents soixante-dix emplois non permanents du 13 mai au 15 octobre 2013

III - Suppressions de postes :

Filière Administrative :

Attaché : Suppression d'un poste de Chargé de dossiers transversaux.

Adjoint administratif principal 2^{ème} classe : Suppression d'un poste d'Assistant administratif.

Filière Culturelle :

Cadre d'emplois Assistants de conservation : Suppression d'un poste de Chargé du centre de Ressources de la Panacée.

Filière Technique :

Technicien principal 1^{ère} classe : Suppression d'un poste de Responsable de pôle.

IV - Ouverture de poste à des agents non titulaires :

Direction Aménagement Programmation :

Un poste d'Ingénieur à temps complet est vacant à compter du 01/06/2013 sur des fonctions de Chargé d'opérations déplacements. Compte tenu des besoins de service et en application de l'article 3-3 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, ce poste pourra être ouvert au recrutement d'un agent non titulaire par référence au cadre d'emplois des Ingénieurs Territoriaux justifiant d'un diplôme et d'une expérience avérée dans ce domaine.

Niveau de rémunération : IB 379 à 966

Direction Culture et Patrimoine :

Un poste d'Attaché à temps complet est vacant à compter du 01/07/2013 sur des fonctions de Directeur du cinéma Nestor Burma. Compte tenu des besoins de service et en application de l'article 3-3 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, ce poste pourra être ouvert au recrutement d'un agent non titulaire par référence au cadre d'emplois des Attachés Territoriaux justifiant d'un diplôme et d'une expérience avérée dans ce domaine.

Niveau de rémunération : IB 379 à 966

Direction du Parc Darwin :

Un poste de Biologiste Vétérinaire Pharmacien de classe normale à temps complet est créé à compter du 07/05/2013 sur des fonctions de Responsable de service Animalier. Compte tenu des besoins de service et en application de l'article 3-3 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, ce poste pourra être ouvert au recrutement d'un agent non titulaire par référence au cadre d'emplois des Biologistes, Vétérinaires et Pharmaciens justifiant d'un diplôme et d'une expérience avérée dans ce domaine.

Niveau de rémunération : IB 379 à 966

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal d'accepter l'ensemble des modifications du tableau des effectifs.

Serge FLEURENCE : Cette délibération propose la création de 7 postes et la suppression de 4 postes. Dans cette délibération, l'intérêt, comme vous avez pu le remarquer, mes chers collègues, réside dans la création de 35 emplois d'avenir, qui s'ajoutent aux 15 emplois que nous avons votés lors d'un précédent Conseil municipal. Cela porte l'effort de la collectivité envers la création d'emplois d'avenir à 50, ce qui est quand même beaucoup plus raisonnable que la première proposition. Nous avons tenu compte de vos observations, chers collègues.

Vous noterez aussi dans cette délibération – ce que nous ne faisons pas chaque année, mais il est intéressant que les élus, ainsi que les journalistes et le public qui assistent au Conseil le sachent – que nous créons, pour l'été, 270 emplois. Il s'agit d'emplois saisonniers qui sont appréciés par des étudiants ou même des jeunes sans emploi, qui, pendant deux mois et demi, vont pouvoir avoir une occupation professionnelle.

Jean-Louis ROUMEGAS : Monsieur le premier adjoint, vous avez devant vous un cadran : quand on demande la parole, normalement, vous devriez le voir.

Serge FLEURENCE : Je ne suis pas habitué.

Jean-Louis ROUMEGAS : Au prochain mandat, peut-être !

Serge FLEURENCE : Non, pas du tout. Vous connaissez déjà mon opinion là-dessus, alors ne me chatouillez pas !

Jean-Louis ROUMEGAS : Je voulais relever la création de 35 emplois d'avenir supplémentaires. Cela est mieux que rien. Vous étiez à 15. Cela était insignifiant. Nous arrivons à 50. Cela commence à être significatif. Mais je maintiens que la Ville devrait en créer 150. Ce n'est pas une lubie. Ce n'est pas un slogan. C'est simplement pour tenir les objectifs affichés par le gouvernement que nous soutenons ensemble. Et d'ailleurs, je dirais la même chose pour d'autres : l'Agglomération qui en crée 10 – là, c'est complètement ridicule. Et je ne m'adresserai pas seulement à la Ville. J'écirai d'ailleurs au Président de l'Agglomération pour le lui dire, en tant que député de la majorité : je trouve qu'il n'est pas à la hauteur des demandes du gouvernement en ne créant que 10 emplois. Le Conseil général fait un peu mieux, puisqu'il en crée 34 pour le département de l'Hérault. On pourrait dire que cela s'impose, mais on pourrait quand même en souhaiter davantage. La Région n'en crée pas du tout. C'est dire ! Je n'épargnerai personne sur cette question, parce que je considère qu'elle relève de l'intérêt général. Encore une fois, face aux arguments que j'ai observés ici ou là, dans la presse ou dans ce Conseil, qui disaient : « Oui, mais nous avons des problèmes financiers. », je vous donnerai tout à l'heure un exemple de transfert que nous pourrions faire pour financer des emplois d'avenir, ce qui serait tout à fait bien venu. Quant à la question de la pérennité de ces emplois, je dis que, lorsque l'on est dans une situation d'urgence, telle que la connaissent certains quartiers, on ne peut pas faire la fine bouche quant au fait d'offrir 3 ans de répit à certains jeunes, à certaines familles. Il est mieux d'en faire 50 que 15. Mais je maintiens, et je maintiendrai, règles de calcul à l'appui, que Montpellier devrait en créer 150, tout comme l'Agglomération devrait en créer, ainsi que le Conseil régional. Je réitère donc mon appel, et j'espère qu'il sera entendu. Nous avons encore quelques mois. Merci.

Patrick VIGNAL : Madame le Maire, pour faire suite à l'intervention de mon ami Jean-Louis ROUMEGAS, effectivement, les emplois d'avenir ont du mal à démarrer, y compris les contrats de génération. Je crois que le gouvernement a mis en place ces modèles, non pas pour régler le problème du chômage ; mais je pense que les collectivités doivent en effet mener cette réflexion de manière un peu plus poussée. J'apprends que l'Agglo ne crée que 10 emplois d'avenir. Nous devons donc nous poser cette question, d'autant plus que vous êtes exemplaire, Madame le Maire, dans la mesure où vous avez intégré tous les emplois jeunes. Il est nécessaire de donner un coup de pouce, surtout dans les quartiers difficiles. Nous l'avons encore vu tous les deux samedi à Bagatelle, où plus d'un jeune sur deux [est concerné par le chômage]. J'ai eu un débat avec des gens de Lunel qui m'ont dit que 3 ans n'étaient pas suffisants. Mais comme le dit Jean-Louis ROUMEGAS : c'est déjà ça. Nous avons aujourd'hui réglé les problèmes de société, à travers le mariage pour tous ; nous allons voir ce que nous allons faire pour le vote des étrangers. Mais la priorité reste vraiment l'emploi. Vous l'avez encore vu samedi, Madame le Maire. Les gens dans les quartiers rouillent au bas des immeubles. Et nous n'avons plus le droit de les laisser rouiller. Cette mesure doit donc démarre rapidement. J'espère en effet que nous voterons un vœu avec Jean-Louis à l'Assemblée nationale. Je crois que le delta pour les collectivités n'est pas énorme. Trouvons des économies ailleurs s'il le faut. Il me paraît important que nous donnions cette chance à nos jeunes, afin qu'ils puissent bénéficier de ce tremplin, d'autant plus que cela sera accompagné de formations. Je suis convaincu que nous parviendrons à permettre à des jeunes d'avoir un avenir autre que ce qu'ils ont aujourd'hui.

Jacques DOMERGUE : Vous vous doutez bien qu'au travers de ce que je viens d'entendre, je ne peux que cautionner le fait que les emplois jeunes ne vont pas régler les problèmes, et ne sont qu'un pis-aller. J'ai été choqué par le mot de M. VIGNAL, à propos des jeunes, lorsqu'il dit qu'ils « rouillent en bas des immeubles ». Non, Monsieur VIGNAL, nous parlons là d'hommes et de femmes qui sont en difficulté parce que le gouvernement de notre pays n'est pas à la hauteur. Je ne dis pas que la situation est nouvelle. Elle est née avec

la période de crise. Mais au moins, pendant les années où nous étions aux affaires, les Français ont été protégés. Oui, les Français ont été protégés ! Et vous devriez avoir l'honnêteté de constater que, depuis un an, la situation est devenue dramatique. En un an, 300 000 chômeurs de plus, c'est-à-dire qu'aujourd'hui, nous n'avons pour capacité que de produire du chômage. Nous le disons depuis que vous êtes aux affaires. Certes, il existait un crédit au départ. Pourquoi ? Parce que les Français ne voulaient plus de SARKOZY. Mais on voit qu'aujourd'hui, ce crédit s'est totalement évanoui, que les Français sont en train de regretter – même s'ils n'aimaient pas SARKOZY – la période antérieure, parce que le gouvernement n'est pas au rendez-vous actuellement et n'est pas au niveau des compétences.

Que voit-on ? 300 000 chômeurs, une croissance négative, une baisse du pouvoir d'achat, un matraquage fiscal (20 milliards d'euros prélevés aux Français, 10 milliards d'euros prélevés aux ménages), un matraquage à tout-va des entreprises qui ne créent pas d'emploi. Le problème des emplois jeunes et des emplois d'avenir est qu'il n'y a aujourd'hui pas d'activité dans notre pays. Vous pouvez donc faire ce que vous voulez, vous pouvez en voter des centaines – si vous le faites, soit vous aurez de toute façon des difficultés de fin d'année, soit le gouvernement sera en déficit, il n'y a pas d'alternative. Mais vous ne pourrez pas créer des emplois pour les jeunes, dont je sais le désespoir et dont je ne me permettrais pas de dire qu'ils « rouillent » au bas des immeubles. Il est scandaleux de parler des gens comme cela : ce sont des hommes et des femmes qui ont des difficultés. Monsieur VIGNAL, vous, vous êtes bien assis dans votre fauteuil de député, même si vous n'avez pas encore rempli votre mission à ce jour !

On nous dit : « Nous faisons des réformes. Des réformes structurelles. ». Mais quelles sont ces réformes ? Créer des emplois dans l'Éducation nationale : nous l'avons vu. Augmenter les impôts : 75 %. Même si elle n'est pas encore votée, augmenter la taxe sur la cession des entreprises. Puis on fait machine arrière, car l'on constate ce qui se passe avec les « pigeons », qui disent qu'ils vont tous délocaliser, tous partir, et donc augmenter le chômage. Telle est la réalité. On nous dit que tout cela se fait dans le cadre de la moralisation de la vie publique. Or, nous voyons ce qui se passe à ce niveau : nous demandons à voir le patrimoine de chacun des députés élus – je demande à le voir, pour ma part. Mais la transparence est tout à fait relative, et la moralisation de la vie publique n'est autre que l'affaire CAHUZAC. Disons-le ! Le pays est désespéré, parce que toutes les promesses qui ont été faites ont été déçues, non tenues. Si ! A part les promesses de société. Mais croyez-vous que c'est avec le mariage pour tous que l'on va régler les problèmes ? Le Président de la République avait dit : « Je vais rassembler les Français. ». Que voyons-nous ? Au lieu de les rassembler, il les divise sur un problème de société avec lequel la majorité des Français auraient été d'accord si l'on avait trouvé une autre solution que celle qui a été proposée – dans la concertation.

Je crois donc que vous filez un mauvais coton. Et les collectivités vont en être les premières victimes, parce que toutes les subventions vont disparaître. Or, l'on n'a pas l'impression, quand on voit les sommes qui ont été votées ce jour, que vous allez avoir des restrictions budgétaires. Mais il est vrai que nous sommes dans une année préélectorale, et il faut satisfaire ses futurs électeurs.

Parmi ces promesses non tenues, le déficit ne sera pas respecté, notamment. On nous dit : « Regardez ce qu'a obtenu HOLLANDE. La croissance en Europe ! Une bouffée d'oxygène pour 2 ans. ». Mais ne vous trompez pas. Ne faites pas une mauvaise lecture de ce qui se passe. On ne nous donne pas un répit supplémentaire parce que nous sommes de bons élèves. On nous donne un répit, comme il a été donné à des pays comme Chypre ou la Grèce, parce que nous ne sommes pas en capacité de respecter nos engagements. Et croyez-vous, Madame le Maire, que l'an prochain, quand nous aurons 4,2 points de déficit, que nous serons en meilleure situation pour créer des emplois dans le pays ? En êtes-vous certaine ? Ce n'est pas parce que quelques dizaines de milliers d'emplois auront été créés artificiellement (emplois jeunes ou contrats de génération), que l'on va masquer le problème du chômage. Cette année, la croissance est négative ; l'an prochain, elle sera faible. Je ne suis pas un oiseau de mauvais augure quand je dis cela : c'est la réalité. Dans certains pays, on voit poindre une croissance un peu meilleure : cela commence à bouger aux Etats-Unis, l'Allemagne est le seul pays excédentaire. Mais il faut que nous réformions notre pays en profondeur, quant à ce qui pénalise notre pays aujourd'hui : le poids des charges – quand je paie un salarié 1 000 euros, il ne lui reste rien dans la poche ; mais il coûte 2 200 euros à l'entreprise. Vous pouvez tourner cette équation dans tous les sens, elle est impossible à résoudre, surtout dans le domaine compétitif qu'est l'activité internationale, vis-à-vis de laquelle

la France est en grande difficulté. Nous ne pouvons pas continuer à avoir une balance commerciale aussi déficitaire. Nous ne produisons plus rien ; nous ne créons que de l'activité artificielle.

Quand Michael DELAFOSSE a fait tout à l'heure son plaidoyer pour les infrastructures, j'ai aimé ce qu'il a dit, parce qu'il a parlé de l'intermodalité, des infrastructures, d'un Montpellier conquérant vis-à-vis de demain, sans se replier sur un traitement social du chômage. Or, c'est ce que nous observons actuellement : un traitement social du chômage. Je vous le dis : cette piste est mauvaise, elle a échoué par le passé ; nous la reprenons ; elle est un pis-aller politique. Le Président croit que, parce que l'on va créer quelques emplois de ce style, le chômage va reculer. Non. Il est certain que cet été, il va faire chaud ; il est certain que la courbe va s'inverser et que le thermomètre va se modifier. Mais pour le chômage, un jour, nous toucherons le fond. Mais je pense que le Président de la République touchera le fond avant que ce ne soit le cas pour la courbe du chômage. C'est pour cela que nous ne cautionnons pas l'attitude adoptée aujourd'hui. Pourquoi avons-nous voté pour les emplois jeunes ? Parce que nous, nous respectons les jeunes ; nous ne disons pas qu'ils « rouillent » dans les quartiers, parce que c'est « mieux que rien », même si c'est peu. Et je demanderai davantage de respect pour celles et ceux qui sont en difficulté en France, et que vous ne respectez pas, vous, le Parti socialiste.

Francis VIGUIE : Je ne pensais pas intervenir sur ce sujet. Je dirai une première chose à M. DOMERGUE : je ne suis pas un nostalgique des années SARKOZY. Et je trouve qu'il a une mémoire étrangement sélective. Dire qu'aujourd'hui, HOLLANDE oppose les Français, franchement, soit il n'a pas bien regardé la campagne électorale de M. SARKOZY où tous les thèmes du Front national ont été recyclés... [*Intervention hors-micro de M. DOMERGUE* : « Regardez la rue ! »]. Oui, la rue, la rue, oui, oui... [*Interventions mêlées hors-micro, inaudibles.*] Ecoutez, franchement... L'UMP avait déjà deux papas. Mais trouver comme grande égérie une femme qui a le bon goût de s'appeler Frigide, je trouve cela assez fort. [*Rires.*] Dernière chose, deuxième mémoire sélective, vous parlez de CAHUZAC, mais il me semble qu'en ce moment, un ami à vous, GUEANT, a quelques soucis avec ses tableaux. Et je passe sur les problèmes divers liés aux quelques scandales qui traînent, les multiples casseroles...

Franchement, pour être nostalgique de cette époque, il faut vraiment être d'un masochisme extrême.

La question du chômage a été abordée. Pour ma part, je regrette franchement, en lien avec le vœu que nous avons voté il n'y a pas si longtemps dans ce Conseil municipal sur l'interdiction des licenciements boursiers, en particulier du fait de la présence de Sanofi dans notre ville – et je me souviens qu'ils étaient présents –, que cette majorité ne se soit pas saisie de cette opportunité de loi proposée par le Front de Gauche. C'est un problème majeur. A mes yeux, commencer à combattre le chômage, c'est déjà défendre l'emploi existant. Il s'agit d'un sujet extrêmement grave. Cela revient à laisser ces salariés et les syndicats se débrouiller tout seuls dans un rapport de forces qui n'est pas toujours difficile. Depuis des mois qu'ils passent à se battre, ils sont exemplaires. Il y avait là une opportunité de dénoncer la finance et de remettre réellement du côté du droit des travailleurs le fait qu'il est pour nous inacceptable, inadmissible qu'une affaire de dividendes implique de « dégommer » un nombre d'emplois important – 250 ou plus à Montpellier. Il existe un problème sur le site, en outre : il faut écouter ce que disent les organisations syndicales. Je ne m'étendrai pas plus sur les questions de recherche, de santé et du médicament.

Je regrette également qu'aucune démarche n'ait été faite par rapport aux salariés de Virgin, alors qu'ils sont en demande. Cela représente quand même 25 licenciements. Ils demandent que la municipalité les soutienne. J'espère que vous irez les rencontrer, que vous les soutiendrez, que vous mènerez la bataille avec eux.

Tout cela pour dire que nous nous étions exprimés sur le fond – la question des emplois d'avenir et autres emplois aidés, qui, nous le savons très bien, ne vont pas régler le problème. Mais penser que l'on règlera le problème du chômage sans s'en prendre réellement au pouvoir des patrons et au partage des richesses, est une illusion totale. Ayons ce courage politique, sans quoi le reste ne fonctionnera pas.

Patrick VIGNAL [*Monsieur DOMERGUE crie hors-micro durant toute l'intervention de M. VIGNAL*] : Merci Madame le Maire. Monsieur DOMERGUE, vous avez vraiment un masque devant les yeux. Moi, tous les jours, je vois les gamins qui « rouillent au bas des immeubles ». Par contre, vous, il me semble que vous

les « nettoyez au Kärcher ». Telle est la différence entre la gauche et la droite. Votre soutien auprès de ces jeunes consistait à passer et à nettoyer au Kärcher. Le second soutien consistait peut-être à faire les poches de la pauvre Liliane Bettencourt. Vous faisiez les poches d'une pauvre mamie, peuchère ! Voilà ce que vous faisiez. *[Protestations.]* Si on y ajoute notre ami Claude GUEANT qui a vendu pour 500 000 euros de petits tableaux, et grâce à KADHAFI qui a fait la campagne de SARKOZY... Vous n'avez vraiment pas de leçon à nous donner ! Cela dit, nous allons aussi « balayer devant notre porte », comme dit notre ami MÉLENCHON : il est certain que CAHUZAC n'a pas été terrible. Tout cela nous amène à une vérité. Politiquement, il y a des gens qui veulent se servir. Je voudrais vous dire, Monsieur DOMERGUE, de surtout continuer à être candidat à la Ville de Montpellier. Car même si nous n'avons plus les deux mains, les deux pieds, plus d'yeux et plus de bouche pour parler, nous n'aurons aucun souci à nous faire, avec ce que vous pensez des citoyens de Montpellier. Ce qui nous différencie, c'est que nous, nous sommes sur le terrain tous les jours. Et quand on voit des gens souffrir, quand on voit des femmes seules, sans emploi, nous, nous avons envie de les aider ; vous, vous n'avez qu'une envie, c'est de les mettre au rebut. Telle est la différence qui existe entre vous et moi. Je n'ai pas honte, monsieur ! Je vais vous dire une chose : le seul souci que vous avez est que vous ne vous êtes même pas représenté à la députation parce que vous aviez peur de prendre une veste, vous et votre ami DUMONT. Vous imaginez ! Vous avez un manque de courage flagrant, alors ne me parlez pas de mes petits qui « rouillent au bas des immeubles », parce que ceux-là ont des vraies valeurs. Quant à mon patrimoine, Monsieur DOMERGUE *[M. DUMONT crie encore plus fort.]* Ca y est, le roquet s'excite ! Je ne l'avais pas encore entendu. Il dormait, DUMONT. Lisez vos dossiers, Monsieur DUMONT. Vous ne savez même pas comment cela marche, une ville ! Doucement, allez, doucement. Vous allez faire une crise cardiaque. Christian, va doucement, tu vas faire une crise cardiaque. Calme-toi. Promis, nous aurons un suppo pour toi tout à l'heure.

Madame le Maire, le chômage à Montpellier... *[Les protestations sont très vives.]* Ils sont en forme, c'est bien !

Pour : 52

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité.

78- Allocation pour les parents d'enfants handicapés de moins de 20 ans

Serge FLEURENCE :

Vu l'avis du Comité technique Paritaire du 19 avril 2013

Vu la circulaire FP/4 n° 1931-2Bn°256 du 15 juin 1998 relative aux prestations d'action sociale à réglementation commune

L'allocation pour les parents d'enfants handicapés de moins de 20 ans entre dans le champ de l'action sociale et ne revêt pas de caractère obligatoire pour la collectivité. Au regard de sa politique d'action sociale, la ville de Montpellier a fait le choix de l'appliquer pour les agents fonctionnaires stagiaires ou titulaires en position d'activité, pour les agents non-titulaires, les assistantes maternelles, les contrats aidés ainsi que les collaborateurs de cabinet.

Les conditions d'attribution

Il n'est prévu aucune condition de ressource.

L'allocation est destinée aux parents d'enfants handicapés de moins de 20 ans qui remplissent les deux conditions cumulatives suivantes :

- Enfant dont le taux d'incapacité est au moins égal à 50%
et
- Parents percevant l'allocation d'éducation spéciale

La prestation n'est pas versée dans le cas unique où l'enfant est placé en internat permanent (c'est-à-dire les week-ends et les vacances scolaires) ou dans un établissement spécialisé avec prise en charge intégrale par l'Etat, l'assurance maladie ou l'aide sociale

Montants et modalités de versement

Le taux mensuel de l'allocation pour les parents d'enfants handicapés de moins de 20 ans est le montant maximum à savoir 156.38€. Il sera réévalué en fonction de l'évolution des taux relatifs aux prestations interministérielles d'action sociale à réglementation commune. Cette prestation ne pourra pas faire l'objet de rappel

Le nombre de mensualités versées au titre de la prestation est égal à celui versé au titre de l'allocation d'éducation spéciale. Il est précisé que la perte de l'allocation d'éducation spéciale entraîne la perte de l'allocation.

La prestation sera versée mensuellement et cessera le mois au cours duquel l'enfant handicapé aura atteint l'âge de 20 ans.

La procédure

Le fonctionnaire souhaitant bénéficier de cette prestation devra en faire la demande dans les 12 mois suivant le fait générateur de la prestation en communiquant à la DRH :

- Une fiche familiale d'état civil
- Une notification de la décision de la commission départementale d'éducation spéciale attribuant l'allocation d'éducation spéciale pour les parents de l'enfant concerné
- Une attestation de l'employeur du conjoint de l'agent spécifiant le non versement de cette allocation
- Une attestation de l'agent que l'enfant n'est pas placé en internat permanent ni dans un établissement spécialisé avec prise en charge intégrale

Il est en conséquence proposé au Conseil Municipal :

- D'adopter les dispositions ci-dessus présentées
- De prévoir l'inscription au budget du personnel des dépenses correspondantes

Pour : 52

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité.

79- Attributions et réaffectations de subventions Exercice 2013

Serge FLEURENCE:

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. La Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire.

Pour aider les associations à mener à bien leurs activités et actions, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous :

1) Attribution de subventions :

Attributions de subventions dans le cadre de la réussite éducative :

CODE STRUCTURE	STRUCTURE	NATURE	MONTANT
525	ECOLE ELEMENTAIRE LEOPOLD-SEDAR-SENGHOR MONTPELLIER	Projet	2 000 €
789	COMITE DEPARTEMENTAL UFOLEP 34	Projet	2 000 €
1035	OCCE CRDEP RESSOURCES DEP EDUCATION PRIORITAIRE	Projet	12 100 €
1261	ATELIER PERMANENT D'INITIATION A L'ENVIRONNEMENT URBAIN !	Projet	2 500 €
1330	COMITE DE L'HERAULT D'EDUCATION POUR LA SANTE	Projet	2 500 €
1876	COEUR DE LIVRES	Projet	4 500 €
4599	ARTISANS DE NOUVEAUX DEVELOPPEMENTS	Fonctionnement	400 €
5211	ENFANTS PRECOCES SURDOUES - HAUT POTENTIEL INTELLECTUEL LR	Fonctionnement	2 000 €
5211	ENFANTS PRECOCES SURDOUES - HAUT POTENTIEL INTELLECTUEL LR	Projet	500 €
5305	LA MAISON THEATRE	Fonctionnement	500 €
TOTAL			29 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1495, nature 6574, chapitre 922.

Attributions de subventions dans le cadre de la santé :

CODE STRUCTURE	STRUCTURE	NATURE	MONTANT
5615	ASSOCIATION FRANCAISE POUR LES FAMILLES DE DONNEURS D'ORGANES	Fonctionnement	30 000 €
5627	ASSOCIATION TOM	Projet	1 500 €
5726	FRANCE ADOT 34	Fonctionnement	500 €

TOTAL	32 000 €
--------------	-----------------

Les crédits seront prélevés sur la ligne 17563, nature 6574, chapitre 925.

Attributions de subventions dans le cadre de l'action internationale et jumelages :

CODE STRUCTURE	STRUCTURE	NATURE	MONTANT
1748	LES RENCONTRES DU COURT	Projet	2 500 €
2186	HISPANOTHEQUE	Projet	710 €
3342	MONTPELLIER HERAULT QUEBEC	Projet	1 000 €
5748	RACINES SUD	Fonctionnement	1 000 €
TOTAL			5 210 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1350, nature 6574, chapitre 920.

Attributions de subventions dans le cadre de la vie associative :

CODE STRUCTURE	STRUCTURE	NATURE	MONTANT
2305	MOSAIK OUTRE MER	Fonctionnement	1 000 €
2796	COMITE DE QUARTIER PASQUIER - DON BOSCO	Projet	700 €
3846	CONFLUENCES	Projet	5 000 €
5746	VOIX DE GARAGE	Fonctionnement	200 €
5746	VOIX DE GARAGE	Projet	300 €
TOTAL			7 200 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1260, nature 6574, chapitre 920.

Attributions de subventions dans le cadre de la qualité de l'espace public :

CODE STRUCTURE	STRUCTURE	NATURE	MONTANT
---------------------------	------------------	---------------	----------------

31	SOCIETE D'HORTICULTURE ET D'HISTOIRE NATURELLE DE L'HERAULT	Fonctionnement	1 000 €
TOTAL			1 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 2375, nature 6574, chapitre 928.

Attributions de subventions dans le cadre du sport solidaire :

CODE STRUCTURE	STRUCTURE	NATURE	MONTANT
72	CROIX D'ARGENT BASKET	Fonctionnement	14 000 €
128	MONTPELLIER HANDBALL	Fonctionnement	70 000 €
769	MONTPELLIER BADMINTON CLUB	Projet	2 000 €
967	MUC HANDBALL	Projet	2 500 €
1192	TENNIS CLUB DE LA PAILLADE	Fonctionnement	12 000 €
1230	ASSOCIATION SPORTIVE DES BEAUX-ARTS MONTPELLIER OMNISPORTS	Projet	500 €
1541	MONTPELLIER TENNIS DE TABLE	Fonctionnement	12 000 €
1813	ASSOCIATION AXE SPORT	Projet	1 700 €
1850	MONTPELLIER RUGBY CLUB	Fonctionnement	112 000 €
1935	LES CHEVALIERS DE LA GAULE	Projet	3 000 €
3176	FESTIVAL INTERNATIONAL DES SPORTS EXTREMES - FISE	Projet	9 000 €
3574	MOUVEMENTS CITOYENS	Projet	800 €
4489	RING ATHLETIQUE DU PETIT BARD	Fonctionnement	1 500 €
4489	RING ATHLETIQUE DU PETIT BARD	Projet	1 500 €
4720	AGGLOMERATION MONTPELLIER SPORT D'ORIENTATION DE L'HERAULT	Projet	2 800 €
5734	MONTPELLIER XIII	Fonctionnement	10 000 €
2053	LA MONTPELLIER REINE A DU CŒUR	Projet	8 400 €
TOTAL			263 700 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1776, nature 6574, chapitre 924.

Attributions de subventions dans le cadre du droit au logement :

CODE STRUCTURE	STRUCTURE	NATURE	MONTANT
2096	ASSO. INDEPENDANTE AIDE CITOYENNE PAR LE SOCIAL ET LE LOGEMENT	Fonctionnement	1 200 €
TOTAL			1 200 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 16191, nature 6574, chapitre 928.

Attributions de subventions dans le cadre de la petite enfance et du droit des femmes :

CODE STRUCTURE	STRUCTURE	NATURE	MONTANT
4770	RIROLI	Fonctionnement	600 €
5480	ASSOCIATION POUR TOUTES	Fonctionnement	800 €
TOTAL			1 400 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1963, nature 6574, chapitre 925.

Attributions de subventions dans le cadre de Montpellier territoire numérique :

CODE STRUCTURE	STRUCTURE	NATURE	MONTANT
1641	MONTPEL'LIBRE	Fonctionnement	3 000 €
1641	MONTPEL'LIBRE	Projet	1 300 €
1641	MONTPEL'LIBRE	Projet	600 €
5573	CNRS - CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	Projet	4 000 €
5573	CNRS - CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	Projet	50 000 €
TOTAL			58 900 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21364, nature 6574, chapitre 920.

2) Réaffectations de subventions

Par délibération en date du 17 décembre 2012, le Conseil municipal a attribué à l'OCCE 34, pour l'école Rabelais une subvention d'un montant de 5 908 € (reportée par délibération en date du 04/02/2013). L'école Rabelais n'étant pas affiliée à l'OCCE 34 mais à l'USEP, il est proposé de réaffecter cette subvention à l'USEP Malbosc, Ecole François Rabelais. Les crédits seront prélevés sur la ligne 1495, nature 6574, chapitre 922. Cette attribution de subvention annule et remplace la précédente.

Par délibération en date du 25 mars 2013, le Conseil municipal a attribué à l'association APS 34 une subvention de fonctionnement d'un montant de 5 700 €. La demande de l'association a été modifiée en une demande de projet, il convient de requalifier l'attribution de la subvention. Il est proposé de réaffecter cette subvention en projet. Les crédits seront prélevés sur la ligne 21498, nature 6574, chapitre 925. Cette attribution de subvention annule et remplace la précédente.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- De décider de l'attribution et de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions le cas échéant, pour un montant total de 399 610 € ;
- D'approuver les réaffectations de subventions telles que définies ci-dessus ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2013 de la Ville sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574;
- D'approuver la lettre d'engagement, les conventions types, ainsi que la convention spécifique concernant la subvention au CNRS dans le cadre de Montpellier territoire numérique, annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 52

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité.

M. FLEURENCE sort de la séance.

80- Modification des tarifs sur les amodiations et tarifs pour les séjours avec hébergement organisés par les centres de loisirs de la Ville de Montpellier

Max LEVITA:

Il est proposé au Conseil municipal d'approuver la modification du tarif concernant la cession des places en amodiation des parcs de stationnement Foch Préfecture et Marché aux fleurs, et d'approuver les tarifs pour les séjours avec hébergement organisés par les centres de loisirs de la Ville de Montpellier.

1) Modification du tarif de cession des places en amodiation des parcs de stationnement Foch Préfecture et Marché aux fleurs :

Il est proposé au Conseil municipal de modifier le tarif concernant la cession des places en amodiation des parcs de stationnement Foch Préfecture et Marché aux fleurs suivant considéré dans la délibération du Conseil municipal du 25 mars 2013.

PLACE EN AMODIATION	UNITE	TARIF TTC 2013
Cession d'une place en amodiation pour une durée de 10 ans des parcs de stationnement Foch Préfecture et Marché aux Fleurs.	Place / 10 ans	7 470 €

2) Tarifs pour les séjours organisés par les centres de loisirs de la Ville de Montpellier :

La Ville de Montpellier assure la gestion de 33 centres de loisirs qui accueillent un millier d'enfants les mercredis et durant les vacances scolaires. Ces centres sont installés dans des locaux scolaires.

En 2013, la Ville de Montpellier propose des séjours avec hébergement afin de permettre aux enfants:

- De découvrir un environnement différent ;
- D'être plus autonome ;
- D'apprendre la vie en collectivité ;
- De découvrir de nouvelles activités.

8 séjours de 5 jours et 4 nuits seront organisés sur deux centres différents du 8 juillet au 2 août 2013. Au total 240 enfants issus de centres de loisirs différents pourront bénéficier de ce dispositif. L'encadrement de ces séjours sera assuré par des agents titulaires ou en cours de titularisation déjà affectés sur les centres de loisirs municipaux. Chaque séjour associe des enfants et des animateurs de deux centres différents.

Il est proposé au Conseil municipal d'approuver les tarifs pour les séjours organisés par les centres de loisirs de la Ville de Montpellier :

SEJOUR ORGANISE PAR LES CENTRES DE LOISIRS DE LA VILLE POUR LA PERIODE DU 8 JUILLET AU 2 AOÛT 2013	TARIF TTC 2013
Séjour de 5 jours et 4 nuits	170 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'adopter les tarifs proposés ;
- De préciser que ceux-ci seront applicables dès que la présente délibération sera exécutoire ;

D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 51

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité.

81- Méthode et durées d'amortissement des immobilisations du Budget Principal de la Ville de Montpellier

Max LEVITA:

Conformément à l'article 1^{er} du décret n°96-523 du 13 juin 1996 (article R 221-10 du code des communes) pris pour l'application de l'article L 2321-2 du C.G.C.T., sont tenues d'amortir les communes dont la population est égale ou supérieure à 3 500 habitants.

La Ville de Montpellier, dans la continuité de la mise en place de son état de l'actif, procède à une mise à jour de ses durées d'amortissement en conformité avec :

- l'Instruction Budgétaire et Comptable M14.
- la circulaire n°NOR/LBL/B/04/10067/C ; instruction budgétaire et comptable M14-dispositions d'accompagnement et d'expérimentation de l'instruction budgétaire et comptable M14 ;
- les différentes méthodes possibles de l'amortissement (linéaire, dégressif,...)
- la circulaire N° NOR/INT/B/02/0059C du 26 février 2002, pris en application de l'article L2122.21 3° du CGCT précisant la liste des biens meubles constituant des immobilisations par nature quelle que soit leur valeur unitaire et fixant, à compter du 1^{er} janvier 2002, à 500 euros toutes taxes comprises, le seuil au dessous duquel les biens meubles ne figurant pas dans la liste sont comptabilisés à la section de fonctionnement.

En outre, conformément à l'article 1^{er} du décret n°96-523 du 13 juin 1996, l'assemblée délibérante peut fixer un seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur, ou dont la consommation est très rapide, s'amortissent en un an. La délibération correspondante est transmise au Trésorier Municipal. Elle ne peut être modifiée au cours du même exercice.

Ainsi, le Ville de Montpellier amortira ses biens selon les modalités suivantes :

1) L'amortissement linéaire :

L'ensemble des immobilisations corporelles et incorporelles seront amortissables selon la méthode de l'amortissement linéaire.

Il est précisé d'une part, que l'amortissement est calculé à partir du début de l'exercice suivant la date de mise en service ; d'une autre part que tout plan d'amortissement commencé doit être poursuivi jusqu'à son terme, sauf fin d'utilisation du bien (cession, affectation réforme ...) ; enfin que le plan d'amortissement ne peut être modifié qu'en cas de changement significatif dans les conditions d'utilisation du bien (cette modification faisant l'objet d'une délibération) ;

2) Le seuil d'amortissement en dessous duquel les biens sont amortis en un an est fixé à 2 000€.

Est retenu le seuil de 2000 euros TTC en valeur unitaire pour les biens qui feront l'objet d'un amortissement dérogatoire sur un an.

A l'issue de cette période, la Ville aura également la possibilité de procéder à la sortie comptable des biens de faible valeur sans pour autant que ces derniers soient physiquement réformés, cédés...

3) Les biens amortis et les durées d'amortissement.

Est rappelé que la technique de l'amortissement s'applique obligatoirement à l'ensemble des biens incorporels et corporels (entrant dans le champ d'application de l'amortissement) acquis à compter du 1^{er} janvier 1996. Sont retenues, pour chaque catégorie d'immobilisation amortissable, les durées figurant sur le tableau ci-après :

Catégories	Durées d'amortissement votées	Articles concernés
Immobilisations incorporelles :		
Frais d'urbanisme	5	202
Frais d'études non suivis de travaux	5	2031
Frais de recherche et développement	5	2032
Frais d'insertion non suivis de réalisation	5	2033
Subventions d'équipement versées	5	2041xx-2042xx
Logiciels	2	205
Marques, brevets, droits	Durée des droits	208
Immobilisations corporelles :		
Voitures et véhicules 2 roues	6	2182-21561-21571
Camions et véhicules industriels	7	2182-21561-21571
Mobilier	10	2184
Matériel de bureau électrique et électronique	5	2183
Matériel informatique	4	2183
Matériels classiques	10	2188-2158
Installations et appareils de chauffage	10	21538
Equipements de garages et ateliers	10	2158-2188
Equipements de cuisine	10	2158-2188
Equipements sportifs	10	2158-2188
Matériel et outillage d'incendie et de défense civile	7	21568
Installations de voirie	20	2152-2153xx-21578
Immeuble de rapport	30	2132
Bâtiments légers, abris (ALGECO ...)	10	2188
Plantations d'arbres et d'arbustes	20	2121
Autres agencements et aménagements de terrains	30	2128
Agencements et aménagements divers incorporés dans un bâtiment	20	2181
Cheptel	1	2185
Biens de faible valeur unitaire inférieure ou égale à 2 000 € TTC	1	Tous articles confondus

La présente délibération annule et remplace les délibérations relatives aux méthodes et durées d'amortissement du 6 janvier 1997, du 23 février 2000 et du 30 mars 2009.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- Adopter la méthode et les durées d'amortissement proposées,
- Adopter le principe de la mise en place de ces nouvelles modalités d'amortissement pour les amortissements passés à partir du 1^{er} janvier 2014,
- Autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Pour : 51

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité.

M. FLEURENCE revient en séance.
M. TOUCHON sort de la séance.

82- Organisation des Grandes Villes et Finances

Cotisations à des organismes pour l'année 2013

Max LEVITA:

Depuis de nombreuses années la Ville adhère à des organismes nationaux par le versement de cotisations.

Il est proposé de confirmer notre adhésion aux organismes suivants pour l'année 2013.

Chapitre	Nature	Organisme	Montant
920	6281	AFIGESE - Association Finances Gestion Evaluation des Collectivités Territoriales	1 700,00 €
920	6281	AVUF - Association des Villes Universitaires de France	1 000,00 €
920	6281	CFEML - Centre de Formation des Maires et Elus Locaux	24 238,04 €
925	6281	Ensemble contre la peine de mort	1 500,00 €
			28 438,04 €

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal:

- D'accepter le versement de cotisations aux organismes suivant la liste ci-dessus;
- De prélever le montant de la dépense pour un total de 28 438,04 € sur les crédits inscrits au budget 2013 de la Ville aux chapitres 920 et 925;

- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 51

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité.

83- Cotisations à l'Association des Acheteurs des Collectivités Territoriales (AACT) pour l'année 2013

Max LEVITA:

Depuis de nombreuses années la Ville adhère à des organismes par le versement de cotisations.

Il est proposé de confirmer notre adhésion à l'AACT – Association des Acheteurs des Collectivités Territoriales pour un montant de 180 € pour l'exercice 2013.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'accepter le versement de cotisation à l'AACT – Association des Acheteurs des Collectivités Territoriales ;
- De prélever le montant de la dépense pour un montant de 180 € sur les crédits inscrits au budget 2013 de la Ville au chapitre 920, nature 6281 ;
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire

Pour : 51

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité.

84- Réforme et cession du matériel et des véhicules

Max LEVITA:

Suite aux instructions comptables de la M 14, toute sortie de l'actif de notre collectivité doit être constatée par une opération comptable en ce qui concerne les acquisitions de matériels réalisées avec des crédits d'investissement. En conséquence, par délibération du 02 avril 2008, il a été créé une commission de réforme du matériel et des véhicules qui devra donner son accord pour la réforme des matériels et arrêter les modalités de cession éventuelle de ces matériels.

1) Réforme de véhicules et matériels : Parcs et Espaces Naturels

Suite à l'état de vétusté des véhicules et matériels, il convient de réformer ces véhicules et matériels dont la liste est jointe en annexe. Ces équipements seront mise en vente aux enchères par l'intermédiaire du site

internet spécialisé AGORA STORE. Les frais sont de 8% sur les véhicules et matériels effectivement vendus.

2) Réforme de matériel : Service Direction Action Territoriale

Suite à l'état de vétusté du matériel Mise sous plis, de marque PITNEY BOWES, type F500, de l'année 2001, il convient de réformer ce matériel. Cet équipement sera mise en vente aux enchères par l'intermédiaire du site internet spécialisé AGORA STORE. Le prix de départ sera de 50 €. Les frais sont de 8% sur le matériel effectivement vendu.

3) Réforme de matériels informatiques : Direction des Systèmes d'Informations

Suite au programme de renouvellement des matériels informatiques de l'année 2013, les matériels dont les listes sont jointes en annexe doivent être réformés.

Ce type de matériel ne peut aller directement en décharge, il convient donc de faire appel à une société spécialisée afin de recycler les unités centrales. Pour cela l'association d'insertion sociale et professionnel des chômeurs bénéficiaires du RSA, Informatique Plus Protection de l'Environnement, 31 rue de la BANDIDO, ZAC des COUSTELIERS, 34 160 CASTRIES, a été retenue pour coût nul pour la Ville.

Nous proposons de confier ce matériel à l'association Informatique Plus Protection de l'Environnement.

4) Réforme de matériel : Service Energie

Suite à l'état de vétusté de deux onduleurs de marque MERLIN GERIN, type GALAXY PW 80 KVA Poids 800 kg, dimension 1900 mm de hauteur, 1015 mm de largeur, 825 mm de profondeur, il convient de réformer ce matériel. Ces équipements seront mise en vente aux enchères par l'intermédiaire du site internet spécialisé AGORA STORE. Le prix de départ unitaire sera de 100 €. Les frais sont de 8% sur les matériels effectivement vendus.

5) Réforme de matériel : Service Achats Production Graphique

Suite à la vétusté des matériels, EMF de marque Screem, de type GAS 23, n° de série 92137420, il convient de réformer ce matériel. Ce matériel sera mis au rebut. La filmeuse en L manuelle, de marque DEM, de type SP6830MVR n° de série 97062301, ne correspond plus aux besoins du service reprographie, il convient de réformer ce matériel. Ce matériel sera repris par le titulaire du marché au prix de 400 € minimum.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- De déclarer réformés ces matériels et ceux qui sont sur les listes jointes en annexe.
- D'autoriser la mise à disposition gracieuse du matériel informatique réformé à l'association Informatique Plus Protection de l'environnement,
- D'autoriser la vente des matériels réformés du service Parcs et Espaces Natures, de la Direction Action Territoriale, ainsi que le Service Energie, aux enchères par l'intermédiaire du site spécialisé AGORA STORE et la vente du matériel du Service Achats et Production Graphique,

- D'autoriser Monsieur le Trésorier Principal à faire recette des sommes ainsi récoltées,
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint(e) délégué(e), à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 51

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité.

M. TOUCHON revient en séance.

85- Communication de la ville - Autorisation de signer le marché

Max LEVITA:

La Ville de Montpellier souhaite passer un marché en vue de proposer, de réaliser et d'exécuter pour la collectivité les supports de communication permettant de donner aux campagnes de communication institutionnelle et événementielle de la Mairie de Montpellier une couverture et une visibilité maximale.

En conséquence, un appel d'offres a été lancé en application des articles 33 3°al. 57 à 59 et 77 du code des marchés publics.

Il s'agit d'un marché à bons de commande, d'une durée d'un an, reconductible 3 fois, avec un montant minimum annuel de 250. 000 euros H.T. et un montant maximum annuel de 1.100. 000 euros H.T.

Les prestations comportent une tranche unique et sont réparties en 2 lots :

Lot 1 : Communication institutionnelle : 100 000 à 550 000 euros HT.

Lot 2 : Communication événementielle : 150 000 à 550 000 euros HT

Les offres ont été analysées au regard des critères énoncés dans le règlement de la consultation :

- la qualité de la prestation. Pondération : 60%.
- le prix. Pondération : 40%.

La Commission d'Appel d'Offres, le 9 avril 2013, a retenu les offres des sociétés :

- Voix Publique, pour le lot n°1
- Anatome, pour le lot n°2

Ces offres sont économiquement les plus avantageuses, appréciées en fonction des critères ci-dessus énoncés.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- d'approuver cette opération et le recours à cette procédure ;

- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer le marché de Communication de la ville avec les sociétés retenues par la Commission d'Appel d'Offres et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

Max LEVITA : Sur ce projet qui a fait couler beaucoup d'encre, il s'agissait d'un marché passé dans d'autres collectivités. Nous avons découpé en deux lots : un lot de communication institutionnelle et un lot de communication événementielle. La qualité de la prestation a été jugée à hauteur de 60 % et le prix à hauteur de 40 %. La commission d'appel d'offres, présidée par mon collègue et ami Serge FLEURENCE, a retenu les offres de la société Voix Publique pour le lot n°1 et Anatome pour le lot n°2.

Jean-Louis ROUMEGAS : Madame le Maire, je voudrais vous proposer un amendement à cette délibération. Je vous propose de réduire le montant maximum dédié à la communication de la Ville de 400 000 euros, c'est-à-dire avoir une fourchette comprise entre 250 000 et 700 000 euros, au lieu de 250 000 et 1 100 000 euros. Je crois que l'heure n'est vraiment pas à ces dépenses de communication, qui sont très mal perçues par nos concitoyens dans cette période de crise. Et je pense que c'est d'ailleurs de la contre-communication. En faisant des économies, vous réaliseriez un meilleur coup de communication qu'en dépensant de l'argent de manière excessive.

Je vous proposerai, puisque nous en parlions tout à l'heure, de transférer ces 400 000 euros au financement de 100 emplois d'avenir supplémentaires, pour atteindre l'objectif que je vous proposais de 150 emplois d'avenir. C'est à peu près la somme qu'il faut annuellement. Là, je vous assure qu'en faisant cela, vous feriez vraiment coup double : vous réussiriez beaucoup mieux la communication qui est la vôtre à tout point de vue. Et en plus, vous créeriez vraiment des emplois.

J'en profite pour vous dire que je ferai la même proposition à l'Agglomération de Montpellier, qui a un budget de communication beaucoup plus dispendieux que celui de la Ville de Montpellier, notamment à travers la nouvelle campagne *Unlimited*, qui devrait diminuer de 1 million d'euros, si j'en crois ce qui a été annoncé. Cela lui permettrait de créer quelques emplois d'avenir, qu'elle n'a pas daigné créer pour l'instant.

Le message est le même pour tous. En ces temps, est-il bien raisonnable de dépenser autant pour la Ville ? Cela constituerait un signe positif que de montrer que nous transférons depuis la communication vers de la création d'emplois.

Hélène MANDROUX : Il s'agit là d'une attribution de marché, cela ne veut pas dire que ce qui est inscrit va être dépensé. Il ne faut pas confondre.

Christian DUMONT : Nous sommes sur la même longueur d'ondes avec le groupe des Verts sur cette question. Nous sommes en temps de crise. Il faut prendre le contexte en considération. Tout le monde se souvient, il y a quelques semaines, de l'article paru dans *Le Figaro Magazine* où Montpellier apparaissait comme la ville la plus dépensière en politique de communication et de voyages. Il faut donc aujourd'hui tenir compte de cette situation de crise. Tout à l'heure, vous nous avez tenu un petit discours sur la politique générale, en nous expliquant que vous étiez inquiète, etc. Mais, à la lecture des délibérations de ce Conseil municipal, on fait comme si la crise n'existait pas. C'est assez extraordinaire. Et lorsque nous vous demandons de faire des efforts sur les emplois d'avenir, que vous aviez créés chichement au nombre de 17 pour commencer, votre majorité même estimant que cela n'était pas suffisant – nous sommes ainsi passés de 17 à 50 –, nous estimons que 50, ce n'est pas encore suffisant. En revanche, il n'y a jamais de barrière en ce qui concerne la politique de communication de la Ville. Aujourd'hui, nous pouvons réaliser des économies substantielles sur ces postes qui n'intéressent plus les Montpelliérains. Il faut se mettre au diapason des Montpelliérains. Il faut se mettre au diapason de la misère des Montpelliérains. Montpellier est une ville pauvre, où la moitié des habitants ne paient pas l'impôt sur le revenu. Montpellier est une ville asphyxiée pour ceux qui paient des impôts. N'ignorez donc pas tout ce contexte et cette situation. C'est pour cette raison que nous emboîtons bien volontiers le pas des Verts. Mais s'ils ne l'avaient pas mentionnée, nous aurions fait cette proposition consistant à diminuer de façon drastique le budget communication.

Une question que nous pouvons nous poser : Voix Publique, qu'est-ce que c'est comme société ? S'agit-il d'une société nationale, locale ? Pouvons-nous avoir quelques précisions sur sa nature ?

Hélène MANDROUX : C'est local.

Un intervenant : Montpellier.

Hélène MANDROUX : Monsieur DUMONT, je voulais vous dire qu'en dehors de votre « drastité » – je ne sais pas si ce mot existe –, il faut souligner que tout ne va pas forcément être dépensé. Cela représente quand même des emplois derrière. Il y a des hommes et des femmes qui travaillent. Il ne faut pas toujours regarder cela « par le petit bout de la lorgnette ». Des hommes et des femmes travaillent dans ce secteur de la communication. Vous allez les mettre au chômage, Monsieur DUMONT ? Voyons ! Ne faites pas du *people*, Monsieur DUMONT, cela vous va très mal.

Max LEVITA : Juste un mot. Premièrement, nous vous demandons de voter l'attribution aux deux sociétés que nous avons retenues. Deuxièmement, des prestations et un montant maximum sont prévus. 550 000 euros sont destinés à la communication institutionnelle. Permettez-moi de vous faire observer que la communication institutionnelle est pratiquement obligatoire. Cela comprend toute la partie consacrée aux appels d'offres – ce qui est payant, dans les journaux –, aux appels pour des candidatures à des postes. Je suis très sensible au fait que vous me demandiez de couper. Je suis d'accord avec vous. Je suis prêt à tout couper. Mais il est certains points... [*Madame le Maire, hors-micro* : « Ne coupe pas tout, Max ! »] Non, rassurez-vous sur ces points. Un des points qui semble être oublié est que les panneaux sont notre propriété. Nous ne payons donc pas la location des panneaux. Mais il est vrai que nous payons l'affiche. Attendez, vu l'utilisation de la contre-information que vous faites, il est nécessaire... M. DOMERGUE, dans son intervention, a simplement oublié que vous avez eu 10 ans pour faire passer toutes ces mesures. 10 ans ! Vous ne les avez pas fait passer, peut-être parce que cela était compliqué. Les mesures de lutte contre le chômage, etc. : pendant 10 ans, nous n'avons pas vu grand-chose. Nous sommes pour notre part à 1 an ; il est vrai que le résultat n'est pas là. Nous verrons si, en 2017, le résultat est aussi catastrophique que celui que vous nous avez laissé en 2012.

Frédéric TSITSONIS : Madame le Maire, nous parlions d'emploi. La communication n'est destinée à la gloriole de la Ville. Que sont les deux affiches que nous voyons là, par exemple (le Grand Bazar ou les Marchés de quartier) ? Cela est destiné à faire vivre le commerce de proximité. Cela permet de dire aux gens qu'il y a des manifestations, qu'il y a des commerçants qui vont mettre des étals au Grand Bazar et y vendre des vêtements. Les Marchés de quartier sont destinés à aider tous les commerçants ambulants de Montpellier, à créer de l'animation et de la vie, et à permettre à ces marchands de vendre leurs produits. Sans la communication, Monsieur DUMONT, Monsieur DOMERGUE et tous les autres opposants, l'on ne connaîtrait pas forcément toutes ces informations. La communication ne consiste pas seulement à dire que Montpellier est beau. Nous invitons les gens à venir profiter de toutes ces installations qui leur sont destinées, et à faire vivre le commerce de proximité. A un moment, il faut arrêter de ne voir les choses que par le « petit bout de la lorgnette ». Car derrière, là aussi, il y a des emplois, des gens qui se lèvent tôt et des gens qu'il faut aider, les commerçants.

Pour : 41

Contre : 8

Abstentions : 3

Adopté à la majorité.

86- Renouveau de l'adhésion à la Société Française d'Evaluation Désignation des représentants de la Ville à l'Assemblée générale

Max LEVITA:

La Société Française de l'Evaluation (SFE) est une association de type loi 1901 créée en 1999 pour contribuer au développement de l'Evaluation des Politiques Publiques en France et promouvoir son utilisation dans les organisations publiques et privées, ainsi qu'au sein des collectivités en charge de l'élaboration et de la mise en œuvre des politiques publiques.

Elle constitue un lieu de rassemblement, de débats, d'échanges, de capitalisation et de formation entre pairs, ouvert à tous les acteurs de l'évaluation : commanditaires, praticiens, utilisateurs, consultants, chercheurs et opérateurs privés (associations notamment) chargés de la mise en œuvre des politiques évaluées. Son action promeut l'évaluation comme un outil d'aide à la décision, un atout pour la conduite et l'amélioration de l'action publique et un stimulant du débat démocratique.

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'évaluation de ses politiques publiques, la Ville de Montpellier est adhérente à la SFE afin de contribuer à son action et d'établir des relations avec les acteurs de l'évaluation en France. Le montant de la cotisation annuelle s'élève à 1 000 euros. Il est proposé de confirmer cette adhésion pour l'exercice 2013.

Conformément à l'article 6 des statuts de la SFE, la Ville en qualité de «membre institutionnel » adhérent doit désigner au sein du Conseil municipal un représentant titulaire et un suppléant pour la représenter à l'Assemblée générale de la SFE.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'accepter le versement de cotisation à la Société Française de l'Evaluation ;
- De prélever le montant de la dépense pour un montant total de 1 000 € sur les crédits inscrits au budget 2013 de la Ville au chapitre 920 ;
- D'élire les représentants suivants à l'Assemblée générale de la SFE :
 - Titulaire : M. Max LEVITA
 - Suppléant(e) : Mme Hélène QVISTGAARD
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour : 52

Contre : /

Abstentions : /

Adopté à l'unanimité.

87- Pôle de Recherche et d'enseignement Supérieur (PRES) Sud de France Désignation du représentant de la Ville au Conseil d'Administration

M^{me} le Maire:

Le décret n° 2012-902 du 20 juillet 2012 a approuvé la modification des statuts de l'établissement public de coopération scientifique : « Université Montpellier Sud de France » qui prend la dénomination « PRES Sud de France ».

Le PRES Sud de France est chargé de mener les projets prévus dans le cadre du pôle de recherche et d'enseignement supérieur et de gérer la mise en commun des moyens que les établissements et organismes fondateurs et associés présents en région Languedoc-Roussillon y consacrent.

Il a trois missions principales :

- Permettre la coordination de la politique d'enseignement supérieur et de recherche au sein de l'académie de Montpellier, dans ses différents aspects : formation, recherche, innovation, coopération et échanges internationaux ;
- Assurer la mise en œuvre et le suivi des actions stratégiques prévues dans ses statuts ;
- Conduire, à leur demande, des actions de mutualisation et de coordination entre tout ou partie des membres fondateurs et associés.

La Ville de Montpellier dispose d'un siège au Conseil d'Administration en qualité de membre associé au titre du collège des « collectivités territoriales et établissements publics de coopération intercommunale ».

Pour faire suite à cette évolution statutaire, il convient de procéder à la désignation d'un représentant du Conseil municipal au CA du PRES Sud de France.

Anne-Rose LE VAN : Nous n'avons pas voté contre les personnes titulaires et suppléantes. Nous avons voté contre le principe du PRES. Le PRES représente les suites de la LRU, loi imposée par le gouvernement SARKOZY sur les universités. Cette loi met les universités en concurrence, propose des suppressions de postes, des mises à l'écart des filières non rentables, tout cela dans le cadre d'une pénurie budgétaire nationale. En outre, des représentants du privé siègent au Conseil d'administration. Pour nous, le fait pour la Mairie d'accepter d'y siéger revient à accepter un partenariat public-privé. Vous nous avez dit que vous étiez satisfaits que le Plan Campus ne se fasse pas en partenariat public-privé. Pour nous, le PRES est une sorte de partenariat public-privé.

Ont été élus :

- Titulaire : Mme Hélène MANDROUX
- Suppléant : M. Max LEVITA

Pour : 50

Contre : 2

Abstentions : /

Adopté à la majorité.

M. LANNELONGUE, M. DOMERGUE (avec la procuration de M. JULIEN), M. DUMONT, Mme CANAUD et M. BOUILLE quittent définitivement la séance.

88- Voeu déposé par le groupe EELV-Gauche anti-capitaliste-FASE Pour une gestion publique de l'eau

Depuis 1989, la distribution de l'eau potable a été déléguée à une entreprise privée, Véolia, pour une durée de 25 ans, soit jusqu'en 2014. L'agglomération de Montpellier a prévu de décider au mois de juillet 2013 le mode de gestion pour l'avenir.

Le rapport de la Mission d'Information et d'Evaluation sur le Service Public de l'Eau, lancé en 2009 par la Ville de Montpellier, préconisait « la création au sein de l'agglomération, d'ici 2014, d'un grand service public de l'eau et de l'assainissement, sous la forme d'une régie personnalisée, répondant à des objectifs de développement durable et de solidarité ».

Sur la simple question du coût pour les usagers, il a été constaté une baisse de 10% (Paris) à 35% (Grenoble) dans les villes qui ont fait le choix du retour en régie. Dans le même temps, cette baisse du prix s'accompagne partout d'un meilleur entretien et renouvellement des réseaux.

Une gestion plus transparente doit être instituée par la présence de représentants des usagers dans son Conseil d'administration.

Une politique tarifaire sociale et écologique doit tout à la fois garantir à tous l'accès à une ressource vitale, et inciter à une consommation responsable.

L'eau est un bien commun dont la gestion revêt un caractère stratégique pour les années à venir.

C'est pourquoi le Conseil municipal de Montpellier se prononce pour le retour en régie publique de l'eau et de l'assainissement.

Hélène MANDROUX : Mes chers collègues, nous arrivons au vœu. Monsieur ROUMEGAS.

Jean-Louis ROUMEGAS : Merci madame le Maire de me donner la parole pour ce débat que tout le monde attendait avec impatience. J'espère qu'il nous restera assez d'énergie pour cette question essentielle.

Hélène MANDROUX : Attendez. Vous allez lire votre vœu. Ensuite je vais donner la parole à M. FLEURENCE, qui a été responsable de la commission de l'eau, aux présidents de groupes puis à M. POUGET qui a été responsable de l'eau au niveau de l'Agglomération. Je vous propose ainsi de limiter le nombre d'interventions. Je peux ajouter les représentants de partis, c'est-à-dire M. THINES, M. VIGUIE et M. ARAGON. Mais cela s'arrête là, sans quoi nous serons encore là à 3 heures du matin. Monsieur ROUMEGAS, présentez votre vœu.

Jean-Louis ROUMEGAS : Tout d'abord, je voulais insister sur l'importance du fait que le Conseil municipal de Montpellier prenne une position sur cette question de l'eau. Certes, il existe un processus lancé par l'Agglomération. L'Agglomération ayant récupéré cette compétence, elle aura à voter sur cette question. Cela est normal mais n'interdit pas aux Conseils municipaux d'avoir des débats. D'ailleurs, je note que dans certaines communes, ils l'ont fait ou ont prévu de le faire. Je pense à Jacou, à Clapiers et d'autres encore qui ont déjà pris position ou s'apprêtent à le faire. Il est donc tout à fait normal que la ville centre, qui représente la moitié des conseillers d'Agglomération, ait un débat en son sein.

Hélène MANDROUX : Excusez-moi, mais si vous pouviez lire votre vœu. Vous êtes déjà dans le débat.

Jean-Louis ROUMEGAS : Je le présente d'abord. Il est donc normal que la Ville de Montpellier ait ce débat. Nous aurions d'ailleurs aimé que ce débat ait plus de temps que simplement la fin de ce Conseil. Le processus de l'Agglomération pose question, et d'abord par ses modalités. Un panel vaut peut-être pour mettre à jour des questions, pour tester les interrogations que peuvent se poser les citoyens lambda. Mais cela ne vaut pas sondage et ne permet certainement pas de déterminer une position. Donc l'affaire du panel telle qu'elle a été engagée dans le processus de l'Agglomération, cela ne saurait donner la température de la

population. Je rappelle que certains demandent un référendum sur cette question. Si l'on veut vraiment avoir le pouls de la population, c'est ce référendum qu'il faudrait organiser.

Hélène MANDROUX : Je vais lire le vœu, et ensuite je vous redonne la parole.

Jean-Louis ROUMEGAS : Je ne vois pas ce que cela change.

Hélène MANDROUX : Lisez le vœu d'abord. On lit le vœu, puis on débat dessus.

Jean-Louis ROUMEGAS : Je ne comprends pas. Je fais mon intervention. Je vous épargne la lecture du vœu puisque vous l'avez tous. Puisque je suis l'auteur de ce vœu, je ne vois pas où est le problème, excusez-moi. Il existe aussi un problème dans le calendrier. Pour des raisons qui tiennent d'ailleurs au calendrier des contrats, l'Agglomération va être amenée à peut-être prendre une décision au mois de juillet. Il se trouve que, quelle que soit la décision prise, la mise en œuvre de cette décision par le Conseil d'agglomération ne sera pas effective avant les élections municipales. Il faudra attendre une nouvelle équipe pour entériner vraiment le choix soit d'un délégataire de service public, soit de la mise en œuvre d'une régie. Voilà un problème de légitimité du Conseil. Nous pensons qu'il aurait mieux valu différer la décision finale pour laisser le débat s'installer pendant les élections municipales. Il aura lieu de toute façon. Sauf que si la décision change après les élections, nous aurons perdu du temps et ne nous serons pas préparés à la décision prise par les élus légitimes.

Ceci étant dit, pourquoi proposons-nous le retour en régie de l'eau ? D'abord, je rappelle que nous avons demandé, et que vous aviez accepté une mission d'évaluation du service public de l'eau qui avait abouti en 2009. Cette mission a conclu en faveur de la création au sein de l'Agglomération d'ici 2014 d'un grand service public de l'eau et de l'assainissement sous forme d'une régie personnalisée répondant à des objectifs de développement durable et de solidarité. Voilà la conclusion de la mission que notre Conseil municipal avait mandatée. Nous avons tous vu ce rapport. Je ne comprends pas qu'aujourd'hui, on fasse comme s'il n'existait pas. Il faut s'appuyer dessus pour décider au nom du Conseil municipal de soutenir au sein de l'Agglomération le retour en régie publique de l'eau.

Quel est l'objectif de ce retour en régie publique ? Le premier est la baisse du prix de l'eau pour les usagers. Toutes les collectivités locales qui ont décidé ce retour en régie publique ont vu les prix baisser d'environ 10 %.

La seconde raison est de favoriser la transparence. Après quelques années de délégation de service public, les élus perdent la capacité à avoir les informations sur la gestion réelle de l'eau. Je sais que certains vont dire que cela n'est pas vrai. Mais toutes les villes qui sont retournées en régie l'ont montré. Ce sont des expériences vécues. Ils avaient perdu l'information et le contrôle sur la réalité de la gestion de l'eau. Nous sommes face à un délégataire, avec ces grandes multinationales, où les rapports sont inégaux. C'est la transparence pour les élus, pour les collectivités locales, mais aussi pour les usagers. Ces usagers demandent la transparence et ne comprennent pas cette disparité dans le prix de l'eau. Pourquoi constate-t-on parfois de la surfacturation lors des retours en régie ? Pourquoi y a-t-il remboursement des délégataires lorsqu'il y a des procès ? Il faut donc assurer cette transparence.

Il faut aussi assurer un meilleur entretien des réseaux d'adduction de l'eau potable. On se rend compte que les délégataires, dont la justification était l'investissement dans les réseaux, n'ont pas fait leur travail. Au terme même de l'audit public commandé par l'Agglomération nous avons un rendement à Montpellier de seulement 78 %. Il y a donc 22 % de pertes en eau chaque année. Les investissements pour l'entretien des réseaux et la lutte contre les fuites n'ont pas été réalisés.

Enfin, le retour en régie publique équivaut à mettre en place une autre politique de l'eau. C'est d'abord une politique sociale et écologique. Sociale, car il s'agit d'assurer les besoins vitaux en eau potable. Il faut que les premiers mètres cube pour une famille soient gratuits ou bon marché. Ici, il y a des besoins, et tout le monde a droit à de l'eau, qu'on ait ou pas les moyens de payer. Ensuite, les usagers gaspilleurs doivent être dissuadés par une tarification progressive de l'eau. Je rappelle que, dans notre majorité parlementaire, nous avons déjà

travaillé là-dessus. Je pense à la loi Brottes. Il est prévu d'aller plus loin. Pour mettre ces politiques en place, il faut retourner à la régie. Il faut que les prix soient réellement faits à la consommation et non aux compteurs. Aujourd'hui, on a parfois le prix au compteur pour les petits consommateurs qui est supérieur à celui de la consommation. Nous voulons cette politique sociale et écologique de l'eau. Pour cela, il faut le retour en régie, car, c'est un constat, nous ne contrôlons plus rien face aux multinationales.

Enfin, je voudrais dire surtout que c'est une question pragmatique. Des pays comme les Etats-Unis, qui sont pourtant le chantre du capitalisme, gèrent à 100 % l'eau en régie. Notre voisin allemand gère majoritairement l'eau en régie, tout comme les Suisses. Ce n'est même pas une question idéologique. Le Maire de Nice, UMP, a décidé le retour en régie de façon pragmatique et a obtenu une diminution de la facture d'eau pour les usagers. Le Maire de Paris, socialiste, l'a fait. C'est une position pragmatique. L'eau est un bien commun. Ce n'est pas une marchandise. Elle ne doit pas faire l'objet de spéculations. Au nom de cela, nous demandons le retour en régie publique de l'eau. Nous demandons que le Conseil municipal soit clair sur cette question. Et là, j'en appelle aussi au groupe socialiste. Je ne comprendrais pas qu'en ayant trois candidats aux élections municipales de l'année prochaine, vous ne soyez pas capables de vous distinguer sur une question aussi fondamentale. Merci.

Hélène MANDROUX : Je note l'ordre des interventions.

Monsieur ROUMEGAS, je retiendrai la fin de votre propos. Effectivement, ce qui est important est d'être pragmatique, c'est-à-dire faire le meilleur choix. Nous sommes tous d'accord. Je reconnais ne m'être jamais trop plongée dans le problème de l'eau et de la régie. J'ai donc regardé cela d'un peu plus près. C'est un problème très compliqué qui ne concerne pas que la Ville de Montpellier. Cela concerne beaucoup d'hommes et de femmes, dans la ville, l'agglomération et même en dehors puisque toutes les 31 communes ne sont pas soumises au même régime. Aujourd'hui, 18 contrats arrivent à échéance au 31 décembre 2014. Depuis 2009, l'Agglomération a étendu sa compétence. J'ai donc découvert que toutes les 31 communes n'étaient pas dépendantes du réservoir du Lez, loin de là. Pour certaines, le contrat court jusqu'en 2022. Déjà, on comprend bien qu'on ne peut pas faire n'importe quoi et que la décision à prendre est délicate. Nous ne sommes pas tous dans la même situation géographique ou la même temporalité. Vous avez fait référence à Jacou. Effectivement, là-bas, les eaux sont gérées par des syndicats intercommunaux, et la fin de la délégation est prévue pour 2022. Une fois qu'on comprend cette complexité, vous avez raison de dire qu'il nous faudrait la transparence de Véolia et l'audit d'aujourd'hui. Là, chaque chiffre que j'entends des uns et des autres est différent. M. POUGET devrait donner les bons chiffres. Je retiens que le prix moyen serait de 2,09 € par mètre cube. La moyenne nationale serait de 3,62 € par mètre cube. En revanche, je retiens aussi que la différence entre une DSP et une régie est que la DSP redistribuerait ses bénéfices à ses membres alors que dans une régie, on redistribuerait soit en diminuant les prix, soit en investissant. Voilà les choses que j'ai enregistrées. Vous avez parlé aussi des fuites. Il faut savoir que sur Montpellier, les fuites seraient au niveau de 17 %. Au niveau de l'agglomération, elles seraient de l'ordre de 24 %.

Donc, aujourd'hui, il existe une troisième solution qui n'existait pas, c'est la société publique locale. Nous pouvons choisir d'avoir une DSP. Cela signifierait avoir un nouvel appel d'offres. Il faudrait alors imposer évidemment une tarification de l'eau de façon très claire. Il ne faut pas que les actionnaires récupèrent tout. Les usagers doivent pouvoir obtenir une baisse du prix de l'eau. Nous pouvons choisir la régie. Tout le monde reconnaît que les prix de l'eau baisseraient. Rennes a fait quelque chose qui m'a paru intéressant. Cette Ville fait des propositions à chaque personne recevant sa facture d'eau afin d'expliquer comment diminuer cette facture. Le prix est important, mais sur le long terme, la diminution de la consommation de l'eau l'est tout autant. Il faut savoir économiser. J'ai aussi découvert que la faisabilité de passer en régie dépend également de la capacité d'autofinancement de la collectivité. Est-ce que l'Agglomération a cette capacité d'autofinancement, de manière à ce que cette régie ait son autonomie financière ? Je n'ai pas de réponse pour l'instant. La troisième solution est donc la société publique locale. Aujourd'hui, je m'orienterais plutôt vers cette solution, car dans ce cas, on a une maîtrise des orientations stratégiques et politiques. En revanche, il faut que le capital soit maintenu par deux collectivités. Il faut réfléchir là-dessus. Il n'y aura pas de concurrence, ce qui occasionne un gain de temps et un gain financier.

Donc, vous voyez que je ne suis pas aujourd'hui dans une position idéologique, comme vous l'avez dit, mais dans une position pragmatique. Comme l'eau est un bien commun, je vais regarder dans quel cas son prix est le plus bas, dans quel cas il y a une transparence de gestion, dans quel cas nous économisons cette eau. J'ai noté que M. POUGET nous proposait huit scénarii, quatre pour l'eau potable et quatre pour l'assainissement. Dans ces scénarii, vous avez tantôt de la régie, tantôt de la DSP. J'ai noté que la SPL n'est pas abordée par M. POUGET. C'est pourtant une réflexion qu'il faudrait avoir. Par rapport à tous ces éléments, je m'interroge aujourd'hui quant à la décision que je vais prendre.

Aujourd'hui, je me dirigerais plutôt vers la SPL, ce qui fait que je me serais abstenue sur votre vœu. Je n'ai pas encore pris de décision réelle. Il faut voir tous les éléments pour prendre la décision la plus positive pour les usagers, mais aussi la décision qui va entraîner des investissements et des économies de l'eau. Une éducation envers les usagers est à faire par rapport à cette eau. M. POUGET va vous proposer un découpage par fonction, et non pas un découpage géographique, car, comme je vous l'ai dit, toutes les Villes n'ont pas la même échéance de contrat. Moi, Maire de Montpellier, ne peux pas imposer quelque chose au Maire de Jacou. Je ne peux donc pas adopter votre vœu aujourd'hui, car je n'ai pas encore fait de choix. Je n'ai pas tous les éléments qui me permettront de faire le meilleur choix sur ce problème. Mais je suis dans la même démarche pragmatique consistant à faire le meilleur choix pour les consommateurs.

Serge FLEURENCE : Madame le Maire, mes chers collègues, je voudrais rappeler que vous m'avez confié voilà quelque temps la mission de consulter un panel de conseillers de quartier que nous avons l'habitude de consulter pour les grands travaux de la Ville. Je pense qu'il s'agit d'un panel assez représentatif de la population montpellieraine. Donc, au cours de cette réunion à la Maison pour tous Voltaire, nous avons discuté du problème de l'eau et de sa gestion. Une question revenait le plus souvent. Est-ce que, compte tenu de l'augmentation de la population, l'Agglomération sera capable de fournir de l'eau à tout le monde ? Nous avons expliqué quels étaient les avantages et inconvénients de la régie, de la DSP et de la SPL. Les collègues présents avec moi peuvent confirmer que le choix de gestion n'a pas beaucoup passionné. J'ai donc retenu de cette réunion que ce qui intéresse l'utilisateur est que, quand il ouvre son robinet, il y ait de l'eau de qualité et le moins cher possible. Que quand il n'y ait pas d'eau, il ne faut pas attendre trois ou quatre jours avant qu'une réparation se fasse sur le réseau. Et mon collègue Max LEVITA a posé la question de savoir qui connaît sa facture d'eau et le prix au mètre cube. Sur l'ensemble des personnes présentes, trois ont levé la main.

Donc, dans le vœu proposé par notre ami et collègue ROUMEGAS, il rappelle le rapport de la mission d'information et d'évaluation présenté au Conseil municipal de 2009 que j'ai eu l'honneur de présider. Je rappelle que ce rapport a été élaboré par les membres de la commission, dont la composition intégrait l'ensemble des groupes du Conseil municipal. Il était donc normal que ce rapport intègre l'opinion de différents membres, avec leurs sensibilités diverses. En tant que président, j'ai tenu à ce que tout ce que les uns et les autres avaient dit soit consigné dans ce rapport. La phrase que vous avez retenue dans votre vœu était celle prononcée par Mme MEDEIROS qui représentait votre groupe et avait fait un gros travail très apprécié au sein de cette commission. Ensuite, il y a eu débat au sein du Conseil. Des choses ont été dites, que vous ne reprenez pas. Je relève par exemple ce que le président de la commission, votre serviteur, avait indiqué. Je cite : « On peut se poser effectivement la question d'un grand service de gestion de l'eau. Si politiquement, cela me paraît juste, il faut économiquement prendre le temps d'en discuter. On ne peut pas à Montpellier décider pour toutes les communes de l'agglomération. » J'ajoutai une dernière chose, faisant référence à un article paru la veille du Conseil municipal : « Sur les trois villes bonnes élèves citées par l'étude comparative, Paris, Reims et Rennes, deux sont en DSP et une en régie directe. Sur les dix mauvais élèves, quatre étaient en DSP, six en régie. Vous voyez donc que les choses sont plus compliquées qu'il n'y paraît. » Voilà ce que je disais à ce moment, voilà quatre ans. Lors de ce même Conseil, mon ami LEVITA disait ceci : « Le contrat liant la Ville avec Véolia expire en 2014. La Communauté d'Agglomération a largement le temps d'étudier la meilleure solution pour l'avenir, et de façon transparente. Il reste cinq années. Nous avons largement le temps d'étudier la question en envisageant toutes les possibilités à venir. » C'est exactement ce que fait l'Agglomération, qui a entendu ces remarques. Il fallait prendre le temps de discuter et

d'analyser toutes les possibilités. Je peux en témoigner puisque je représente la Ville à la commission eau et assainissement. Et cette commission a des propositions à faire.

Monsieur ROUMEGAS, vous avez commencé ce Conseil en disant que j'étais gêné par ce vœu. J'aimerais vous répondre personnellement. Cela fait cinq ans que je préside la Conférence des présidents. J'ai donc vu passer des vœux. Aucun ne m'a fait peur. Ce qui m'a gêné, c'est son contenu. Vous demandez un vote pour la régie. En mon nom personnel, si je vote ce vœu ou si je m'abstiens, cela signifie que j'écarte les trois autres modes actuellement à l'étude et proposés aux membres communautaires. Or, je veux mieux appréhender les avantages et inconvénients des quatre scénarii prévus pour l'eau et des quatre scénarii prévus pour l'assainissement. Avant de me prononcer de façon ferme, je veux avoir tous les éléments. Et c'est au cours du Conseil d'Agglomération, en toute connaissance de cause, que je me prononcerai en toute responsabilité. Voilà pourquoi je n'ai pas trouvé votre vœu adapté à la situation actuelle. Nous sommes en pleine réflexion.

Jacques DOMERGUE : D'abord, Madame le Maire, les élus de l'opposition vous remercient pour vous être intéressée au problème de l'eau. Il a fallu la dernière année du mandat pour que cela se fasse. Je vous rappelle que quand nous avons voté le transfert de la compétence à l'Agglomération, nous nous étions opposés à ce transfert, car nous savions que nous allions en perdre la maîtrise. Aujourd'hui, nous voyons que c'est ce qui risque de se produire.

Plusieurs points méritent d'être soulignés. D'abord, si la Ville de Montpellier devait décider d'un choix, politiquement, elle en aurait la possibilité. Vous êtes 50 % à être élus à l'Agglomération. Vous trouverez toujours des alliés pour que le choix de la Ville de Montpellier soit exaucé. Et s'il ne l'est pas, c'est qu'il y a des dissensions au sein de votre même groupe. Ensuite, le prix de l'eau à Montpellier n'est pas plus cher qu'ailleurs, et quand on ouvre le robinet, il y a de l'eau. Donc, de manière générale, nous n'avons pas de gros problème de fonctionnement avec le délégataire d'aujourd'hui. Si on veut revenir à un autre système, il faut réfléchir, car cela va supposer une organisation, des embauches transférées et un travail supplémentaire au personnel de l'Agglomération. Quand on regarde les différents tarifs des villes citées, on voit que l'on se situe dans la bonne moyenne du prix de l'eau. Donc, quitte à prendre un risque, il faut que ce soit un risque mesuré. Ce qui nous intéresse aujourd'hui est de ne pas avoir de position dogmatique. Il ne faut pas dire que l'eau est un bien public et qu'il faut que ce problème soit absolument en gestion publique. Le problème de l'eau n'est pas un problème de droite ou de gauche. A l'opposé, maintenir un prestataire en sachant qu'il fait des bénéfices n'est pas non plus un problème. Il y a eu récemment une réduction du prix de l'eau de presque 8 %. On peut garder un prestataire et le tordre pour que le prix baisse encore. Vu la période que nous traversons et le poids qui pèse sur les Montpelliérains, notamment de fiscalité, ce qui nous intéresse est de donner un signe en faveur d'une bonne gestion de la Ville. Je ne rappellerai pas les phrases que vous avez utilisées les uns et les autres à notre rencontre pour dire que la Ville était mal gérée. Donner un signe en faveur d'une bonne gestion de l'eau serait un signe qu'apprécieraient les Montpelliérains. Si demain, au lieu d'avoir de l'eau à 3 euros le mètre cube, nous l'avons à 2,70 euros, c'est un plus attractif pour la ville de Montpellier. Nous avons comme seul objectif l'intérêt des Montpelliérains et la réalisation d'un service public, assumé ou par délégation, pour qu'ils en bénéficient.

A la base, il faut que le prix de l'eau ne soit pas exorbitant, que les investissements soient faits pour que les réseaux soient de qualité. Je ne suis pas opposé au maintien du prestataire, à condition qu'il montre qu'il est capable de faire des efforts. Je ne suis pas opposé à une régie, car je constate que toutes les villes passées en régie ont vu une baisse de 10 à 15 % du prix de l'eau. Mais cela ne se décide pas comme cela et s'étudie longuement. Je ne voudrais pas que l'Agglomération commette la même erreur qu'elle a faite avec la CFE en disant qu'elle n'a pas fait de simulation et ne sait pas ce que cela va donner. Il faut simuler, présenter aux communes intéressées. Je regrette encore que nous ayons laissé échapper cette responsabilité. C'est un dossier important qui ne nous appartient plus. Aujourd'hui, il est prématuré de se positionner. Les Verts veulent la régie, mais c'est plus de manière dogmatique que réellement concertée. Ils ont peut-être raison, mais il faut le démontrer. S'ils le démontrent, nous serons d'accord avec eux. Rendez-vous donc au prochain Conseil municipal pour la prochaine étape, qui nous permettra de nous prononcer.

Michel PASSET : Je ne suis pas du tout d'accord avec M. DOMERGUE. Tout d'abord, tout le monde s'accorde à dire que l'eau sera hélas la guerre de demain. Si c'est un bien universel, on doit être en capacité de fournir de l'eau sur tout le territoire national dans les mêmes conditions, à la même qualité et au même prix. Voilà la question posée. C'est la raison pour laquelle je m'étonne un peu que certains n'aient pas appuyé le projet de loi déposé voilà trois ans par un député communiste. Tout ce qui va dans le sens d'un service national de l'eau peut être fait en 2013. Ce n'est pas sorcier. Nous irons dans ce sens et voterons donc ce vœu. Ensuite, Madame le Maire a dit la diversité de la situation. Effectivement, comment expliquer qu'un enfant de Jacou ne paie pas le même prix qu'un enfant de Montpellier, puisque souvent cela est pris dans la même source ? Une deuxième chose est encore plus compliquée. Savez-vous quelles seront les compétences, les pouvoirs de l'Agglomération dans un an ? Nous en saurons plus le 16 mai, puisque, paraît-il, par décret, nous serons métropole. Quelles seront les compétences de la métropole ? Quelles seront les compétences de la Ville de Montpellier sur l'eau ? Qu'aurons-nous à dire ? J'aimerais qu'on attende et qu'on sache les compétences de la métropole en termes d'énergie. Entre parenthèses, il serait important, sur ce sujet de la métropole, de consulter les Montpelliérains et l'ensemble du département. Toutes ces questions sont rattachées à cela. La question de la gestion de l'eau dans une métropole est rattachée à d'autres conditions. Nous en débattons. Nous voterons ce vœu pour une régie de l'eau, mais pas dans un sens « Montpellier vote pour ». Ce n'est pas la question. C'est dans un sens d'égalité des citoyens devant une richesse naturelle que nous avons à préserver et qui dépend de l'intérêt national.

Philippe THINES : En effet, il s'agit d'une question qui, à mon avis, arrive trop tôt. D'énormes questions restent à poser. Une DSP, si elle est bien négociée, peut résulter en une baisse des prix. Le problème a été bien posé. Pour une régie, les bénéfices sont redistribués soit à la baisse des prix, soit à l'investissement. Pour les DSP, les bénéfices sont redistribués aux actionnaires. Ce choix est donc dogmatique. Si nous avons réussi à faire baisser le prix de 8 %, c'est qu'il y avait de la marge. Si nous étions vraiment dans une renégociation de contrat, je pense qu'on pourrait faire baisser le prix encore plus. La baisse du prix est donc un faux problème. Mais ce bien commence à se faire rare, et cela va au-delà de la ville de Montpellier. Le prix devra être le même dans tous les villages et villes de la future métropole. Au niveau du Parti radical de gauche, actuellement, nous sommes beaucoup plus proches d'aller vers une régie que vers une DSP. Le débat est ouvert. Il faut en parler et se positionner sur la redistribution des bénéfices.

Francis VIGUIE : Vous me surprenez extrêmement, camarades socialistes. Je pressens un nouveau recul. La première chose qui me surprend est l'organisation en elle-même du débat. Je vous rappelle que je demande depuis décembre qu'il y ait un débat organisé. En décembre, Mme MANDROUX m'a dit qu'il y aurait un débat au premier trimestre 2013. Je suis encore intervenu lors du dernier Conseil municipal. On m'a dit qu'il y aurait un débat à la Maison de la Démocratie, ce qui est tout de même une manière de dégager en touche inélégante. Un vœu a dû être posé pour avoir ce débat. Sans ce vœu, vous n'auriez pas organisé de débat, ce qui est un premier scandale. Je vous rappelle que l'Agglomération n'est pas élue directement par la population. Les Conseils municipaux sont aujourd'hui les seuls à avoir une légitimité directe issue d'un vote de la population. Sur des questions aussi importantes, on peut penser que ce Conseil puisse se prononcer. Serge FLEURENCE a aussi une mémoire sélective. Je me souviens très bien de ce qui a été dit sur la fin de la mission. Il y avait une recommandation pour le retour en régie, signée par les participants, donc engageant leur parti. Je me souviens très bien avoir demandé un vote du Conseil municipal sur la recommandation de la mission. Quelle a été ta réponse, Serge ? C'était de dire que je remettais en cause ta parole, car une signature est un engagement. Bien, mais là, j'entends une autre musique. Ensuite, j'ai pris le temps de regarder ce qu'écrivait le Parti socialiste lors de la campagne présidentielle. Une brochure intitulée *Sursauts* est sortie en février 2013. Page 28, en caractères gras : « Montpellier va devoir faire son choix. En ce qui nous concerne, nous sommes clairement en faveur de la régie. » A une époque, il semblait possible pour le Parti socialiste de prendre une position politique, comme vous la prenez sur l'urbanisme, le transport et les impôts. Sur l'eau, cela devient compliqué. Vous nous dites aujourd'hui ne pas avoir les éléments. Mais vous saviez bien que

cette discussion allait arriver. C'est vous, à l'Agglomération, qui avez décidé de voter en juillet. Serez-vous prêts en juillet ? Je ne sais pas.

Hélène MANDROUX nous dit être pour la SPL. Mais cela ne règle pas le problème de la DSP. La régie est plus claire car elle permet un certain nombre de choses, déjà constatées : la baisse des prix, plus de transparence, la participation des associations d'usagers au conseil d'administration. Ces points sont importants pour nous. Si nous considérons l'eau comme un bien commun extrêmement important, pourquoi le confier à Véolia qui est une multinationale ? Je ne lui reproche même pas de faire des profits, car c'est la fonction de toute multinationale. Nous devons répondre aux besoins des populations en toute transparence, avec un service de qualité. Les fuites à 17 % à Montpellier, c'est très mauvais. Pensez à tous les nouveaux quartiers. Nous ne pensons pas que ces fuites viennent de ces nouveaux quartiers qui viennent d'être construits. Le réseau n'a donc pas été entretenu. Nous aurions aimé aussi avoir les résultats de l'audit. Vous dites qu'il faut prendre du temps. Mais pour prendre du temps, il faut donner des éléments aux conseillers. Il faut organiser une votation citoyenne. Voilà une démarche. Je regrette, mais le panel ne regroupe que 20 personnes, et représente beaucoup d'argent. L'enjeu est bien la question de l'eau. Il s'agit d'une position politique qui est en capacité d'être prise. Je n'ai pas entendu que vous vouliez la prendre.

Frédéric ARAGON : J'ai une grande passion pour Fernando PESSOA, c'est vous dire si j'aime la schizophrénie. Je suis enchanté d'entendre M. ROUMEGAS, en accord avec M. VIGUIE, nous faire du régional local. Je trouve cela désopilant, surtout quand l'on sait que la tête de pont des Verts, M. BOVE, se planque au Conseil européen. Voilà, c'était juste pour me faire plaisir.

Marc DUFOUR : Je ne me prononce pas sur le fond, mais plutôt sur la forme. J'ai entendu plusieurs intervenants protester contre tout dogmatisme. Je n'entends que du dogmatisme depuis le début de cet entretien. Après tout, c'est peut-être un choix. Si on veut s'interroger sur les meilleures façons de régler ce problème, je me réfère à ce que nous avons dit lorsque nous avons voté le transfert de compétence à l'Agglomération. Le problème de l'eau est d'abord un problème de ressources et de capacité à gérer sur un bassin versant. Il est logique de mutualiser un certain nombre de choses sur un terrain plus grand que celui d'une commune, de façon à ce que les coûts d'approvisionnement et de distribution soient mieux gérés. Je comprends qu'on puisse discuter au niveau de la Ville. Mais, à partir du moment où l'on a fait un choix de gestion commune au niveau d'un bassin versant qui recouvre l'agglomération, il me paraît cohérent de le faire avec toutes les communes participant à l'Agglomération.

Ensuite, j'ai entendu mon collègue Michel PASSET dire son étonnement que l'enfant de Jacou ne doive pas payer le même prix de l'eau. C'est justement le principe de cette mutualisation au niveau d'un territoire plus large. Cela doit faire en sorte qu'à l'issue d'une gestion, en régie ou en DSP, le coût de l'eau au sein de l'agglomération soit le même. Là encore, je ne vois pas en quoi le choix de tel ou tel système modifiera l'objectif fixé. Je me défends de tout dogmatisme. Laissons aujourd'hui à ceux qui sont en train d'y travailler le soin de nous présenter toutes les solutions.

Max LEVITA : Le Conseil économique, social et environnemental vient de voter un avis sur la gestion et l'usage de l'eau en agriculture, le 23 avril 2013. Vous avez cet avis sur le site. Il a été approuvé par 104 voix. 21 ont voté contre et 45 se sont abstenus. Je vous lis quelques déclarations qui ont trait à notre débat. « Préserver la quantité et la qualité de l'eau est une question de santé publique. » Tout le monde est d'accord. « L'eau est un bien public. Cette ressource doit être préservée. » Tout le monde est d'accord. « Le défi alimentaire et le réchauffement climatique rendent plus précieuse la gestion de l'eau. » Et enfin, une citation de Saint-Exupéry : « L'eau n'est pas nécessaire à la vie, l'eau, c'est la vie. »

Je voudrais ajouter que le sujet de la gestion de l'eau pour un territoire est effectivement un sujet stratégique majeur. Ce sujet met en jeu l'avenir et pose une première question compliquée. Sommes-nous sûrs de disposer de toute la quantité d'eau nécessaire, avec une qualité acceptable à court, moyen et long terme ? Ensuite, il s'agit d'un sujet technique extraordinairement complexe, qu'il y a lieu de décomposer. D'abord, existe le problème de la production de l'eau. Ensuite, il y a le problème de la distribution de l'eau, puis de

l'assainissement, avec éventuellement la récupération des eaux usées. Troisième remarque, il s'agit d'un sujet politique difficile. Toutes les communes de l'agglomération ne sont pas dans la même situation. Doit-on donc envisager qu'à terme, elles rentrent dans le même moule ? D'autres territoires peuvent être tentés de nous rejoindre. Veut-on favoriser le rapprochement ?

Ensuite, il s'agit d'un sujet financier. Dans la situation d'aujourd'hui, ce n'est pas une mince affaire dont on peut se désintéresser, n'en déplaise à M. VIGUIE qui nage dans un monde où les problèmes d'argent n'existent pas. Trois solutions institutionnelles existent : la régie directe, la société publique locale, la DSP. Etant entendu qu'il est parfaitement envisageable que chaque secteur soit traité de façon différente. Les problèmes d'investissement ne sont pas secondaires. Pour Saint-Roch, par exemple, c'est 19 millions qu'on va demander au délégataire. Pour nous, cela représente deux groupes scolaires. J'ai le sentiment, avec les membres du groupe socialiste, que le sujet est étudié avec minutie et sérieux par les collègues de l'Agglomération. Attendons donc les résultats de cette étude avant d'adopter collectivement ou individuellement une décision. Aujourd'hui, une position me paraît prématurée. Elle serait une mise en cause sans objet et un procès d'intention d'une étude dont nous ne connaissons pas encore les conclusions. Nous ne pouvons donc pas aujourd'hui voter le vœu proposé.

Monsieur ROUMEGAS, vous avez une position que je n'hésite pas à qualifier de religieuse sur la régie publique. Pour baisser les prix, ce n'est pas compliqué. Vous baissez les conditions de la DSP et vous l'obtenez. Ce n'est pas un bon argument. La participation des usagers, c'est de la blague car cela n'est prévu par aucun des systèmes. Ceci étant, l'instance publique peut décider de les adopter. Tous les problèmes de la DSP peuvent être résolus dans le cahier des charges que nous mettrons au point et proposerons au délégataire. Croyez bien, cher Jean-Louis ROUMEGAS, que je regrette d'être en désaccord avec vous. Je suis, et vous le savez, partisan d'un accord avec votre parti dans le cadre des élections municipales. Mon parti l'a d'ailleurs prouvé, nous avons été parfaitement corrects à votre égard. Nous avons respecté les engagements grâce auxquels vous avez été élu député. Mon groupe vote contre votre vœu. En revanche, à titre personnel, je suis prêt à soutenir votre proposition. Il me semble en effet que ce problème de gestion de l'eau, vu sa complexité et son contenu idéologique, devrait être présenté aux citoyens. Mais cela se fera dans le cadre de la prochaine campagne municipale. La décision doit donc être prise par la prochaine équipe municipale. Mais cela reste ma position. En ce qui concerne votre vœu, je suis désolé, mais le groupe socialiste vote contre.

Perla DANAN : Effectivement, les conditions techniques et organisationnelles ont bien été posées par chacun avant moi. Les décisions pour l'intérêt général ne devraient pas se limiter à de l'incantatoire. J'espère d'ailleurs que l'incantation n'est pas le seul but de ce débat. Nous avons une décision technique à prendre, et je propose qu'on laisse cela à l'Agglomération, avec un certain nombre de délais pour instruire cette affaire.

Louis POUGET : Voilà un sujet important. Sachez qu'à l'Agglomération, nous aurons le débat et mettrons tous les éléments à la connaissance des élus pour qu'ils puissent se prononcer en connaissance du sujet. Mais chaque chose en son temps. J'aimerais répondre aux remarques. Certaines communes font des démarches. Certains veulent absolument faire en sorte que les communes se prononcent en Conseil municipal pour que le maire qui les représente à l'Agglomération arrive les mains liées sans avoir à écouter les explications techniques. Le panel a été fait car nous avons pris une assistance à la maîtrise d'ouvrage. Les choses ont été faites scientifiquement. Je remarque d'ailleurs que, dans le panel, il y avait un membre d'Au Secours 34. Quand il s'est rendu compte que les choses se passaient trop bien, il a ensuite refusé de venir y siéger. A propos des pertes du réseau, certains disent que 83 % n'est pas suffisant. 85 %, c'est excellent. On voit que ceux qui parlent de rendements ne connaissent que leur feuille de papier et leur stylo sans jamais voir un tuyau. Et si nous sommes à 78 % sur l'agglomération, c'est qu'en réalité, nous avons hérité d'un certain nombre de régies qui, elles, ont un taux de rendement de 40 %. Cela n'a pas fait augmenter la moyenne. Bien sûr, ils avaient une eau bon marché puisqu'ils n'avaient pas fait les investissements nécessaires ! N'oubliez pas que les budgets de l'eau et de l'assainissement sont des budgets annexes où vous ne trouvez en comptabilité que ce qui est afférant au produit. On ne peut pas tricher. Je tiens à le préciser. Sur la ville de Montpellier, la priorité a été de faire tous les dévoiements de réseaux pour ne pas retarder les chantiers des

lignes de tramway. Pour l'assainissement, des choix ont été faits de manière à être à l'heure avec la directive européenne sur le bon état du milieu en 2015. Au lieu de favoriser les réseaux, nous avons favorisé les stations d'épuration. Le schéma d'assainissement représente 380 millions d'euros d'assainissement.

Nous avons fait en sorte que les tarifs se tiennent de manière cohérente. Pour l'eau, nous voyons d'abord son coût et ensuite les investissements à faire. A l'heure actuelle, seules dix communes sont gérées en direct, sans passer par des syndicats intercommunaux, par l'Agglomération. Quand nous avons fait les prix, tout le monde a le même prix de l'eau. Je signale aussi que, depuis que nous avons pris la compétence à Grabels, le prix de l'eau a baissé. Faire baisser les prix n'est pas compliqué, tant en DSP qu'en régie. Il suffit d'enlever des prestations. Mais tout le monde n'a pas les mêmes ressources. Par exemple à Grenoble, ils ont l'eau du Drac filtrée par une roche. Quand l'eau sort, elle n'a pas besoin d'être traitée. L'eau, pour un Grenoblois, c'est le sable pour un touareg. Il faudrait vraiment être mauvais pour avoir de l'eau chère à Grenoble. Ici, nous travaillons sur la préservation de la ressource.

Nous n'avons pas attendu ce moment pour nous préoccuper de la situation. Si je suis allé à l'Agglomération prendre cette délégation sur l'eau, c'est parce que Georges FRECHE avait une vision où il pensait qu'il fallait un schéma directeur allant dans l'intérêt général de l'ensemble des communes. C'est pour cela que j'ai travaillé avec les syndicats Bas-Languedoc, Guarrigues Campagne, le Salaison et le pic Saint-Loup. Nous avons travaillé ensemble et avons estompé les frontières territoriales. Nous avons aujourd'hui 70 communes avec une production de 67 millions de mètres cubes par an. Sur ces 67 millions, 50 % sont produits par la source du Lez, 33 % par le captage dans la nappe de l'Hérault, et ensuite il y a 20 captages répartis sur l'ensemble des syndicats. En ayant cette prise de conscience sur le devenir, notre schéma directeur va porter jusqu'à 2030.

Je ne ferai pas de faux débat avec les problèmes de régie ou de DSP. Le mode de gestion en régie fait porter les responsabilités sur la collectivité qui gère directement. Je rappelle qu'il n'y a pas que Véolia comme prestataire. Certaines régies sous-traitent aussi, ce qui signifie que vous avez tout de même des grands groupes dans le système. Vous donnez des leçons, mais en définitive, vous n'avez rien résolu. Pour moi, la DSP est un contrat qui délègue cette mission sans en changer les objectifs. Le délégataire a des obligations de résultats, sans quoi il a des pénalités. Je laisse de côté les slogans « Régie moins chère ». Je vous prends une DSP, je coupe les prix de moitié, mais par contre, je ne fais plus d'investissements, et en 2030, tout le monde manquera d'eau. Cela fait partie des orientations politiques importantes qu'il va falloir prendre. Je suis en capacité de dire qu'en maintenant le prix de l'eau tel qu'il est aujourd'hui, on peut arriver en 2030 en laissant aux générations futures une situation excellente. Ce qui compte pour moi est l'avenir.

A propos du personnel, j'entends qu'il va être intégré. Le personnel reste privé. Le seul endroit où le personnel peut être intégré dans une régie ne concerne que les régies datant d'avant 1926. Ce n'est pas la peine de fantasmer. Ce sujet est complexe, mais n'empêche pas ceux qui n'y entendent rien d'en parler. Si cela leur fait plaisir.

Lors du prochain Conseil d'Agglomération nous présenterons donc le schéma directeur d'eau potable. Il y a eu un comité d'orientation avec les services de l'État, l'Agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse, le Conseil de Région, le Conseil général, BRL, le Pôle de l'eau, le BRGM et des associations de consommateurs. Nous avons mis tout le monde autour de la table. Quand on a des personnes qui veulent comprendre, on arrive à s'entendre. Nous préconisons dans les différents scénarii le schéma le plus approprié, avec un coût d'investissement à 157 millions d'euros, quel que soit le mode de gestion. C'est la somme que la collectivité doit consentir pour avoir un bon résultat d'ici 2030. Autrement dit, ce n'est pas l'écart entre la régie ou la DSP qui sera significatif pour faire la différence. Une bonne gestion vaut mieux pour les deux.

L'analyse comparative de l'audit dit ceci : « On peut d'ores et déjà signaler que le transfert de l'eau à l'Agglomération permettra de diffuser à une plus grande échelle les bonnes pratiques mises en place par la Ville en matière de pilotage de DSP. La DSP a été préférable à la régie. » C'est dans l'audit et vous ne pouvez pas l'oublier. Il n'est pas question pour nous d'écarter quelque mode de gestion que ce soit. Je ne suis pas non plus anti-régie. L'assainissement à l'Agglomération est en régie. Nous regardons les contrats, les métiers, les missions et les services publics. Nous déciderons en fonction d'éléments techniques, financiers,

environnementaux et humains dans l'intérêt général. Le travail fait par le panel des usagers et des acteurs nous a permis de mieux cerner les priorités qualitatives, sociales et financières.

Les élus de l'Agglomération sauront assurer les responsabilités de leur mandat. Je ne vous permets pas, Monsieur ROUMEGAS, de remettre en cause le pouvoir d'analyse et de décision des élus de l'Agglomération. Cela est inacceptable. Nous ne remettons pas en question les mandats dont vous disposez et qui sont légitimes. J'espère que, quand vous allez à l'Assemblée nationale, vous ne vous trompez pas de porte et allez au Sénat. La décision doit se prendre à l'Agglomération. C'est donc là qu'elle se prendra. Si nous respectons vos mandats, nous vous demandons de respecter les nôtres. Votre démarche consistant à déplacer le débat dans une instance qui n'est pas compétente démontre une volonté manifeste de fausser ce débat. C'est pourquoi je demande que les procédures soient respectées dans les instances désignées à cet effet et de ne pas vous abstenir mais de voter clairement contre, afin d'écarter toute confusion. Le forum de l'eau aura lieu le 25 mai au Corum. Vous pourrez vous y exprimer. Le débat sur le ou les choix de gestion aura lieu au Conseil d'Agglomération de juillet. Merci.

Hélène MANDROUX : Avant de vous faire voter, je dis que le prochain Conseil aura lieu le 17 juin. Je fais voter ce vœu.

Pour : 10

Contre : 31

Abstentions : 4

Affaire rejetée à la majorité des voix.

Articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales – Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique du Conseil municipal.

2012/0510	Convention de participation aux équipements publics de la ZAC Port Marianne - Jardins de la Lironde (L.311-4 CU), pour l'extension et la transformation d'un bâti existant en maison individuelle et petit studio correspondant à 305 m ² de surface de plancher (SDP) globale dont 214 m ² SDP déjà existant, pour un montant total de participation de 14 560 € (91 m ² x 160 €/m ²)
2013/0033	La Ville répond favorablement à la requête de M. BASILE Jean-Pierre concernant le rachat de la concession perpétuelle qu'il a acquise le 28 mai 2004
2013/0037	Compte tenu de l'augmentation de l'activité des directions et service de la Ville depuis 2010 du fait des réorganisations et des créations de directions et services, il convient d'approuver la signature de l'avenant n°1 au marché 0M9468170, autorisant l'augmentation du montant maximum de 45 000 € HT à 58 000 € HT pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2013
2013/0043	De conclure un avenant au marché 2M766 entreprise Freyssinet pour un montant de 10 878 € H.T.

2013/0044	De conclure un marché, afin de choisir un prestataire pour la réalisation d'une revue de presse audiovisuelle quotidienne, avec la société Kantar pour un montant minimum de 5000 € et un montant maximum de 30 000 €
2013/0045	D'attribuer le marché "Achat de matériel Espaces Verts" à la société GALLOY pour un montant maximum de commandes de 60 000.00€ HT. C'est un marché unique à bons de commandes passé pour deux ans à compter de sa notification.
2013/0047	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de la S.C.P. VINSONNEAU-PALIES, NOY, GAUER et associés dans l'affaire ville de Montpellier contre madame PENIGUET (BAYONNE) et monsieur JOYCE.
2013/0048	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de la SCP VINSONNEAU-PALIES, NOY, GAUER et associés dans l'affaire ville de Montpellier contre SARL SIHL CASITE DEL BARRIO.
2013/0049	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de la S.C.P. VINSONNEAU-PALIES, NOY, GAUER et associés dans l'affaire ville c/ ERDF et GRDF.
2013/0050	De conclure une convention d'occupation du domaine public avec "l'Union Syndicale Sud-Solidaires 34", pour des locaux de 75 m² situés, Immeuble Pagezy, 1 place Francis Ponge, pendant la durée des travaux de réaménagement, qui vont être réalisés dans le local initial au 23 rue Lakanal, du 15 mars au 15 juin 2013.
2013/0051	D'attribuer le marché à l'entreprise AMNYOS pour une mission de préfiguration de la Cité des Métiers à Montpellier pour un montant de 49 820 € HT
2013/0052	D'attribuer le marché à Bons de commande sans minimum, mais avec un maximum de 50 000,00 Euros H.T. pour les actions de soutien aux populations sinistrées à la Croix Rouge Française - 34070 Montpellier pour une durée de 4 ans.
2013/0053	De confier le marché "Elaboration d'une trame verte et bleue urbaine" aux entreprises suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - lot 1 "Diagnostics faune et flore et préconisation de gestion" à BIOTOPE pour un montant de 31 187.50 € HT, - lot 2 " Maîtrise d'oeuvre sur les corridors écologiques et les réservoirs de biodiversité " à COLOCO pour un montant de 34 200 €HT - lot 3 "Communication, signalétique, développement d'outils pédagogiques à COLOCO pour un montant de 19 800 € HT
2013/0054	De conclure avec la "SERM", une convention d'occupation temporaire pour l'immeuble situé, 19 rue Leenhardt, dans l'attente de son acquisition par la "SERM", afin de lui permettre d'engager les procédures administratives et d'aller sur les lieux pour réaliser les diagnostics et les études obligatoires. Cet immeuble est voué à démolition pour l'aménagement de la rue Catalan via le quartier Nouveau Saint Roch.
2013/0055	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ SCI CLJ (M. CARBASSE Laurent)

2013/0056	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ SARL BELCASTEL PROMOTION (M. NICOULET Philippe)
2013/0057	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ SCI SERDAN
2013/0058	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ CHAPOT Christophe
2013/0059	D'attribuer le marché concernant la mission d'AMO Médiation de la Cité du Corps Humain à Mme Emilie GULDNER pour un montant de 23 600 € HT
2013/0060	D'attribuer le marché de services sans minimum, mais avec un maximum de 25 000 € H.T., pour une mission de maraudage sur les sites festifs de la Ville de Montpellier - Prévention des risques, à l'association Avenir santé 34 sise 34098 Montpellier sur une durée de 6 mois.
2013/0061	De confier au groupement conjoint EMSYS/QUADRIM, la mise en place d'un Plan de continuité des installations techniques de la nouvelle Mairie pour un montant de : - Tranche ferme : 70 000 € HT - Tranche conditionnelle : 44 355 € HT - Total : 114 355 € HT
2013/0062	De mettre à disposition la galerie Saint Ravy du 26 avril au 12 mai 2013 pour une exposition d'oeuvres d'artistes plasticiens
2013/0063	D'attribuer un marché, en vue de l'exécution et la production pour la communication de la ville, à la société Graphic Design pour un montant minimum de 10 000 € et maximum de 80 000 €
2013/0064	D'attribuer un marché concernant le transport de l'oeuvre Listening Post, exposée à la Panacée à partir du 6 juin 2013, à l'entreprise ATTHOWE Fine Art Services, pour un montant d'environ 23 000 €
2013/0065	De confier à l'entreprise AMNYOS CONSULTANTS le marché « Assistance à la Maîtrise d'Ouvrage du projet de Cité de la Jeunesse à Montpellier » pour un montant de 57 000 HT.
2013/0066	D'attribuer le marché, concernant la production du mobilier sur mesure créé pour le bar-restaurant de la Panacée, pour un montant de 29 675.00 € HT, à l'entreprise Ciguë
2013/0067	D'attribuer le marché de services à bons de commande sans minimum, mais avec un montant maximum de 20 000 € H.T. pour une mission de prévention sur les événements festifs à l'association du Comité Départemental d'Education pour la Santé sur une durée de 6 mois.
2013/0068	De confier à l'entreprise SARL Comptoir Occitan, la fourniture de tee-shirts et casquettes pour un montant 20 134 € H.T.
2013/0069	De conclure un contrat de production de l'oeuvre Informationlab, pour un montant maximum de 46 000.00 € HT, dans le cadre de l'exposition inaugurale de la Panacée « Conversations électriques »

2013/0070	De mettre à disposition la Galerie Saint Ravy du 13 au 20 avril 2013 dans le cadre de l'exposition POLAROID, ROMAN PHOTO
2013/0071	De conclure un marché à bons de commande pour des missions d'assistance technique pour des bâtiments neufs ou existants concernant des mesures de débits de ventilation avec l'entreprise ENEXCO pour un montant maximum de 20 000 €
2013/0072	D'attribuer le marché à bons de commande sans minimum, mais avec un maximum de 20 000,00 Euros H.T. concernant la location de transporteurs électriques pour la Police Municipale à la société S.A.S E-MOTION sur une durée de quatre mois.
2013/0073	D'attribuer le marché acquisition, maintenance et prestations associées d'une solution de gestion du temps à la société HOROQUARTZ pour un montant maximum de 80 000 € HT
2013/0075	De conclure l'avenant n° 1 au marché attribué à l'entreprise Abel-Ange-Clermont pour la protection des vitraux du Carré Sainte Anne pour un montant de 4 422 € HT
2013/0076	Considérant l'évolution des recettes, il convient de modifier la régie en ajoutant aux recettes autorisées la vente d'affiches de film.
2013/0077	D'attribuer le marché prestation de restauration sur place (catering) pour le personnel artistique et technique de la manifestation ZAT! d'avril 2013, pour un montant compris entre 10 000 et 18 000 € HT, à l'entreprise SAUCE CEVENNES
2013/0078	De renouveler la carte d'abonnement Air France "France Métropolitaine" pour Monsieur le Directeur Général des Services pour la période 2013-2014
2013/0080	De conclure un contrat de co-accueil avec l'association Uni'Sons dans le cadre de la programmation du Théâtre Jean Vilar, saison 2012-2013
2013/0081	D'attribuer à TaM le marché pour l'exploitation du parc de stationnement du bassin Jacques Cœur pour une durée de 3 ans. Le montant de la prestation est de 105 000 € H.T.
2013/0082	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Me Bernard ROUSSEL
2013/0083	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ LEPINAY Laurence
2013/0084	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Madame Laurence COLAS
2013/0085	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Madame Laurence COLAS
2013/0086	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de PNAS et de ses avocats dans l'affaire Ville c/ HERNANDEZ
2013/0087	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Madame Laurence COLAS

2013/0088	De défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ MENUT Vincent, PIGNAL Guy, CHARLOT Jean Claude, TEMPLE Jean Pierre et SCI ABC (M. LORHO) COMBE Bernard
2013/0089	La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ SOCIETE GALLERIC

Plus rien n'étant à délibérer, la séance est levée à 23h35.
